A° 1929.  N° 51.

PUBLICATIE-BLAD.

BESCHIKKING *van den 21sten Juni 1929, No. 612, bepalende de plaatsing in het Publicatieblad van het Koninklijk besluit van den 20sten November 1928 (Staatsblad No. 424), bepalende de bekendmaking in het Staatsblad van het op 25 November 1927 te Washington gesloten internationaal radiotelegraafverdrag, met twee daarbij behoorende reglementen.*

DE GOUVERNEUR van Curaçao,

Gelezen de missive van den Minister van Koloniën van 11 Januari 1929, 5de Afdeeling, No. 11/12, waarbij ter bekendmaking is ontvangen het Koninklijk besluit van den 20sten November 1928 (Staatsblad No. 424), bepalende de bekendmaking in het Staatsblad van het op 25 November 1927 te Washington gesloten internationaal radiotelegraafverdrag, met twee daarbij behoorende reglementen.

Heeft goedgevonden te bepalen:

dat voormeld Koninklijk besluit van 20 November 1928 (Staatsblad No. 424) nevens afschrift dezer beschikking in het Publicatieblad zal worden geplaatst.

De Gouverneur van Curaçao,

L. A. FRUYTIER.

Uitgegeven den 24n. Juni 1929.
De Gouvernements-Secretaris,
BOOMGAART.

WIJ WILHELMINA, BIJ DE GRATIE GODS, KONINGIN DER NEDERLANDEN, PRINSES VAN ORANJE-NASSAU, ENZ., ENZ., ENZ.

Gezien het op 25 November 1927 te *Washington* gesloten internationaal radiotelegraafverdrag, met twee daarbij behoorende reglementen, waarvan een afdruk en eene vertaling bij dit besluit zijn gevoegd;

Overwegende, dat Wij bedoeld verdrag en die reglementen hebben bekrachtigd zoowel voor *Nederland* als voor *Nederlandsch-Indië*, *Suriname* en *Curaçao* en dat Onze akte van bekrachtiging op 29 October 1928 te *Washington* is nedergelegd;

Op de voordracht van Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken van den 14den November 1928, Directie van het Protocol, nº. 35604;

Hebben goedgevonden en verstaan:

meergenoemd verdrag en de beide reglementen, alsmede de vertalingen daarvan te doen bekend maken door de plaatsing van dit besluit in het *Staatsblad*.

Onze Ministers, Hoofden van Departementen van Algemeen Bestuur, zijn, ieder voor zooveel hem aangaat, belast met de uitvoering van hetgeen ten deze wordt vereischt.

's-Gravenhage, den 20sten November 1928.

WILHELMINA.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,
BEELAERTS VAN BLOKLAND.

Uitgegeven den *derden* December 1928.

De Minister van Justitie,
J. DONNER.

CONVENTION
RADIOTÉLÉGRAPHIQUE INTERNATIONALE

conclue entre

les Gouvernements de:

l'Union de l'Afrique du Sud, l'Afrique équatoriale française et autres Colonies, l'Afrique occidentale française, l'Afrique occidentale portugaise, l'Afrique orientale portugaise et les Possessions portugaises asiatiques, l'Allemagne, la République Argentine, la Fédération Australienne, l'Autriche, la Belgique, la Bolivie, le Brésil, la Bulgarie, le Canada, le Chili, la Chine, la République de Colombie, la Colonie espagnole du Golfe de Guinée, le Congo belge, Costa-Rica, Cuba, Curaçao, la Cyrénaïque, le Danemark, la République Dominicaine, l'Egypte, la République de El Salvador, l'Erythrée, l'Espagne, l'Estonie, les Etats-Unis d'Amérique, la Finlande, la France, la Grande-Bretagne, la Grèce, le Guatémala, la République d'Haïti, la République de Honduras, la Hongrie, les Indes britanniques, les Indes néerlandaises, l'Indochine française, l'Etat libre d'Irlande, l'Italie, le Japon, Chosen, Taiwan, Sakhalin japonais, le Territoire à bail du Kouangtoung et le Territoire des Iles des Mers du Sud sous mandat japonais, la République de Libéria, Madagascar, le Maroc (à l'exception de la Zone espagnole), le Mexique, le Nicaragua, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, la République de Panama, le Paraguay, les Pays-Bas, le Pérou, la Perse, la Pologne, le Portugal, la Roumanie, le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, le Siam, la Somalie italienne, la Suède, la Suisse, Surinam, les Territoires Syro-Libanais, la République de Saint-Marin, la Tchécoslovaquie, la Tripolitaine, la Tunisie, la Turquie, l'Uruguay et le Vénézuéla.

Les soussignés, Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays ci-dessus énumérés, s'étant réunis en Conférence à Washington, ont, d'un commun accord et sous réserve de ratification, arrêté la Convention suivante:

Article premier.

Définitions.

Dans la présente Convention:

le terme „communication radioélectrique" ou „radiocommunication" s'applique à la transmission sans fil d'écrits, de signes, de signaux, d'images et de sons de toute nature, à l'aide des ondes hertziennes;

le terme „station de radiocommunication" ou simplement „station" désigne une station outillée pour effectuer une radiocommunication;

le terme „station fixe" désigne une station établie à demeure et communiquant avec une ou plusieurs stations établies de la même manière;

le terme „station mobile" désigne une station susceptible de se déplacer et qui habituellement se déplace;

le terme „station terrestre" désigne une station autre qu'une station mobile et utilisée pour la radiocommunication avec des stations mobiles;

le terme „service mobile" désigne le service de radiocommunication exécuté entre stations mobiles et stations terrestres et par les stations mobiles communiquant entre elles;

le terme „service international" désigne un service de radiocommunication entre une station dans un Pays et une station dans un autre Pays, ou entre une station terrestre et une station mobile qui se trouve au delà des limites du Pays dans lequel est située la station terrestre, ou entre deux ou plusieurs stations mobiles sur ou au-dessus des hautes mers. Un service de radiocommunication intérieur ou national, qui est susceptible de causer des brouillages avec d'autres services au delà des limites du Pays dans lequel il opère, est considéré comme service international au point de vue du brouillage;

le terme „réseau général des voies de communication" désigne l'ensemble des voies de communication télégraphiques et téléphoniques existantes, ouvertes au service public, avec fils et sans fil, à l'exclusion des voies de radiocommunication du service mobile;

le terme „service public" désigne un service à l'usage du public en général;
le terme „service restreint" désigne un service ne pouvant être utilisé que par des personnes spécifiées ou dans des buts particuliers;
le terme „correspondance publique" désigne toute communication radioélectrique qu'une station, par le fait de sa mise à la disposition du service public, doit accepter du public pour transmission;
le terme „entreprise privée" désigne tout particulier et toute Compagnie ou Corporation qui exploite une ou plusieurs stations pour des communications radioélectriques;
le terme „radiotélégramme" désigne un télégramme originaire ou à destination d'une station mobile, transmis, sur tout ou partie de son parcours, par des moyens radioélectriques.

Article 2.

Etendue de la Convention.

§ 1. Les Gouvernements contractants s'engagent à appliquer les dispositions de la présente Convention dans toutes les stations de radiocommunication établies ou exploitées par les Gouvernements contractants et ouvertes au service international de la correspondance publique. Ils s'engagent également à appliquer lesdites dispositions aux services spéciaux régis par les Règlements annexés à la présente Convention.
§ 2. Ils s'engagent, en outre, à prendre ou à proposer à leurs législatures respectives les mesures nécessaires pour imposer l'observation des dispositions de la présente Convention et des Règlements y annexés, aux particuliers et entreprises privées autorisés à établir et à exploiter des stations de radiocommunication du service international ouvertes ou non à la correspondance publique.
§ 3. Les Gouvernements contractants reconnaissent le droit à deux Gouvernements contractants d'organiser entre eux des communications radioélectriques, à la seule condition de se conformer à toutes les dispositions de la présente Convention et des Règlements y annexés.

Article 3.

Intercommunication.

§ 1. (1) En ce qui concerne les communications internationales entre stations fixes, la liberté de chaque Gouvernement contractant reste entière, relativement à l'organisation du service et à la détermination des correspondances à échanger par les stations assurant ces communications.

(2) Toutefois, lorque ces stations fixes effectuent un service international de correspondance publique, soit de Pays à Pays, soit avec des stations du service mobile, elles doivent se conformer, respectivement pour chacune de ces deux catégories de communications, aux prescriptions de la présente Convention et des Règlements y annexés.

§ 2. En ce qui regarde les communications entre stations participant au service mobile, les stations assurant ces communications sont tenues, dans les limites de leur affectation normale, d'échanger réciproquement les radiotélégrammes, sans distinction du système radioélectrique adopté par elles.

§ 3. Toutefois, afin de ne pas entraver les progrès scientifiques, les dispositions du paragraphe précédent n'empêchent pas l'emploi éventuel d'un système radioélectrique incapable de communiquer avec d'autres systèmes, pourvu que cette incapacité soit due à la nature spécifique de ce système et qu'elle ne soit pas l'effet de dispositifs adoptés uniquement en vue d'empêcher l'intercommunication.

Article 4.

Service restreint.

Nonobstant les dispositions de l'Article 3, une station de radiocommunication peut être affectée à un service international restreint de correspondance publique, déterminé par le but de la correspondance ou par d'autres circonstances, indépendantes du système employé.

Article 5.

Secret des correspondances. Signaux faux ou trompeurs.

Les Gouvernements contractants s'engagent à prendre ou à proposer à leurs législatures respectives les mesures utiles pour réprimer:

a) la transmission et la réception, sans autorisation, à l'aide d'installations radioélectriques, de correspondances ayant un caractère privé;

b) la divulgation du contenu ou simplement de l'existence de correspondances qui auraient pu être captées à l'aide d'installations radioélectriques;

c) la publication ou l'usage, sans autorisation, de correspondances reçues à l'aide d'installations radioélectriques;

d) la transmission ou la mise en circulation de signaux de détresse ou d'appels de détresse, faux ou trompeurs.

Article 6.

Instruction des contraventions.

Les Gouvernements contractants s'engagent à s'entr'aider dans l'instruction des contraventions aux dispositions de la présente Convention et des Règlements y annexés, ainsi que, éventuellement, dans la poursuite des personnes contrevenant à ces dispositions.

Article 7.

Connexion avec le réseau général des voies de communication.

Chacun des Gouvernements contractants s'engage à prendre les mesures utiles pour que les stations terrestres établies sur son territoire et ouvertes au service international de la correspondance publique soient reliées au réseau général des voies de communication ou tout au moins à prendre des dispositions en vue d'assurer les échanges rapides et directs entre ces stations et le réseau général des voies de communication.

Article 8.

Echange d'informations relatives aux stations et au service.

Les Gouvernements contractants se donnent mutuellement connaissance, par l'intermédiaire du Bureau international

de l'Union télégraphique, des noms des stations ouvertes au service international de la correspondance publique et des stations assurant des services spéciaux régis par les Règlements annexés à la présente Convention, ainsi que de toutes les indications propres à faciliter et à accélérer les échanges radioélectriques.

Article 9.

Dispositifs spéciaux.

Chacun des Gouvernements contractants se réserve la faculté de prescrire ou d'admettre que, dans les stations visées à l'Article 8, indépendamment de l'installation dont les indications sont publiées par application de cet Article, d'autres dispositifs soient établis et exploités en vue d'une transmission radioélectrique spéciale, sans que les détails de ces dispositifs soient publiés.

Article 10.

Conditions imposées aux stations. Interférences.

§ 1. Les stations visées à l'Article 2 doivent, autant que possible, être établies et exploitées dans les meilleures conditions que la pratique du service aura fait connaître et être maintenues au niveau des progrès scientifiques et techniques.

§ 2. Toutes les stations, quel que soit leur objet, doivent, autant que possible, être établies et exploitées de manière à ne pas troubler les communications ou services radioélectriques des autres Gouvernements contractants et des particuliers ou des entreprises privées autorisés par ces Gouvernements contractants à effectuer un service public de radiocommunication.

Article 11.

Priorité pour les appels de détresse.

Les stations participant au service mobile sont obligées d'accepter par priorité absolue les appels de détresse, quelle qu'en soit la provenance, de répondre de même à ces appels et d'y donner la suite qu'ils comportent.

Article 12.

Taxes.

Les taxes applicables aux radiotélégrammes et les divers cas dans lesquels ceux-ci bénéficient de la franchise radioélectrique sont établis conformément aux dispositions des Règlements annexés à la présente Convention.

Article 13.

Règlements. Conférences.

§ 1. Les dispositions de la présente Convention sont complétées par:

1° un Règlement général qui a la même valeur et entre en vigueur en même temps que la Convention;

2° un Règlement additionnel qui engage seulement les Gouvernements qui l'ont signé.

§ 2. Les prescriptions de la présente Convention et des Règlements y annexés sont revisées par des Conférences de Plénipotentiaires des Gouvernements contractants, chaque Conférence fixant elle-même le lieu et l'époque de la réunion suivante.

§ 3. Avant toute délibération, chaque Conférence établit un Règlement intérieur, indiquant dans quelles conditions sont organisés et conduits les débats.

Article 14.

Arrangements particuliers.

Les Gouvernements contractants se réservent, pour eux-mêmes et pour les entreprises privées dûment autorisées à cet effet, par eux, la faculté de conclure des arrangements particuliers, sur les points du service qui n'intéressent pas la généralité des Gouvernements. Toutefois, ces arrangements devront rester dans les limites de la Convention et des Règlements y annexés, pour ce qui concerne les brouillages que leur mise à exécution serait susceptible de produire dans les services des autres Pays.

Article 15.

Suspension du service.

Chaque Gouvernement se réserve la faculté de suspendre le service international de radiocommunication pour un temps indéterminé, s'il le juge nécessaire, soit d'une manière générale, soit seulement pour certaines relations et/ou pour certaines natures de radiocommunications, à charge pour lui d'en aviser immédiatement chacun des autres Gouvernements contractants par l'intermédiaire du Bureau international de l'Union télégraphique.

Article 16.

Bureau international.

§ 1. Le Bureau international de l'Union télégraphique est chargé de réunir, de coordonner et de publier les renseignements de toute nature relatifs aux services radioélectriques, d'instruire les demandes de modification à la Convention et aux Règlements y annexés, de faire promulguer les changements adoptés et, en général, de procéder à tous les travaux administratifs dont il serait saisi dans l'intérêt des services radioélectriques internationaux.

§ 2. Les frais résultant de ces attributions sont supportés par tous les Gouvernements contractants, dans la proportion fixée par le Règlement général.

Article 17.

Comité consultatif international technique des communications radioélectriques.

§ 1. Un Comité consultatif international technique des communications radioélectriques est institué en vue d'étudier les questions techniques et connexes, afférentes à ces communications.

§ 2. Sa composition, ses attributions et son fonctionnement sont définis dans le Règlement général annexé à la présente Convention.

Article 18.

Relations avec les stations des Pays non-contractants.

§ 1. Chacun des Gouvernements contractants se réserve la faculté de fixer les conditions dans lesquelles il admet les télégrammes ou radiotélégrammes en provenance ou à destination d'une station qui n'est pas soumise aux dispositions de la présente Convention.

§ 2. Si un télégramme ou un radiotélégramme est admis, il doit être transmis, et les taxes ordinaires doivent lui être appliquées.

Article 19.

Adhésions.

§ 1. (1) Les Gouvernements qui n'ont point pris part à la présente Convention sont admis à y adhérer sur leur demande.

(2) Cette adhésion est notifiée par la voie diplomatique à celui des Gouvernements contractants au sein duquel la dernière Conférence a été tenue et par celui-ci à tous les autres.

(3) Elle emporte de plein droit accession à toutes les clauses de la présente Convention et admission à tous les avantages y stipulés.

§ 2. (1) L'adhésion à la Convention du Gouvernement d'un Pays ayant des Colonies, Protectorats ou Territoires sous souveraineté ou mandat ne comporte pas l'adhésion de ces Colonies, Protectorats ou Territoires sous souveraineté ou mandat, à moins d'une déclaration à cet effet de la part dudit Gouvernement.

(2) L'ensemble de ces Colonies, Protectorats ou Territoires sous souveraineté ou mandat, ou chacun d'eux séparément, peut faire l'objet d'une adhésion distincte ou d'une dénonciation distincte dans les conditions prévues au présent Article et à l'Article 23.

Article 20.

Arbitrage.

§ 1. En cas de dissentiment entre deux Gouvernements

contractants, relativement à l'interprétation ou à l'exécution soit de la présente Convention, soit des Règlements prévus par l'Article 13, la question doit, à la demande de l'un de ces Gouvernements, être soumise à un jugement arbitral. A cet effet, chacun des Gouvernements en cause en choisit un autre, non intéressé dans la question.

§ 2. Si l'accord entre les deux arbitres ne peut être obtenu, ceux-ci s'adjoignent un autre Gouvernement contractant également désintéressé dans le différend. A défaut, pour les deux arbitres, de s'entendre concernant le choix de ce troisième Gouvernement, chaque arbitre propose un Gouvernement contractant désintéressé dans le conflit; il est tiré au sort entre les Gouvernements proposés. Le tirage au sort appartient au Gouvernement sur le territoire duquel fonctionne le Bureau international mentionné à l'Article 16. La décision des arbitres est prise à la majorité des voix.

Article 21.

Echange de lois et de textes réglementaires.

Les Gouvernements contractants se communiquent, s'ils le jugent utile, par l'intermédiaire du Bureau international de l'Union télégraphique, les lois et les textes réglementaires qui auraient déjà été promulgués ou qui viendraient à l'être, dans leurs Pays, relativement à l'objet de la présente Convention.

Article 22.

Installations navales et militaires.

§ 1. Les Gouvernements contractants conservent leur entière liberté relativement aux installations radioélectriques non prévues à l'Article 2 et, notamment, aux installations navales et militaires.

§ 2. Toutes ces installations et stations doivent, autant que possible, observer les dispositions réglementaires relatives aux secours à prêter en cas de détresse et aux mesures à prendre pour empêcher le brouillage. Elles doivent aussi, autant que possible, observer les dispositions réglementaires

en ce qui concerne les types d'ondes et les fréquences à utiliser, selon le genre de service que lesdites stations assurent.

§ 3. Toutefois, lorsque ces installations et stations font un échange de correspondance publique ou participent aux services spéciaux régis par les Règlements annexés à la présente Convention, elles doivent se conformer, en général, aux prescriptions réglementaires pour l'exécution de ces services.

Article 23.

Mise à exécution, durée et dénonciation.

§ 1. La présente Convention sera mise à exécution à partir du 1er Janvier 1929; elle demeurera en vigueur pendant un temps indéterminé et jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où la dénonciation en sera faite.

§ 2. La dénonciation ne produit son effet qu'à l'égard du Gouvernement au nom duquel elle a été faite. Pour les autres Gouvernements contractants la Convention reste en vigueur.

Article 24.

Ratification.

§ 1. La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront déposées à Washington dans le plus bref délai possible.

§ 2. Dans le cas où un ou plusieurs des Gouvernements contractants ne ratifieraient pas la Convention, celle-ci n'en sera pas moins valable pour les Gouvernements qui l'auront ratifiée.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la Convention en un exemplaire qui restera déposé aux archives du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et dont une copie sera remise à chaque Gouvernement.

Fait à Washington, le 25 Novembre 1927.

Pour l'Union de l'Afrique du Sud,

H. J. LENTON

W. F. C. MORTON

Pour l'Afrique équatoriale française et autres Colonies,
CASSAGNAC

Pour l'Afrique occidentale française,
CASSAGNAC

Pour l'Afrique occidentale portugaise,
ARNALDO DE PAIVA CARVALHO

Pour l'Afrique orientale portugaise et les Possessions portugaises asiatiques,
MARIO CORRÊA BARATA DA CRUZ

Pour l'Allemagne,
OTTO ARENDT
HERMANN GIESS
H. HARBICH
ARTHUR WERNER
GÜNTHER SUADICANI
E. L. BAER

Pour la République Argentine,
FELIPE A. ESPIL
LUIS F. ORLANDINI
FRANCISCO LAJOUS

Pour la Fédération Australienne,
H. P. BROWN

Pour l'Autriche,
DR. MAXIMILIAN HARTWICH
ING. HANS PFEUFFER

Pour la Belgique,

J. PIERART
GOLDSCHMIDT
G. VINCENT

Pour la Bolivie,

GEO. DE LA BARRA

Pour le Brésil,

P. COELHO DE ALMEIDA
FREDERICO VILLAR
MANUEL F. SIMÕES AYRE

Pour la Bulgarie,

ST. BISSEROFF

Pour le Canada,

A. JOHNSTON
LAURENT BEAUDRY
C. P. EDWARDS
W. ARTHUR STEEL

Pour le Chili,

I. HOLGER

Pour la Chine,

CHIN CHUN WANG
CHANG-HSUAN
HING GING Y. LEE
TI-CHING WU

Pour la République de Colombie,

ENRIQUE OLAYA H.

Pour la Colonie espagnole du Golfe de Guinée,
ADOLFO H. DE SOLAS

Pour le Congo belge,
J. PIERART
G. VINCENT
ROBERT GOLDSCHMIDT

Pour Costa-Rica,
J. RAFAEL OREAMUNO

Pour Cuba,
L. ALBURQUERQUE
GONZALO GÜELL
LUIS MARINO PÉREZ

Pour Curaçao,
G. SCHOTEL

Pour la Cyrénaïque,
PAOLO ZONTA

Pour le Danemark,
T. F. KRARUP
C. WAMBERG

Pour la République Dominicaine,
M. L. VASQUEZ G.

Pour l'Égypte,
HORACE MAYNE
ALY IBRAHIM

Pour l'Érythrée,

CESARE BARDELONI

Pour l'Espagne,

MARIANO AMOEDO
ANTONIO NIETO
ADOLFO H. DE SOLAS
JOSE SASTRE

Pour l'Estonie,

G. JALLAJAS

Pour les États-Unis d'Amérique,

HERBERT HOOVER
STEPHEN DAVIS
JAMES E. WATSON
E. D. SMITH
WALLACE H. WHITE, JR.
W. R. CASTLE, JR.
WILLIAM ROY VALLANCE
C. McK. SALTZMAN
THOS. T. CRAVEN
W. D. TERRELL
OWEN D. YOUNG
SAMUEL REBER
J. BEAVER WHITE
ARTHUR E. KENNELLY

Pour la Finlande,

L. ASTRÖM

Pour la France,

L. BOULANGER

Pour la Grande-Bretagne,

T. F. PURVES
J. JOYCE BRODERICK
F. W. PHILLIPS
F. W. HOME
L. F. BLANDY
air commodore
C. H. BOYD
A. LESLIE HARRIS

Pour la Grèce,

TH. PENTHEROUDAKIS

Pour le Guatémala,

J. MONTANO N.

Pour la République d'Haïti,

RAOUL LIZAIRE

Pour la République de Honduras,

LUIS BOGRÁN

Pour la Hongrie,

BERNARD DE PASKAY

Pour les Indes britanniques,

P. J. EDMUNDS
P. N. MITRA

Pour les Indes néerlandaises,

G. C. HOLTZAPPEL
WARNSINCK
G. SCHOTEL
VAN DOOREN

Pour l'Indochine française,

G. JULLIEN

Pour l'État libre d'Irlande,

P. S. MACCATHMHAOIL

T. S. O'MUINEACHAIN

Pour l'Italie,

GUISEPPE GNEME

GIACOMO BARBERA

GINO MONTEFINALE

Pour le Japon,

Pour Chosen, Taiwan, Sakhalin japonais, le Territoire à bail du Kouangtoung et le Territoire des Iles des Mers du Sud sous mandat japonais,

S. SAWADA

N. MORITA

K. NISHIZAKI

I. YAMAMOTO

SANNOSUKE INADA

T. USHIZAWA

T. NAKAGAMI

Pour la République de Libéria,

ERNEST LYON, Subj. to the ratification of the Senate

Pour Madagascar,

G. JULLIEN

Pour le Maroc (à l'exception de la Zone espagnole),

FREDERIC KNOBEL

Pour le Mexique,

PEDRO N. COTA

JUAN B. SALDAÑA

Pour le Nicaragua,
MANUEL ZAVALA

Pour la Norvège,
N. NICKELSON
HARMOD PETERSON
P. TENNFJORD
J. J LARSEN

Pour la Nouvelle-Zélande,
A. GIBBS

Pour la République de Panama,
R. J. ALFARO

Pour le Paraguay,
JUAN VICENTE RAMÍRIZ

Pour les Pays-Bas,
G. J. HOFKER
J. A. BLAND VAN DEN BERG
W. KRUIJT
E. F. W. VÖLTER
WARNSINCK

Pour le Pérou,
A. GONZALES-PRADA

Pour la Perse,
D. MEFTAH
en referandum

Pour la Pologne,
EUGÈNE STALLINGER

Pour le Portugal,
JOSÉ DE LIZ FERREIRA JUNIOR

Pour la Roumanie,
G. CRETZIANO (ad referendum)

Pour la République de El Salvador,
FRANCISCO A. LIMA

Pour le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes,
V. ANTONIÉVICH

Pour le Siam,
NIDES VIRAJAKICH

Pour la Somalie italienne,
VALERIO DELLA CAMPANA

Pour la Suède,
HAMILTON
LITSTRÖM
LEMOINE

Pour la Suisse,
E. NUSSBAUM

Pour Surinam,
G. SCHOTEL

Pour les Territoires Syro-Libanais,
FREDERIC KNOBEL

Pour la République de Saint-Marin,
FRN. FERRARI

Pour la Tchécoslovaquie,

Dr. OTTO KUČERA
ING. STRNAD

Pour la Tripolitaine,

SETTIMIO AURINI

Pour la Tunisie,

FREDERIC KNOBEL

Pour la Turquie,

J. A. BLAND VAN DEN BERG

Pour l'Uruguay,

VARELA

Pour le Vénézuéla,

LUIS CHURION

RÈGLEMENT GÉNÉRAL ANNEXÉ À LA CONVENTION RADIOTÉLÉGRAPHIQUE INTERNATIONALE.

Article premier.

Définitions.

Dans le présent Règlement, complémentairement aux définitions mentionnées à l'Article premier de la Convention:

le terme „station mobile" désigne une station mobile quelconque;

le terme „stations mobiles" désigne l'ensemble des stations mobiles, quel que soit leur emplacement;

le terme „station de bord" désigne une station placée à bord d'un navire qui n'est pas amarré en permanence;

le terme „station d'aéronef" désigne une station placée à bord d'un aéronef;

le terme „station côtière" désigne une station terrestre affectée aux communications avec les stations de bord. Ce peut être une station fixe affectée aussi aux communications avec les stations de bord; elle n'est alors considérée comme station côtière que pendant la durée de son service avec les stations de bord;

le terme „station aéronautique" désigne une station terrestre affectée aux communications avec les stations d'aéronef. Ce peut être une station fixe affectée aussi aux communications avec les stations d'aéronef; elle n'est alors considérée comme station aéronautique que pendant la durée de son service avec les stations d'aéronef;

le terme „station" désigne une station quelconque, sans égard pour son affectation;

le terme „station terrestre" a une signification générale; il est utilisé quand les relations envisagées portent en même temps sur les communications avec les stations de bord, sur les communications avec les stations d'aéronef et sur les communications avec d'autres stations mobiles quelconques.

Il désigne alors tout à la fois une station côtière pour ce qui est des communications avec les stations de bord, une station aéronautique pour ce qui est des communications avec les stations d'aéronef, et une station sur terre ferme quelconque destinée aux communications avec les autres stations mobiles quelconques;

le terme „service de radiodiffusion" désigne un service assurant la diffusion de communications radiotéléphoniques destinées à être reçues par le public, directement ou par l'intermédiaire de stations-relais;

le terme „service fixe" désigne un service assurant des communications radioélectriques de toute nature entre points fixes, à l'exclusion du service de radiodiffusion et des services spéciaux;

le terme „service mobile" désigne un service de radiocommunication exécuté entre stations mobiles et stations terrestres et par les stations mobiles communiquant entre elles, à l'exclusion des services spéciaux;

le terme „services spéciaux" désigne les services de radiophares, de radiogoniométrie, les émissions de signaux horaires, d'avis aux navigateurs, d'ondes étalonnées, les émissions destinées à des buts scientifiques, etc.;

le terme „radiophare" désigne une station spéciale dont les émissions sont destinées à permettre à une station de réception de déterminer son relèvement, ou une direction, par rapport au radiophare;

le terme „station radiogoniométrique" désigne une station pourvue d'appareils spéciaux, destinés à déterminer la direction des émissions d'autres stations;

le terme „station de radiodiffusion" désigne une station utilisée pour la diffusion des émissions radiotéléphoniques destinées à être reçues par le public;

le terme „station expérimentale privée" désigne 1° une station privée destinée à des expériences en vue du développement de la technique ou de la science radioélectrique, 2° une station utilisée par un „amateur", c'est-à-dire par une personne dûment autorisée, s'intéressant à la technique

radioélectrique dans un but uniquement personnel et sans intérêt pécuniaire;
le terme „Administration" désigne une Administration gouvernementale.

Article 2.

Licence.

§ 1. Aucune station radioélectrique émettrice ne pourra être établie ou exploitée par un particulier ou par une entreprise privée, sans licence spéciale délivrée par le Gouvernement du Pays dont relève la station en question.

§ 2. Le titulaire d'une licence doit s'engager à garder le secret des correspondances, tant au point de vue télégraphique que téléphonique. En outre, il doit résulter de la licence qu'il est interdit de capter les correspondances radioélectriques autres que celles que la station est autorisée à recevoir et que, dans le cas où de telles correspondances sont involontairement reçues, elles ne doivent être ni reproduites par écrit, ni communiquées à des tiers, ni utilisées dans un but quelconque.

§ 3. Afin de faciliter la vérification des licences, il est recommandé d'ajouter, s'il y a lieu, au texte rédigé dans la langue nationale, une traduction de ce texte en une langue dont l'usage est très répandu dans les relations internationales.

Article 3.

Choix et étalonnage des appareils.

§ 1. Le choix des appareils et des dispositifs radioélectriques à employer par une station est libre, à condition que les ondes émises soient conformes aux stipulations de ce Règlement.

§ 2. (1) Les Administrations doivent prendre les mesures nécessaires pour s'assurer que les fréquencemètres (ondemètres) employés pour le réglage des appareils de transmission soient étalonnés d'une façon aussi précise que possible, par comparaison avec leur instruments-étalons nationaux.

(2) En cas de contestation internationale, les comparaisons sont faites par une méthode de mesure absolue des fréquences.

Article 4.

Classification et emploi des émissions radioélectriques.

§ 1. (1) Les émissions radioélectriques sont réparties en deux classes:

A. Ondes entretenues,

B. Ondes amorties,

définies comme suit:

Classe A: Ondes dont les oscillations successives sont identiques en régime permanent.

Classe B: Ondes composées de trains successifs dans lesquels l'amplitude des oscillations, après avoir atteint un maximum, décroît ensuite graduellement.

(2) Les ondes de la Classe A comprennent les types ci-après, qui sont définis comme suit:

Type A 1: Ondes entretenues non modulées. Ondes entretenues dont l'amplitude ou la fréquence varie sous l'effet d'une manipulation télégraphique.

Type A 2: Ondes entretenues modulées à fréquence audible. Ondes entretenues dont l'amplitude ou la fréquence varie suivant une loi périodique de fréquence audible combinée avec une manipulation télégraphique.

Type A 3: Ondes entretenues modulées par la parole ou par la musique. Ondes entretenues dont l'amplitude ou la fréquence varie suivant les vibrations caractéristiques de la parole ou de la musique.

(3) La classification qui précède, en ondes A 1, A 2 et A 3, n'empêche pas l'emploi, dans des conditions fixées par les Administrations intéressées, d'ondes modulées et/ou manipulées, par des procédés ne rentrant pas dans les définitions des types A 1, A 2 et A 3.

(4) Ces définitions ne sont pas relatives aux systèmes des appareils d'émission.

(5) Les ondes seront désignées en premier lieu par leur fréquence en kilocycles par seconde (kc/s). A la suite de cette désignation sera indiquée, entre parenthèses, la longueur approximative en mètres. Dans le présent Règlement, la valeur approximative de la longueur d'onde en mètres est le quotient de la division du nombre 300000 par la fréquence exprimée en kilocycles par seconde.

§ 2. Les ondes émises par une station doivent être maintenues à la fréquence autorisée, aussi exactement que le permet l'état de la technique, et leur rayonnement doit être aussi exempt qu'il est pratiquement possible de toute émission qui n'est pas essentielle au type de la communication effectuée.

§ 3. Les Administrations intéressées fixent la tolérance admissible pour l'écart entre la fréquence moyenne des émissions et la fréquence notifiée; elles s'efforcent de profiter des progrès de la technique, pour réduire progressivement cette tolérance.

§ 4. La largeur d'une bande de fréquences occupée par l'émission d'une station doit répondre raisonnablement aux progrès techniques, pour le type de communication dont il s'agit.

§ 5. Dans le cas où des bandes de fréquences sont attribuées à un service déterminé, les stations de ce service doivent employer des fréquences suffisamment éloignées des limites de ces bandes, pour ne pas produire de brouillage nuisible dans le travail des stations appartenant aux services auxquels sont attribuées les bandes de fréquences immédiatement voisines.

Article 5.

Distribution et emploi des fréquences (longueurs d'onde) et des types d'émission.

§ 1. Les Administrations des Pays contractants peuvent attribuer une fréquence quelconque et un type d'ondes quelconque à toute station radioélectrique sous leur autorité, à la seule condition qu'il n'en résulte pas de brouillages avec un service quelconque d'un autre Pays.

§ 2. Toutefois, ces Administrations sont d'accord pour attribuer, aux stations qui, en raison de leur nature même, sont supposées capables de causer de sérieux brouillages internationaux, des fréquences et des types d'ondes en conformité avec les règles de répartition et d'emploi des ondes, telles qu'elles sont indiquées ci-dessous.
§ 3. Les Administrations sont aussi d'accord pour considérer le tableau de répartition des bandes de fréquences (voir § 7) comme un guide donnant, pour les différents services, les limites devant être respectées pour toutes les stations nouvelles et auxquelles devront être adaptées toutes les stations existantes, dans un délai aussi court qu'il sera pratiquement possible de l'obtenir, sans diminuer la qualité du service que ces stations existantes assurent, et compte tenu de l'état actuel de leurs installations.
§ 4. Cependant, les fréquences de toutes les stations de radiodiffusion travaillant actuellement avec des fréquences inférieures à 300 kc/s (longueurs d'onde supérieures à 1000 m) devront, en principe, être ramenées, au plus tard un an après la mise en vigueur du présent Règlement, soit dans la bande comprise entre 160 et 224 kc/s (longueurs d'onde 1875 à 1340 m) soit dans la bande comprise entre 550 et 1500 kc/s (longueurs d'onde 545 à 200 m).
§ 5. Aucune nouvelle station de radiodiffusion ne sera autorisée à travailler dans la bande de fréquences comprise entre 160 et 224 kc/s (longueurs d'onde 1875 à 1340 m), à moins qu'il n'en résulte pas d'inconvénient pour les services de radiocommunication existants, y compris les services de radiodiffusion effectués par les stations qui utilisent déjà des fréquences entrant dans ladite bande, et les stations dont les fréquences seraient ramenées à l'intérieur de cette même bande, par application des dispositions du § 4 ci-dessus.
§ 6. La puissance des stations de radiodiffusion existantes qui utilisent des fréquences inférieures à 300 kc/s (longueurs d'onde supérieures à 1000 m) ne doit pas être augmentée, à moins qu'il n'en résulte pas d'inconvénient pour les services de radiocommunication existants.
§ 7. Le tableau ci-contre donne la répartition des fréquences

(longueurs d'onde approximatives) entre les divers services.

§ 8. (1) L'usage des ondes du type B d'une fréquence inférieure à 375 kc/s (longueur d'onde supérieure à 800 m) sera interdit à partir du 1er Janvier 1930, sous réserve des dispositions du § 1 du présent Article, et sauf pour les stations terrestres existantes.

(2) Aucune nouvelle installation d'émetteurs d'ondes du type B ne pourra être faite sur des navires ou des aéronefs à partir du 1er Janvier 1930, sauf quand ces émetteurs, travaillant à pleine puissance, dépenseront moins de 300 watts mesurés à l'entrée du transformateur d'alimentation à fréquence audible.

(3) L'usage des ondes du type B de toutes fréquences sera interdit à partir du 1er Janvier 1940, sauf pour les émetteurs remplissant les conditions de puissance indiquées en (2) ci-dessus.

(4) Aucune nouvelle installation d'émetteurs du type B ne pourra être faite désormais dans une station terrestre ou fixe. Les ondes de ce type seront interdites dans toutes les stations terrestres à partir du 1er Janvier 1935.

§ 9. L'emploi du type d'ondes A 3 n'est pas autorisé entre 100 et 160 kc/s (3000 et 1875 m).

§ 10. L'emploi du type d'ondes A 2 n'est pas autorisé entre 100 et 150 kc/s (3000 et 2000 m), sauf dans la bande 100 à 125 kc/s (3000 à 2400 m) pour les signaux horaires exclusivement.

§ 11. Dans la bande 460 à 550 kc/s (650 à 545 m) aucun type d'émission susceptible de rendre inopérants les signaux de détresse, d'alarme, de sécurité ou d'urgence, émis sur 500 kc/s (600 m), n'est autorisé.

§ 12. En principe, toute station qui assure un service entre points fixes sur une onde de fréquence inférieure à 110 kc/s (longueur d'onde supérieure à 2725 m) doit employer une seule fréquence, choisie parmi les bandes attribuées audit service (§ 7 ci-dessus), pour chacun des émetteurs qu'elle comporte, susceptibles de fonctionner simultanément. Il n'est pas permis à une station de faire usage, pour un service

entre points fixes, d'une fréquence autre que celle attribuée comme il est dit ci-dessus.

§ 13. En principe, les stations emploient les mêmes fréquences et les mêmes types d'émission pour les transmissions de messages par la méthode unilatérale que pour leur service normal. Toutefois, des arrangements régionaux peuvent être réalisés, en vue de dispenser les stations intéressées de se soumettre à cette règle.

§ 14. Afin de faciliter l'échange des messages météorologiques synoptiques, dans les régions européennes, deux fréquences entre 37,5 et 100 kc/s (longueurs d'onde entre 8000 et 3000 m) seront attribuées à ce service par des arrangements régionaux.

§ 15. Pour faciliter la transmission et la distribution rapides des renseignements utiles à la découverte des crimes et à la poursuite des criminels, une fréquence entre 37,5 et 100 kc/s (longueur d'onde entre 8000 et 3000 m) sera réservée, pour cet objet, par des arrangements régionaux.

§ 16. (1) Les fréquences assignées par les Administrations à toutes nouvelles stations fixes, terrestres ou de radiodiffusion dont elles ont autorisé ou entrepris l'installation doivent être choisies de manière à éviter, autant qu'il est possible, de brouiller les services internationaux effectués par les stations existantes, dont les fréquences ont déjà été notifiées au Bureau international. Dans le cas d'un changement de la fréquence d'une station existante fixe, terrestre ou de radiodiffusion, la nouvelle fréquence assignée à cette station doit satisfaire à la condition mentionnée ci-dessus.

(2) Les Gouvernements intéressés s'entendent, en cas de besoin, pour la fixation des ondes à attribuer aux stations dont il s'agit ainsi que pour la détermination des conditions d'emploi des ondes ainsi attribuées. Si aucun arrangement en vue d'éviter les brouillages ne peut être réalisé, les prescriptions de l'Article 20 de la Convention peuvent être appliquées.

§ 17. (1) Chaque Administration avise promptement le Bureau international, lorsqu'elle décide ou autorise l'établis-

sement d'une station de radiocommunication dont l'exploitation nécessite l'attribution, en vue d'un service régulier, d'une fréquence déterminée, inférieure à 37,5 kc/s (d'une longueur d'onde supérieure à 8000 m), dans le cas où l'emploi de cette fréquence pourrait causer des brouillages internationaux sur des régions étendues. Cet avis doit parvenir au Bureau international quatre mois avant la construction de la station envisagée, de manière à permettre de régler les objections qu'une quelconque des Administrations pourrait soulever contre l'adoption de la fréquence proposée.

(2) Dans le cas d'une station fixe à ondes courtes, destinée à effectuer un service régulier et dont le rayonnement serait susceptible de causer des brouillages internationaux, l'Administration intéressée doit, en règle générale, avant l'achèvement de la station et en tout cas avant qu'elle soit ouverte au service, notifier au Bureau international la fréquence assignée à cette station.

(3) Une telle notification n'est faite, toutefois, que lorsque l'Administration intéressée a acquis la certitude que le service dont il s'agit pourra être établi dans un délai raisonnable.

§ 18. (1) Chaque Administration peut attribuer aux stations d'amateurs des fréquences choisies dans les bandes allouées aux amateurs, dans le tableau de répartition (§ 7 ci-dessus).

(2) La puissance maximum que ces stations peuvent utiliser est fixée par les Administrations intéressées, en tenant compte des qualités techniques des opérateurs et des conditions dans lesquelles lesdites stations doivent travailler.

(3) Toutes des règles générales fixées dans la Convention et dans ce Règlement s'appliquent aux stations d'amateurs. En particulier, la fréquence des ondes émises doit être aussi constante et aussi exempte d'harmoniques que l'état de la technique le permet.

(4) Au cours de leurs émissions, ces stations doivent transmettre leur indicatif d'appel à de courts intervalles.

Article 6.

Service des stations expérimentales privées.

§ 1. L'échange de communications entre stations expérimentales privées, de Pays différents, est interdit, si l'Administration de l'un des Pays intéressés a notifié son opposition à cet échange.

§ 2. Lorsque cet échange est permis, les communications doivent, à moins que les Pays intéressés n'aient pris d'autres arrangements entre eux, s'effectuer en langage clair et se limiter aux messages ayant trait aux expériences et à des remarques d'un caractère personnel pour lesquelles, en raison de leur manque d'importance, le recours au service télégraphique public ne saurait entrer en considération.

§ 3. Dans une station expérimentale privée, autorisée à effectuer des émissions, toute personne manœuvrant les appareils, pour son propre compte ou pour celui de tiers, doit avoir prouvé qu'elle est apte à transmettre les textes en signaux du Code Morse et à lire, à la réception radioélectrique auditive, les textes ainsi transmis. Elle ne peut se faire remplacer que par des personnes autorisées, possédant les mêmes aptitudes.

§ 4. Les Administrations prennent telles mesures qu'elles jugent nécessaires pour vérifier les capacités, au point de vue technique, de toute personne manœuvrant les appareils.

Article 7.

Certificats des opérateurs.

§ 1. (1) Le service de toute station mobile, radiotélégraphique ou radiotéléphonique, doit être assuré par un opérateur radiotélégraphiste, possesseur d'un certificat délivré par le Gouvernement dont dépend cette station. Toutefois, dans les stations mobiles pourvues d'une installation de radiotéléphonie de faible puissance (d'une puissance ne dépassant pas 300 watts alimentation), utilisable seulement pour la téléphonie, le service peut être assuré par un opérateur titulaire du seul certificat de radiotéléphoniste.

(2) Dans le cas d'indisponibilité absolue de l'opérateur, au

cours d'une traversée, d'un vol ou d'un voyage, le Commandant ou la personne responsable de la station mobile peut autoriser, mais à titre temporaire seulement, un opérateur possédant un certificat délivré par un autre Gouvernement contractant, à assurer le service radioélectrique. Lorsqu'il devra être fait appel, comme opérateur provisoire, à une personne ne possédant pas de certificat suffisant, son intervention devra se limiter aux cas d'urgence. De toutes façons, l'opérateur ou la personne susvisés devront être remplacés, aussitôt que possible, par un opérateur en possession du certificat prévu au § 1 (1) ci-dessus.

§ 2. Il y a deux classes de certificats et des certificats spéciaux pour les opérateurs radiotélégraphistes et une classe de certificat pour les opérateurs radiotéléphonistes.

Certificats de radiotélégraphiste.

§ 3. (1) Chaque Gouvernement reste libre de fixer le nombre des examens jugés nécessaires pour accéder au certificat de 1re classe.

(2) Le certificat de 1re classe constate obligatoirement que l'opérateur possède les aptitudes requises pour l'obtention du certificat de radiotéléphoniste. Chaque Gouvernement demeure libre d'exiger ou non ces mêmes aptitudes pour le certificat de 2e classe.

(3) Les conditions minima à imposer pour l'obtention de ces certificats sont les suivantes:

A. *Première classe.*

Le certificat de 1re classe constate la valeur professionnelle et technique de l'opérateur en ce qui concerne:

a) La connaissance des principes généraux d'électricité et de la théorie de la radiotélégraphie et de la radiotéléphonie, ainsi que la connaissance du fonctionnement pratique de tous les appareils utilisés dans le service mobile.

b) La connaissance théorique et pratique du fonctionnement des appareils accessoires, tels que groupes électrogènes, accumulateurs, etc., utilisés pour la mise en œuvre et le réglage des appareils indiqués au littera *a*).

c) Les connaissances pratiques nécessaires pour effectuer, par les moyens du bord, les réparations d'avaries pouvant survenir aux appareils, en cours de voyage.

d) La transmission correcte et la réception auditive correcte de groupes de code (mélange de lettres, de chiffres et de signes de ponctuation), à une vitesse de 20 (vingt) groupes par minute, et d'un texte en langage clair maternel, à une vitesse de 25 (vingt-cinq) mots par minute. Chaque groupe de code doit comprendre cinq caractères, chaque chiffre ou signe de ponctuation comptant pour deux caractères. Le mot moyen du texte en langage clair maternel doit comporter cinq caractères.

e) La connaissance détaillée des Règlements s'appliquant à l'échange des communications radioélectriques, la connaissance des documents relatifs à la taxation des radiotélégrammes, la connaissance de la partie des Règlements sur la sécurité de la vie humaine en mer se rapportant à la radiotélégraphie, et, pour la navigation aérienne, la connaissance des dispositions spéciales régissant le service radioélectrique de la navigation aérienne.

f) La connaissance de la géographie générale des cinq parties du monde, notamment des principales liaisons électriques par fil et „sans fil".

B. *Deuxième classe.*

Le certificat de 2e classe constate la valeur professionnelle de l'opérateur en ce qui concerne:

a) La connaissance théorique et pratique élémentaire de l'électricité et de la radiotélégraphie, ainsi que la connaissance du réglage et du fonctionnement des appareils utilisés dans le service mobile.

b) La connaissance théorique et pratique élémentaire du fonctionnement des appareils accessoires, tels que groupes électrogènes, accumulateurs, etc., utilisés pour la mise en œuvre et le réglage des appareils mentionnés au littera *a*)

c) Les connaissances pratiques suffisantes pour pouvoir effectuer les petites réparations, en cas d'avaries survenant aux appareils.

d) La transmission correcte et la réception auditive correcte de groupes de code (mélange de lettres, de chiffres et de signes de ponctuation), à une vitesse de 16 (seize) groupes par minute, et d'un texte en langage clair maternel, à une vitesse de 20 (vingt) mots par minute. Chaque groupe de code doit comprendre cinq caractères, chaque chiffre ou signe de ponctuation comptant pour deux caractères. Le mot moyen du texte en langage clair maternel doit comporter cinq caractères.
e) La connaissance des Règlements s'appliquant à l'échange des communications radioélectriques, la connaissance des documents relatifs à la taxation des radiotélégrammes, la connaissance de la partie des Règlements sur la sécurité de la vie humaine en mer se rapportant à la radiotélégraphie, et, pour la navigation aérienne, la connaissance des dispositions spéciales régissant le service radioélectrique de la navigation aérienne.
f) La connaissance des notions de géographie générale s'appliquant aux communications par fil et „sans fil".

C. *Certificat spécial.*

(1) Le service radiotélégraphique des petits navires (auxquels la Convention sur la sauvegarde de la vie humaine en mer n'est pas applicable) peut être assuré par des opérateurs pourvus d'un certificat spécial répondant aux conditions suivantes:
a) Les opérateurs de celles de ces stations mobiles qui participent au service international de la correspondance publique et au travail général des stations mobiles, doivent être capables d'assurer les communications radioélectriques à la vitesse de transmission et de réception prévue pour l'obtention du certificat de 2e classe.
b) Lorsque ces stations ne participent pas audit service, mais agissent naturellement en cas de détresse, et qu'elles travaillent sur une onde particulière, en ne gênant pas les autres services radioélectriques, il appartient à chaque Gouvernement intéressé de fixer les conditions d'obtention du certificat.

(2) A titre exceptionnel, il est concédé provisoirement au Gouvernement de la Nouvelle-Zélande d'accorder un certificat spécial, dont il fixe les conditions d'obtention, aux opérateurs de petits bâtiments de sa nationalité, qui ne s'éloignent pas des côtes dudit Pays, et ne participent au service international de la correspondance publique et au travail général des stations mobiles que d'une manière restreinte.

§ 4. (1) Avant de devenir chef de poste d'une station mobile à bord d'un navire de la première catégorie (Art. 20, § 2), un opérateur de 1re classe doit avoir au moins une année d'expérience comme opérateur à bord d'un navire ou dans une station côtière.

(2) Pour devenir chef de poste d'une station mobile à bord d'un navire de la deuxième catégorie (Art. 20, § 2), un opérateur de 1re classe doit avoir au moins six mois d'expérience comme opérateur à bord d'un navire ou dans une station côtière.

(3) Pour assurer le service comme opérateur de 1re classe sur un aéronef, l'opérateur doit justifier d'un nombre d'heures de vol dans le service radioélectrique, fixé par l'Administration qui délivre le certificat.

§ 5. Les opérateurs qui ont passé avec succès l'examen pour l'obtention du certificat de 2e classe reçoivent de leur Gouvernement un certificat provisoire qui les autorise à embarquer comme chef de poste sur les bâtiments de la troisième catégorie (Art. 20, § 2). Après avoir justifié d'un service de six mois à bord d'un navire, ils peuvent recevoir le certificat définitif de 2e classe, les autorisant à exercer les mêmes fonctions sur des bâtiments de la deuxième catégorie.

Certificat de radiotéléphoniste.

§ 6. (1) Il n'y a qu'une classe de certificat pour les opérateurs de la radiotéléphonie.

(2) Ce certificat constate la valeur professionnelle de l'opérateur en ce qui concerne:

a) La connaissance du réglage et du fonctionnement des appareils de radiotéléphonie.

b) L'aptitude à la transmission et à la réception, d'une façon claire, de la conversation par l'appareil téléphonique.

c) La connaissance des Règlements s'appliquant à l'échange des communications radiotéléphoniques et de la partie des Règlements radiotélégraphiques concernant la sécurité de la vie humaine.

(3) Les titulaires du certificat de radiotéléphoniste ne peuvent être utilisés que sur les navires, aéronefs, etc., pourvus d'une installation de radiotéléphonie à faible puissance (300 watts alimentation, au maximum) et seulement pour le service téléphonique.

(4) Les opérateurs radiotéléphonistes du service aéronautique doivent justifier d'un minimum d'heures de vol à bord d'un aéronef, fixé par les Administrations intéressées.

(5) Le titulaire d'un certificat de radiotélégraphiste de 1re classe, ainsi que le titulaire d'un certificat de radiotélégraphiste de 2e classe pourvu du certificat de radiotéléphoniste, peuvent assurer le service radiotéléphonique sur toute station mobile.

§ 7. Chaque Administration prend les mesures nécessaires pour soumettre les opérateurs à l'obligation du secret des correspondances et pour éviter, dans la plus grande mesure possible, l'emploi frauduleux des certificats.

§ 8. Les Gouvernements intéressés prendront les dispositions nécessaires pour que le bénéfice des certificats délivrés sous le précédent régime soit maintenu aux titulaires de ces certificats, susceptibles de satisfaire, d'une manière générale, aux nouvelles conditions de délivrance.

§ 9. Les dispositions du présent Article deviendront obligatoires dans un délai maximum de trois ans après la mise en vigueur du présent Règlement.

Article 8.

Autorité du Commandant.

§ 1. Le service radioélectrique d'une station mobile est placé sous l'autorité supérieure du Commandant ou de la personne responsable du navire, de l'aéronef ou de tout autre véhicule portant la station mobile.

§ 2. Le Commandant ou la personne responsable, ainsi que toutes les personnes qui peuvent avoir connaissance du texte ou simplement de l'existence des radiotélégrammes, ou de tout renseignement quelconque obtenu au moyen du service radioélectrique, sont soumis à l'obligation de garder et d'assurer le secret des correspondances.

Article 9.

Procédure générale dans le service mobile.

§ 1. Dans le service mobile, la procédure détaillée ci-après est obligatoire, sauf le cas d'appel de détresse ou de correspondance de détresse, auquel sont applicables les dispositions de l'Article 19.

§ 2. (1) Avant de procéder à toute transmission, la station émettrice doit s'assurer qu'il ne se produira pas de brouillage excessif avec d'autres communications s'effectuant dans son rayon d'action, sur l'onde qu'elle va employer; s'il y a probabilité qu'un tel brouillage sera occasionné, elle attend le premier arrêt dans la transmission qu'elle pourrait troubler.

(2) Si, malgré cette précaution, une transmission radioélectrique en cours est entravée par l'appel, celui-ci doit cesser à la première demande d'une station terrestre ouverte au service international de la correspondance publique ou d'une station aéronautique quelconque. La station qui demande cette cessation doit indiquer la durée approximative de l'attente imposée à la station dont elle arrête l'appel.

§ 3. Dans les relations radiotélégraphiques du service mobile, la marche ci-après est suivie pour appeler une station:

(1) *a*) La station appelante effectue l'appel en transmettant, au plus, trois fois l'indicatif d'appel de la station appelée et le mot DE suivi de trois fois, au plus, son propre indicatif d'appel.

b) Pour produire cet appel, la station appelante utilise l'onde sur laquelle veille la station appelée.

(2) La station appelée répond en transmettant, au plus, trois

fois l'indicatif d'appel de la station appelante, le mot DE, son propre indicatif d'appel, et, si elle est prête à recevoir le trafic, la lettre K (invitation à transmettre), suivie, si elle le juge utile, de l'abréviation appropriée et d'un chiffre indiquant la force des signaux reçus.

(3) Si la station appelée est empêchée de recevoir, elle remplace, dans la formule de réponse, la lettre K par le signal •—••• (attente), suivi d'un nombre indiquant en minutes la durée probable de l'attente. Si cette durée probable excède 10 minutes, l'attente doit être motivée.

(4) Lorsqu'il y a plusieurs radiotélégrammes à transmettre dans le même sens, ils peuvent être transmis par séries, avec le consentement de la station qui doit les recevoir.

(5) Cette dernière station, en donnant son assentiment, indique le nombre de radiotélégrammes qu'elle est prête à recevoir en une série et fait suivre cette indication de la lettre K.

(6) En principe, tout radiotelégramme contenant plus de 100 mots est considéré comme formant une série, ou met fin à une série en cours.

(7) En règle générale, les longs radiotélégrammes, tant ceux en langage clair que ceux en langage convenu ou chiffré, sont transmis par tranches, chaque tranche contenant 50 mots dans le cas du langage clair et 20 mots ou groupes lorsqu'il s'agit de langage convenu ou chiffré.

(8) A la fin de chaque tranche, le signal ••——•• (?), signifiant: „Avez-vous bien reçu le radiotélégramme jusqu'ici?" est transmis. Si la tranche a été correctement reçue, la station réceptrice donne la lettre K et la transmission du radiotélégramme est poursuivie.

(9) *a*) La transmission d'un radiotélégramme se termine par le signal •—•—• (fin de transmission), suivi de l'indicatif d'appel de la station transmettrice et de la lettre K.

b) Dans le cas de la transmission par série, l'indicatif d'appel de la station transmettrice et la lettre K ne sont donnés qu'à la fin de la série.

(10) *a*) L'accusé de réception d'un radiotélégramme est donné au moyen de la lettre R suivie du numéro du radio-

télégramme; cet accusé de réception est précédé de la formule ci-après: indicatif d'appel de la station qui a transmis, mot DE, indicatif d'appel de la station qui a reçu.

b) L'accusé de réception d'une série de radiotélégrammes est donné au moyen de la lettre R suivie du nombre des radiotélégrammes reçus, ainsi que des numéros du premier et du dernier télégramme composant la série. Cet accusé de réception est précédé de la formule définie ci-dessus.

(11) La fin du travail entre deux stations est indiquée par chacune d'elles, au moyen du signal ...—.— (fin de travail) suivi de son propre indicatif d'appel.

§ 4. (1) Si la station appelante a l'intention de transmettre son trafic avec un type d'onde ou/et sur une fréquence autres que ceux employés pour effectuer l'appel, elle fait suivre son propre indicatif d'appel des indications de service définissant le type d'onde ou/et la fréquence qu'elle se propose d'utiliser pour sa transmission. L'absence de ces indications de service signifie qu'elle n'a pas l'intention de changer de type d'onde ni de fréquence.

(2) Si la station appelée désire que la station appelante transmette avec un type d'onde ou/et sur une fréquence autres que ceux utilisés pour l'appel, elle ajoute à la formule de réponse les indications de service définissant le type d'onde ou/et la fréquence dont elle demande l'emploi. L'absence de ces indications de service signifie qu'elle ne désire pas que le type d'onde ou/et la fréquence utilisés pour l'appel soient changés.

(3) Si la station appelante a indiqué qu'elle va utiliser pour la transmission un type d'onde ou/et une fréquence autres que ceux avec lesquels elle a effectué l'appel, la station appelée, dans la formule de réponse, fait précéder la lettre K des abréviations permettant d'indiquer qu'à partir de ce moment, elle écoute sur le type d'onde ou/et la fréquence annoncés et qu'elle emploiera elle-même lesdits type d'onde ou/et fréquence pour toute la durée de la communication.

(4) Si la station appelante est une station terrestre pouvant, conformément aux dispositions du présent Règlement, employer une onde autre que celles qu'il est possible à la

station mobile d'émettre, elle peut, après avoir établi le contact, utiliser cette onde pour transmettre son trafic. Dans ce cas, la marche à suivre est celle définie ci-après:

a) La station terrestre appelle la station mobile en employant l'onde sur laquelle celle-ci veille et, après avoir obtenu réponse, l'informe au moyen de l'abréviation appropriée d'avoir à l'écouter par la suite sur l'onde qu'elle compte utiliser.

b) Si la station mobile peut recevoir l'onde annoncée, elle donne la lettre K. Dans le cas contraire, elle informe la station terrestre, à l'aide de l'abréviation appropriée, de ce qu'il ne lui est pas possible de recevoir l'onde proposée et les deux stations s'entendent pour adopter une autre onde de travail.

(5) La station terrestre conserve l'onde qu'elle a employée jusqu'après la transmission du signal ···—·— (fin de travail), suivi de son indicatif d'appel. Ce signal suivi de l'indicatif d'appel, est répété par la station mobile sur l'onde internationale d'appel attribuée à son service.

(6) Lorsque la station terrestre qui reçoit une demande de changer le type d'onde ou/et la fréquence ne peut pas ou ne désire pas donner suite à cette demande, elle ne transmet pas le signal K, mais propose, en employant les abréviations appropriées, l'emploi d'un autre type d'onde ou/et d'une autre fréquence.

§ 5(1) Sur l'onde de 500 kc/s (600 m) (ou sur une onde autorisée, dans le cas de communications avec une station d'aéronef), les périodes de travail continu entre deux stations ne doivent pas dépasser dix minutes environ; après chacune de ces périodes, un temps d'arrêt doit être observé, afin de permettre, éventuellement, à une autre station de lancer un appel de priorité ou de transmettre un message de priorité.

(2) Sur les autres ondes affectées au service mobile maritime, la durée des périodes de travail continu est sous le contrôle de la station côtière. Dans le cas de communications entre deux stations de bord, c'est la station réceptrice qui détermine la durée des périodes de travail continu.

(3) Dans les communications entre stations d'aéronef, la durée des périodes de travail continu est soumise au contrôle de la station d'aéronef qui reçoit, sous réserve de l'intervention, pour cet objet, de la station aéronautique. Dans les relations entre stations aéronautiques et stations d'aéronefs, c'est la station aéronautique qui contrôle la durée des périodes de travail continu.

§ 6. Lorsqu'une station reçoit un appel sans être certaine que cet appel lui est destiné, elle ne doit pas répondre avant que l'appel n'ait été répété et compris. Lorsque, d'un autre côté, une station reçoit un appel qui lui est destiné, mais a des doutes sur l'indicatif d'appel de la station appelante, elle doit répondre immédiatement en utilisant le signal • • — — • • en lieu et place de l'indicatif d'appel de cette dernière station.

§ 7. (1) Lorsqu'il est nécessaire de faire des signaux d'essai, aux fins de régler l'appareil avant de procéder à l'appel ou à la transmission, ces signaux ne doivent pas être produits pendant plus de 10 secondes environ, et ils doivent être constitués par une série de V, suivie de l'indicatif d'appel de la station qui opère.

(2) Si une station émet des signaux d'essai à la demande d'une autre station, pour permettre à celle-ci de régler son appareil récepteur, ces signaux doivent également être constitués par une série de V, dans laquelle s'intercale plusieurs fois l'indicatif d'appel de la station émettrice.

Article 10.

Appel général à toutes les stations mobiles.

§ 1. Les stations qui désirent entrer en communication avec des stations mobiles, sans toutefois connaître les noms des stations mobiles qui sont dans leur rayon d'action, peuvent employer le signal de recherche CQ, remplaçant l'indicatif de la station appelée dans la formule d'appel, cette formule étant suivie de la lettre K(appel général à toutes les stations mobiles, avec demande de réponse).

§ 2. Dans les régions où le trafic est intense, l'emploi de l'appel CQ suivi de la lettre K est interdit, sauf en combinaison avec des signaux d'urgence.
§ 3. L'appel CQ non suivi de la lettre K (appel général à toutes les stations mobiles, sans demande de réponse) est employé pour les radiotélégrammes d'information générale, pour les signaux horaires, pour les informations météorologiques régulières, pour les avis généraux de sécurité et pour les informations de toute nature destinés à être lus par quiconque peut les recevoir.

Article 11.

Brouillage.

§ 1. (1) L'échange de signaux superflus est interdit aux stations mobiles. Des essais et des expériences ne sont tolérés, dans ces stations, qu'autant qu'ils ne troublent point le service d'autres stations.
(2) Chaque Administration apprécie, en vue de leur autorisation, si les essais ou les expériences proposés sont susceptibles de troubler le service des autres stations.
§ 2. Les essais et réglages, dans une station quelconque, doivent être conduits de façon à ne pas troubler le service des autres stations engagées dans une correspondance autorisée. Les signaux d'essai et de réglage doivent être choisis de telle manière qu'aucune confusion ne puisse se produire avec un signal, une abréviation, etc., d'une signification particulière, définie par le Règlement.
§ 3. Une station quelconque effectuant des émissions pour des essais, des réglages ou des expériences doit transmettre son indicatif d'appel à de fréquents intervalles, au cours de ces émissions.
§ 4. L'Administration ou l'exploitation privée qui formule une plainte en matière de brouillage doit, pour étayer et justifier celle-ci, déclarer qu'elle emploie régulièrement des appareils de réception d'un type équivalant au type le meilleur, utilisé dans la pratique courante du service dont il s'agit.

Article 12.

Rapport sur les infractions.

§ 1. Si une Administration a connaissance d'une infraction à la Convention ou à ce Règlement, commise dans une des stations du service mobile qu'elle a autorisées, elle constate les faits, fixe les responsabilités, et prend les mesures nécessaires.

§ 2. Les infractions aux règles du service mobile sont signalées, par les stations qui les constatent, à l'Administration dont elles-mêmes relèvent, et ce au moyen d'états conformes au modèle reproduit à l'Appendice 2.

§ 3. Dans le cas d'infractions réitérées de la part d'une même station, des représentations doivent être faites à l'Administration du Pays dont dépend cette station.

Article 13.

Publication de documents de service.

§ 1. Le Bureau international dresse et publie les documents de service suivants:

a) un tableau et une carte destinés à être annexés à la Nomenclature des stations de bord, et indiquant les zones et les heures de service à bord des navires classés dans la deuxième catégorie (voir Appendices 5 et 6);

b) une Liste alphabétique des indicatifs d'appel de toutes les stations fixes, terrestres et mobiles pourvues d'un indicatif d'appel de la série internationale. Cette liste est dressée sans considération de nationalité; elle est précédée d'un tableau de répartition des indicatifs d'appel, mentionnant les Pays auxquels une ou plusieurs séries d'indicatifs d'appel sont attribuées, dans les conditions fixées à l'Article 14;

c) des Nomenclatures de toutes les stations fixes, terrestres et mobiles ayant un indicatif d'appel de la série internationale et ouvertes ou non à la correspondance publique, et une Nomenclature des stations de radiodiffusion.

§ 2. La Nomenclature relative à chaque catégorie de stations est publiée en fascicules séparés, comme suit:

I. *Stations fixes et terrestres.*

(1) Nomenclature des stations par Pays, les noms des Pays étant rangés par ordre alphabétique et les noms des stations d'un même Pays étant, à leur tour, rangés par ordre alphabétique sous le nom de ce Pays. Cette Nomenclature est précédée d'un index alphabétique indiquant les noms des stations, les indicatifs d'appel, les indices caractéristiques et les numéros des pages où se trouvent les détails relatifs à ces stations.
(2) Le mot RADIO est imprimé séparément après le nom de chaque station côtière.

II. *Stations effectuant des services spéciaux.*

(1) Nomenclature des stations par Pays, avec index alphabétique analogue à celui du fascicule précédent. Les stations mentionnées dans cette Nomenclature sont celles qui assurent des services spéciaux à l'usage de la navigation maritime et aérienne (radiogoniométrie, radiophares, signaux horaires, avis aux navigateurs, informations météorologiques régulières, informations de presse adressées à tous, etc.).
(2) Les mots GONIO et PHARE sont inscrits respectivement à la suite du nom des stations radiogoniométriques et des stations radiophares.

III. *Stations de bord.*

Nomenclature des stations rangées par ordre alphabétique, sans considération de nationalité, et mentionnant, sous une forme abrégée, le nom du Pays auquel appartient chaque station.

IV. *Stations d'aéronef.*

Nomenclature des stations rangées par ordre alphabétique, sans considération de nationalité, et mentionnant, sous une forme abrégée, le nom du Pays auquel appartient chaque station.

V. *Stations de radiodiffusion.*

Nomenclature des stations par Pays, avec index alphabétique analogue à celui des fascicules I et II.

§ 3. Les suppléments à la liste des indicatifs d'appel et aux Nomenclatures respectives contiennent les additions, modifications et suppressions, publiées dans un ordre alphabétique. Ces suppléments sont mensuels et récapitulatifs.

Nomenclature des stations fixes et terrestres.

§ 4. (1) L'état signalétique des stations fixes et terrestres doit comporter les renseignements suivants:

a) nom de la station;

b) indicatif d'appel;

c) position géographique exacte de l'antenne émettrice indiquée par la subdivision territoriale et par la longitude et la latitude en degrés, minutes et secondes, la longitude étant calculée par rapport au méridien de Greenwich;

d) types et fréquences (longueurs d'onde) d'émission pour lesquels les réglages sont faits, l'onde normale de transmission étant soulignée;

e) pouvoir normal de rayonnement exprimé en mètres-ampères ou, à défaut, hauteur de l'antenne et intensité du courant à la base de celle-ci;

f) nature des services effectués;

g) heures de service (temps moyen de Greenwich);

h) le cas échéant, pour les stations terrestres, nom de l'entreprise privée qui établit les comptes de taxes;

i) taxe ou taxes de la station terrestre;

j) renseignements particuliers concernant les heures d'appel pour la transmission des listes de trafic ou pour la transmission des radiotélégrammes sans accusé de réception ou avec accusé de réception différé.

(2) La taxe télégraphique intérieure du Pays dont dépend la station terrestre et la taxe appliquée par ce Pays aux télégrammes à destination des Pays limitrophes sont indiquées dans la Nomenclature.

Nomenclature des stations effectuant des services spéciaux.

§ 5. En plus des indications concernant les stations fixes et terrestres, les renseignements publiés doivent mentionner

A. Pour les stations radiogoniométriques:

a) si la station est dotée d'un émetteur ou non et, dans ce dernier cas, la station transmettrice conjuguée;
b) l'onde sur laquelle la station radiogoniométrique doit être appelée, l'onde sur laquelle les stations mobiles doivent émettre les signaux prévus pour la prise des relèvements, l'onde sur laquelle la station radiogoniométrique (ou la station transmettrice conjuguée) doit transmettre les relèvements vrais obtenus et les secteurs dans lesquels les relèvements sont normalement exacts;
c) éventuellement, le pouvoir normal de rayonnement, exprimé en mètres-ampères, de la station transmettrice conjuguée (ou, à défaut, hauteur de l'antenne et intensité du courant à la base de celle-ci).
B. Pour les stations radiophares:
a) les signaux caractéristiques de la station;
b) si, en plus de son émission de radiophare, la station peut transmettre ou recevoir des communications normales;
c) éventuellement, le nom des stations avec lesquelles il faut se mettre en communication pour correspondre avec le radiophare, si ce dernier ne peut pas transmettre ou recevoir des communications;
d) les secteurs dans lesquels les émissions du radiophare donnent lieu à des relèvements normalement exacts.
C. Pour les stations transmettant des signaux horaires:
le schéma des signaux employés et les heures d'émission.
D. Pour les stations transmettant des avis aux navigateurs ou des observations météorologiques régulières:
les heures d'émission et, s'il y a lieu, la désignation du ou des documents où se trouvent les détails concernant ces émissions.

Nomenclature des stations de bord.

§ 6. L'état signalétique doit comporter les renseignements suivants:
a) nom du navire, suivi de l'indicatif d'appel en cas d'homonymie;
b) indicatif d'appel;
c) Pays dont relève la station (indication abrégée);

d) types et fréquences (longueurs d'onde) d'émission pour lesquels les réglages sont faits, l'onde normale de transmission étant soulignée;

e) pouvoir normal de rayonnement exprimé en mètres-ampères ou, à défaut, hauteur de l'antenne et intensité du courant à la base de celle-ci;

f) nature des services assurés (si la station est munie d'un radiogoniomètre, il y a lieu de l'indiquer) et heures de service;

g) nom de l'Administration ou de l'entreprise privée à laquelle les comptes de taxes doivent être adressés;

h) taxe de bord.

§ 7. En cas d'homonymie entre deux stations de bord de même nationalité, ainsi que dans les cas où les comptes de taxes doivent être adressés directement au propriétaire du navire, il est fait mention du nom de la Compagnie de navigation ou de l'armateur auquel appartient le navire.

Nomenclature des stations d'aéronef.

§ 8. L'état signalétique doit comporter les renseignements suivants:

a) indicatif d'appel de la station et éventuellement nom de l'aéronef;

b) nom du Pays dont dépend la station (indication abrégée);

c) marque et type de l'aéronef;

d) types et fréquences (longueurs d'onde) d'émission pour lesquels les réglages sont faits, l'onde normale de transmission étant soulignée;

e) parcours habituel ou port d'attache de l'aéronef;

f) nature des services assurés et heures de service; si la station est munie d'un radiogoniomètre, il y a lieu de l'indiquer;

g) nom de l'Administration ou de l'entreprise privée avec laquelle les comptes de taxes doivent être échangés;

h) le cas échéant, taxe de la station d'aéronef.

Nomenclature des stations de radiodiffusion.

§ 9. L'état signalétique doit comporter les renseignements suivants:

a) nom de la station;

b) le cas échéant, indicatif d'appel;

c) position géographique exacte de l'antenne émettrice, indiquée par la subdivision territoriale et par la longitude et la latitude en degrés, minutes et secondes, la longitude étant calculée par rapport au méridien de Greenwich;

d) fréquence (longueur d'onde) d'émission;

e) pouvoir normal de rayonnement exprimé en mètres-ampères ou, à défaut, hauteur de l'antenne et intensité du courant à la base de celle-ci;

f) facultativement, jours et heures d'émission; les heures sont indiquées en temps moyen de Greenwich, et les pays utilisant une heure d'été font connaître l'heure pour chacune des deux périodes de l'année;

g) nom de l'Administration ou de l'entreprise privée qui effectue l'émission.

Notations indiquant la nature et l'étendue du service des stations.

§ 10. Les notations suivantes sont employés dans les documents de service:

PG station ouverte à la correspondance publique;
PR station ouverte à la correspondance publique restreinte;
N station ayant un service permanent, de jour et de nuit;
Y station ouverte du lever au coucher du soleil;
X station n'ayant pas de vacations déterminées;
Z1 station de bord de 2e catégorie, à 8 heures de service;
Z2 station de bord de 2e catégorie, à 16 heures de service;
FA station aéronautique;
FC station côtière;
FS station terrestre établie dans le seul but de la sécurité de la vie humaine;
FX station effectuant un service de communications entre points fixes;

RF station de radiophare fixe;
RG station radiogoniométrique;
RS station réceptrice seulement, reliée au réseau général des voies de communication;
RW station de radiophare tournant.

§ 11. La forme générale à donner aux diverses nomenclatures est indiquée à l'Appendice 3. Les Administrations ou entreprises privées doivent adopter des formules identiques, pour les états signalétiques à transmettre au Bureau international.

Article 14.

Indicatifs d'appel.

§ 1. Les stations fixes, terrestres et mobiles visées au § 1 de l'Article 2 de la Convention, ainsi que les stations expérimentales privées doivent posséder un indicatif d'appel de la série internationale attribuée à chaque Pays dans le tableau de répartition ci-dessous. Dans ce tableau, la première lettre ou les premières lettres prévues pour les indicatifs d'appel distinguent la nationalité des stations.

Tableau de répartition des indicatifs d'appel.

Pays	Indicatifs	Pays	Indicatifs
Chili	CAA—CEZ	Hongrie	HAA—HAZ
Canada	CFA—CKZ	Suisse	HBA—HBZ
Cuba	CLA—CMZ	Equateur . . .	HCA—HCZ
Maroc	CNA—CNZ	République d'Haïti . . .	HHA—HHZ
Bolivie	CPA—CPZ	République Dominicaine . .	HIA—HIZ
Colonies portugaises	CRA—CRZ	République de Colombie . .	HJA—HKZ
République de Libéria . . .	ELA—ELZ	République de Honduras . .	HRA—HRZ
Estonie	ESA—ESZ	Siam	HSA—HSZ
Ethiopie	ETA—ETZ	Italie et Colonies	I
France et Colonies et Protectorats	F	Japon	J
Grande-Bretagne	G		

Pays	Indicatifs	Pays	Indicatifs
Etats-Unis d'Amérique	K	Islande	TFA—TFZ
Norvège	LAA—LNZ	Guatémala	TGA—TGZ
République Argentine	LOA—LVZ	Costa-Rica	TIA—TIZ
Bulgarie	LZA—LZZ	Territoire de la Sarre	TSA—TSZ
Grande-Bretagne	M	Hedjaz	UHA—UHZ
Etats-Unis d'Amerique	N	Indes néerlandaises	UIA—UKZ
Pérou	OAA—OBZ	Luxembourg	ULA—ULZ
Finlande	OHA—OHZ	Royaume des Serbes, Croates et Slovènes	UNA—UNZ
Tchécoslovaquie	OKA—OKZ	Autriche	UOA—UOZ
Belgique et Colonies	ONA—OTZ	Canada	VAA—VGZ
Danemark	OUA—OZZ	Fédération Australienne	VHA—VMZ
Pays-Bas	PAA—PIZ	Terre-Neuve	VOA—VOZ
Curaçao	PJA—PJZ	Colonies et Protectorats britanniques	VPA—VSZ
Portugal	CSA—CUZ	Indes britanniques	VTA—VWZ
Roumanie	CVA—CVZ	Etats-Unis d'Amérique	W
Uruguay	CWA—CXZ	Mexique	XAA—XFZ
Monaco	CZA—CZZ	Chine	XGA—XUZ
Allemagne	D	Afghanistan	YAA—YAZ
Espagne	EAA—EHZ	Nouvelles-Hébrides	YHA—YHZ
Etat libre d'Irlande	EIA—EIZ	Iraq	YIA—YIZ
Indes néerlandaises	PKA—POZ	Lettonie	YLA—YLZ
Brésil	PPA—PYZ	Ville libre de Dantzig	YMA—YMZ
Surinam	PZA—PZZ	Nicaragua	YNA—YNZ
(Abréviations)	Q	République de El Salvador	YSA—YSZ
URSS	RAA—RQZ	Vénézuéla	YVA—YVZ
Perse	RVA—RVZ	Albanie	ZAA—ZAZ
République de Panama	RXA—RXZ	Nouvelle-Zélande	ZKA—ZMZ
Lithuanie	RYA—RYZ	Paraguay	ZPA—ZPZ
Suède	SAA—SMZ	Union de l'Afrique du Sud	ZSA—ZUZ
Pologne	SPA—SRZ		
Egypte	SUA—SUZ		
Grèce	SVA—SZZ		
Turquie	TAA—TCZ		

§ 2. Les indicatifs d'appel sont formés de:

a) trois lettres, dans le cas de stations fixes et de stations terrestres;

b) quatre lettres, dans le cas de stations de bord;

c) cinq lettres, dans le cas de stations d'aéronef;

d) la lettre ou des lettres indiquant la nationalité, et d'un seul chiffre suivi d'un groupe de trois lettres au plus, pour les stations expérimentales privées.

§ 3. Dans le service radioaérien, après que la communication a été établie au moyen de l'indicatif d'appel de cinq lettres, la station d'aéronef peut employer un indicatif abrégé constitué:

a) en radiotélégraphie, par les première et dernière lettres de l'indicatif complet de cinq lettres;

b) en radiotéléphonie, par tout ou partie du nom du propriétaire de l'aéronef (Compagnie ou particulier), suivi des deux dernières lettres de la marque d'immatriculation.

§ 4. (1) Les 26 lettres de l'alphabet peuvent être employées pour former les indicatifs d'appel; les lettres accentuées sont exclues.

(2) Toutefois, les combinaisons suivantes de lettres ne peuvent être employées comme indicatifs d'appel:

a) combinaisons commençant par A ou par B, ces deux lettres étant réservées pour la partie géographique du Code international de signaux;

b) combinaisons qui pourraient être confondues avec les signaux de détresse ou avec d'autres signaux de même nature;

c) combinaisons réservées pour les abréviations à employer dans les transmissions radioélectriques;

d) en ce qui concerne les stations d'aéronef, combinaisons comportant la lettre W comme deuxième lettre.

§ 5. (1) Chaque Pays choisit les indicatifs d'appel de ses stations dans la série internationale qui lui est allouée et notifie au Bureau international l'indicatif d'appel attribué à chacune d'elles.

(2) Le Bureau international veille à ce qu'un même indicatif d'appel ne soit pas attribué à plus d'une station, et à ce que

les indicatifs d'appel qui pourraient être confondus avec les signaux de détresse ou d'autres signaux de même nature ne soient attribués à aucune station.

Article 15.

Inspection des stations.

§ 1. Les stations mobiles ayant leur port d'attache dans une Colonie, une Possession ou un Protectorat peuvent être considérées comme dépendant de l'Autorité de cette Colonie, de cette Possession ou de ce Protectorat, en ce qui concerne l'octroi des licences.

§ 2. Les Administrations compétentes des Pays où une station mobile fait escale peuvent exiger la production de la licence; celle-ci doit être conservée de telle façon qu'elle puisse être fournie sans délai. Lorsque la licence n'est pas produite ou que des anomalies manifestes sont constatées, ces Administrations peuvent procéder à l'inspection des installations radioélectriques, en vue de s'assurer qu'elles répondent aux conditions imposées par le présent Règlement.

§ 3. (1) Lorsqu'une Administration s'est trouvée dans l'obligation de recourir à la mesure prévue au § 2 ci-dessus, elle en informe immédiatement l'Administration dont dépend la station mobile en cause. Pour le surplus, il est procédé, le cas échéant, ainsi que le prescrit l'Article 12.

(2) Le délégué de l'Administration qui a inspecté la station doit, avant de quitter celle-ci, faire part de ses constatations au Commandant ou à la personne responsable (Article 8) ou à leur remplaçant.

§ 4. En ce qui concerne les conditions techniques et d'exploitation auxquelles doivent satisfaire, pour le service radioélectrique international, les stations mobiles titulaires d'une licence, les Gouvernements contractants s'engagent à ne pas imposer aux stations mobiles étrangères qui se trouvent temporairement dans leurs eaux territoriales ou s'arrêtent temporairement sur leur territoire, des conditions plus rigoureuses que celles qui sont prévues dans le présent Règlement. Ces prescriptions n'affectent en rien les dispositions qui,

étant du ressort de la Convention sur la sauvegarde de la vie humaine en mer, ne sont pas déterminées dans le présent Règlement.

Article 16.

Conditions à remplir par les stations mobiles.

§ 1. (1) Les stations mobiles doivent être établies de manière à se conformer, en ce qui concerne les fréquences et les types d'ondes, aux dispositions générales faisant l'objet de l'Article 5. Suivant ces dispositions, l'emploi, par les stations mobiles, des ondes amorties (type B), d'une fréquence inférieure à 375 kc/s (longueur d'onde supérieure à 800 m) sera interdit à partir du 1er Janvier 1930.

(2) En outre, aucune nouvelle installation d'émetteurs d'ondes du type B ne pourra être faite dans les stations mobiles à partir du 1er Janvier 1930, sauf quand ces émetteurs, travaillant à pleine puissance, dépenseront moins de 300 watts mesurés à l'entrée du transformateur d'alimentation à fréquence audible.

(3) Enfin, l'emploi des ondes du type B de toutes fréquences sera interdit à partir du 1er Janvier 1940, sauf pour les émetteurs remplissant les mêmes conditions de puissance que ci-dessus.

§ 2 (1) Toute station installée à bord d'un navire ou d'un aéronef effectuant un parcours maritime, navire ou aéronef obligatoirement pourvus d'appareils radioélectriques à la suite d'un accord international, doit pouvoir émettre et recevoir sur l'onde de 500 kc/s (600 m), types A 2 ou B. Les stations de bord doivent, en outre, pouvoir utiliser l'onde de 375 kc/s (800 m), type A 2 (ou B, sous réserve des dispositions du § 1 ci-dessus).

(2) Les stations d'aéronef doivent pouvoir émettre et recevoir l'onde de 333 kc/s (900 m) types A 2 ou A 3 (ou B, sous réserve des dispositions du § 1 ci-dessus).

§ 3. (1) En plus des ondes fixes visées ci-dessus, les stations mobiles équipées pour émettre des ondes de types A 1, A 2 ou A 3 peuvent employer toutes les ondes autorisées à l'Article 5.

(2) L'emploi des ondes du type B n'est autorisé que pour les fréquences (longueurs d'onde) ci-après:

kc/s	mètres	kc/s	mètres
375	800	500	600
410	730	665	450
425	705	1000	300
454	660	1364	220

(3) L'usage de l'onde du type B de 665 kc/s (450 m) est interdit dès maintenant dans les régions où cette onde peut gêner la radiodiffusion.

(4) L'emploi de l'onde du type B de 1000 kc/s (300 m) pour le trafic est interdit, dès maintenant, entre 18 h 00 et 00 h 00, heure locale, et sera complètement interdit, à toutes heures, à partir du 1er Janvier 1930, au plus tard. Toutefois, cette même onde du type B de 1000 kc/s (300 m) pourra continuer indéfiniment et sans restrictions horaires, à être utilisée par les stations à bord des bateaux de pêche, pour les relèvements radiogoniométriques entre elles, à condition de ne pas gêner la radiodiffusion.

§ 4. Tous les appareils de stations mobiles établis pour la transmission d'ondes du type A 1, entre 125 et 150 kc/s (2400—2000 m), doivent permettre l'emploi de trois fréquences au minimum, choisies dans cette bande, et pouvoir assurer le passage rapide de l'une à l'autre de ces fréquences.

§ 5. (1) Toutes les stations à bord des navires obligatoirement pourvus d'appareils radioélectriques, doivent être à même de recevoir l'onde de 500 kc/s (600 m) et, en outre, toutes les ondes nécessaires à l'accomplissement du service qu'elles effectuent.

(2) A partir du 1er Janvier 1932, elles devront être à même de recevoir facilement et efficacement, sur les mêmes fréquences, les ondes des types A 1 et A 2.

§ 6. Les appareils d'émission utilisés dans le service mobile doivent être pourvus de dispositifs permettant d'en réduire la puissance. Cette disposition ne s'applique pas aux émetteurs dont la puissance d'alimentation ne dépasse pas 300 watts.

§ 7. Les appareils récepteurs doivent être tels, que le courant qu'ils induisent dans l'antenne soit aussi réduit que possible et n'incommode pas les stations du voisinage.

§ 8. Les changements de fréquence dans les appareils émetteurs et récepteurs de toute station mobile doivent pouvoir être effectués aussi rapidement que possible. Toutes les installations doivent être telles, que, la communication étant établie, le temps nécessaire au passage de l'émission à la réception et vice versa soit aussi réduit que possible.

Article 17.

Ondes d'appel et d'écoute.

§ 1. (1) Dans la bande comprise entre 360 et 515 kc/s (830—580 m), les seules ondes admises en type B sont les suivantes: 375, 410, 425, 454 et 500 kc/s (800, 730, 705, 660 et 600 m).

(2) L'onde générale d'appel, qui doit être employée par toute station mobile portée par un navire obligatoirement équipé, et par les stations côtières, est l'onde de 500 kc/s (600 m) (A 1, A 2 ou B).

(3) En dehors de l'onde de 500 kc/s (600 m), l'usage des ondes de tous types comprises entre 485 et 515 kc/s (620—580 m) est interdit.

(4) L'onde de 500 kc/s (600 m) est l'onde internationale d'appel et de détresse. Elle peut être utilisée, mais avec discrétion, pour d'autres buts, si elle ne trouble pas les signaux de détresse, d'urgence, de sécurité ou d'appel.

(5) Les stations côtières doivent être en mesure de faire usage au moins d'une onde en plus de celle de 500 kc/s (600 m). Cette onde additionnelle est soulignée dans la Nomenclature, pour indiquer qu'elle est l'onde normale de travail de la station. Les ondes additionnelles ainsi choisies peuvent être les mêmes que celles des stations de bord, ou peuvent être différentes. En tous cas, les ondes de travail des stations côtières doivent être choisies de manière à éviter les brouillages avec les stations voisines.

(6) En dehors des ondes normales de travail soulignées

dans la Nomenclature, les stations côtières et de bord peuvent employer, dans la bande autorisée, les ondes supplémentaires qu'elles jugent convenables. Ces ondes sont mentionnées dans la Nomenclature, sans être soulignées.

§ 2 (1) En vue d'augmenter la sécurité de la vie humaine sur mer (navires) et au-dessus de la mer (aéronefs), toutes les stations du service mobile *maritime* doivent, pendant la durée de leurs vacations, prendre les mesures utiles pour assurer l'écoute sur l'onde de détresse (500 kc/s = 600 m) deux fois par heure, pendant trois minutes commençant à la 15e minute et à la 45e minute de chaque heure, temps moyen de Greenwich.

(2) Les stations qui assurent un service de correspondance radiotélégraphique, de presse, etc., avec les navires en mer doivent observer le silence pendant les intervalles indiqués ci-dessus. Seules les émissions envisagées à l'Article 19, §§ 25 à 27, peuvent être effectuées pendant ces intervalles.

(3) Toutefois, et à titre exceptionnel, les stations terrestres et de bord équipées pour correspondre à l'aide d'ondes entretenues peuvent continuer le travail pendant ces intervalles, si elles sont en mesure de maintenir en même temps une écoute satisfaisante sur l'onde de détresse, ainsi qu'il est prévu à l'alinéa (1) du présent paragraphe.

§ 3. Les règles ci-après doivent être suivies dans l'exploitation des stations du service mobile employant des ondes du type A 1 de la bande de 100 à 160 kc/s (3000—1875 m), laquelle est attribuée au service mobile:

a) Toute station côtière assurant une communication sur une onde longue entretenue doit faire l'écoute sur l'onde de 143 kc/s (2100 m) à moins qu'il n'en soit indiqué autrement dans la Nomenclature. La station côtière transmet tout son trafic sur l'onde ou sur les ondes qui lui sont spécialement attribuées.

b) Lorsqu'une station mobile désire établir la communication sur une onde longue entretenue, avec une autre station du service mobile, elle doit employer l'onde de 143 kc/s (2100 m), à moins qu'il n'en soit indiqué autrement dans la Nomen-

clature. Cette onde, désignée comme onde de communication générale, doit être employée:

1° pour la production des appels et des réponses aux appels;

2° pour la transmission des signaux préalables à la transmisson du trafic.

c) Une station mobile, après avoir établi la communication avec une autre station du service mobile, sur l'onde de communication générale, peut transmettre son trafic sur une onde quelconque de la bande autorisée, à condition de ne pas troubler le travail d'une station côtière ou un travail en cours sur l'onde d'appel.

d) En règle générale, toute station mobile équipée pour le service sur ondes longues entretenues et qui n'est pas engagée dans une communication sur une autre onde doit, en vue de permettre l'échange du trafic avec d'autres stations du service mobile, revenir sur l'onde de 143 kc/s (2100 m) pendant 10 minutes, du commencement de la 35e au commencement de la 45e minute de chaque heure, temps moyen de Greenwich, durant les heures prévues, selon la catégorie à laquelle appartient la station envisagée.

e) (1) Les stations côtières transmettent leurs listes de trafic à des heures déterminées, publiées dans la Nomenclature, sur l'onde ou sur les ondes qui leur sont attribuées.

(2) En dehors des heures ainsi fixées pour cette transmission de leurs listes de trafic, les stations côtières peuvent appeler individuellement les stations mobiles, à toute autre heure, selon les circonstances ou le travail qu'elles ont à effectuer. Ces appels individuels peuvent être émis sur l'onde de 143 kc/s (2100 m), dans les régions où il n'y a pas congestion de trafic.

f) Les dispositions particulières relatives au service assuré par les stations terrestres équipées en ondes longues entretenues sont précisées dans la Nomenclature par un renvoi spécial.

Article 18.

Installations de secours.

§ 1. La Convention sur la sauvegarde de la vie humaine en mer détermine quels sont les navires qui doivent être pourvus

d'une installation de secours, et définit les conditions à remplir par les installations de cette catégorie.

§ 2. Pour l'utilisation des installations de secours, toutes les prescriptions du présent Règlement doivent être observées.

Article 19.

Signaux de détresse, d'alarme, d'urgence et de sécurité.

Signal de détresse.

§ 1. Le signal de détresse consiste dans le groupe ···———··· par lequel il est annoncé que le navire ou l'aéronef ou tout autre véhicule portant la station qui l'envoie est sous la menace d'un danger grave et imminent, et demande une assistance immédiate.

Appel de détresse.

§ 2. (1) L'appel de détresse comprend le signal de détresse transmis trois fois, suivi du mot DE et de l'indicatif d'appel de la station mobile en détresse, transmis trois fois. Cet appel a priorité absolue sur toutes autres transmissions. Toutes les stations mobiles ou terrestres qui l'entendent doivent cesser immédiatement toute transmission susceptible de troubler les appels ou les messages de détresse, et écouter sur l'onde d'émission de l'appel de détresse. Cet appel ne doit pas être adressé à une station déterminée.

(2) Les mêmes règles s'appliquent à l'appel de détresse radiotéléphonique, qui consiste dans l'expression parlée MAYDAY (correspondant à la prononciation française de l'expression „m'aider").

Message de détresse.

§ 3. Le message de détresse comprend l'appel de détresse, suivi du nom du navire, de l'aéronef ou du véhicule en détresse, et des indications relatives à la position de celui-ci, à la nature de la détresse et à la nature du secours demandé.

§ 4. En règle générale, et quand il s'agit d'un navire ou d'un aéronef au-dessus de ou sur la mer, la position doit être exprimée en latitude et longitude (Greenwich), en

employant des chiffres pour les degrés et les minutes, accompagnés de l'un des mots NORTH ou SOUTH et de l'un des mots EAST ou WEST. Un point sépare les degrés des minutes. Eventuellement, le vrai relèvement et la distance en milles marins par rapport à un point géographique connu peuvent être donnés.

§ 5. L'appel et le message de détresse ne sont émis qu'avec l'autorisation du Commandant ou de la personne responsable du navire, de l'aéronef ou de tout autre véhicule portant la station mobile.

§ 6. Une station à bord d'un navire en détresse doit transmettre l'appel de détresse sur l'onde de 500 kc/s (600 m), de préférence du type A 2 ou B. Cet appel doit être suivi aussitôt que possible du message de détresse.

§ 7. L'appel de détresse et le message de détresse doivent être répétés par intervalles, jusqu'à ce qu'une réponse soit reçue, et notamment pendant les périodes de silence prévues à l'Article 17, § 2. Les intervalles doivent, toutefois, être suffisamment longs, pour que les stations qui se préparent à répondre à l'appel aient le temps de mettre leurs appareils émetteurs en marche. Dans le cas où la station de bord en détresse ne reçoit pas de réponse à un appel de détresse ou à un message de détresse transmis sur l'onde de 500 kc/s (600 m), l'appel et le message peuvent être répétés sur toute autre onde disponible, à l'aide de laquelle l'attention pourrait être attirée.

§ 8. De plus, une station mobile qui constate qu'une autre station mobile est en détresse peut transmettre le message de détresse, à condition que:

a) la station en détresse ne soit pas à même de le transmettre elle-même;

b) le Commandant (ou son remplaçant) du navire, aéronef ou autre véhicule portant la station intervenante juge que d'autres secours sont nécessaires.

§ 9. (1) Les stations qui reçoivent un message de détresse d'une station mobile se trouvant, sans doute possible, dans leur voisinage doivent en accuser réception immédiatement (voir §§ 15 et 16 ci-dessous), en prenant soin de ne pas

troubler la transmission de l'accusé de réception dudit message effectuée par d'autres stations.

(2) Les stations qui reçoivent un message de détresse d'une station mobile qui, sans doute possible, n'est pas dans leur voisinage doivent laisser s'écouler un court laps de temps avant d'en accuser réception, afin de permettre à des stations plus proches de la station mobile en détresse de répondre et d'accuser réception sans brouillage.

Trafic de détresse.

§ 10. Le trafic de détresse comprend tous les messages relatifs au secours immédiat nécessaire à la station mobile en détresse.

§ 11. Tout trafic de détresse doit comprendre le signal de détresse, transmis avant l'heure de dépôt.

§ 12. La direction du travail de détresse appartient à la station mobile en détresse ou à la station mobile qui, par application des dispositions du § 8, littera a), a produit l'appel de détresse. Ces stations peuvent céder la direction du travail de détresse à une autre station.

§ 13. Toutes les stations qui sont dans la zone des communications de détresse, mais qui ne prennent pas part à ces communications, doivent s'abstenir d'utiliser l'onde de détresse, jusqu'à ce que le travail de détresse soit terminé. Aussitôt ce travail établi sur l'onde de détresse, les stations mobiles qui n'y participent pas peuvent continuer leur service normal sur les autres ondes autorisées du type A 1, si, en opérant ainsi, rien ne les empêche de bien percevoir le trafic de détresse.

§ 14. (1) Lorsque le travail de détresse est terminé et que l'observation du silence n'est plus nécessaire, la station qui a eu la direction de ce travail transmet, sur l'onde de détresse, un message adressé à CQ, indiquant que le travail de détresse est terminé. Ce message affecte la forme suivante:

Indicatif d'appel CQ (trois fois), mot DE, indicatif d'appel de la station qui transmet le message, signal de détresse, heure de dépôt du message, nom et indicatif d'appel de la

station mobile qui était en détresse, mots „trafic détresse terminé".
(2) Ce message est répété, s'il y a lieu, sur les autres ondes sur lesquelles le travail de détresse a eu lieu.

Accusé de réception d'un message de détresse.

Répétition d'un appel ou d'un message de détresse.

§ 15. L'accusé de réception d'un message de détresse est donné sous la forme suivante:
Indicatif d'appel de la station mobile en détresse (trois fois) mot DE, indicatif d'appel de la station qui accuse réception (trois fois), groupe RRR, signal de détresse.
§ 16. Toute station mobile qui donne l'accusé de réception d'un message de détresse doit faire connaître aussitôt que possible son nom et sa position (sous la forme indiquée au § 4), en prenant soin de ne pas troubler d'autres stations mieux placées pour apporter un secours immédiat à la station en détresse.
§ 17. Si une station mobile employant des ondes entretenues, non comprises dans la bande de 485 à 515 kc/s (620—580 m), entend un message de détresse émis sur l'onde de 500 kc/s (600 m), en dehors des périodes de silence imposées sur l'onde de 500 kc/s (600 m) et si le navire, aéronef ou autre véhicule portant cette station n'est pas à même de fournir du secours, ladite station doit prendre toutes les dispositions possibles pour attirer l'attention d'autres stations mobiles dans le voisinage, qui travaillent sur des ondes non comprises dans la bande susmentionnée.
§ 18. Des répétitions de l'appel de détresse ou du message de détresse, par des stations mobiles autres que la station en détresse, ne sont permises que sur l'autorisation du Commandant (ou de son remplaçant) desdites stations, tout en prenant soin de ne pas produire du brouillage, par des répétitions inutiles.
§ 19. Une station qui répète un appel de détresse ou un message de détresse y ajoute, à la fin, le mot DE suivi de son propre indicatif d'appel, transmis trois fois.

§ 20. Dans le cas où une station reçoit un appel de détresse ou un message de détresse, mais n'est pas en mesure de fournir du secours et est portée à croire qu'il n'a pas été accusé réception du message de détresse, elle doit répéter ce message à toute puissance, sur l'onde de détresse, et prendre toutes les dispositions nécessaires pour aviser les autorités qui peuvent intervenir utilement.

Signal d'alarme automatique.

§ 21. La composition du signal d'alarme automatique doit répondre aux conditions suivantes:

a) Ce signal doit pouvoir être émis à la main ou par un appareil automatique, sans difficulté, avec une précision, quant à la mesure du temps, qui ne doit pas être plus grande que celle d'une montre ou d'une horloge indiquant les secondes.

b) Sa composition doit être nettement distincte et facilement reconnue par une personne ignorant le Code Morse, et elle doit pouvoir se prêter à la création facile et à bon marché d'un récepteur automatique qui:

1° répond au signal d'alarme, même lorsque de nombreux postes travaillent, et aussi quand il y a du brouillage atmosphérique;

2° n'est pas mis en action par des signaux puissants ou des atmosphériques, lorsque ceux-ci ne sont pas accompagnés du signal d'alarme;

3° possède une sensibilité égale à celle d'un récepteur détecteur-cristal relié à la même antenne;

4° avertit quand son fonctionnement cesse d'être normal.

c) Ladite composition doit être différente du signal employé pour le réglage et le fonctionnement du variomètre.

d) Avant qu'un récepteur automatique d'alarme soit approuvé pour l'usage des vaisseaux se trouvant sous la dépendance d'une Administration, celle-ci doit être convaincue, par des expériences pratiques faites dans des conditions de brouillage convenables, que l'appareil satisfait aux prescriptions de ce Règlement.

e) Le signal d'alarme suivant est dès maintenant reconnu: une série de douze traits transmis en une minute, la durée de chaque trait étant de quatre secondes et la durée de l'intervalle entre deux traits, de une seconde.

f) Ce signal spécial doit avoir pour seul but de faire fonctionner les appareils utilisés pour donner l'alarme. Il doit être uniquement employé pour annoncer que le signal de détresse va suivre.

g) L'adoption du type de signal d'alarme mentionné en e) n'empêche pas une Administration d'autoriser l'emploi d'un appareil automatique qui répondrait aux conditions fixées ci-dessus et qui serait actionné par le signal réglementaire de détresse (• • • — — — • • •).

Signal d'urgence.

§ 22. (1) Le signal d'urgence consiste en plusieurs répétitions du groupe XXX, transmis en séparant bien les lettres de chaque groupe et les groupes successifs; il est émis avant un appel. Ce signal indique que la station appelante a un message très urgent à transmettre, concernant la sécurité du navire, de l'aéronef ou du véhicule qui la porte, d'un navire, aéronef ou autre véhicule en vue, ou encore la sécurité d'une personne quelconque se trouvant à bord ou en vue du bord. Dans le service radioaérien, l'expression PAN est utilisée comme signal d'urgence, en radioteléphonie et en radiotélégraphie, lorsqu'une station d'aéronef veut signaler une avarie qui oblige l'aéronef à atterrir, sans nécessiter un secours immédiat. Dans le cas de la radiotélégraphie, les trois lettres doivent être bien séparées, afin que les signaux AN ne se transforment pas en signal P.

(2) Le signal d'urgence a la priorité sur toutes autres communications, sauf celles de détresse, et toutes les stations mobiles ou terrestres qui l'entendent doivent prendre soin de ne pas brouiller la transmission du trafic d'urgence.

(3) En règle générale, le signal d'urgence ne peut être employé que si la station mobile qui l'émet s'adresse à une station déterminée.

§ 23. (1) Les stations mobiles qui entendent le signal d'urgence doivent rester sur écoute pendant trois minutes, au moins. Passé ce délai, et si aucun message d'urgence n'a été entendu, elles peuvent reprendre leur service normal. (2) Toutefois, les stations terrestres et de bord qui sont en communication sur des ondes autorisées autres que celle utilisée pour la transmission du signal d'urgence et de l'appel qui le suit peuvent continuer sans arrêt leur travail normal.

§ 24. Le signal d'urgence ne peut être transmis qu'avec l'autorisation du Commandant ou de la personne responsable du navire, de l'aéronef ou de tout autre véhicule portant la station mobile.

Signal de sécurité.

§ 25. Le signal de sécurité consiste en la transmission du groupe TTT, en lettres bien séparées, suivi du mot DE et de l'indicatif d'appel de la station qui l'émet. Il annonce que cette station va transmettre un message concernant la sécurité de la navigation ou donnant d'importantes informations relatives aux messages d'avertissements météorologiques

§ 26. Le signal de sécurité et le message de sécurité sont transmis sur l'onde de 500 kc/s (600 m) et, selon le cas, sur l'onde normale de veille des stations de bord et d'aéronef.

§ 27. Le signal de sécurité est transmis, une seule fois, pendant la première période de silence qui se présente (Article 17, § 2) et cela vers la fin de cette période. Toutes les stations qui le perçoivent doivent rester sur écoute sur l'onde normale d'appel (stations de bord) ou sur l'onde autorisée (stations d'aéronef), jusqu'à ce que le message annoncé par le signal de sécurité soit terminé. La transmission de ce message commence immédiatement après la fin de la période de silence.

Article 20.

Vacations des stations du service mobile.

Stations terrestres.

§ 1. (1) Le service des stations terrestres est, autant que possible, permanent (de jour et de nuit). Toutefois, certai-

nes stations terrestres peuvent avoir un service de durée limitée. Chaque Administration ou entreprise privée autorisée, à laquelle entreprise le droit en est reconnu par les lois de son Pays, fixe les heures de service des stations terrestres placées sous son autorité.

(2) Les stations terrestres dont le service n'est point permanent ne peuvent prendre clôture avant d'avoir:

1° terminé toutes les opérations motivées par un appel de détresse;

2° échangé tous les radiotélégrammes originaires ou à destination des stations mobiles qui se trouvent dans leur rayon d'action et ont signalé leur présence avant la cessation effective du travail.

(3) Le service des stations aéronautiques est continu pendant toute la durée du vol dans le ou les secteurs du ou des parcours, dont la station considérée assure le service des communications radioélectriques.

Stations de bord.

§ 2. (1) Au point de vue du service international de la correspondance publique, les stations de bord sont classées en trois catégories:

1re catégorie: stations ayant un service permanent;

2e catégorie: stations ayant un service déterminé, de durée limitée;

3e catégorie: stations dont la durée du service est inférieure à celle qui est prévue pour les stations classées dans la 2e catégorie et stations dont la durée du service n'est pas déterminée.

(2) Les dispositions du § 1, alinéa (2), du présent Article s'appliquent aux stations de bord, strictement en ce qui concerne le service de détresse, et, autant que possible, en conformité avec l'esprit de ce qui est dit sous 2° dudit alinéa

(3) Il appartient à chacun des Gouvernements contractants d'assurer l'efficacité du service dans les stations de bord de sa nationalité en exigeant la présence, dans ces stations, du

nombre d'opérateurs nécessaire, compte tenu de sa législation en cette matière.

(4) Pendant leur navigation, les stations de bord classées dans la 2e catégorie doivent assurer le service comme suit:

a) dans le cas de courtes traversées, pendant les heures fixées par l'Administration dont elles dépendent;

b) dans les autres cas, au moins pendant la durée qui leur est attribuée dans l'Appendice 5. Il est fait mention de cette durée dans la licence.

Stations d'aéronef.

§ 3. Les stations d'aéronef sont classées en deux catégories:

1re catégorie: stations assurant le service pendant toute la durée du vol;

2e catégorie: stations dont les vacations ne sont pas déterminées.

§ 4. En ce qui concerne le service international de la correspondance publique des stations mobiles, le personnel de ces stations devra comporter, au moins:

a) pour les stations mobiles de la 1re catégorie: un opérateur possesseur d'un certificat de 1re classe;

b) pour les stations mobiles de la 2e catégorie: un opérateur possesseur d'un certificat de 1re ou de 2e classe;

c) pour les stations mobiles de la 3e catégorie: un opérateur ayant subi avec succès l'examen pour l'obtention du certificat de 2e classe.

Article 21.

Renseignements à faire figurer dans la licence.

Le Gouvernement qui délivre la licence à une station de bord ou d'aéronef y mentionne la catégorie dans laquelle cette station est classée. Lorsqu'il s'agit d'une station de bord classée dans la 2e catégorie, la licence porte aussi la mention de la durée de service assignée à la station, conformément aux indications de l'Appendice 5.

Article 22.

Adresse des radiotélégrammes.

§ 1. (1) L'adresse des radiotélégrammes à destination des stations mobiles doit être aussi complète que possible; elle est obligatoirement libellée comme suit:

a) nom ou désignation du destinataire, avec indication complémentaire, s'il y a lieu;

b) nom du navire ou, dans le cas d'un aéronef, indicatif d'appel, tels qu'ils figurent dans la première colonne de la Nomenclature;

c) nom de la station terrestre chargée de la transmission, tel qu'il figure à la Nomenclature.

(2) Toutefois, le nom et l'indicatif d'appel prévus au § 1 (1) *b*) peuvent être remplacés, aux risques et périls de l'expéditeur, par l'indication du parcours effectué par la station mobile, ce parcours étant déterminé par le nom des ports de départ et d'arrivée ou par toute autre mention équivalente.

(3) Lors de la réexpédition, sur les voies de communication du réseau général, d'un radiotélégramme reçu d'une station mobile, la station terrestre transmet comme origine le nom de la station mobile d'où émane le radiotélégramme, tel que ce nom figure à la Nomenclature, suivi du nom de ladite station terrestre.

§ 2. (1) Les stations mobiles autorisées à ne pas être pourvues de la Nomenclature officielle des bureaux télégraphiques peuvent faire suivre le nom du bureau télégraphique de destination du nom de la subdivision territoriale et, éventuellement, du nom du Pays de destination, si elles doutent que, sans cette adjonction, l'acheminement puisse être assuré sans hésitation.

(2) Le nom du bureau télégraphique et les indications complémentaires ne sont, dans ce cas, comptés et taxés que pour un seul mot. L'agent de la station terrestre qui reçoit le radiotélégramme maintient ou supprime ces indications, ou encore modifie le nom du bureau de destination, selon qu'il est nécessaire ou suffisant pour diriger le radiotélégramme sur sa véritable destination.

Article 23.

Ordre de priorité dans l'établissement des communications dans le service mobile.

L'ordre de priorité dans l'établissement des communications dans le service mobile est le suivant:

1° appels de détresse, messages de détresse et trafic de détresse;

2° communications précédées d'un signal d'urgence;

3° communications précédées du signal de sécurité;

4° communications relatives aux relèvements radiogoniométriques;

5° toutes les autres communications.

Article 24.

Appels.

§ 1. (1) En règle générale, il incombe à la station mobile d'établir la communication avec la station terrestre; elle ne peut appeler la station terrestre, dans ce but, qu'après être arrivée dans le rayon d'action de celle-ci.

(2) En principe, une station terrestre ayant du trafic pour une station mobile qui ne lui a pas signalé sa présence, ne doit appeler cette station que si elle est en droit de supposer que ladite station mobile est à sa portée et assure l'écoute.

§ 2. (1) Toutefois, les stations terrestres peuvent transmettre leur liste d'appels, formée des indicatifs d'appel de toutes les stations mobiles pour lesquelles elles ont du trafic en instance, à des intervalles déterminés, ayant fait l'objet d'accords conclus entre les Gouvernements intéressés. Les stations terrestres qui émettent leurs appels sur l'onde de 500 kc/s (600 m) transmettent les indicatifs d'appel de leur liste, par ordre alphabétique; les stations terrestres qui utilisent les ondes entretenues transmettent ces indicatifs d'appel dans l'ordre qui leur paraît convenir le mieux.

(2) En tous cas, les stations mobiles qui, dans cette transmission, perçoivent leur indicatif d'appel, doivent répondre aussitôt qu'elles le peuvent, en se conformant aux prescriptions du § 1 ci-dessus et en observant entre elles, autant

que possible, l'ordre dans lequel elles ont été appelées. L'heure à laquelle les stations terrestres transmettent leur liste d'appels ainsi que les fréquences et les types d'ondes qu'elles utilisent à cette fin sont mentionnés dans la Nomenclature.

(3) La station terrestre fait connaître à chaque station mobile intéressée la fréquence et le type d'onde qui seront utilisés pour le travail avec elle, de même que l'heure approximative à laquelle ce travail pourra commencer.

§ 3. Quand une station terrestre reçoit, pratiquement en même temps, des appels de plusieurs stations mobiles, elle décide de l'ordre dans lequel ces stations pourront lui transmettre leur trafic, sa décision s'inspirant uniquement de la nécessité de permettre à chacune des stations appelantes d'échanger avec elle le plus grand nombre possible de radiotélégrammes.

§ 4. (1) Lorsqu'une station terrestre répond à l'appel d'une station mobile, elle peut, si elle le juge nécessaire, lui demander, à l'aide des abréviations appropriées, d'indiquer le nombre de radiotélégrammes en instance.

(2) Si des renseignements concernant la position, l'itinéraire, la vitesse ou les escales du navire, de l'aéronef ou de tout autre véhicule portant la station mobile, paraissent nécessaires à la station terrestre, celle-ci les demande par un avis de service gratuit adressé au Commandant ou à la personne responsable du navire, de l'aéronef ou du véhicule portant la station mobile, qui les fournit ou non, sous sa responsabilité. La station mobile ne doit donner des renseignements de cet ordre à la station terrestre qu'après qu'ils auront été demandés et fournis comme il est dit ci-dessus.

§ 5. Dans les communications entre stations côtières et stations mobiles, la station mobile se conforme aux instructions données par la station côtière dans toutes les questions relatives à l'ordre de transmission, à l'heure de transmission et à la suspension du travail. Cette prescription ne s'applique pas aux cas de détresse.

§ 6. Dans les échanges entre stations mobiles et sauf dans

le cas de détresse, la station appelée a le contrôle du travail, comme il est indiqué au § 5 ci-dessus.

§ 7. (1) Lorsqu'une station appelée ne répond pas à l'appel émis trois fois, à des intervalles de deux minutes, l'appel doit cesser et il ne peut être repris que 15 minutes plus tard. La station appelante, avant de recommencer l'appel, doit s'assurer que la station appelée n'est pas, à ce moment, en communication avec une autre station.

(2) L'appel peut être répété à des intervalles moins longs, s'il n'est pas à craindre qu'il vienne brouiller des communications en cours.

§ 8. Lorsque le nom et l'adresse de l'exploitant d'une station mobile ne sont pas mentionnés dans la Nomenclature ou ne sont plus en concordance avec les indications de celle-ci, il appartient à la station mobile de donner d'office à la station terrestre à laquelle elle transmet du trafic, tous les renseignements nécessaires, sous ce rapport, en utilisant, à cette fin, les abréviations appropriées.

Article 25.

Heure de dépôt des radiotélégrammes.

§ 1. Pour indiquer l'heure de dépôt des radiotélégrammes acceptés dans les stations mobiles, le préposé se base sur le temps moyen de Greenwich, et utilise la notation suivant le cadran de 24 heures. Cette heure est toujours exprimée et transmise à l'aide de quatre chiffres (0000 à 2359).

§ 2. Toutefois, les Administrations des Pays situés en dehors de la Zone „A" (Appendice 6) peuvent autoriser les stations des navires longeant les côtes de leur Pays à utiliser le temps du fuseau pour l'indication, en un groupe de quatre chiffres, de l'heure de dépôt, et dans ce cas, le groupe doit être suivi de la lettre F.

Article 26.

Direction à donner aux radiotélégrammes.

§ 1. (1) En principe, la station mobile qui fait usage d'ondes du type A2, A3 ou B transmet ses radiotélégrammes à la station terrestre la plus proche.

(2) Toutefois, lorsque la station mobile peut choisir entre plusieurs stations terrestres se trouvant approximativement à la même distance, elle donne la préférence à celle qui est située sur le territoire du Pays de destination ou de transit normal des radiotélégrammes à transmettre. Quand la station choisie n'est pas la plus proche, la station mobile doit cesser le travail ou changer de type ou de fréquence d'émission à la première demande faite par la station terrestre du service intéressé qui est réellement la plus proche, demande motivée par le brouillage que ledit travail cause à celle-ci.

§ 2. La station mobile qui emploie des ondes du type A 1, comprises dans la bande autorisée, peut transmettre ses radiotélégrammes à une station terrestre qui n'est pas la plus proche. Il est, toutefois, recommandé, en ce cas, de donner la préférence à la station terrestre établie sur le territoire du Pays de destination ou du Pays qui paraît devoir assurer le plus rationnellement le transit des radiotélégrammes à transmettre.

§ 3. (1) Une station côtière, à laquelle une ou plusieurs ondes comprises dans la bande de 125 à 150 kc/s (2400—2000 m) sont allouées, possède sur cette ou sur ces ondes un droit de préférence.

(2) Toute autre station du service mobile transmettant un trafic public sur cette ou sur ces ondes, et causant ainsi du brouillage à ladite station côtière, doit suspendre son travail à la demande de cette dernière.

§ 4. Sauf dans les cas de détresse, les communications entre stations de bord ne doivent pas troubler le travail des stations côtières. Lorsque ce travail est ainsi troublé, les stations de bord qui en sont la cause doivent cesser leurs transmissions ou changer d'onde, à la première demande de la station côtière qu'elles gênent.

§ 5. Si l'expéditeur d'un radiotélégramme déposé dans une station mobile a désigné la station terrestre à laquelle il désire que son radiotélégramme soit transmis, la station mobile doit, pour effectuer cette transmission à la station terrestre indiquée, attendre éventuellement que les conditions prévues aux paragraphes précédents soient remplies.

§ 6. (1) Une station mobile qui n'a pas de vacations déterminées doit communiquer à la station terrestre avec laquelle elle est entrée en relation l'heure de clôture et l'heure de réouverture de son service.
(2) Toute station mobile dont le service est sur le point de fermer pour cause d'arrivée dans un port doit en avertir la station terrestre la plus proche.

Article 27.

Onde à employer en cas de détresse.

En cas de détresse, l'onde de 500 kc/s (600 m) doit être, de préférence, utilisée en type A 2 ou B. Lorsqu'il n'est pas possible d'employer un de ces types d'ondes, le type A 1 ou A 3 peut être utilisé. Aucune disposition du présent Règlement ne peut faire obstacle à l'emploi, par une station mobile en détresse, de tous les moyens dont elle dispose pour attirer l'attention, signaler sa situation et obtenir du secours.

Article 28.

Mesures propres à réduire les interférences.

§ 1. Dans le cas où des ondes autres que l'onde normale peuvent être employées, la station de bord suit les instructions de la station côtière avec laquelle elle est en correspondance. En principe, l'onde normale de 500 kc/s (600 m) ne doit pas être utilisée pour la transmission de longs radiotélégrammes dans les régions où le travail radioélectrique est intense.
§ 2. Pendant leurs heures de service, les stations utilisant, pour leur travail, des ondes du type A 2, A 3 ou B et ouvertes au service international de la correspondance publique doivent rester en écoute sur l'onde de 500 kc/s (600 m), sauf pendant qu'elles échangent du trafic sur d'autres ondes.
§ 3. En règle générale, il est recommandé de transmettre le trafic se rapportant à la correspondance publique sur des ondes du type A 1, plutôt que sur des ondes du type A 2 ou B.
§ 4. Toutes les stations du service mobile sont tenues

d'échanger le trafic avec le minimum d'énergie rayonnée, nécessaire pour assurer une bonne communication.

Article 29.

Avis de non remise.

§ 1. Lorsque, pour une cause quelconque, un radiotélégramme originaire d'une station mobile et destiné à la terre ferme ne peut pas être remis au destinataire, il est émis un avis de non remise adressé à la station terrestre qui a reçu le radiotélégramme de la station mobile. Cette station terrestre, après vérification de l'adresse, réexpédie l'avis à la station mobile, si cela est possible, au besoin par l'intermédiaire d'une station terrestre du même Pays ou d'un Pays voisin, pour autant que la situation existante ou, éventuellement, des accords particuliers le permettent.

§ 2. Quand un radiotélégramme parvenu à une station mobile ne peut pas être remis, cette station en informe le bureau ou la station mobile d'origine, par un avis de service. Dans le cas d'un radiotélégramme émanant de la terre ferme, cet avis de service est transmis, autant que possible, à la station terrestre par laquelle le radiotélégramme a transité ou, le cas échéant, à une autre station terrestre du même Pays ou d'un Pays voisin, pour autant que la situation existante ou, éventuellement, des accords particuliers le permettent.

Article 30.

Délai de séjour des radiotélégrammes dans les stations terrestres.

§ 1. (1) Lorsque la station mobile à laquelle est destiné un radiotélégramme n'a pas signalé sa présence à la station terrestre dans le délai indiqué par l'expéditeur ou, à défaut d'une telle indication, jusqu'au matin du cinquième jour qui suit le jour du dépôt, la station terrestre en informe le bureau d'origine, qui prévient l'expéditeur. Celui-ci peut demander, par avis de service taxé, télégraphique ou postal, adressé à la station terrestre, que son télégramme soit retenu

jusqu'à l'expiration du quatorzième jour à compter du jour de dépôt; en l'absence d'un tel avis, le radiotélégramme est mis au rebut à la fin du septième jour.

(2) Toutefois, il n'est pas tenu compte de l'expiration de l'un quelconque des délais visés ci-dessus, quand la station terrestre a la certitude que la station mobile entrera prochainement dans son rayon d'action.

§ 2. D'autre part, l'expiration des délais n'est pas attendue quand la station terrestre a la certitude que la station mobile est sortie définitivement de son rayon d'action. Si elle présume qu'aucune autre station terrestre de l'Administration ou de l'entreprise privée dont elle dépend n'est en liaison avec la station mobile, la station terrestre annule le radiotélégramme en ce qui concerne son parcours entre elle et la station mobile, et informe du fait le bureau d'origine, qui prévient l'expéditeur. Dans le cas contraire, elle le dirige sur la station terrestre présumée en liaison avec la station mobile, à condition toutefois qu'aucune taxe additionnelle n'en résulte.

§ 3. Lorsqu'un radiotélégramme ne peut pas être transmis à une station mobile, par suite de l'arrivée de celle-ci dans un port voisin de la station terrestre, cette dernière station peut, éventuellement, faire parvenir le radiotélégramme à la station mobile par d'autres moyens de communication.

Article 31.

Services spéciaux.

A. Services météorologiques. Signaux horaires. Avis aux navigateurs.

§ 1. Les messages météorologiques synoptiques, les messages de prévision et/ou de situation météorologique générale, et les signaux horaires doivent être transmis, en principe, conformément à un horaire déterminé. Les radiotélégrammes de cette classe, destinés aux stations mobiles, doivent être émis, autant que possible, aux heures où leur réception peut se faire par celles de ces stations n'ayant qu'un seul opérateur (voir Appendice 5); la vitesse de transmission doit être

choisie de telle manière que la lecture des signaux soit possible à un opérateur ne possédant que le certificat de 2e classe.

§ 2. Pendant les transmissions „à tous" des signaux horaires et des messages météorologiques destinés aux stations du service mobile, toutes les stations de ce service, dont les transmissions brouilleraient la réception des signaux et messages en question, doivent observer le silence, afin de permettre à toutes les stations qui le désirent, de recevoir lesdits signaux et messages.

§ 3. Les messages d'avertissements météorologiques et les avis intéressant la sécurité de la navigation présentant un caractère d'urgence pour les services mobiles sont transmis immédiatement et doivent être répétés à la fin de la première période de silence qui se présente (voir Article 17, § 2). Ces messages et avis doivent être émis sur les fréquences attribuées au service mobile auquel ils sont destinés; leur transmission est précédée du signal de sécurité TTT.

§ 4. En plus des services réguliers d'information prévus dans les paragraphes précédents, les Administrations prennent les mesures nécessaires pour que certaines stations soient chargées de communiquer, sur demande, des messages météorologiques aux stations du service mobile.

§ 5. Dans un intérêt de brièveté et de bonne utilisation par les stations mobiles, les observations météorologiques transmises par les stations du service mobile doivent, en principe, être rédigées suivant un code météorologique international.

B. Service des stations radiogoniométriques.

§ 6. Les Administrations sous l'autorité desquelles sont placées les stations radiogoniométriques n'acceptent aucune responsabilité quant aux conséquences d'un relèvement inexact.

§ 7. Ces Administrations notifient, pour être insérées dans la Nomenclature des stations radiotélégraphiques, les caractéristiques de chaque station radiogoniométrique, en indiquant, pour chacune d'elles, les secteurs dans lesquels les relèvements sont normalement sûrs. Tout changement en ce

qui concerne ces renseignements doit être publié sans retard; si le changement est d'une nature permanente, il doit être communiqué au Bureau international.

§ 8. (1) En service normal, les stations radiogoniométriques côtières doivent être à même de prendre et de fournir des relèvements aux stations de bord, soit sur la fréquence de 500 kc/s (600 m) seulement, soit sur la fréquence de 375 kc/s (800 m) seulement, soit indifféremment sur l'une et l'autre de ces deux fréquences.

(2) Une station d'aéronef désirant avoir un relèvement doit, pour le demander, appeler sur l'onde de 333 kc/s (900 m) ou sur une onde affectée à la route aérienne sur laquelle vole l'aéronef. Dans tous les cas où une station d'aéronef, étant à proximité de stations côtières, s'adresse à celles-ci pour obtenir un relèvement, elle doit faire usage de la fréquence de ces stations côtières.

§ 9. La procédure à suivre dans le service radiogoniométrique est donnée à l'Appendice 8.

C. Service des radiophares.

§ 10. (1) Lorsqu'une Administration juge utile, dans l'intérêt de la navigation maritime et aérienne, d'organiser un service de radiophares, elle peut employer pour ce but:

a) des radiophares propement dits, établis sur terre ferme ou sur des navires amarrés d'une façon permanente; ils sont à émission circulaire ou à émission directionnelle;

b) des stations fixes, des stations côtières ou des stations aéronautiques désignées pour fonctionner aussi comme radiophares, à la demande des stations mobiles.

(2) Les radiophares proprement dits emploient des ondes de 285 à 315 kc/s (1050—950 m) des types A 1 et A 2, exclusivement.

(3) Les autres stations notifiées comme radiophares utilisent leur fréquence normale et leur type normal d'émission.

§ 11. Les signaux émis par les radiophares doivent permettre d'effectuer une bonne mesure au radiogoniomètre; ils doivent être choisis de manière à éviter tout doute,

lorsqu'il s'agit de distinguer entre deux ou plusieurs radiophares.

§ 12. Les Administrations qui ont organisé un service de radiophares n'acceptent aucune responsabilité quant aux conséquences de relèvements inexacts obtenus au moyen des radiophares de ce service.

§ 13. (1) Les Administrations notifient, pour être insérées dans la Nomenclature des stations radiotélégraphiques, les caractéristiques de chaque radiophare proprement dit et de chaque station désignée pour fonctionner comme radiophare, y compris, s'il est nécessaire, l'indication des secteurs dans lesquels les relèvements sont normalement sûrs.

(2) Toute modification ou toute irrégularité de fonctionnement survenant dans le service des radiophares doit être publiée sans délai; si la modification ou l'irrégularité de fonctionnement est d'une nature permanente, elle doit être notifiée au Bureau international.

Article 32.

Comptabilité.

§ 1. (1) Les taxes terrestres et de bord n'entrent pas dans les comptes télégraphiques internationaux.

(2) Les comptes concernant ces taxes sont liquidés par les Administrations des Pays intéressés. Ils sont établis mensuellement par les Administrations dont dépendent les stations terrestres, et communiqués par elles aux Administrations intéressées.

§ 2. Dans le cas où l'exploitant des stations terrestres n'est pas l'Administration du Pays, cet exploitant peut être substitué, en ce qui concerne les comptes, à l'Administration de ce Pays.

§ 3. Pour les radiotélégrammes originaires des stations mobiles, l'Administration dont dépend la station terrestre débite l'Administration dont dépend la station mobile d'origine des taxes terrestres, des taxes afférentes aux parcours sur le réseau général des voies de communication — qui seront dorénavant appelées taxes télégraphiques —, des

taxes totales perçues pour les réponses payées, des taxes terrestres et télégraphiques perçues pour le collationnement, des taxes afférentes à la remise par exprès, par poste ou par poste-avion et des taxes perçues pour les copies supplémentaires des télégrammes multiples. Les radiotélégrammes sont traités au point de vue de la comptabilité entre la station terrestre et le bureau de destination comme des télégrammes originaires du Pays où est établie la station terrestre.

§ 4. Pour les radiotélégrammes à destination d'un Pays situé au delà de celui auquel appartient la station terrestre, les taxes télégraphiques à liquider conformément aux dispositions ci-dessus sont celles qui résultent soit des tableaux des tarifs afférents à la correspondance télégraphique internationale, soit d'arrangements spéciaux conclus entre les Administrations de Pays limitrophes et publiés par ces Administrations, et non les taxes qui pourraient être perçues en appliquant des minima par télégramme ou des méthodes d'arrondir les prix par télégramme de quelque manière que ce soit.

§ 5. Pour les radiotélégrammes et les avis de service taxés, à destination des stations mobiles, l'Administration dont dépend le bureau d'origine est débitée directement, par celle dont dépend la station terrestre, des taxes terrestres et de bord plus les taxes terrestres et de bord (des radiotélégrammes) applicables au collationnement, mais seulement dans le cas où le télégramme a été transmis à la station mobile. L'Administration dont dépend le bureau d'origine est toujours débitée, de Pays à Pays, s'il y a lieu, par la voie des comptes télégraphiques, et par l'Administration dont dépend la station terrestre, des taxes totales afférentes aux réponses payées. En ce qui concerne les taxes télégraphiques et les taxes relatives à la remise par poste ou par poste-avion et aux copies supplémentaires, il est opéré, pour ce qui regarde les comptes télégraphiques, conformément à la procédure télégraphique normale. L'Administration dont dépend la station terrestre crédite, pour autant que le radiotélégramme ait été transmis, celle dont dépend la station mobile desti-

nataire: de la taxe de bord, s'il y a lieu, des taxes revenant aux stations mobiles intermédiaires, de la taxe totale perçue pour les réponses payées, de la taxe de bord relative au collationnement, des taxes perçues pour les copies supplémentaires des télégrammes multiples et des taxes perçues pour la remise par poste ou par poste-avion.

§ 6. Les avis de service taxés et les réponses aux télégrammes avec réponse payée sont traités, dans les comptes radiotélégraphiques, c'est-à-dire les comptes portant sur l'acheminement dans le service mobile, sous tous les rapports comme les autres radiotélégrammes.

§ 7. Pour les radiotélégrammes échangés entre stations mobiles

a) par l'intermédiaire d'une seule station terrestre:

L'Administration dont dépend la station terrestre débite celle dont dépend la station mobile d'origine: de la taxe terrestre, de la taxe télégraphique territoriale, s'il y a lieu, et de la taxe de la station mobile de destination. Elle crédite l'Administration dont dépend la station mobile de destination de la taxe de bord revenant à cette station.

b) par l'intermédiaire de deux stations terrestres:

L'Administration dont dépend la première station terrestre débite celle dont dépend la station mobile d'origine de toutes les taxes perçues, déduction faite des taxes revenant à cette station mobile. L'Administration dont dépend la seconde station terrestre — qui est celle chargée de transmettre le radiotélégramme à la station mobile destinataire — débite directement l'Administration dont dépend la première station terrestre des taxes afférentes à cette transmission, mais seulement dans le cas où le radiotélégramme a été transmis à la station mobile.

§ 8. Pour les radiotélégrammes qui sont acheminés, à la demande de l'expéditeur, en recourant à une ou deux stations mobiles intermédiaires, chacune de celles-ci débite la station mobile de destination, s'il s'agit d'un radiotélégramme destiné à une station mobile, ou la station mobile d'origine, quand le radiotélégramme provient d'une station mobile, de la taxe de bord lui revenant pour le transit.

§ 9. En principe, la liquidation des comptes afférents aux échanges entre stations mobiles se fait directement entre les exploitants de ces stations, l'exploitant dont dépend la station d'origine étant débité par celui dont dépend la station de destination.

§ 10. (1) Les comptes mensuels servant de base à la comptabilité spéciale des radiotélégrammes, visés aux paragraphes qui précèdent, sont établis radiotélégramme par radiotélégramme, avec toutes les indications utiles et dans un délai de trois mois à partir du mois auquel ils se rapportent. Le délai peut dépasser trois mois, quand des difficultés exceptionnelles se présentent dans le transport postal des documents entre les stations radioélectriques et les Administrations dont elles dépendent.

(2) Sauf entente contraire, les comptes mensuels servent de décompte et leur vérification, leur acceptation et leur liquidation doivent être opérées dans un délai de six mois prenant cours à la date de leur envoi, sauf quand des difficultés exceptionnelles se présentent dans le transport des documents, par suite de la très longue durée des voyages.

(3) Lorsque la constatation de différences s'oppose à l'acceptation d'un compte, le solde en est néanmoins payé dans le délai de six mois mentionné ci-dessus et les rectifications reconnues nécessaires ultérieurement sont comprises dans un compte mensuel subséquent. Les soldes des comptes qui n'ont pas été payés dans ledit délai, éventuellement augmenté du délai résultant des difficultés exceptionnelles de transport envisagées plus haut, sont productifs d'intérêts, à raison de sept pour cent (7 %) par an, à dater du lendemain du jour de l'expiration du délai de six mois, prolongé, le cas échéant, comme il est dit ci-dessus.

(4) La liquidation et le règlement des comptes présentés plus de deux ans après la date de dépôt des radiotélégrammes auxquels ces comptes se rapportent peuvent être refusés par l'Administration débitrice.

§ 11. Les Gouvernements se réservent la faculté de prendre entre eux et avec les exploitations privées intéressées des

arrangements spéciaux, en vue de l'adoption d'autres dispositions concernant la comptabilité.

Article 33.

Comité consultatif international technique des communications radioélectriques.

§ 1. Le Comité consultatif international technique des communications radioélectriques, institué par l'Article 17 de la Convention, est chargé d'étudier les questions techniques et connexes qui intéressent les radiocommunications internationales et qui lui sont soumises par les Administrations ou entreprises privées participantes. Son rôle se limite à émettre des avis sur les questions qu'il aura étudiées. Il transmet ces avis au Bureau international, en vue de leur communication aux Administrations et entreprises privées intéressées.

§ 2. (1) Ce Comité est formé, pour chaque réunion, des experts des Administrations et entreprises privées autorisées, d'exploitation radioélectrique, qui veulent participer à ses travaux et s'engagent à contribuer, par parts égales, aux frais communs de la réunion envisagée. Les dépenses personnelles des experts sont supportées par l'Administration ou l'entreprise privée qui a délégué ces derniers.

(2) Les experts desdites entreprises privées autorisées participent aux travaux avec voix consultative. Toutefois, lorsqu'un Pays n'est pas représenté par une Administration, les experts des entreprises privées autorisées de ce Pays disposent, pour leur ensemble et quel que soit leur nombre, d'une seule voix délibérative.

§ 3. L'Administration des Pays-Bas est chargée d'organiser la première réunion du Comité consultatif international technique des communications radioélectriques et d'établir le programme des travaux de cette réunion.

§ 4. Les Administrations qui se seront fait représenter à une réunion du Comité s'entendent pour désigner l'Administration qui convoquera la réunion suivante. Les questions à examiner par le Comité sont envoyées à l'Administration organisatrice de la première réunion à venir, et c'est cette Admi-

nistration qui fixe la date et le programme de ladite réunion.
§ 5. En principe, les réunions du Comité consultatif international technique des communications radioélectriques ont lieu de deux en deux ans.

Article 34.

Bureau international.

§ 1. (1) Les dépenses supplémentaires résultant du fonctionnement du Bureau international de l'Union télégraphique, pour les besoins des services radioélectriques, ne doivent pas dépasser deux cent mille francs par an, non compris: *a*) les frais afférents aux travaux des Conférences, *b*) les frais afférents aux travaux de Comités régulièrement créés, lorsque, suivant les dispositions du Règlement général ou la décision d'une Conférence, ces frais sont à supporter par tous les Pays contractants.
(2) La somme de deux cent mille francs pourra être modifiée ultérieurement, du consentement unanime des Gouvernements contractants.
§ 2. L'Administration supérieure de la Confédération suisse est désignée pour organiser la Division des services radioélectriques du Bureau international de l'Union télégraphique mentionné à l'Article 16 de la Convention; elle en a la haute surveillance, contrôle les dépenses, fait les avances nécessaires et établit le compte annuel. Ce compte est communiqué à toutes les autres Administrations.
§ 3. Les sommes avancées par l'Administration qui contrôle le Bureau international, pour les besoins des services radioélectriques, doivent être remboursées, par les Administrations débitrices, dans le plus bref délai et, au plus tard, dans les trois mois qui suivent la date de la réception du compte. Passé ce délai de trois mois, les sommes dues sont productives d'intérêts, au profit de l'Administration créditrice, à raison de sept pour cent (7 %) l'an, à compter du jour de l'expiration du délai susmentionné.
§ 4. (1) Pour la répartition des frais, les Etats contractants sont divisés en six classes, contribuant chacune dans la proportion d'un certain nombre d'unités, savoir:

1re classe	25	unités	4e classe	10	unités
2e „	20	„	5e „	5	„
3e „	15	„	6e „	3	„

(2) Les Administrations font connaître au Bureau international dans quelle classe elles désirent que leur Pays soit rangé.

(3) Les coefficients ci-dessus sont multipliés, pour chaque classe, par le nombre des Etats qui en font partie, et la somme des produits ainsi obtenue fournit le nombre par lequel la dépense totale doit être divisée, pour déterminer le montant de l'unité de dépense.

Conformément aux dispositions de l'Article 13 de la Convention de Washington, le présent Règlement général entrera en vigueur le 1er Janvier 1929.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé ce Règlement général en un exemplaire qui restera déposé aux archives du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et dont une copie sera remise à chaque Gouvernement.

Fait à Washington, le 25 Novembre 1927.

Pour l'Union de l'Afrique du Sud,

H. J. LENTON
W. F. C. MORTON

Pour l'Afrique équatoriale française et autres Colonies,

CASSAGNAC

Pour l'Afrique occidentale française,

CASSAGNAC

Pour l'Afrique occidentale portugaise,

ARNALDO DE PAIVA CARVALHO

*Pour l'Afrique orientale portugaise et les Possessions portu*gaise asiatiques,

MARIO CORRÊA BARATA DA CRUZ

Pour l'Allemagne,

OTTO ARENDT
HERMANN GIESS
H. HARBICH
ARTHUR WERNER
GÜNTHER SUADICANI
E. L. BAER

Pour la République Argentine,

FELIPE A. ESPIL
LUIS F. ORLANDINI
FRANCISCO LAJOUS

Pour la Fédération Australienne,

H. P. BROWN

Pour l'Autriche,

DR. MAXIMILIAN HARTWICH
ING. HANS PFEUFFER

Pour la Belgique,

J. PIERART
GOLDSCHMIDT
G. VINCENT

Pour la Bolivie,

GEO. DE LA BARRA

Pour le Brésil,

P. COELHO DE ALMEIDA
FREDERICO VILLAR
MANUEL F. SIMÕES AYRES

Pour la Bulgarie,

ST. BISSEROFF

Pour le Canada,
A. JOHNSTON
LAURENT BEAUDRY
C. P. EDWARDS
W. ARTHUR STEEL

Pour le Chili,
I. HOLGER

Pour la Chine,
CHIN CHUN WANG
CHANG-HSUAN
HING GING Y. LEE
TI-CHING WU

Pour la République de Colombie,
ENRIQUE OLAYA H.

Pour la Colonie espagnole du Golfe de Guinée,
ADOLFO H. DE SOLÁS

Pour le Congo belge,
J. PIERART
G. VINCENT
ROBERT GOLDSCHMIDT

Pour Costa-Rica,
J. RAFAEL OREAMUNO

Pour Cuba,
L. ALBURQUERQUE
GONZALO GÜELL
LUIS MARINO PÉREZ

Pour Curaçao,
G. SCHOTEL

Pour la Cyrénaïque,
PAOLO ZONTA

Pour le Danemark,
T. F. KRARUP
C. WAMBERG

Pour la République Dominicaine,
M. L. VASQUEZ G.

Pour l'Égypte,
HORACE MAYNE
ALY IBRAHIM

Pour l'Érythrée,
CESARE BARDELONI

Pour l'Espagne,
MARIANO AMOEDO
ANTONIO NIETO
ADOLFO H. DE SOLAS
JOSE SASTRE

Pour l'Estonie,
G. JALLAJAS

Pour les États-Unis d'Amérique,
HERBERT HOOVER
STEPHEN DAVIS
JAMES E. WATSON
E. D. SMITH
WALLACE H. WHITE, JR.
W. R. CASTLE, JR.
WILLIAM ROY VALLANCE
C. McK. SALTZMAN
THOS. T. CRAVEN
W. D. TERRELL
OWEN D. YOUNG
SAMUEL REBER
J. BEAVER WHITE
ARTHUR E. KENNELLY

Pour la Finlande,
L. ASTRÖM

Pour la France,
L. BOULANGER

Pour la Grande-Bretagne,
T. F. PURVES
J. JOYCE BRODERICK
F. W. PHILLIPS
F. W. HOME
L. F. BLANDY
air commodore
C. H. BOYD
A. LESLIE HARRIS

Pour la Grèce,
TH. PENTHEROUDAKIS

Pour le Guatémala,
J. MONTANO N.

Pour la République d'Haïti,
RAOUL LIZAIRE

Pour la République de Honduras,
LUIS BOGRAN

Pour la Hongrie,
BERNARD DE PASKAY

Pour les Indes britanniques,
P. J. EDMUNDS
P. N. MITRA

Pour les Indes néerlandaises,

G. C. HOLTZAPPEL
WARNSINCK
G. SCHOTEL
VAN DOOREN

Pour l'Indochine française,

G. JULLIEN

Pour l'État libre d'Irlande,

P. S. MACCATHMHAOIL
T. S. O'MUINEACHAIN

Pour l'Italie,

GUISEPPE GNEME
GIACOMO BARBERA
GINO MONTEFINALE

Pour le Japon,

Pour Chosen, Taiwan, Sakhalin japonais, le Territoire à bail du Kouangtoung et le Territoire des Iles des Mers du Sud sous mandat japonais,

S. SAWADA
N. MORITA
K. NISHIZAKI
I. YAMAMOTO
SANNOSUKE INADA
T. USHIZAWA
T. NAKAGAMI

Pour la République de Libéria,

ERNEST LYON, Subj. to the ratification of the Senate

Pour Madagascar,

G. JULLIEN

Pour le Maroc (à l'exception de la Zone espagnole),
FREDERIC KNOBEL

Pour le Mexique,
PEDRO N. COTA
JUAN B. SALDAÑA

Pour le Nicaragua,
MANUEL ZAVALA

Pour la Norvège,
N. NICKELSON
HARMOD PETERSON
P. TENNFJORD
J. J LARSEN

Pour la Nouvelle-Zélande,
A. GIBBS

Pour la République de Panama,
R. J. ALFARO

Pour le Paraguay,
JUAN VICENTE RAMIRIZ

Pour les Pays-Bas,
G. J. HOFKER
J. A. BLAND VAN DEN BERG
W. KRUIJT
E. F. W. VÖLTER
WARNSINCK

Pour le Pérou,
A. GONZALES-PRADA

Pour la Pologne: avec la réserve concernant le paragraphe 4 de l'Article 5 figurant dans le procès-verbal de la huitième séance plénière du 22 novembre 1927 de la Conférence de Washington.

EUGÈNE STALLINGER

Pour le Portugal,

JOSÉ DE LIZ FERREIRA JUNIOR

Pour la Roumanie,

G. CRETZIANO (ad referendum)

Pour la République de El Salvador,

FRANCISCO A. LIMA

Pour le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes,

V. ANTONIÉVICH

Pour le Siam,

NIDES VIRAJAKICH

Pour la Perse,

D. MEFTAH

en referendum

Pour la Somalie italienne,

VALERIO DELLA CAMPANA

Pour la Suède,

HAMILTON

LITSTRÖM

LEMOINE

Pour la Suisse,

E. NUSSBAUM

Pour Surinam,
G. SCHOTEL

Pour les Territoires Syro-Libanais,
FREDERIC KNOBEL

Pour la République de Saint-Marin,
FRN. FERRARI

Pour la Tchécoslovaquie,
Dr. OTTO KUČERA
ING. STRNAD

Pour la Tripolitaine,
SETTIMIO AURINI

Pour la Tunisie,
FREDERIC KNOBEL

Pour la Turquie,
J. A. BLAND VAN DEN BERG

Pour l'Uruguay,
VARELA

Pour le Vénézuéla,
LUIS CHURION

APPENDICE 1.

Liste des abréviations à employer dans les transmissions radioélectriques.

(Voir l'Art. 9 du Règlement général.)

CODE Q [1]).

I. Abréviations utilisables dans tous les services.

Abréviation	Question	Réponse ou avis
QRA	Quel est le nom de votre station?	Le nom de ma station est ..
QRB	A quelle distance approximative vous trouvez-vous de ma station?	La distance approximative entre nos stations est de .. milles marins (*ou* .. kilomètres).
QRC	Par quelle entreprise privée (*ou* Administration d'Etat) sont liquidés les comptes de taxes de votre station?	Les comptes de taxes de ma station sont liquidés par l'entreprise privée .. (*ou* par l'Administration de l'Etat ..).
QRD	Où allez-vous?	Je vais à ..
QRE	Quelle est la nationalité de votre station?	Ma station est de nationalité ..
QRF	D'où venez-vous?	Je viens de ..
QRG	Voulez-vous m'indiquer ma longueur d'onde (ma fréquence) exacte en mètres (*ou* en kilocycles)?	Votre longueur d'onde exacte est de .. mètres (*ou* .. kilocycles).
QRH	Quelle est votre longueur d'onde (votre fréquence) exacte en mètres (*ou* en kilocycles)?	Ma longueur d'onde (Ma fréquence) exacte est de .. mètres (*ou* .. kilocycles).
QRI	La tonalité de mon émission est-elle mauvaise?	La tonalité de votre émission est mauvaise.

1) Les abréviations prennent la forme de questions quand elles sont suivies d'un point d'interrogation.

Liste des abréviations à employer dans les transmissions radioélectriques (suite).

Abréviation	Question	Réponse ou avis
QRJ	Me recevez-vous mal? Mes signaux sont-ils faibles?	Je ne peux pas vous recevoir. Vos signaux sont trop faibles.
QRK	Me recevez-vous bien? Mes signaux sont-ils bons?	Je vous reçois bien. Vos signaux sont bons.
QRL	Etes-vous occupé?	Je suis occupé (*ou* Je suis occupé avec ..). Prière de ne pas brouiller.
QRM	Etes-vous brouillé?	Je suis brouillé.
QRN	Etes-vous troublé par les atmosphériques?	Je suis troublé par les atmosphériques.
QRO	Dois-je augmenter l'énergie?	Augmentez l'énergie.
QRP	Dois-je diminuer l'énergie?	Diminuez l'énergie.
QRQ	Dois-je transmettre plus vite?	Transmettez plus vite (.. mots par minute).
QRS	Dois-je transmettre plus lentement?	Transmettez plus lentement (.. mots par minute).
QRT	Dois-je cesser la transmission?	Cessez la transmission.
QRU	Avez-vous quelque chose pour moi?	Je n'ai rien pour vous.
QRV	Dois-je transmettre une série de VVV ..?	Transmettez une série de VVV ..
QRW	Dois-je aviser .. que vous l'appelez?	Prière d'aviser .. que je l'appelle.
QRX	Dois-je attendre? A quel moment me rappellerez-vous?	Attendez jusqu'à ce que j'aie fini de communiquer avec .. Je vous rappellerai aussitôt (*ou* à .. [heure]).
QRY	Quel est mon tour?	Votre tour est numéro .. *(ou d'après toute autre indication).*
QRZ	Par qui suis-je appelé?	Vous êtes appelé par ..

Liste des abréviations à employer dans les transmissions radioélectriques (suite).

Abréviation	Question	Réponse ou avis
QSA	Quelle est la force de mes signaux *(1 à 5)*?	La force de vos signaux est *(1 à 5)*.
QSB	La force de mes signaux varie-t-elle?	La force de vos signaux varie.
QSC	Mes signaux disparaissent-ils totalement par intervalles?	Vos signaux disparaissent totalement par intervalles.
QSD	Ma manipulation est-elle mauvaise?	Votre manipulation est mauvaise. Vos signaux sont illisibles.
QSE	Mes signaux sortent-ils nettement?	Vos signaux collent.
QSF	Ma transmission automatique est-elle bonne?	Votre transmission automatique disparaît.
QSG	Dois-je transmettre les télégrammes par séries de cinq, dix *(ou d'après toute autre indication)*?	Transmettez les télégrammes par séries de cinq, dix *(ou d'après toute autre indication)*.
QSH	Dois-je transmettre un télégramme à la fois en le répétant deux fois?	Transmettez un télégramme à la fois en le répétant deux fois.
QSI	Dois-je transmettre les télégrammes dans l'ordre alternatif, sans répétition?	Transmettez les télégrammes dans l'ordre alternatif, sans répétition.
QSJ	Quelle est la taxe à percevoir par mot pour .. y compris votre taxe télégraphique intérieure?	La taxe à percevoir par mot pour .. est de .. francs, y compris ma taxe télégraphique intérieure.
QSK	Dois-je suspendre le trafic? A quelle heure me rappellerez-vous?	Suspendez le trafic. Je vous rappellerai à .. (heure).
QSL	Pouvez-vous me donner accusé de réception?	Je vous donne accusé de réception.
QSM	Avez-vous reçu mon accusé de réception?	Je n'ai pas reçu votre accusé de réception.

Liste des abréviations à employer dans les transmissions radioélectriques (suite).

Abréviation	Question	Réponse ou avis
QSN	Pouvez-vous me recevoir en ce moment? Dois-je rester sur écoute?	Je ne puis vous recevoir en ce moment. Restez sur écoute.
QSO	Pouvez-vous communiquer avec .. directement (*ou* par l'intermédiaire de ..)?	Je puis communiquer avec .. directement (*ou* par l'intermédiaire de ..).
QSP	Voulez-vous retransmettre à .. gratuitement?	Je retransmettrai à .. gratuitement.
QSQ	Dois-je transmettre chaque mot ou groupe une seule fois?	Transmettez chaque mot ou groupe une seule fois.
QSR	L'appel de détresse reçu de .. a-t-il été réglé?	L'appel de détresse reçu de .. a été réglé par ..
QSU	Dois-je transmettre sur .. mètres (*ou* sur .. kilocycles), ondes du type A 1, A 2, A 3 ou B?	Transmettez sur .. mètres (*ou* sur .. kilocycles), ondes du type A 1, A 2, A 3 ou B. Je vous écoute.
QSV	Dois-je passer sur l'onde de .. mètres (*ou* de .. kilocycles), pour la suite de nos communications, et continuer après avoir émis quelques VVV?	Passez sur l'onde de .. mètres (*ou* de .. kilocycles), pour la suite de nos communications, et continuez après avoir émis quelques VVV.
QSW	Voulez-vous transmettre sur .. mètres (*ou* sur .. kilocycles), ondes du type A1, A2, A3 ou B?	Je vais transmettre sur .. mètres (*ou* sur .. kilocycles), ondes du type A 1, A 2, A 3 ou B. Restez sur écoute.
QSX	Ma longueur d'onde (Ma fréquence) varie-t-elle?	Votre longueur d'onde (Votre fréquence) varie.
QSY	Dois-je transmettre sur l'onde de .. mètres (*ou* de .. kilocycles), sans changer de type d'onde?	Transmettez sur l'onde de .. mètres (*ou* de .. kilocycles), sans changer de type d'onde.
QSZ	Dois-je transmettre chaque mot ou groupe deux fois?	Transmettez chaque mot ou groupe deux fois.

Liste des abréviations à employer dans les transmissions radioélectriques (suite).

Abréviation	Question	Réponse ou avis
QTA	Dois-je annuler le télégramme N°. .. comme s'il n'avait pas été transmis?	Annulez le télégramme N°. .. comme s'il n'avait pas été transmis.
QTB	Etes-vous d'accord avec mon compte de mots?	Je ne suis pas d'accord avec votre compte de mots; je répète la première lettre de chaque mot et le premier chiffre de chaque nombre.
QTC	Combien avez-vous de télégrammes à transmettre?	J'ai .. télégrammes pour vous (*ou* pour ..).
QTD	Le compte de mots que je vous confirme est-il admis?	Le compte de mots que vous me confirmez est admis.
QTE	Quel est mon relèvement vrai? *ou* Quel est mon relèvement vrai relativement à ..?	Votre relèvement vrai est de .. degrés *ou* Votre relèvement vrai relativement à .. est de .. degrés à .. (heure).
QTF	Voulez-vous m'indiquer la position de ma station sur la base des relèvements pris par les postes radiogoniométriques que vous contrôlez?	La position de votre station sur la base des relèvements pris par les postes radiogoniométriques que je contrôle est .. latitude .. longitude.
QTG	Voulez-vous transmettre votre indicatif d'appel pendant une minute sur l'onde de .. mètres (*ou* de .. kilocycles) pour que je puisse prendre votre relèvement radiogoniométrique?	Je transmets mon indicatif d'appel pendant une minute sur l'onde de .. mètres (*ou* de .. kilocycles) pour que vous puissiez prendre mon relèvement radiogoniométrique.
QTH	Quelle est votre position en latitude et en longitude *(ou d'après toute autre indication)*?	Ma position est .. latitude .. longitude *(ou d'après toute autre indication).*

Liste des abréviations à employer dans les transmissions radioélectriques (suite).

Abréviation	Question	Réponse ou avis
QTI	Quelle est votre route vraie?	Ma route vraie est de .. degrés.
QTJ	Quelle est votre vitesse de marche?	Ma vitesse de marche est de .. nœuds (*ou* de .. kilomètres) à l'heure.
QTK	Quel est le relèvement vrai de .. relativement à vous?	Le relèvement vrai de .. relativement à moi est de .. degrés à .. (heure).
QTL	Transmettez des signaux radioélectriques pour me permettre de déterminer mon relèvement par rapport au radiophare?	Je transmets des signaux radioélectriques pour vous permettre de déterminer votre relèvement par rapport au radiophare.
QTM	Transmettez des signaux radioélectriques et des signaux acoustiques sous-marins pour me permettre de déterminer mon relèvement et ma distance?	Je transmets des signaux radioélectriques et des signaux acoustiques sous-marins pour vous permettre de déterminer votre relèvement et votre distance.
QTN	Pouvez-vous prendre le relèvement de ma station (*ou* de ..) relativement à vous?	Je ne puis pas prendre le relèvement de votre station (*ou* de ..) relativement à moi.
QTP	Allez-vous entrer dans le bassin (*ou* dans le port)?	Je vais entrer dans le bassin (*ou* dans le port).
QTR	Quelle est l'heure exacte?	L'heure exacte est ..
QTS	Quel est le relèvement vrai de votre station relativement à moi?	Le relèvement vrai de ma station relativement à vous est de .. à .. (heure).
QTU	Quelles sont les heures d'ouverture de votre station?	Les heures d'ouverture de ma station sont de .. à ..

Liste des abréviations à employer dans les transmissions radioélectriques (suite).

II. Abréviations utilisables plus spécialement dans le service radioaérien.

Abréviation	Question	Réponse ou avis
QAA	A quelle heure comptez-vous arriver à ..?	Je compte arriver à .. à .. (heure).
QAB	Etes-vous en route pour ..?	Je suis en route pour .. *ou* Faites route pour ..
QAC	Retournez-vous à ..?	Je retourne à .. *ou* Retournez à ..
QAD	A quelle heure avez-vous quitté .. *(lieu du départ)*?	J'ai quitté .. *(lieu du départ)* à .. (heure).
QAE	Avez-vous des nouvelles de .. *(indicatif d'appel de la station de l'aéronef)*?	Je n'ai pas de nouvelles de .. *(indicatif d'appel de la station de l'aéronef).*
QAF	A quelle heure avez-vous passé à ..?	J'ai passé à .. à .. (heure).
QAH	Quelle est votre hauteur?	Ma hauteur est .. mètres *(ou d'après toute autre indication).*
QAI	Y a-t-il quelque aéronef signalé dans mon voisinage?	Il n'y a aucun aéronef signalé dans votre voisinage.
QAJ	Dois-je rechercher un autre aéronef dans mon voisinage?	Recherchez un autre aéronef dans votre voisinage *ou* Recherchez .. *(indicatif d'appel de la station de l'aéronef)* qui volait près de .. (*ou* en direction de ..) à .. (heure).

Liste des abréviations à employer dans les transmissions radioélectriques (suite).

Abréviation	Question	Réponse ou avis
QAK	Sur quelle onde allez-vous transmettre les messages d'avertissements météorologiques?	Je vais transmettre les messages d'avertissements météorologiques sur l'onde de .. mètres (*ou* de .. kilocycles).
QAL	Allez-vous atterrir à ..?	Je vais atterrir à .. *ou* Atterrissez à ..
QAM	Pouvez-vous me donner le dernier message météorologique du temps pour .. *(lieu d'observation)?*	Voici le dernier message météorologique du temps pour .. *(lieu d'observation).*
QAN	Pouvez-vous me donner le dernier message météorologique du vent de surface pour .. *(lieu d'observation)*?	Voici le dernier message météorologique du vent de surface pour .. *(lieu d'observation).*
QAO	Pouvez-vous me donner le dernier message météorologique du vent supérieur pour .. *(lieu d'observation)*?	Voici le dernier message météorologique du vent supérieur pour .. *(lieu d'observation).*
QAP	Dois-je rester sur écoute pour vous (*ou* pour ..) sur .. mètres (*ou* sur .. kilocycles)?	Restez sur écoute pour moi (*ou* pour ..) sur .. mètres (*ou* sur .. kilocycles).
QAQ	Voulez-vous faire hâter la réponse au message N°. .. *(ou d'après toute autre indication)*?	Je fais hâter la réponse au message N°. .. *(ou d'après toute autre indication).*
QAR	Dois-je répondre à .. pour vous?	Répondez à .. pour moi.
QAS	Dois-je transmettre le message N°. .. *(ou d'après toute autre indication)* à ..?	Transmettez le message N°. .. *(ou d'après toute autre indication)* à ..

Liste des abréviations à employer dans les transmissions radioélectriques (suite).

Abréviation	Question	Réponse ou avis
QAT	Dois-je continuer à transmettre?	Ecoutez avant de transmettre; vous brouillez *ou* Ecoutez avant de transmettre; vous transmettez en même temps que ..
QAU	Quel est le dernier message reçu par vous de ..?	Le dernier message reçu par moi de .. est ..
QAV	M'appelez-vous? *ou* Appelez-vous .. *(indicatif d'appel de la station d''aéronef)*?	Je vous appelle *ou* J'appelle .. *(indicatif d'appel de la station d'aéronef).*
QAW	Dois-je cesser l'écoute jusqu'à .. (heure)?	Cessez l'écoute jusqu'à .. (heure).
QAX	Avez-vous reçu le signal d'urgence fait par .. *(indicatif d'appel de la station d'aéronef)*?	J'ai reçu le signal d'urgence fait par .. *(indicatif d'appel de la station d'aéronef)* à .. (heure).
QAY	Avez-vous reçu le signal de détresse fait par .. *(indicatif d'appel de la station d'aéronef)*?	J'ai reçu le signal de détresse fait par .. *(indicatif d'appel de la station d'aéronef)* à .. (heure).
QAZ	Pouvez-vous recevoir malgré l'orage?	Je ne puis plus recevoir. Je cesse l'écoute pour cause d'orage.

III. Abréviations diverses.

Abréviation	Signification
C	Oui.
N	Non.

Liste des abréviations à employer dans les transmissions radioélectriques (suite).

Abré-viation	Signification
P	Annonce de télégramme privé dans le service mobile *(à employer en préfixe).*
W	Mot *ou* mots.
AA	Tout après .... *(à employer après un point d'interrogation pour demander une répétition).*
AB	Tout avant .... *(à employer après un point d'interrogation pour demander une répétition).*
AL	Tout ce qui vient d'être transmis *(à employer après un point d'interrogation pour demander une répétition).*
BN	Tout entre .... *(à employer après un point d'interrogation pour demander une répétition).*
BQ	Annonce de réponse à une demande de rectification.
CL	Je ferme ma station.
CS	Indicatif d'appel *(à employer pour demander ou faire répéter un indicatif d'appel).*
DB	Je ne puis pas vous fournir de relèvement, vous n'êtes pas dans le secteur vérifié de cette station.
DC	Le minimum de votre signal convient pour le relèvement.
DF	Votre relèvement à .... (heure) était de .... degrés, dans le secteur douteux de cette station, avec une erreur possible de deux degrés.
DG	Veuillez m'aviser si vous constatez une erreur dans le relèvement donné.
DI	Relèvement douteux par suite de la mauvaise qualité de votre signal.
DJ	Relèvement douteux par suite du brouillage.
DL	Votre relèvement à .... (heure) était de .... degrés dans le secteur incertain de cette station.
DO	Relèvement douteux. Demandez un autre relèvement plus tard ou à .... (heure).
DP	Au delà de 50 milles, l'erreur possible de relèvement peut atteindre deux degrés.
DS	Réglez votre transmetteur, le minimum de votre signal est trop étendu.

Liste des abréviations à employer dans les transmissions radioélectriques (suite).

Abré-viation	Signification
DT	Je ne puis pas vous fournir de relèvement, le minimum de votre signal est trop étendu.
DY	Cette station est bilatérale, quelle est votre direction approximative en degrés relativement à cette station?
DZ	Votre relèvement est réciproque *(à utiliser seulement par la station de contrôle d'un groupe de stations radiogoniométriques lorsqu'elle s'adresse à d'autres stations du même groupe).*
ER	Ici .... *(à employer avant le nom de la station mobile dans la transmission des indications de route).*
GA	Reprenez la transmission *(à employer plus spécialement dans le service fixe).*
JM	Si je puis transmettre, faites une série de traits. Pour arrêter ma transmission, faites une série de points *(à ne pas utiliser sur 600 mètres [500 kilocycles]).*
MN	Minute *ou* minutes *(à employer pour marquer la durée d'une attente).*
NW	Je reprends la transmission *(à employer plus spécialement dans le service fixe).*
OK	Nous sommes d'accord.
RQ	Annonce d'une demande de rectification.
SA	Annonce du nom d'une station d'aéronef *(à employer dans la transmission des indications de passage).*
SF	Annonce du nom d'une station aéronautique.
SN	Annonce du nom d'une station côtière.
SS	Annonce du nom d'une station de bord *(à employer dans la transmission des indications de passage).*
TR	Annonce de la demande ou de l'envoi d'indications concernant une station mobile.
UA	Sommes-nous d'accord?
WA	Mot après .... *(à employer après un point d'interrogation pour demander une répétition).*
WB	Mot avant .... *(à employer après un point d'interrogation pour demander une répétition).*

Liste des abréviations à employer dans les transmissions radioélectriques (suite).

Abréviation	Signification
XS	Parasites atmosphériques.
YS	Voyez votre avis de service.
ABV	Abrégez le trafic en employant les abréviations internationales *ou* Répétez (*ou* Je répète) les chiffres en abrégé.
ADR	Adresse *(à employer après un point d'interrogation pour demander une répétition).*
CFM	Confirmez *ou* Je confirme.
COL	Collationnez *ou* Je collationne.
ITP	La ponctuation compte.
MSG	Annonce de télégramme concernant le service du bord *(à employer en préfixe).*
PBL	Préambule *(à employer après un point d'interrogation pour demander une répétition).*
REF	Référence à .... *ou* Référez-vous à ....
RPT	Répétez *ou* Je répète *(à employer pour demander ou pour donner répétition de tout ou partie du trafic, en faisant suivre l'abréviation des indications correspondantes).*
SIG	Signature *(à employer après un point d'interrogation pour demander une répétition).*
SVC	Annonce de télégramme de service concernant le trafic privé *(à employer en préfixe).*
TFC	Trafic.
TXT	Texte *(à employer après un point d'interrogation pour demander une répétition).*

APPENDICE 2.

Rapport sur une infraction à la Convention radiotélégraphique ou aux Règlements de service.

(Voir l'Art. 12 du Règlement général.)

Détails relatifs à la station transgressant le Règlement.	
1. Nom, s'il est connu (en caractères d'imprimerie) *(Remarque a)*	....
2. Indicatif d'appel (en caractères d'imprimerie)	....
3. Nationalité, si elle est connue	....
4. Onde employée (kc/s ou m) ...	....
5. Système *(Remarque b)*	....
Détails relatifs à la station signalant l'irrégularité.	
6. Nom (en caractères d'imprimerie)	....
7. Indicatif d'appel (en caractères d'imprimerie)	....
8. Nationalité	....
9. Position approximative *(Remarque c)*	....
Détails de l'irrégularité.	
10. Nom *(Remarque d)* de la station en communication avec celle qui commet l'infraction	....
11. Indicatif d'appel de la station en communication avec celle qui commet l'infraction	....
12. Heure *(Remarque e)* et date ..	....
13. Nature de l'irrégularité *(Remarque f)*	....

14. *Extraits du journal de bord et autres documents à l'appui du rapport* (à continuer au verso, si nécessaire).
Heure.

15. *Certificat.*

Je certifie que le rapport ci-dessus donne, autant que je sache, le compte rendu complet et exact de ce qui a eu lieu.

Date: le .... 19.... (*) ....

(*) Ce rapport doit être signé par l'opérateur qui a relevé l'infraction, et contresigné par le Commandant du navire ou de l'aéronef, ou le chef de la station terrestre.

INDICATIONS POUR REMPLIR CETTE FORMULE.

Remarque *a.* Chaque rapport ne fera mention que d'un seul navire ou d'une seule station, voir Remarque *d.*

Remarque *b.* Type A 1, A 2, A 3 ou B.

Remarque *c.* Applicable seulement aux navires et aéronefs, doit être exprimée en latitude et longitude (Greenwich) ou par un relèvement vrai et distance en milles marins ou en kilomètres de quelque endroit bien connu.

Remarque *d.* Si les deux stations en communication enfreignent le Règlement, un rapport sera fait séparément pour chacune de ces stations.

Remarque *e.* Doit être exprimée par un groupe de quatre chiffres (0000 à 2359), temps moyen de Greenwich. Si l'infraction porte sur une période considérable, les heures devront être indiquées dans la marge du N° 14.

Remarque *f.* Un rapport séparé est requis pour chacune des irrégularités, à moins que les erreurs n'aient évidemment été faites par la même personne et n'aient eu lieu que dans une courte période de temps. Tous les rapports doivent être envoyés en deux exemplaires et être établis dans la mesure du possible à la machine à écrire.

(L'emploi du crayon indélébile et du papier carbone est autorisé.)

POUR L'USAGE EXCLUSIF DE L'ADMINISTRATION.

1. Compagnie ayant le contrôle de l'installation radiotélégraphique de la station contre laquelle plainte est portée	....
2. Nom de l'opérateur de la station tenu responsable de l'infraction au Règlement	....
3 Mesure prise	....

APPENDICE 3.

Documents de service.

(Voir l'Art. 13 du Règlement général.)

Tome I. Stations fixes et terrestres.

Partie A. *Index alphabétique des stations.*

Nom de la station	Indicatif d'appel	Page dans la partie B
1	2	3

Partie B. *Etat signalétique des stations.*

(Nom du Pays ....)

Nom de la station	Indicatif d'appel	Position géographique exacte de l'antenne émettrice	Onde		Pouvoir normal de rayonnement exprimé en mètres-ampères	Hauteur de l'antenne et intensité du courant à la base	Service		Taxes	Observations
			Type	Fréquence (longueur)			Nature	Heures d'ouverture		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11

Tome II. Stations effectuant des services spéciaux.

A. *Stations radiogoniométriques.*

(Nom du pays ....)

Nom de la station	Indicatif d'appel	Position géographique exacte de la station	Ondes types / fréquences (longueurs)			Pouvoir normal de rayonnement exprimé en mètres-ampères	Hauteur de l'antenne et intensité du courant à la base	Nom et indicatif d'appel de la station avec laquelle la communication doit être établie si la station n'est pas dotée d'un émetteur	Observations (secteur de relèvement, heures d'ouverture, taxe, etc.)
			Pour l'appel de la station radiogoniométrique	Pour les signaux requis pour faire les relèvements	Pour la transmission des relèvements				
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10

B. *Stations radiophares.*

(Nom du pays ....)

Nom de la station	Indicatif d'appel	Position géographique exacte de l'antenne émettrice	Ondes types fréquences (longueurs)		Pouvoir normal de rayonnement exprimé en mètres-ampères	Hauteur de l'antenne et intensité du courant à la base	Signal caractéristique émis par la station	Nom et indicatif d'appel de la station avec laquelle on doit se mettre en communication si la station ne peut pas émettre et recevoir des communications	Observations
			Pour la demande de l'émission	Pour l'émission					
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10

C. *Stations émettant des signaux horaires.*

(Nom du Pays ....)

(Instructions générales concernant les signaux horaires.)

Nom de la station	Indicatif d'appel	Onde		Heures d'émission	Méthode
		Type	Fréquence (longueur)		
1	2	3	4	5	6

D. *Stations émettant des bulletins météorologiques réguliers.*

(Nom du Pays ....)

(Instructions générales concernant les bulletins météorologiques.)

Nom de la station	Indicatif d'appel	Onde		Heures d'émission	Observations
		Type	Fréquence (longueur)		
1	2	3	4	5	6

E. *Stations émettant des avis aux navigateurs.*

(Noms des stations par Pays avec les indications nécessaires.)

F. *Stations émettant des messages de presse adressés à tous (CQ).*

(Nom du Pays ......)

(Nom de la station avec les indications nécessaires.)

Tome III. Stations de bord.

Etat signalétique des stations.

Nom de la station	Indicatif d'appel	Pays	Onde		Pouvoir normal de rayonnement exprimé en mètres-ampères	Hauteur de l'antenne et intensité du courant à la base	Service		Taxes	Administration ou entreprise privée à laquelle doivent être adressés les comptes de taxes	Observations
			Type	Fréquence (longueur)			Nature	heures d'ouverture			
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12

Tome IV. Stations d'aéronef.

Etat signalétique des stations.

Nom de la station	Indicatif d'appel	Pays	Onde		Service		Observations
			Type	Fréquence (longueur)	Nature	Heures d'ouverture	
1	2	3	4	5	6	7	8

Tome V. Stations de radiodiffusion.

Partie A. *Index alphabétique des stations.*

Nom de la station	Indicatif d'appel	Page dans la partie B
1	2	3

Partie B. *Etat signalétique des stations.*

Nom de la station	Indicatif d'appel	Position géographique exacte de l'antenne émettrice	Fréquence (longueur d'onde)	Pouvoir normal de rayonnement exprimé en mètres-ampères	Hauteur de l'antenne et intensité du courant à la base	Nom de l'Administration ou de l'entreprise privée effectuant l'émission	Observations
1	2	3	4	5	6	7	8

APPENDICE 4.

Echelle employée pour exprimer la force des signaux.

(Voir l'Art. 9 du Règlement général.)

1 = à peine perceptible; illisible.
2 = faible; lisible par instants.
3 = assez bon; lisible, mais difficilement.
4 = bon; lisible.
5 = très bon; parfaitement lisible.

APPENDICE 5.

Heures de service des navires classés dans la deuxième catégorie.

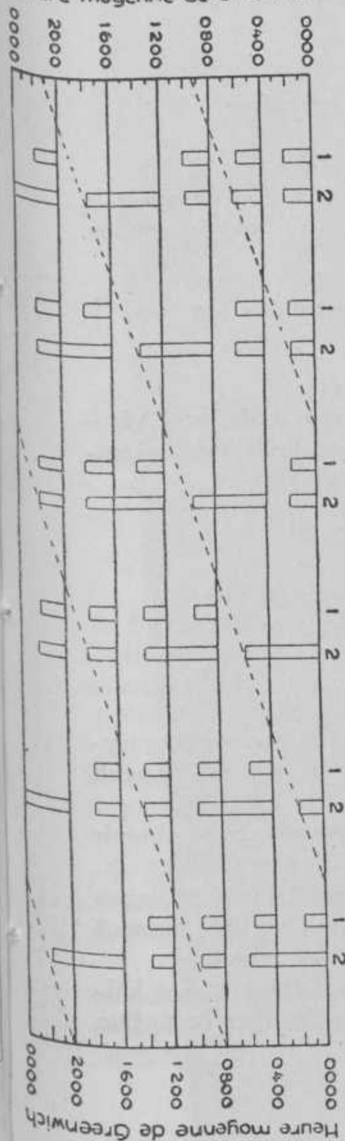
(Voir tableau et carte Appendice 6, ainsi que les Art. 13 et 20 du Règlement général.)

Zones	Limites Ouest	Limites Est	Durée des heures de service (temps moyen de Greenwich)	
			8 heures	16 heures
A Océan Atlantique Est, Méditerranée, Mer du Nord, Baltique.	Méridien 30° W. Côte du Groenland.	Méridien 30° E. au sud de la côte d'Afrique, Limites Est de la Méditerranée, de la Mer Noire et de la Baltique, Méridien 30° E. au Nord de la Norvège.	de 8 h à 10 h de 12 h à 14 h de 16 h à 18 h de 20 h à 22 h	de 0 h à 6 h de 8 h à 14 h de 16 h à 18 h de 20 h à 22 h
B Océan Indien, Océan Arctique Est.	Limite Est de la Zone A.	Méridien 80° E., Côte Ouest de Ceylan au Pont d'Adam, de là à l'Ouest, le long des Côtes de l'Inde.	de 4 h à 6 h de 8 h à 10 h de 12 h à 14 h de 16 h à 18 h	de 0 h à 2 h de 4 h à 10 h de 12 h à 14 h de 16 h à 18 h de 20 h à 24 h
C Mer de Chine, Océan Pacifique Ouest.	Limite Est de la Zone B.	Méridien 160° E.	de 0 h à 2 h de 4 h à 6 h de 8 h à 10 h de 12 h à 14 h	de 0 h à 6 h de 8 h à 10 h de 12 h à 14 h de 16 h à 22 h
D Océan Pacifique Central.	Limite Est de la Zone C.	Méridien 140° W.	de 0 h à 2 h de 4 h à 6 h de 8 h à 10 h de 20 h à 22 h	de 0 h à 2 h de 4 h à 6 h de 8 h à 10 h de 12 h à 18 h de 20 h à 24 h
E Océan Pacifique Est.	Limite Est de la Zone D.	Méridien 70° W. au Sud de la Côte américaine, Côte Ouest d'Amerique.	de 0 h à 2 h de 4 h à 6 h de 16 h à 18 h de 20 h à 22 h	de 0 h à 2 h de 4 h à 6 h de 8 h à 14 h de 16 h à 22 h
F Océan Atlantique Ouest et Golfe du Mexique.	Méridien 70° W. au Sud de la Côte américaine, Côte Est d'Amérique.	Méridien 30° W. Côte du Groenland.	de 0 h à 2 h de 12 h à 14 h de 16 h à 18 h de 20 h à 22 h	de 0 h à 2 h de 4 h à 10 h de 12 h à 18 h de 20 h à 22 h

APPENDICE 6.

Heures de service internationales pour les navires ayant moins de 3 opérateurs de t. s. f.

(Voir l'Appendice 5 ainsi que les Art. 13 et 20 du Règlement général.)



APPENDICE 7.

(Voir les Art. 2, 15, 13, 7 du Règlement général et l'Appendice 3.)

Documents dont les stations de bord doivent être pourvues.

La licence radioélectrique.
La Nomenclature des stations de bord.
La Nomenclature des stations fixes et terrestres.
La Nomenclature des stations d'aéronef.
La Convention et les Règlements y annexés.
Les tarifs télégraphiques des Pays à destination desquels la station accepte le plus fréquemment des radiotélégrammes.
Le certificat du ou des opérateurs.

Documents dont les stations d'aéronef doivent être pourvues.

La licence radioélectrique.
Le certificat du ou des opérateurs.
Tels documents que les Organismes compétents de l'Aéronautique du Pays intéressé jugeront, éventuellement, nécessaires à la station pour l'exécution de son service.

APPENDICE 8.

Obtention des relèvements radiogoniométriques.

(Voir l'Art. 31 du Règlement général.)

I. Instructions générales.

A. Avant d'appeler une ou plusieurs stations radiogoniométriques, la station mobile, pour demander son relèvement, doit rechercher dans la Nomenclature:
1° Les indicatifs d'appel des stations à appeler pour obtenir les relèvements radiogoniométriques qui l'intéressent.
2° L'onde sur laquelle les stations radiogoniométriques veillent, et l'onde ou les ondes sur lesquelles elles prennent les relèvements.
3° Les stations radiogoniométriques qui, grâce à des liaisons par fils spéciaux, peuvent être groupées avec la station radiogoniométrique à appeler.

B. La procédure à suivre par la station mobile dépend de diverses circonstances. D'une façon générale, elle doit tenir compte de ce qui suit:

1° Si les stations radiogoniométriques ne veillent pas sur la même onde, que ce soit l'onde pour l'opération du relèvement ou une autre onde, les relèvements doivent être demandés séparément à chaque station ou groupe de stations utilisant une onde donnée.

2° Si toutes les stations radiogoniométriques intéressées veillent sur une même onde, et si elles sont en mesure de prendre des relèvements sur une onde commune — qui peut être une autre onde que l'onde de veille — il y a lieu de les appeler ensemble, afin que les relèvements soient pris par toutes ces stations à la fois, sur une seule et même émission.

3° Si plusieurs stations radiogoniométriques sont groupées à l'aide de fils spéciaux, une seule d'entre elles doit être appelée, même si toutes sont munies d'appareils émetteurs. Dans ce cas, la station mobile doit cependant, s'il est nécessaire, mentionner dans l'appel, au moyen des indicatifs d'appel, les stations radiogoniométriques dont elle désire obtenir des relèvements.

II. Règles de procédure.

A. La station mobile appelle la ou les stations radiogoniométriques sur l'onde indiquée à la Nomenclature comme étant leur onde de veille. Elle transmet l'abréviation QTE, qui signifie:

„Je désire connaître mon relèvement radiogoniométrique par rapport à la station radiogoniométrique à laquelle je m'adresse"

ou

„Je désire connaître mon relèvement radiogoniométrique par rapport à la ou les stations dont les indicatifs d'appel suivent"

ou

„Je désire connaître mon relèvement radiogoniométrique par rapport aux stations radiogoniométriques groupées sous votre contrôle",

le ou les indicatifs d'appel nécessaires, et finit en indiquant, si besoin est, l'onde qu'elle va employer pour faire établir son relèvement. Après cela, elle attend des instructions.

B. La ou les stations radiogoniométriques appelées se préparent à prendre le relèvement; elles avertissent, si nécessaire, les stations radiogoniométriques avec lesquelles elles sont conjuguées. Aussitôt que les stations radiogoniométriques sont prêtes, celles parmi ces stations qui sont pourvues d'appareils émetteurs répondent à l'adresse de la station mobile, dans l'ordre alphabétique de leurs indicatifs d'appel, en donnant leur indicatif d'appel suivi de la lettre K.

Dans le cas où il s'agit de stations radiogoniométriques groupées, la station appelée prévient les autres stations du groupement et informe la station mobile dès que les stations du groupement sont prêtes à prendre le relèvement.

C. Après avoir, si nécessaire, préparé sa nouvelle onde de transmission, la station mobile répond en transmettant son indicatif d'appel, combiné éventuellement avec un autre signal, pendant un temps suffisamment prolongé pour permettre le relèvement.

D. La ou les stations radiogoniométriques qui sont satisfaites de l'opération, transmettent le signal QTE („Votre relèvement par rapport à moi était de .... degrés"), précédé de l'heure de l'observation, et suivi d'un groupe de trois chiffres (000 à 359) indiquant, en degrés, le relèvement vrai de la station mobile par rapport à la station radiogoniométrique. Si une station radiogoniométrique n'est pas satisfaite de l'opération, elle demande à la station mobile de répéter l'émission indiquée en C.

E. Dès que la station mobile a reçu le résultat de l'observation, elle répète le message à la station radiogoniométrique qui, alors, annonce que la répétition est exacte ou, le cas échéant, rectifie en répétant le message. Quand la station radiogoniométrique a la certitude que la station mobile a correctement reçu le message, elle transmet le signal „fin de travail". Ce signal est alors répété par la station mobile, comme indication que l'opération est terminée.

F. Les indications relatives: *a*) au signal à employer pour obtenir le relèvement; *b*) à la durée des émissions à faire par la station mobile et c) à l'heure utilisée par la station radiogoniométrique considérée, sont données dans la Nomenclature.

RÈGLEMENT ADDITIONNEL ANNEXÉ A LA CONVENTION RADIOTÉLÉGRAPHIQUE INTERNATIONALE.

Les prescriptions imprimées en petits caractères sont également reproduites dans le Règlement général.

Article premier.

Procédure radiotéléphonique dans le service mobile.

La procédure à suivre dans l'appel et l'établissement des communications entre deux stations radiotéléphoniques du service mobile est donnée dans l'Appendice 1. Les opérations, dans la station mobile, doivent être effectuées par un opérateur en possession du certificat réglementaire.

Article 2.

Taxes.

§ 1. La taxe d'un radiotélégramme originaire ou à destination d'une station mobile ou échangé entre stations mobiles comprend, selon le cas:

a) la taxe de bord, revenant à la station mobile d'origine ou de destination, ou à ces deux stations;

b) la taxe terrestre, revenant à la station terrestre ou aux stations terrestres qui participent à la transmission;

c) la taxe pour la transmission sur le réseau général des voies de communication, calculée d'après les règles ordinaires;

d) la taxe afférente aux opérations accessoires demandées par l'expéditeur.

§ 2. (1) La taxe terrestre et celle de bord sont fixées suivant le tarif par mot pur et simple, sans perception d'un minimum.

(2) La taxe maximum terrestre est de soixante centimes (0 fr. 60) par mot; la taxe maximum de bord est de quarante centimes (0 fr. 40) par mot.

(3) Toutefois, chaque Administration se réserve la faculté de fixer et d'autoriser des taxes terrestres supérieures au

maximum indiqué ci-dessus, dans le cas de stations terrestres exceptionnellement onéreuses, du fait de l'installation ou de l'exploitation.

§ 3. Lorsqu'une station terrestre est utilisée comme intermédiaire entre des stations mobiles, il n'est perçu qu'une seule taxe terrestre. Si la taxe terrestre applicable aux échanges avec la station mobile qui transmet est différente de celle applicable aux échanges avec la station mobile qui reçoit, c'est la plus élevée de ces deux taxes qui est perçue. Il peut être perçu, en outre, une taxe territoriale télégraphique, égale à celle qui, au § 5 ci-après, est indiquée comme étant applicable à la transmission sur les voies de communication.

§ 4. Le service des retransmissions est réglé par l'Article 6 du présent Règlement, compte tenu de ce qui est dit au § 9 ci-après.

§ 5. (1) Dans le cas où des radiotélégrammes originaires ou à destination d'un Pays sont échangés directement par ou avec les stations terrestres de ce Pays, la taxe télégraphique applicable à la transmission sur les voies intérieures de communication de ce Pays est, en principe, calculée suivant le tarif par mot pur et simple, sans perception d'un minimum. Cette taxe est notifiée en francs, par l'Administration dont relèvent les stations terrestres.

(2) Lorsqu'un Pays se trouve dans l'obligation d'imposer un minimum de perception, en raison du fait que son système de communications électriques intérieures n'est pas exploité par le Gouvernement, il doit en informer le Bureau international, qui mentionne dans la Nomenclature le montant de ce minimum de perception à la suite de l'indication de la taxe par mot. A défaut d'une pareille mention, la taxe à appliquer est celle par mot pur et simple, sans perception d'un minimum.

§ 6. Aucune taxe afférente au parcours radioélectrique, dans le service mobile, n'est perçue pour les radiotélégrammes d'un intérêt général immédiat, rentrant dans les catégories suivantes:

a) messages de détresse et réponses à ces messages;

b) avis originaires des stations mobiles sur la présence de glaces, épaves et mines, ou annonçant des cyclones et tempêtes;

c) avis annonçant des phénomènes brusques menaçant la navigation aérienne ou la survenue soudaine d'obstacles dans les aérodromes;

d) avis originaires des stations mobiles, notifiant des changements soudains dans la position des bouées, le fonctionnement des phares, appareils de balisage, etc.;

e) avis de service relatifs aux services mobiles.

§ 7. Les stations mobiles doivent avoir connaissance des tarifs nécessaires pour opérer la taxation des radiotélégrammes. Toutefois, elles sont autorisées, le cas échéant, à se renseigner auprès des stations terrestres; les montants des tarifs que celles-ci indiquent sont donnés en francs.

§ 8. Pour les stations mobiles, les modifications aux tarifs ne sont applicables que 45 jours après la date de la notification transmise par le Bureau international.

§ 9. (1) La station terrestre qui ne peut pas atteindre la station mobile de destination d'un radiotélégramme pour lequel aucune taxe de retransmission n'a été déposée par l'expéditeur (voir Article 6, § 1, du présent Règlement) peut, pour faire parvenir le radiotélégramme à destination, avoir recours à l'intervention d'une autre station mobile, pourvu que celle-ci y consente. Le radiotélégramme est alors transmis à cette autre station mobile, et l'intervention de cette dernière a lieu gratuitement.

(2) La même disposition est aussi applicable dans le sens station mobile vers station terrestre, en cas de nécessité.

(3) Pour qu'un radiotélégramme ainsi acheminé puisse être considéré comme arrivé à destination, il faut que la station qui a eu recours à la voie indirecte ait reçu l'accusé de réception réglementaire, soit directement, soit par une voie indirecte, de la station mobile à laquelle le radiotélégramme était destiné ou de la station terrestre sur laquelle il devait être acheminé, selon le cas.

Article 3.

Ordre de priorité dans l'établissement des communications dans le service mobile.

§ 1. L'ordre de priorité dans l'établissement des communications dans le service mobile est le suivant:
1° appels de détresse, messages de détresse et trafic de détresse;
2° communications précédées d'un signal d'urgence;
3° communications précédées du signal de sécurité;
4° communications relatives aux relèvements radiogoniométriques;
5° toutes les autres communications.

§ 2. Pour la transmission des radiotélégrammes envisagés sous le chiffre 5, l'ordre de priorité est, en principe, comme ci-après:
1° radiotélégrammes d'Etat;
2° radiotélégrammes relatifs à la navigation, aux mouvements et aux besoins des navires, à la sécurité et à la régularité des services aériens, et radiotélégrammes contenant des observations du temps destinées à un service officiel de météorologie.
3° radiotélégrammes de service relatifs au fonctionnement du service radioélectrique ou à des radiotélégrammes précédemment échangés;
4° radiotélégrammes de la correspondance publique.

Article 4.

Réception douteuse. Transmission par „ampliation". Radiocommunications à grande distance.

§ 1. (1) Quand, dans le service mobile, la communication devient difficile, les deux stations en correspondance s'efforcent d'assurer l'échange du radiotélégramme en cours de transmission. La station réceptrice peut demander jusque deux fois la répétition d'un radiotélégramme dont la réception est douteuse. Si cette triple transmission demeure sans résultat, le radiotélégramme est conservé en instance, en vue d'une occasion favorable de le terminer pouvant survenir.
(2) Si la station transmettrice juge qu'il ne lui sera pas possible de rétablir la communication avec la station réceptrice dans les 24 heures, elle agit comme suit:

a) La station transmettrice est une station mobile.
Elle fait connaître, immédiatement, à l'expéditeur, la cause de la non transmission de son radiotélégramme. L'expéditeur peut alors demander:

1° que le radiotélégramme soit transmis par l'intermédiaire d'une autre station terrestre ou par l'intermédiaire d'autres stations mobiles;

2° que le radiotélégramme soit retenu jusqu'à ce qu'il puisse être transmis sans augmentation de la taxe;

3° que le radiotélégramme soit annulé.

b) La station transmettrice est une station terrestre.
Elle applique au radiotélégramme les dispositions de l'Article 30 du Règlement général.

§ 2. Lorsqu'une station mobile transmet ultérieurement le radiotélégramme qu'elle a ainsi retenu, à la station terrestre qui l'a reçu incomplètement ou à une autre station terrestre de la même Administration ou de la même entreprise privée, cette nouvelle transmission doit comporter la mention de service „ampliation" dans le préambule du radiotélégramme, et ladite Administration ou entreprise privée ne peut réclamer que les taxes afférentes à une seule transmission. Les frais supplémentaires pouvant résulter, éventuellement, du chef du parcours sur les voies de communication du réseau général entre cette „autre station terrestre", par l'intermédiaire de laquelle le radiotélégramme a été acheminé, et le bureau de destination peuvent être réclamés par ladite autre station terrestre à la station mobile d'origine.

§ 3. Lorsque la station terrestre chargée, d'après le libellé de l'adresse du radiotélégramme, d'effectuer la transmission de celui-ci ne peut pas atteindre la station mobile de destination, et qu'elle a des raisons de supposer que cette station mobile se trouve dans le rayon d'action d'une autre station terrestre de l'Administration ou de l'entreprise privée dont elle-même dépend, elle peut, si aucune perception de taxe supplémentaire ne doit en résulter, diriger le radiotélégramme sur cette autre station terrestre.

§ 4. (1) Une station du service mobile qui a reçu un radiotélégramme sans avoir pu en accuser la réception dans des

conditions normales doit saisir la première occasion favorable pour le faire.
(2) Lorsque l'accusé de réception d'un radiotélégramme échangé entre une station mobile et une station terrestre ne peut pas être donné directement, il est acheminé, si aucune perception de taxe supplémentaire ne doit en résulter, par l'intermédiaire d'une autre station terrestre, de la même Administration ou entreprise privée, ou appartenant à une autre Administration ou entreprise privée avec lesquelles un accord particulier aurait été conclu à cet effet.
§ 5. (1) Les Administrations se réservent la faculté d'organiser un service de radiocommunications à grande distance entre stations terrestres et stations mobiles, avec accusé de réception différé ou sans accusé de réception.
(2) Quand il y a doute sur l'exactitude d'une partie quelconque d'un radiotélégramme transmis selon l'un ou l'autre de ces systèmes, la mention „réception douteuse" est inscrite sur le feuillet de réception remis au destinataire, et les mots ou groupes de mots douteux sont soulignés. Si des mots manquent, des blancs sont laissés aux endroits où ces mots devraient se trouver.
(3) Lorsque, dans le service des radiocommunications à grande distance avec accusé de réception différé, la station terrestre transmettrice n'a pas reçu, dans un délai de 10 jours, l'accusé de réception d'un radiotélégramme qu'elle a transmis, elle en informe l'expéditeur dudit radiotélégramme.

Article 5.

Radiotélégrammes à réexpédier par voie postale ordinaire ou aérienne.

§ 1. (1) Les radiotélégrammes peuvent être transmis par une station côtière à une station de bord, ou par une station de bord à une autre station de bord, en vue d'une réexpédition par la voie postale ordinaire ou aérienne, à effectuer à partir d'une escale de la station réceptrice.
(2) Ces radiotélégrammes ne comportent aucune retransmission entre stations de bord.
§ 2. Les dispositions qui précèdent ne sont pas obligatoires

pour les Administrations qui déclarent ne pas les admettre.

§ 3. L'adresse de ces radiotélégrammes doit être libellée comme suit:

1° indication de service taxée „Poste" ou „PAV", suivie du nom du port où le radiotélégramme doit être remis à la poste;

2° nom et adresse complète du destinataire;

3° nom de la station de bord qui doit effectuer le dépôt à la poste;

4° le cas échéant, nom de la station côtière.

Exemple: = Poste (ou PAV) Buenosaires = Martinez 14 Calle Prat Valparaiso Avon Landsendradio.

§ 4. Outre les taxes radiotélégraphiques fixées à l'Article 2, § 1, du présent Règlement, il est perçu une somme de quarante centimes (0 fr. 40) pour l'affranchissement postal ordinaire du radiotélégramme ou de un franc vingt-cinq centimes (1 fr. 25) pour couvrir les frais de remise par poste aérienne.

Article 6.

Retransmission par les stations de bord.

§ 1. Les stations de bord doivent, si la demande en est faite par l'expéditeur, servir d'intermédiaires pour l'échange des radiotélégrammes originaires ou à destination d'autres stations de bord; toutefois, le nombre des stations de bord intermédiaires est limité à deux (voir aussi Article 2, § 9, du présent Règlement).

§ 2. La taxe afférente au transit, aussi bien quand deux station intermédiaires interviennent que quand une seule station assure le transit, est uniformément fixée à quarante centimes (0 fr. 40) par mot pur et simple, sans perception d'un minimum. Lorsque deux stations de bord sont intervenues, cette taxe est partagée entre elles, par moitié.

§ 3. Les radiotélégrammes acheminés comme il est dit ci-dessus doivent porter avant l'adresse l'indication de service taxée = RM = (retransmission).

Article 7.

Application de la Convention télégraphique internationale et du Règlement de service y annexé aux radiotélégrammes.

§ 1. Les dispositions de la Convention télégraphique internationale et du Règlement de service y annexé sont applicables aux radiotélégrammes, en tant que les prescriptions de la Convention radiotélégraphique internationale et des Règlements y annexés ne s'y opposent pas.

§ 2. Les dispositions du § 3 de l'Article 81 du Règlement de service annexé à la Convention télégraphique internationale ne sont pas applicables à la comptabilité des radiotélégrammes.

§ 3. En vue de l'application de ce même Règlement de service, les stations terrestres sont considérées comme bureaux de transit, sauf quand l'un ou l'autre des Règlements radiotélégraphiques stipule expressément que ces stations doivent être considérées comme bureaux d'origine ou de destination.

§ 4. L'Article 69 du Règlement de service annexé à la Convention télégraphique internationale relatif aux télégrammes à multiples destinations transmis par télégraphie sans fil s'applique aux télégrammes de cette catégorie transmis par radiotéléphonie aussi bien qu'à ceux transmis par radiotélégraphie.

§ 5. Le mot RADIO étant toujours ajouté, dans la Nomenclature, au nom de la station côtière mentionnée dans l'adresse des radiotélégrammes, ce mot ne doit pas être donné, comme indication de service, en tête du préambule dans la transmission d'un radiotélégramme.

Conformément aux dispositions de l'Article 13 de la Convention de Washington, le présent Règlement additionnel aura la même valeur que celle-ci et entrera en vigueur le 1er Janvier 1929.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé ce

Règlement additionnel en un exemplaire qui restera déposé aux archives du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et dont une copie sera remise à chaque Gouvernement.

Fait à Washington, le 25 Novembre 1927.

Pour l'Union de l'Afrique du Sud,
H. J. LENTON
W. F. C. MORTON

Pour l'Afrique équatoriale française et autres Colonies,
CASSAGNAC

Pour l'Afrique occidentale française,
CASSAGNAC

Pour l'Afrique occidentale portugaise,
ARNALDO DE PAIVA CARVALHO

Pour l'Afrique orientale portugaise et les Possessions portugaise asiatiques,
MARIO CORRÊA BARATA DA CRUZ

Pour l'Allemagne,
OTTO ARENDT
HERMANN GIESS
H. HARBICH
ARTHUR WERNER
GÜNTHER SUADICANI
E. L. BAER

Pour la République Argentine,
FELIPE A. ESPIL
LUIS F. ORLANDINI
FRANCISCO LAJOUS

Pour la Fédération Australienne,
H. P. BROWN

Pour l'Autriche,
DR. MAXIMILIAN HARTWICH
ING. HANS PFEUFFER

Pour la Belgique,
J. PIERART
GOLDSCHMIDT
G. VINCENT

Pour la Bolivie,
GEO. DE LA BARRA

Pour le Brésil,
P. COELHO DE ALMEIDA
FREDERICO VILLAR
MANUEL F. SIMÕES AYRES

Pour la Bulgarie,
ST. BISSEROFF

Pour le Chili,
I. HOLGER

Pour la Chine,
CHIN CHUN WANG
CHANG-HSUAN
HING GING Y. LEE
TI-CHING WU

Pour la République de Colombie,
ENRIQUE OLAYA H.

Pour la Colonie espagnole du Golfe de Guinée,
ADOLFO H. DE SOLAS

Pour le Congo belge,
J. PIERART
G. VINCENT
ROBERT GOLDSCHMIDT

Pour Costa-Rica,
J. RAFAEL OREAMUNO

Pour Cuba,
L. ALBURQUERQUE
GONZALO GÜELL
LUIS MARINO PÉREZ

Pour Curaçao,
G. SCHOTEL

Pour la Cyrénaïque,
PAOLO ZONTA

Pour le Danemark,
T. F. KRARUP
C. WAMBERG

Pour la République Dominicaine,
M. L. VASQUEZ G.

Pour l'Égypte,
HORACE MAYNE
ALY IBRAHIM

Pour l'Érythrée,
CESARE BARDELONI

Pour l'Espagne,

MARIANO AMOEDO
ANTONIO NIETO
ADOLFO H. DE SOLAS
JOSE SASTRE

Pour l'Estonie,

G. JALLAJAS

Pour la Finlande,

L. ASTRÖM

Pour la France,

L. BOULANGER

Pour la Grande-Bretagne,

T. F. PURVES
J. JOYCE BRODERICK
F. W. PHILLIPS
F. W. HOME
L. F. BLANDY
air commodore
C. H. BOYD
A. LESLIE HARRIS

Pour la Grèce,

TH. PENTHEROUDAKIS

Pour le Guatémala,

J. MONTANON.

Pour la République d'Haïti,

RAOUL LIZAIRE

Pour la Hongrie,

BERNARD DE PASKAY

Pour les Indes britanniques,

P. J. EDMUNDS

P. N. MITRA

Pour les Indes néerlandaises,

G. C. HOLTZAPPEL

WARNSINCK

G. SCHOTEL

VAN DOOREN

Pour l'Indochine française,

G. JULLIEN

Pour l'État libre d'Irlande,

P. S. MACCATHMHAOIL

T. S. O'MUINEACHAIN

Pour l'Italie,

GUISEPPE GNEME

GIACOMO BARBERA

GINO MONTEFINALE

Pour le Japon,

Pour Chosen, Taiwan, Sakhalin japonais, le Territoire à bail du Kouangtoung et le Territoire des Iles des Mers du Sud sous mandat japonais,

S. SAWADA

N. MORITA

K. NISHIZAKI

I. YAMAMOTO

SANNOSUKE INADA

T. USHIZAWA

T. NAKAGAMI

Pour la République de Libéria,

ERNEST LYON, Subj. to the ratification of Liberian Senate

Pour Madagascar,

G. JULLIEN

Pour le Maroc (à l'exception de la Zone espagnole),

FREDERIC KNOBEL

Pour le Mexique,

PEDRO N. COTA

JUAN B. SALDAÑA

Pour le Nicaragua,

MANUEL ZAVALA

Pour la Norvège,

N. NICKELSEN
HARMOD PETERSON
P. TENNFJORD
J. J LARSEN

Pour la Nouvelle-Zélande,

A. GIBBS

Pour la République de Panama,

R. J. ALFARO

Pour le Paraguay,

JUAN VICENTE RAMIRIZ

Pour les Pays-Bas,

G. J. HOFKER
J. A. BLAND VAN DEN BERG
W. KRUIJT
E. F. W. VÖLTER
WARNSINCK

Pour le Pérou,
A. GONZÁLES PRADA

Pour la Perse,
D. MEFTAH
en referendum

Pour la Pologne,
EUGÈNE STALLINGER

Pour le Portugal,
JOSÉ DE LIZ FERREIRA JUNIOR

Pour la Roumanie,
G. CRETZIANO (ad referendum)

Pour la République de El Salvador,
FRANCISCO A. LIMA

Pour le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes,
V. ANTONIÉVICH

Pour le Siam,
NIDES VIRAJAKICH

Pour la Somalie italienne,
VALERIO DELLA CAMPANA

Pour la Suède,
HAMILTON
LITSTRÖM
LEMOINE

Pour la Suisse,
E. NUSSBAUM

Pour Surinam,

G. SCHOTEL

Pour les Territoires Syro-Libanais,

FREDERIC KNOBEL

Pour la République de Saint-Marin,

FRN. FERRARI

Pour la Tchécoslovaquie,

Dr. OTTO KUČERA

ING. STRNAD

Pour la Tripolitaine,

SETTIMIO AURINI

Pour la Tunisie,

FREDERIC KNOBEL

Pour la Turquie,

J. A. BLAND VAN DEN BERG

Pour l'Uruguay,

VARELA

Pour le Vénézuéla,

LUIS CHURION

APPENDICE 1.

Procédure radiotéléphonique internationale.

(Voir l'Art. 1 du Règlement additionnel.)

§ 1. (1) *Indicatifs d'appel.* Pour les stations terrestres, le nom géographique même du lieu doit être employé.

(2) Pour les stations d'aéronef et autres stations mobiles, les indicatifs d'appel radiotélégraphiques doivent, en principe, être employés, soit pour les stations de bord, un groupe de quatre lettres et, pour les stations d'aéronef, un groupe de cinq lettres, conformément à ce qui est prévu dans la Convention internationale de Navigation aérienne. L'indicatif d'appel doit, pour les stations mobiles, portées par des navires ou des aéronefs commerciaux, être précédé du nom de la Compagnie propriétaire, par exemple: „Handley Page" ou le mot „Particulier" pour les stations mobiles appartenant à des particuliers.

§ 2. *Epellation des indicatifs d'appel, des abréviations de service et des mots.* Pour cette épellation, les noms très connus qui suivent doivent être employés:

A = Amsterdam	J = Jérusalem	S = Santiago
B = Baltimore	K = Kimberley	T = Tokio
C = Canada	L = Liverpool	U = Uruguay
D = Danemark	M = Madagascar	V = Victoria
E = Eddiston	N = Neuchâtel	W = Washington
F = Francisco	O = Ontario	X = Xanthippe
G = Gibraltar	P = Portugal	Y = Yokohama
H = Hanovre	Q = Québec	Z = Zoulouland
I = Italie	R = Rivoli	

§ 3. La procédure suivante est donnée à titre d'exemple:

1° *A appelle:*
Allo B, allo B, A appelle, A appelle, message pour vous, message pour vous, over.

2° *B répond:*
Allo A, allo A, B répond, B répond, envoyez votre message, envoyez votre message, over.

3° *A répond:*
Allo B, A répond, message commence, à .... (destinataire) de .... (expéditeur)
transmission du message
message terminé, je répète, message commence, à .... de ....
répétition du message
message terminé, over

4° *B répond:*
Allo A, B répond, votre message commence, à .... de ....
répétition du message
votre message terminé, over.

5° *A répond:*
Allo B, A répond, exact, exact, coupant.

6° A coupe ensuite la communication et les deux stations reprennent l'écoute normale.

Remarque: Au commencement d'une communication, la formule d'appel est prononcée deux fois, et par la station appelante et par la station appelée. Une fois la communication établie, elle est prononcée une fois seulement.

VERTALING.

INTERNATIONAAL RADIOTELEGRAAF-VERDRAG

gesloten tusschen

de Regeeringen van:

de Zuid-Afrikaansche Unie, Fransch Equatoriaal Afrika en andere Koloniën, Fransch West-Afrika, Portugeesch West-Afrika, Portugeesch Oost-Afrika en de Portugeesche bezittingen in Azië, Duitschland, de Argentijnsche Republiek, de Australische Statenbond, Oostenrijk, België, Bolivia, Brazilië, Bulgarije, Canada, Chili, China, de Republiek Columbia, de Spaansche Kolonie van de Golf van Guinea, Belgisch Congo, Costa-Rica, Cuba, Curaçao, Cyrenaïca, Denemarken, de Dominicaansche Republiek, Egypte, de Republiek Salvador, Erythrea, Spanje, Estland, de Vereenigde Staten van Amerika, Finland, Frankrijk, Groot-Britannië, Griekenland, Guatemala, de Republiek Haïti, de Republiek Honduras, Hongarije, Britsch-Indië, Nederlandsch-Indië, Fransch Indo-China, de Vrijstaat Ierland, Italië, Japan, Korea, Formosa, Japansch Sachalin, het pachtgebied Kwantoeng en het gebied van de Zuidzee-eilanden onder Japansch mandaat, de Republiek Liberia, Madagascar, Marokko (met uitzondering van de Spaansche zone), Mexico, Nicaragua, Noorwegen, Nieuw-Zeeland, de Republiek Panama, Paraguay, Nederland, Peru, Perzië, Polen, Portugal, Rumenië, het Koninkrijk der Serviërs, Kroaten en Slovenen, Siam, Italiaansch Somaliland, Zweden, Zwitserland, Suriname, Syrië en de Libanon, de Republiek San Marino, Tsjechoslowakije, Tripoli, Tunis, Turkije, Uruguay en Venezuela.

De ondergeteekenden, gevolmachtigden van de Regeeringen der hiervoren genoemde landen, hebben zich te Washington in conferentie vereenigd en in gemeen overleg en onder voorbehoud van bekrachtiging het volgende verdrag vastgesteld:

Artikel 1.

Definities.

In dit verdrag:

zijn de uitdrukkingen „radioëlectrische verbinding" („radio-electrisch verkeer", „radioëlectrisch bericht") of „radioverbinding" („radioverkeer", „radiobericht") toepasselijk op de draadlooze overbrenging van schrift, teekens, seinen, beelden en klanken van allerlei aard door middel van Hertzsche golven;

wordt onder „radiostation" of kortweg „station" een station verstaan, dat uitgerust is om een radioverbinding tot stand te brengen;

wordt onder „vast station" een station verstaan, dat op een vaste plaats is opgericht en verbinding onderhoudt met een of meer stations, die eveneens op vaste plaatsen zijn opgericht;

wordt onder „mobiel station" een station verstaan, dat zich verplaatsen kan en dat zich gewoonlijk verplaatst;

wordt onder „landstation" een ander dan een mobiel station verstaan, dat gebruikt wordt voor radioverkeer met mobiele stations;

wordt onder „mobiele dienst" verstaan een dienst voor radioverkeer, uitgeoefend tusschen mobiele stations en landstations en tusschen mobiele stations onderling;

wordt onder „internationale dienst" verstaan een dienst voor radioverkeer tusschen een station in een land en een station in een ander land, of tusschen een landstation en een mobiel station, dat zich buiten de grenzen van het land bevindt, waarin het landstation ligt, of tusschen twee of meer mobiele stations in volle zee of daarboven. Een dienst voor binnenlandsch of nationaal radioverkeer, die storing kan veroorzaken met andere diensten buiten de grenzen van het land waar hij wordt uitgeoefend, wordt uit een oogpunt van storing, als een internationale dienst beschouwd;

worden onder „algemeen net van verkeerswegen" verstaan de gezamenlijke bestaande telegrafische en telefonische verkeerswegen, met draden en draadloos, die voor den

openbaren dienst zijn geopend, zulks met uitsluiting van de radioverkeerswegen van den mobielen dienst;
wordt onder „openbare dienst" een dienst verstaan ten behoeve van het publiek in het algemeen;
wordt onder „beperkte dienst" een dienst verstaan, die slechts door bepaalde personen of voor bijzondere doeleinden kan worden gebruikt;
wordt onder „openbaar verkeer" alle wisseling van radioelectrische berichten verstaan, die een station, uit hoofde van zijn beschikbaarstelling voor den openbaren dienst van het publiek moet aannemen voor overbrenging;
worden onder „particuliere onderneming" elke particulier en elke maatschappij of lichaam verstaan, die een of meer stations voor radioëlectrisch verkeer exploiteeren;
wordt onder „radiotelegram" een telegram verstaan, dat afkomstig is van of bestemd is voor een mobiel station en dat over zijn geheelen weg of over een deel daarvan door radioëlectrische middelen wordt overgeseind.

Artikel 2.

Omvang van het verdrag.

§ 1. De verdragsluitende Regeeringen verbinden zich de bepalingen van dit verdrag toe te passen op alle radiostations, opgericht of geëxploiteerd door de verdragsluitende Regeeringen en geopend voor den internationalen dienst van het openbaar verkeer. Zij verbinden zich eveneens, genoemde bepalingen toe te passen op de bijzondere diensten, welke vallen onder de bepalingen van de bij dit verdrag behoorende reglementen.

§ 2. Zij verbinden zich voorts om de noodige maatregelen te nemen of aan haar wetgevende lichamen voor te stellen, ten einde de inachtneming van de bepalingen van dit verdrag en van de daarbij behoorende reglementen op te leggen aan de bijzondere personen en particuliere ondernemingen, die gemachtigd zijn al of niet voor het openbaar verkeer geopende radiostations van den internationalen dienst op te richten en te exploiteeren.

§ 3. De verdragsluitende Regeeringen erkennen het recht

van twee verdragsluitende Regeeringen om onderling radio-electrische verbindingen tot stand te brengen, enkel op voorwaarde, dat deze Regeeringen zich houden aan alle bepalingen van dit verdrag en van de bijbehoorende reglementen.

Artikel 3.

Onderling verkeer.

§ 1. (1) Wat de internationale verbindingen tusschen vaste stations betreft, behoudt iedere verdragsluitende Regeering volkomen vrijheid met betrekking tot de inrichting van den dienst en de vaststelling van de correspondentie, die zal worden gewisseld door de stations, die deze verbindingen onderhouden.

(2) Wanneer deze vaste stations echter een internationalen dienst voor openbaar verkeer onderhouden, hetzij van land tot land, hetzij met stations van den mobielen dienst, moeten zij zich, onderscheidenlijk voor elk van deze twee soorten verbindingen, houden aan de voorschriften van dit verdrag en van de bijbehoorende reglementen.

§ 2. Wat het verkeer betreft tusschen stations, die aan den mobielen dienst deelnemen, zijn de stations, die dit verkeer onderhouden, verplicht, binnen de grenzen van hun normale bestemming, wederkeerig radiotelegrammen te wisselen, ongeacht het radioëlectrisch systeem, dat zij hebben aangenomen.

§ 3. Ten einde echter de vorderingen der wetenschap niet te belemmeren, beletten de bepalingen van de vorige paragraaf niet het eventueel gebruik van een radioëlectrisch systeem, dat ongeschikt is met andere systemen verbinding te onderhouden, mits deze ongeschiktheid te wijten is aan den bijzonderen aard van dat systeem en niet het gevolg is van inrichtingen, die uitsluitend zijn gekozen om onderlinge gemeenschap te beletten.

Artikel 4.

Beperkte dienst.

Afgezien van het bepaalde in artikel 3 kan een radiostation worden bestemd voor een beperkten internationalen dienst

voor openbaar verkeer, bepaald door het doel van het verkeer of door andere van het gebezigde systeem onafhankelijke omstandigheden.

Artikel 5.

Geheim der berichten. Valsche of bedrieglijke seinen.

De verdragsluitende Regeeringen verbinden zich de noodige maatregelen te nemen of aan haar onderscheiden wetgevende lichamen voor te stellen tot het tegengaan van:

a) het verzenden en ontvangen, zonder machtiging, met behulp van radio-inrichtingen, van correspondentie, die een particulier karakter draagt;

b) de bekendmaking van den inhoud of eenvoudig van het bestaan van correspondentie, die door middel van radio-inrichtingen zou kunnen zijn opgevangen;

c) de openbaarmaking of gebruikmaking, zonder machtiging, van correspondentie, die door middel van radio-inrichtingen is ontvangen;

d) de overbrenging of verspreiding van valsche of bedrieglijke noodseinen of noodoproepen.

Artikel 6.

Onderzoek in zake overtredingen.

De verdragsluitende Regeeringen verbinden zich elkander hulp te verleenen bij het onderzoek in zake overtredingen van de bepalingen van dit verdrag en van de bijbehoorende reglementen, en, eventueel, bij de vervolging van personen, die deze bepalingen overtreden.

Artikel 7.

Verbinding met het algemeen net van verkeerswegen.

Elk der verdragsluitende Regeeringen neemt de verplichting op zich, de noodige maatregelen te nemen, opdat de op haar gebied gevestigde en voor den internationalen dienst van het openbaar verkeer geopende landstations verbonden worden met het algemeen net van verkeerswegen, of om

althans voorzieningen te treffen, ten einde een snelle en rechtstreeksche berichtenwisseling tusschen deze stations en het algemeen net van verkeerswegen te verzekeren.

Artikel 8.

Mededeeling van gegevens en inlichtingen betreffende de stations en den dienst.

De verdragsluitende Regeeringen geven elkander kennis, door tusschenkomst van het Internationaal bureel van de Telegraafvereeniging, van de namen der stations, die geopend zijn voor den internationalen dienst van het openbaar verkeer en der stations, die bijzondere diensten uitvoeren, welke vallen onder de bepalingen van de bij dit verdrag behoorende reglementen, alsmede van alle aanwijzingen, welke kunnen dienen om de radioëlectrische berichtenwisseling te vergemakkelijken en te bespoedigen.

Artikel 9.

Bijzondere inrichtingen.

Elk der verdragsluitende Regeeringen behoudt zich de bevoegdheid voor om te bepalen of toe te laten, dat in de stations, bedoeld in artikel 8, onafhankelijk van de inrichting, waarvan de gegevens door toepassing van dat artikel worden bekend gemaakt, andere inrichtingen worden aangelegd en geëxploiteerd ten behoeve van een bijzonder radioelectrisch verkeer, zonder dat de bijzonderheden van die inrichtingen worden bekend gemaakt.

Artikel 10.

Voorwaarden, waaraan de stations moeten voldoen. Storingen.

§ 1. De in artikel 2 bedoelde stations behooren zooveel mogelijk te worden opgericht en geëxploiteerd onder de beste voorwaarden, die de practijk van den dienst heeft doen kennen, en op de hoogte te worden gehouden van de vorderingen der wetenschap en der techniek.

§ 2. Alle stations, welke ook hun bestemming zij, behooren zooveel mogelijk zoodanig te worden opgericht en geëxploiteerd, dat zij de radioëlectrische verbindingen of diensten der overige verdragsluitende Regeeringen en der bijzondere personen of der particuliere ondernemingen, welke door die verdragsluitende Regeeringen gemachtigd zijn een openbaren radioverkeersdienst te onderhouden, niet storen.

Artikel 11.

Voorrang van noodoproepen.

De stations, die aan den mobielen dienst deelnemen, zijn verplicht noodoproepen, welke ook de herkomst daarvan zij, met volstrekten voorrang op te nemen, deze oproepen evenzoo te beantwoorden en daaraan het noodige gevolg te geven.

Artikel 12.

Taksen.

De taksen, die van toepassing zijn op radiotelegrammen, en de verschillende gevallen, waarin deze telegrammen vrijdom van radiotaks genieten, worden vastgesteld in overeenstemming met de bepalingen van de bij dit verdrag behoorende reglementen.

Artikel 13.

Reglementen. Conferenties.

§ 1. De bepalingen van dit verdrag worden aangevuld door:
1° een algemeen reglement, dat dezelfde kracht heeft en terzelfder tijd in werking treedt als het verdrag;
2° een additioneel reglement, dat alleen de Regeeringen bindt, die het onderteekend hebben.

§ 2. De voorschriften van dit verdrag en van de bijbehoorende reglementen worden herzien door conferenties van gevolmachtigden der verdragsluitende Regeeringen, waarbij elke conferentie de plaats en het tijdstip van de volgende bijeenkomst vaststelt.

§ 3. Vóór iedere beraadslaging stelt elke conferentie een huishoudelijk reglement op, dat bepaalt, hoe de besprekingen zullen worden geregeld en geleid.

Artikel 14.

Bijzondere overeenkomsten.

De verdragsluitende Regeeringen behouden zich, zoowel voor zich zelf, als voor de door haar te dien einde behoorlijk gemachtigde particuliere ondernemingen, de bevoegdheid voor, bijzondere overeenkomsten te sluiten omtrent de punten van den dienst, die niet de gezamenlijke Regeeringen betreffen. Deze overeenkomsten moeten echter binnen het kader van het verdrag en van de bijbehoorende reglementen blijven, voor zoover de storingen betreft, die de uitvoering van die overeenkomsten zou kunnen veroorzaken in de diensten van de andere landen.

Artikel 15.

Schorsing van den dienst.

Iedere Regeering behoudt zich de bevoegdheid voor, den internationalen dienst voor radioverkeer, wanneer zij zulks noodig oordeelt, voor onbepaalden tijd te schorsen, hetzij geheel, hetzij alleen voor zekere verbindingen en/of voor zekere soorten van radioberichten, onder verplichting daarvan terstond aan ieder der overige verdragsluitende Regeeringen kennis te geven door tusschenkomst van het Internationaal bureel van de Telegraafvereeniging.

Artikel 16.

Internationaal bureel.

§ 1. Het Internationaal bureel van de Telegraafvereeniging wordt belast met het verzamelen, rangschikken en openbaar maken van opgaven en inlichtingen van allerlei aard betreffende de radiodiensten, het onderzoek van de aanvragen om wijziging van het verdrag en van de bijbehoorende reglementen, het bekend maken van de aangenomen wijzigingen

en, in het algemeen, met het verrichten van alle administratieve werkzaamheden, welke in het belang van de internationale radiodiensten aan dit bureel zullen worden opgedragen.

§ 2. De kosten, welke voortvloeien uit deze werkzaamheden, worden door alle verdragsluitende Regeeringen gedragen in de verhouding als bepaald bij het algemeen reglement.

Artikel 17.

Internationaal technisch raadgevend comité voor radioelectrische verbindingen.

§ 1. Een internationaal technisch raadgevend comité voor radioëlectrische verbindingen wordt ingesteld ten einde de technische en daaraan verwante vraagstukken betreffende die verbindingen te bestudeeren.

§ 2. De samenstelling, bevoegdheden en wijze van werken van dit comité worden omschreven in het bij dit verdrag behoorende algemeen reglement.

Artikel 18.

Verkeer met stations van niet verdragsluitende landen.

§ 1. Elk der verdragsluitende Regeeringen behoudt zich de bevoegdheid voor, de voorwaarden te bepalen, waarop zij telegrammen of radiotelegrammen toelaat, afkomstig van of bestemd voor een station, dat niet aan de bepalingen van dit verdrag onderworpen is.

§ 2. Indien een telegram of radiotelegram wordt toegelaten, moet het worden overgeseind en moeten de gewone taksen daarop worden toegepast.

Artikel 19.

Toetredingen.

§ 1. (1) De Regeeringen, die niet hebben deelgenomen aan dit verdrag, kunnen daartoe op haar aanvraag toetreden.

(2) Deze toetreding wordt langs diplomatieken weg aan die verdragsluitende Regeering, in wier land de laatste conferentie is gehouden, en door deze aan alle andere bekend gemaakt.

(3) Zij brengt rechtens aanvaarding van alle bepalingen van dit verdrag mede en het genot van alle daarin vastgelegde voordeelen.

§ 2. (1) De toetreding tot het verdrag door de Regeering van een land, dat koloniën, protectoraten of gebieden onder souvereiniteit of mandaat heeft, sluit niet toetreding van die koloniën, protectoraten of gebieden onder souvereiniteit of mandaat in zich, behoudens een desbetreffende verklaring van die Regeering.

(2) Deze koloniën, protectoraten of gebieden onder souvereiniteit of mandaat kunnen, gezamenlijk of elk afzonderlijk, het onderwerp uitmaken van een afzonderlijke toetreding of een afzonderlijke opzegging op de voorwaarden, bedoeld in dit artikel en in artikel 23.

Artikel 20.

Scheidsrechterlijke uitspraak.

§ 1. In geval van geschil tusschen twee verdragsluitende Regeeringen betreffende de uitlegging of de uitvoering hetzij van dit verdrag, hetzij van de reglementen bedoeld in artikel 13, behoort het geschilpunt, op verzoek van een dezer Regeeringen, aan een scheidsrechterlijke uitspraak te worden onderworpen. Te dien einde kiest elk van de betrokken Regeeringen een andere, die geen belanghebbende is bij het geschilpunt.

§ 2. Indien geen overeenstemming kan worden verkregen tusschen de beide scheidsrechters, voegen deze zich een andere verdragsluitende Regeering toe, die evenmin bebelanghebbende is bij het geschil. Indien de beide scheidsrechters niet tot overeenstemming kunnen komen met betrekking tot de keuze van die derde Regeering, stelt elke scheidsrechter een verdragsluitende Regeering voor, die

geen belanghebbende is bij het geschil; tusschen de voorgestelde Regeeringen beslist het lot. De trekking geschiedt door de Regeering, op wier grondgebied het Internationaal bureel, vermeld in artikel 16, gevestigd is. De beslissing van de scheidsrechters wordt bij meerderheid van stemmen genomen.

Artikel 21.

Mededeeling van wetten en reglementen.

De verdragsluitende Regeeringen deelen elkander, indien zij dit nuttig achten, door tusschenkomst van het Internationaal bureel van de Telegraafvereeniging, de wetten en reglementen mede, die in hun landen met betrekking tot dit verdrag reeds zijn of zullen worden uitgevaardigd.

Artikel 22.

Marine- en militaire inrichtingen.

§ 1. De verdragsluitende Regeeringen behouden volle vrijheid met betrekking tot radioëlectrische inrichtingen, niet bedoeld in artikel 2, en in het bijzonder met betrekking tot marine- en militaire inrichtingen.

§ 2. Al deze inrichtingen en stations moeten, zooveel mogelijk, de reglementaire bepalingen in acht nemen, die betrekking hebben op de in gevallen van nood te verleenen hulp en op de te nemen maatregelen ter voorkoming van storing. Zij moeten ook, zooveel mogelijk, de reglementaire bepalingen in acht nemen betreffende de golftypen en frequenties die moeten worden gebezigd naar gelang van de soort van dienst, dien genoemde stations uitoefenen.

§ 3. Wanneer deze inrichtingen en stations echter deelnemen aan het openbaar verkeer of aan de bijzondere diensten, welke vallen onder de bepalingen van de bij dit verdrag behoorende reglementen, moeten zij zich, in het algemeen, houden aan de reglementaire voorschriften voor de uitoefening van deze diensten.

Artikel 23.

Inwerkingtreding, duur en opzegging.

§ 1. Dit verdrag treedt in werking op den 1sten Januari 1929; het blijft voor onbepaalden tijd en gedurende één jaar na den dag, waarop het is opgezegd, van kracht.

§ 2. De opzegging heeft slechts gevolgen voor de Regeering, in wier naam zij is geschied. Voor de overige verdragsluitende Regeeringen blijft het verdrag van kracht.

Artikel 24.

Bekrachtiging.

§ 1. Dit verdrag zal worden bekrachtigd en de akten van bekrachtiging zullen binnen het kortst mogelijk tijdsverloop te Washington worden nedergelegd.

§ 2. Ingeval een of meer der verdragsluitende Regeeringen het verdag niet zouden bekrachtigen, zal dit niettemin geldend zijn voor de Regeeringen, die het wel bekrachtigd hebben.

Ter oorkonde waarvan de onderscheidene gevolmachtigden het verdrag hebben onderteekend in een enkel exemplaar, hetwelk bewaard zal blijven in de archieven van de Regeering van de Vereenigde Staten van Amerika en waarvan een afschrift aan elke Regeering zal worden toegezonden.

Gedaan te Washington, den 25sten November 1927.

(Volgen de onderteekeningen.)

ALGEMEEN REGLEMENT BEHOORENDE BIJ HET INTERNATIONAAL RADIOTELEGRAAFVERDRAG.

Artikel 1.

Definities.

Ter aanvulling van de in artikel 1 van het verdrag vermelde definities wordt (worden) in dit reglement verstaan:
onder „mobiel station", ieder mobiel station, welk ook;
onder „mobiele stations", alle mobiele stations te zamen, waar zij zich ook bevinden;
onder „scheepsstation", een station aan boord van een schip, dat niet blijvend is gemeerd of niet blijvend voor anker ligt;
onder „luchtvaartuigstation", een station aan boord van een luchtvaartuig;
onder „kuststation", een landstation, dat bestemd is voor het verkeer met scheepsstations. Dit kan een vast station zijn, dat ook bestemd is voor het verkeer met scheepsstations; het wordt dan alleen tijdens den duur van zijn dienst met scheepsstations als een kuststation beschouwd;
onder „luchtvaartstation", een landstation dat bestemd is voor het verkeer met luchtvaartuigstations. Dit kan een vast station zijn, dat ook bestemd is voor het verkeer met luchtvaartuigstations; het wordt dan alleen tijdens den duur van zijn dienst met luchtvaartuigstations als een luchtvaartstation beschouwd;
onder „station" ieder station, onverschillig zijn bestemming.
De benaming „landstation" heeft een algemeene beteekenis; zij wordt gebruikt, wanneer zij terzelfder tijd betrekking heeft op het verkeer met scheepsstations, met luchtvaartuigstations en met andere mobiele stations, welke ook. Onder deze benaming wordt dan tegelijk verstaan een kuststation, voor zoover het verkeer met scheepsstations betreft, een luchtvaartstation, voor zoover het verkeer met luchtvaartuig-

stations betreft, en eenig station op den vasten grond, bestemd voor verkeer met andere mobiele stations, welke ook.

Voorts wordt (worden) in dit reglement verstaan:

onder „omroepdienst", een dienst tot verspreiding van radiotelefonische uitzendingen, bestemd om door het publiek te worden ontvangen, rechtstreeks of door tusschenkomst van relais-stations;

onder „vaste dienst", een dienst voor radioëlectrisch verkeer van elken aard tusschen vaste punten, met uitzondering van den omroepdienst en de bijzondere diensten;

onder „mobiele dienst", een radiodienst uitgeoefend tusschen mobiele stations en landstations en door mobiele stations die onderling werken, met uitzondering van de bijzondere diensten;

onder „bijzondere diensten", de diensten van radiobakens, de radiopeildiensten, de uitzending van tijdseinen, berichten aan zeevarenden, ijkgolven, de voor wetenschappelijke doeleinden bestemde uitzendingen, enz.;

onder „radiobaken", een bijzonder station, welks uitzendingen bestemd zijn om een ontvangstation in staat te stellen, zijn peiling, of een richting, ten opzichte van het radiobaken te bepalen;

onder „radiopeilstation", een station voorzien van bijzondere toestellen, welke bestemd zijn om de richting der uitzendingen van andere stations te bepalen;

onder „omroepstation", een station voor de verspreiding van radiotelefonische uitzendingen bestemd om door het publiek te worden ontvangen;

onder „particulier station voor proefnemingen", 1° een particulier station voor proeven, die de ontwikkeling der radiotechniek of radiowetenschap beoogen, 2° een station, dat gebruikt wordt door een „amateur" d.w.z. door een behoorlijk gemachtigd persoon, die voor een louter persoonlijk doel en niet uit geldelijke overwegingen belang stelt in de radiotechniek;

onder „Administratie", een Rijksadministratie.

Artikel 2.

Vergunning.

§ 1. Geen radiozendstation mag worden opgericht of geexploiteerd door een bijzonder persoon of een particuliere onderneming zonder een bijzondere vergunning, afgegeven door de Regeering van het land, waartoe bedoeld station behoort.

§ 2. De houder van een vergunning moet zich verbinden om het geheim der berichten, zoowel telegrafische als telefonische, te bewaren. Voorts moet uit de vergunning blijken, dat het verboden is andere radioëlectrische correspondentie op te vangen dan die, welke het station gemachtigd is te ontvangen, en dat, ingeval zulke correspondentie onopzettelijk wordt ontvangen, zij noch opgeschreven, noch aan derden medegedeeld, noch voor eenig doeleinde gebruikt mag worden.

§ 3. Ten einde het nazien der vergunningen te vergemakkelijken, wordt aanbevolen, aan den tekst in de landstaal, indien daartoe aanleiding bestaat, een vertaling van dien tekst toe te voegen in een taal, die in het internationaal verkeer veel gebruikt wordt.

Artikel 3.

Keuze en ijking van toestellen.

§ 1. De keuze der door een station te gebruiken radioëlectrische toestellen en inrichtingen is vrij, op voorwaarde dat de uitgezonden golven overeenstemmen met de bepalingen van dit reglement.

§ 2. (1) De Administratiën moeten de noodige maatregelen nemen om er zeker van te zijn, dat de voor de regeling der zendinrichtingen gebezigde frequentiemeters (golfmeters) zoo nauwkeurig mogelijk geijkt worden door vergelijking met hun nationale standaardinstrumenten.

(2) In geval van internationaal verschil zullen de vergelijkingen geschieden volgens een methode van absolute meting der frequenties.

Artikel 4.

Klasse-indeeling en gebruik van radioëlectrische uitzendingen.

§ 1. (1) De radioëlectrische uitzendingen worden in twee klassen verdeeld:

A. Ongedempte golven,
B. Gedempte golven,

die als volgt gedefiniëerd worden:

Klasse A: Golven, welker opeenvolgende trillingen volkomen gelijk zijn, zoodra een blijvende toestand is ingetreden.

Klasse B: Uit opeenvolgende golftreinen samengestelde golven, waarbij het amplitudo der trillingen, na een maximum bereikt te hebben, geleidelijk afneemt.

(2) De golven van Klasse A bevatten de hierna genoemde typen, die als volgt worden gedefiniëerd:

Type A1: Niet gemoduleerde ongedempte golven. Ongedempte golven, welker amplitudo of frequentie verandert tengevolge van een telegrafische manipulatie.

Type A2: Ongedempte met hoorbare frequentie gemoduleerde golven. Ongedempte golven, welker amplitudo of frequentie periodiek verandert met een hoorbare frequentie gecombineerd met een telegrafische manipulatie.

Type A3: Ongedempte door het gesproken woord of door muziek gemoduleerde golven. Ongedempte golven, welker amplitudo of frequentie verandert volgens de kenmerkende trillingen van de spraak of de muziek.

(3) Vorenstaande klasse-indeeling, in golven A1, A2 en A3, verhindert niet het gebruik, onder door de betrokken Administratiën bepaalde voorwaarden, van golven, op niet onder de definities der typen A1, A2 en A3 vallende wijzen gemoduleerd en/of gemanipuleerd.

(4) Deze definities hebben geen betrekking op de systemen van de zendinrichtingen.

(5) De golven zullen in de eerste plaats worden aangeduid door haar frequentie in kiloperioden per seconde (Kp/s). Na deze aanwijzing zal, tusschen haakjes, de benaderde lengte in meters worden opgegeven. In dit reglement is de benaderde waarde van de golflengte in meters het quotiënt van

de deeling van het getal 300 000 door de frequentie uitgedrukt in kiloperioden per seconde.

§ 2. De door een station uitgezonden golven moeten zoo nauwkeurig, als de stand der techniek dit mogelijk maakt, op de toegestane frequentie worden gehouden en de uitstraling er van moet, zooveel als practisch mogelijk is, vrij zijn van iedere uitzending welke niet behoort tot het type van het uitgeoefende verkeer.

§ 3. De betrokken Administratiën bepalen de toelaatbare afwijking tusschen de gemiddelde frequentie der uitzendingen en de opgegeven frequentie; zij streven er naar haar voordeel te doen met de vorderingen der techniek om deze afwijking geleidelijk te verminderen.

§ 4. De breedte van een frequentieband, die door de uitzending van een station wordt bezet, moet redelijkerwijze beantwoorden aan de vorderingen der techniek voor het desbetreffende type van verkeer.

§ 5. Ingeval frequentiebanden aan een bepaalden dienst worden toegekend, moeten de stations van dien dienst frequenties gebruiken, die voldoende van de grenzen van die banden verwijderd zijn, om geen hinderlijke storing te veroorzaken in het verkeer van stations, die behooren tot de diensten, waaraan de onmiddellijk aangrenzende frequentiebanden worden toegewezen.

Artikel 5.

Verdeeling en gebruik van frequenties (golflengten) en van typen van uitzending.

§ 1. De Administratiën der verdragsluitende landen kunnen een willekeurige frequentie en golftype toekennen aan ieder radiostation onder haar gezag, alleen onder deze voorwaarde dat daaruit geen storingen met eenigen dienst van een ander land voortvloeien.

§ 2. Echter stemmen deze Administratiën er mede in, aan stations, die in verband met hun aard alleen reeds geacht worden ernstige internationale storingen te kunnen veroor-

zaken, frequenties en golftypen toe te kennen overeenkomstig de regels voor de verdeeling en het gebruik der golven, zooals zij hieronder zijn aangegeven.

§ 3. De Administratiën stemmen er ook mede in, de tabel van verdeeling der frequentiebanden (zie § 7) te beschouwen als een leidraad, die voor de verschillende diensten de grenzen opgeeft, welke voor alle nieuwe stations moeten worden geëerbiedigd en waaraan alle bestaande stations zich binnen zulk een korten termijn moeten aanpassen, als practisch mogelijk is, zonder afbreuk te doen aan de hoedanigheid van den dienst, dien deze stations uitoefenen, waarbij rekening wordt gehouden met den tegenwoordigen staat van hun inrichtingen.

§ 4. In beginsel moeten echter de frequenties van alle omroepstations, die thans met frequenties beneden 300 Kp/s (golflengten boven 1000 M.) werken, uiterlijk een jaar na inwerkingtreding van dit reglement worden teruggebracht, hetzij tot den band gelegen tusschen 160 en 224 Kp/s (golflengten 1875—1340 M.), hetzij tot den band gelegen tusschen 550 en 1500 Kp/s (golflengten 545—200 M.).

§ 5. Geen nieuw omroepstation zal gemachtigd worden, om te werken in den frequentieband gelegen tusschen 160 en 224 Kp/s (golflengten 1875—1340 M.), tenzij daaruit geen hinder ontstaat voor bestaande radiodiensten, met inbegrip van omroepdiensten, uitgeoefend door stations, die reeds gebruik maken van de in dezen band gelegen frequenties, en stations, welker frequenties binnen dezen band worden teruggebracht overeenkomstig het bepaalde in § 4 hierboven.

§ 6. Het vermogen van bestaande omroepstations met frequenties beneden 300 Kp/s (golflengten boven 1000 M.) mag niet worden verhoogd, tenzij hieruit geen hinder ontstaat voor bestaande radiodiensten.

§ 7. De tabel hiernevens geeft de verdeeling aan van de frequenties (benaderde golflengten) tusschen de verschillende diensten.

§ 8. (1) Het gebruik van golven van het type B van een frequentie van minder dan 375 Kp/s (golflengte boven 800

M.) is verboden met ingang van den 1sten Januari 1930, onder voorbehoud van het bepaalde in § 1 van dit artikel en behalve voor bestaande landstations.

(2) Geen nieuwe zendinrichtingen met golven van het type B mogen worden aangebracht op schepen of in luchtvaartuigen met ingang van den 1sten Januari 1930, behalve als deze zendinrichtingen, wanneer zij met vol vermogen werken, minder dan 300 watt verbruiken, gemeten aan de primaire zijde van den laagfrequent-voedingstransformator.

(3) Het gebruik van golven van het type B van alle frequenties is verboden met ingang van den 1sten Januari 1940, behalve voor zenders, die voldoen aan de voorwaarden betreffende het vermogen opgegeven onder (2) hierboven.

(4) Geen nieuwe zendinrichtingen van het type B mogen voortaan worden aangebracht op een landstation of vast station. Golven van dit type zijn verboden op alle landstations met ingang van den 1sten Januari 1935.

§ 9. Het gebruik van golven van het type A3 is niet toegelaten tusschen 100 en 160 Kp/s (3000 en 1875 M.).

§ 10. Het gebruik van golven van het type A2 is niet toegelaten tusschen 100 en 150 Kp/s (3000 en 2000 M.), behalve in den band 100—125 Kp/s (3000—2400 M.) uitsluitend voor tijdseinen.

§ 11. In den band 460—550 Kp/s (650—545 M.) is geen type van uitzending toegelaten, dat nood-, alarm-, veiligheids- of spoedseinen, uitgezonden op 500 Kp/s (600 M.) hun uitwerking kan doen missen.

§ 12. In beginsel moet ieder station, dat een dienst tusschen vaste punten met een golf van een frequentie beneden 110 Kp/s (golflengte boven 2725 M.) onderhoudt, voor elk van de tot dat station behoorende zenders, die tegelijk kunnen werken, een enkele frequentie gebruiken, gekozen uit de aan dien dienst toegewezen banden (§ 7 hierboven). Een station zal voor een dienst tusschen vaste punten geen andere frequentie mogen bezigen, dan die welke is toegewezen als hiervoren aangegeven.

§ 13. In beginsel gebruiken de stations dezelfde frequenties en dezelfde typen van uitzending voor de overseining van berichten in eenzijdig verkeer, als voor hun normalen dienst. Echter kunnen regionale regelingen worden getroffen, ten einde de betrokken stations vrij te stellen van naleving van dezen regel.

§ 14. Ten einde de wisseling van synoptische weerberichten in het gebied van Europa te vergemakkelijken, zullen aan dezen dienst twee frequenties tusschen 37.5 en 100 Kp/s (golflengten tusschen 8000 en 3000 M.) bij regionale regelingen worden toegekend.

§ 15. Om de snelle overseining en verspreiding van inlichtingen, die van nut zijn voor het ontdekken van misdrijven en de vervolging van misdadigers, te vergemakkelijken, zal, voor dit doel, bij regionale regelingen een frequentie tusschen 37.5 en 100 Kp/s (golflengte tusschen 8000 en 3000 M.) worden opengehouden.

§ 16. (1) De frequenties, die de Administratiën toewijzen aan alle nieuwe vaste stations, landstations of omroepstations, welker oprichting zij hebben goedgevonden of ondernomen, moeten zoodanig gekozen worden, dat storingen van internationale diensten, uitgeoefend door bestaande stations, welker frequenties reeds aan het Internationaal bureel zijn opgegeven, zooveel mogelijk vermeden worden. Wanneer de frequentie van een bestaand vast station, landstation of omroepstation gewijzigd wordt, moet de nieuwe, aan dat station toegewezen frequentie voldoen aan de bovenvermelde voorwaarde.

(2) De betrokken Regeeringen plegen, zoo noodig, overleg voor de vaststelling der aan de bedoelde stations toe te wijzen golven, alsmede voor de bepaling van de gebruiksvoorwaarden der aldus toegewezen golven. Indien geen regeling ter vermijding van storing kan worden getroffen, kunnen de voorschriften van artikel 20 van het verdrag worden toegepast.

§ 17. (1) Elke Administratie licht onverwijld het Internationaal bureel in, wanneer zij besluit tot of machtiging geeft voor de oprichting van een radiostation welks exploi-

tatie de toewijzing, voor een geregelden dienst, van een bepaalde frequentie beneden 37.5 Kp/s (golflengte boven 8000 M.) vereischt, indien het gebruik van deze frequentie internationale storingen over een uitgestrekt gebied zou kunnen veroorzaken. Dit bericht moet het Internationaal bureel vier maanden voor den bouw van het bedoelde station bereiken, zoodat gelegenheid bestaat, de bezwaren, die een of andere Administratie tegen de aanneming van de voorgestelde frequentie zou kunnen opperen, uit den weg te ruimen.
(2) Betreft het een vast station met korte golven, dat bestemd is om een geregelden dienst uit te oefenen en welks uitstraling internationale storingen zou kunnen veroorzaken, dan moet in het algemeen de betrokken Administratie, vóór de voltooiing van het station, en in elk geval voordat dit is opengesteld voor den dienst, aan het Internationaal bureel de aan dit station toegewezen frequentie opgeven.
(3) Een zoodanige kennisgeving vindt echter alleen plaats, wanneer de betrokken Administratie de zekerheid heeft verkregen, dat de bewuste dienst binnen een redelijken tijd tot stand kan komen.
§ 18. (1) Elke Administratie kan aan de amateursstations frequenties toewijzen, gekozen uit de banden, welke in de tabel van verdeeling (§ 7 hierboven) aan de amateurs zijn toegekend.
(2) Het maximum-vermogen, dat deze stations mogen gebruiken, wordt bepaald door de betrokken Administratiën, waarbij rekening wordt gehouden met de technische bekwaamheid der personen, die de toestellen bedienen en met de omstandigheden, waarin genoemde stations moeten werken.
(3) Alle algemeene, in het verdrag en in dit reglement vastgestelde regelen zijn van toepassing op de amateursstations. In het bijzonder moet de frequentie der uitgezonden golven zoo constant en vrij van harmonischen zijn, als de stand der techniek dit mogelijk maakt.
(4) Tijdens hun uitzendingen moeten deze stations hun roepnaam met korte tusschenpoozen geven.

Artikel 6.

Dienst van particuliere stations voor proefnemingen.

§ 1. De wisseling van berichten tusschen particuliere stations voor proefnemingen, van verschillende landen, is verboden, indien de Administratie van een der betrokken landen heeft bekend gemaakt, dat zij zich tegen deze berichtenwisseling verzet.

§ 2. Wanneer deze berichtenwisseling is toegestaan, moet het verkeer, tenzij de betrokken landen onderling anders zijn overeengekomen, in verstaanbare taal worden afgewikkeld en zich beperken tot berichten betreffende de proefnemingen en tot opmerkingen van een persoonlijk karakter, waarvoor, uit hoofde van haar onbelangrijkheid, gebruikmaking van den openbaren telegraafdienst niet in aanmerking zou komen.

§ 3. Op een particulier station voor proefnemingen, dat gemachtigd is tot uitzendingen, moet ieder, die de toestellen hetzij voor eigen rekening, hetzij voor die van derden bedient, bewezen hebben, dat hij teksten in morseteekens kan overseinen en aldus overgeseinde teksten op het gehoor kan nemen. Hij kan zich alleen door daartoe gemachtigde personen, die dezelfde bekwaamheden bezitten, laten vervangen.

§ 4. De Administratiën nemen zoodanige maatregelen, als zij noodig achten, om de bekwaamheid, uit technisch oogpunt, van ieder, die de toestellen bedient, te onderzoeken.

Artikel 7.

Certificaten voor radiotelegrafist (radiotelefonist).

§ 1. (1) De dienst van ieder mobiel radiotelegraaf- of radiotelefoonstation moet worden uitgeoefend door een radiotelegrafist in het bezit van een certificaat, uitgereikt door de Regeering, waartoe dat station behoort. Echter kan de dienst op mobiele stations, die voorzien zijn van een radiotelefooninrichting, met een zwak vermogen (met een vermogen, dat 300 watt primair niet te boven gaat) en enkel bruikbaar voor telefonie, worden uitgeoefend door iemand, die slechts het certificaat voor radiotelefonist bezit.

(2) Als tijdens een overtocht, vlucht of reis de radiotelegrafist (radiotelefonist) volstrekt niet beschikbaar is, kan de gezagvoerder of de voor het mobiel station verantwoordelijke persoon een radiotelegrafist (radiotelefonist), die in het bezit is van een door een andere verdragsluitende Regeering uitgereikt certificaat, machtigen, doch slechts tijdelijk, den radiodienst uit te oefenen. Wanneer het noodig is voor de voorloopige bediening der toestellen beroep te doen op een persoon, die niet in het bezit is van een voldoend certificaat, dan moet zijn tusschenkomst zich beperken tot dringende gevallen. In elk geval moet de bovenbedoelde radiotelegrafist (radiotelefonist) of persoon zoo spoedig mogelijk worden vervangen door iemand, in het bezit van het certificaat, bedoeld in § 1 (1) hierboven.

§ 2. Er zijn twee klassen van certificaten alsmede bijzondere certificaten voor radiotelegrafist en één klasse van certificaten voor radiotelefonist.

Certificaten voor radiotelegrafist.

§ 3 (1) Iedere Regeering blijft vrij om het aantal examens te bepalen, dat zij noodig oordeelt voor het behalen van het certificaat der 1ste klasse.

(2) Uit het certificaat der 1ste klasse moet blijken, dat de telegrafist de vereischte bekwaamheid bezit voor het verkrijgen van het certificaat voor radiotelefonist. Iedere Regeering blijft vrij, al of niet dezelfde bekwaamheid te eischen voor het certificaat der 2de klasse.

(3) De minimum-eischen voor het behalen van deze certificaten zijn de volgende:

A. Eerste Klasse.

Uit het certificaat der 1ste klasse moet de vak- en technische kennis van den telegrafist blijken met betrekking tot:

a) Kennis van de algemeene beginselen der electriciteit en van de theorie der radiotelegrafie en radiotelefonie, alsmede kennis van de practische werking van alle in den mobielen dienst gebruikte inrichtingen en toestellen.

b) Theoretische en practische kennis van de werking van

de samenstellende deelen, zooals machines voor levering van electrischen stroom, accumulatoren enz., die gebruikt worden voor het in werking stellen en regelen der inrichtingen en toestellen, aangeduid onder letter *a*).

c) Practische kennis, noodig om met de aan boord aanwezige middelen averij, welke tijdens de reis aan de toestellen kan ontstaan, te herstellen.

d) Zuiver seinen en zuiver op het gehoor ontvangen van groepen codetaal (letters, cijfers en leesteekens door elkaar) met een snelheid van 20 (twintig) groepen per minuut, en van een tekst in verstaanbare taal, en wel de moedertaal, met een snelheid van 25 (vijf en twintig) woorden per minuut. Iedere groep codetaal moet vijf teekens bevatten, waarbij elk cijfer of leesteeken voor twee teekens telt. Het gemiddelde woord van den tekst in verstaanbare taal (moedertaal) moet vijf teekens bevatten.

e) Kennis in bijzonderheden van de reglementen, die gelden voor de wisseling van radioberichten, kennis van de bescheiden betreffende de prijsberekening van radiotelegrammen, kennis van dat gedeelte van de reglementen betreffende de veiligheid van menschenlevens op zee, dat op de radiotelegrafie betrekking heeft, en, voor de luchtvaart, kennis van de bijzondere bepalingen, waaraan de radiodienst voor de luchtvaart onderworpen is.

f) Kennis van de algemeene aardrijkskunde der vijf werelddeelen, met name van de voornaamste draadverbindingen en draadlooze verbindingen.

B. Tweede Klasse.

Uit het certificaat der 2de klasse moet de vakkennis van den telegrafist blijken met betrekking tot:

a) Elementaire theoretische en practische kennis van de electriciteit en de radiotelegrafie, alsmede kennis van de regeling en werking van de in den mobielen dienst gebruikte inrichtingen en toestellen.

b) Elementaire theoretische en practische kennis van de werking van de samenstellende deelen, zooals machines

voor levering van electrischen stroom, accumulatoren enz., die gebruikt worden voor het in werking stellen en regelen der inrichtingen en toestellen vermeld onder letter *a*).

c) Voldoende practische kennis om kleine herstellingen te kunnen uitvoeren, in geval van averij aan de toestellen.

d) Zuiver seinen en zuiver op het gehoor ontvangen van groepen codetaal (letters, cijfers en leesteekens door elkaar) met een snelheid van 16 (zestien) groepen per minuut, en van een tekst in verstaanbare taal, en wel moedertaal, met een snelheid van 20 (twintig) woorden per minuut. Iedere groep codetaal moet vijf teekens bevatten, waarbij elk cijfer of leesteeken voor twee teekens telt. Het gemiddelde woord van den tekst in verstaanbare taal (moedertaal) moet vijf teekens bevatten.

e) Kennis van de reglementen, die gelden voor de wisseling van radioberichten, kennis van de bescheiden betreffende de prijsberekening van radiotelegrammen, kennis van dat gedeelte van de reglementen betreffende de veiligheid van menschenlevens op zee, dat op de radiotelegrafie betrekking heeft, en, voor de luchtvaart, kennis van de bijzondere bepalingen, waaraan de radiodienst voor de luchtvaart onderworpen is.

f) Kennis van de eerste beginselen der algemeene aardrijkskunde in verband met de draadverbindingen en draadlooze verbindingen.

C. *Bijzonder certificaat.*

(1) De radiotelegraafdienst op kleine schepen (waarop het verdrag tot beveiliging van menschenlevens op zee niet van toepassing is) kan worden uitgeoefend door telegrafisten voorzien van een bijzonder certificaat, dat aan de volgende voorwaarden voldoet:

a) De telegrafisten op die van bovenbedoelde mobiele stations, welke deelnemen aan den internationalen dienst van het openbaar verkeer en aan de algemeene berichtenwisseling der mobiele stations, moeten in staat zijn het radioverkeer af te wikkelen met de sein- en ontvangsnelheid, vereischt voor het behalen van het certificaat der 2de klasse.

b) Wanneer deze stations niet aan genoemden dienst deelnemen, maar uiteraard wel in geval van nood handelen, en werken op een bijzondere golf zonder de andere radiodiensten te storen, behoort elke betrokken Regeering de voorwaarden voor het behalen van het certificaat vast te stellen.

(2) Bij wijze van uitzondering wordt voorloopig aan de Regeering van Nieuw-Zeeland toegestaan, een bijzonder certificaat, voor het behalen waarvan zij de eischen vaststelt, uit te reiken aan de telegrafisten van kleine vaartuigen van haar nationaliteit, die zich niet van de kusten van genoemd land verwijderen en slechts in beperkte mate deelnemen aan den internationalen dienst van het openbaar verkeer en aan de algemeene berichtenwisseling der mobiele stations.

§ 4. (1) Alvorens chef van een scheepsstation der eerste categorie (artikel 20, § 2) te worden, moet een telegrafist der 1ste klasse ten minste één jaar practijk hebben gehad als telegrafist aan boord van een schip of op een kuststation.

(2) Om chef van een scheepsstation der tweede categorie (artikel 20, § 2) te worden, moet een telegrafist der 1ste klasse ten minste zes maanden practijk hebben gehad als telegrafist aan boord van een schip of op een kuststation.

(3) Om den dienst uit te oefenen als telegrafist der 1ste klasse in een luchtvaartuig, moet de telegrafist aantoonen in den radiodienst het aantal uren te hebben gevlogen, dat vastgesteld is door de Administratie die het certificaat uitreikt.

§ 5. De telegrafisten, die met goed gevolg het examen voor het behalen van een certificaat der 2de klasse hebben afgelegd, ontvangen van hun Regeering een voorloopig certificaat, dat hun bevoegdheid geeft op te treden als chef van het station op schepen der derde categorie (artikel 20, § 2). Nadat zij aangetoond hebben zes maanden aan boord van een schip te hebben gediend, kan hun het definitieve certificaat der 2de klasse, dat hun bevoegdheid geeft dezelfde functie te vervullen op schepen der tweede categorie, worden uitgereikt.

Certificaat voor radiotelefonist.

§ 6. (1) Er is slechts één klasse van certificaten voor radiotelefonist.

(2) Uit deze certificaten moet de vakkennis van den telefonist blijken met betrekking tot:

a) Kennis van de regeling en de werking der bij de radiotelefonie gebruikte inrichtingen en toestellen.

b) Geschiktheid voor het op duidelijke wijze overbrengen en opnemen van het gesproken woord door middel van het telefoontoestel.

c) Kennis van de reglementen, die van toepassing zijn op de wisseling van radiotelefonische berichten, en van dat gedeelte der radiotelegraafreglementen, hetwelk betrekking heeft op de veiligheid van menschenlevens.

(3) De houders van het certificaat voor radiotelefonist mogen slechts dienst doen op schepen, luchtvaartuigen enz., die van een radiotelefooninrichting met gering vermogen (ten hoogste 300 watt primair) zijn voorzien en alleen voor den telefoondienst.

(4) De radiotelefonisten van den luchtvaartdienst moeten aantoonen een minimum aantal uren, dat door de betrokken Administratiën is vastgesteld, aan boord van een luchtvaartuig te hebben gevlogen.

(5) De houder van een certificaat voor radiotelegrafist der 1ste klasse, alsmede de houder van een certificaat voor radiotelegrafist der 2de klasse voorzien van het certificaat voor radiotelefonist, mogen den radiotelefoondienst op ieder mobiel station uitoefenen.

§ 7. Iedere Administratie treft de noodige maatregelen om aan de radiotelegrafisten (radiotelefonisten) de verplichting tot geheimhouding der correspondentie op te leggen en om, zooveel doenlijk, het bedrieglijk gebruik van certificaten te vermijden.

§ 8. De betrokken Regeeringen nemen de noodige maatregelen, opdat de rechten verbonden aan de certificaten, die onder de vorige regeling zijn afgegeven, gehandhaafd blijven voor de houders van deze certificaten, die, op algemeene

wijze, kunnen voldoen aan de nieuwe voorwaarden van uitreiking.

§ 9. De bepalingen van dit artikel worden bindend binnen een termijn van ten hoogste drie jaar na de inwerkingtreding van dit reglement.

Artikel 8.

Gezag van den gezagvoerder.

§ 1. De radiodienst van een mobiel station is geplaatst onder het oppergezag van den gezagvoerder of van den verantwoordelijken persoon van het schip, van het luchtvaartuig of van ieder ander middel van vervoer, waarop het mobiele station zich bevindt.

§ 2. De gezagvoerder of de verantwoordelijke persoon, evenals alle personen, die kennis kunnen nemen van den inhoud of zelfs van het bestaan van de radiotelegrammen, of van eenig bericht, dat door middel van den radiodienst verkregen is, worden onderworpen aan de verplichting om het geheim der correspondentie te bewaren en te verzekeren.

Artikel 9.

Algemeene wijze van werken in den mobielen dienst.

§ 1. In den mobielen dienst moet de hierna omschreven werkwijze worden gevolgd; hiervan kan alleen worden afgeweken in geval van noodoproepen of noodcorrespondentie, waarop de bepalingen van artikel 19 van toepassing zijn.

§ 2. (1) Alvorens een overseining te beginnen, moet het zendende station er zich van overtuigen, dat daaruit op de golf, die het gaat gebruiken geen overmatige storing voortvloeien zal voor ander verkeer dat binnen zijn werkingsgebied plaats vindt; indien het waarschijnlijk is, dat zulk een storing zich zal voordoen, dan wacht het station op de eerste onderbreking van de overseining, die het zou kunnen storen.

(2) Indien een in gang zijnde radioëlectrische overseining ondanks deze voorzorg door den oproep wordt belemmerd, moet deze worden gestaakt op het eerste verzoek van een landstation, geopend voor den internationalen dienst van het

openbaar verkeer, of van eenig luchtvaartstation. Het station, dat het verzoek doet, moet den vermoedelijken duur opgeven van het wachten dat het aan het station, welks oproep het stopt, oplegt.

§ 3. In de radiotelegrafische correspondentie van den mobielen dienst moet voor het oproepen van een station als volgt worden te werk gegaan:

(1) *a*) Het roepende station roept op door hoogstens driemaal den roepnaam van het aan te roepen station te seinen, alsmede het woord DE gevolgd door hoogstens driemaal zijn eigen roepnaam.

b) Voor dezen oproep maakt het roepende station gebruik van de golf, waarop het geroepen station uitluistert.

(2) Het geroepen station antwoordt door hoogstens driemaal den roepnaam van het roepende station te seinen, het woord DE, zijn eigen roepnaam en, als het gereed is om de correspondentie te ontvangen, de letter K (uitnoodiging tot overseining) gevolgd, als het dit nuttig acht, door de toepasselijke verkorting met een cijfer, dat de sterkte der ontvangen teekens aangeeft.

(3) Indien het geroepen station verhinderd is te ontvangen, vervangt het de letter K, in het antwoord in den voorgeschreven vorm, door het teeken •—••• (wachtteeken) gevolgd door een getal dat in minuten den vermoedelijken duur van het wachten aangeeft. Indien deze vermoedelijke duur meer dan 10 minuten bedraagt, moet de reden van het wachten worden opgegeven.

(4) Indien er verscheidene radiotelegrammen in dezelfde richting moeten worden geseind, kunnen zij met toestemming van het station, dat ze moet ontvangen, in series worden verzonden.

(5) Bij het geven van zijn toestemming wijst laatstbedoeld station het aantal radiotelegrammen aan, dat het bereid is in een serie te ontvangen, welke aanwijzing het door de letter K doet volgen.

(6) In beginsel wordt elk radiotelegram van meer dan 100 woorden gerekend een serie te vormen of beëindigt zulk een radiotelegram een in gang zijnde serie.

(7) In het algemeen worden lange radiotelegrammen, zoowel die in verstaanbare taal als die in overeengekomen taal of cijferschrift, in gedeelten geseind; elk gedeelte bevat 50 woorden voor de telegrammen in verstaanbare taal en 20 woorden of groepen voor de telegrammen in overeengekomen taal of cijferschrift.

(8) Aan het einde van elk gedeelte wordt het teeken • • ▬ ▬ • • (?) geseind, hetwelk beteekent: „Hebt gij het radiotelegram tot hiertoe goed ontvangen?". Als het gedeelte goed ontvangen is, geeft het ontvangende station de letter K en wordt de overseining van het radiotelegram vervolgd.

(9) *a*) De overseining van een radiotelegram wordt beëindigd door het teeken • ▬ • ▬ • (sluitteeken), gevolgd door den roepnaam van het seinende station en de letter K.

b) Bij overseining in series worden de roepnaam van het seinende station en de letter K eerst aan het einde van de serie gegeven.

(10) *a*) Het reçu van een radiotelegram wordt gegeven door middel van de letter R gevolgd door het nummer van het radiotelegram; dit reçu wordt voorafgegaan door de volgende in den daarbij aangegeven vorm te verstrekken gegevens: roepnaam van het station, dat geseind heeft, het woord DE, roepnaam van het station, dat ontvangen heeft.

b) Het reçu van een serie radiotelegrammen wordt gegeven door middel van de letter R, gevolgd door het aantal van de ontvangen radiotelegrammen, alsmede door de nummers van het eerste en van het laatste telegram van de serie. Dit reçu wordt voorafgegaan door de vorenomschreven gegevens.

(11) Als de correspondentie afgeloopen is, geeft elk der beide stations het teeken • • • ▬ • ▬ (kwijtingsteeken), gevolgd door zijn eigen roepnaam.

§ 4. (1) Indien het roepende station van plan is zijn berichten met een ander golftype of/en op een andere frequentie dan voor den oproep is gebruikt, te seinen, moet het zijn eigen roepnaam doen volgen door de dienstaanwijzingen, die het golftype of/en de frequentie bepalen, welke het voor de overseining denkt te gebruiken. Het ontbreken van deze

dienstaanwijzingen beteekent, dat het niet voornemens is van golftype of van frequentie te veranderen.

(2) Indien het opgeroepen station wenscht, dat het roepende station met een ander golftype of/en op een andere frequentie dan voor den oproep zal seinen, voegt het aan het antwoord in den voorgeschreven vorm de dienstaanwijzingen toe, die het golftype of/en de frequentie bepalen, welke het wenscht, dat zullen worden gebezigd. Het ontbreken van deze dienstaanwijzingen beteekent, dat het niet verlangt, dat het golftype of/en de frequentie, gebruikt voor den oproep, zullen worden gewijzigd.

(3) Indien het roepende station heeft aangegeven, dat het voor de overseining een ander golftype of/en een andere frequentie gaat gebruiken, dan waarmede het den oproep heeft gedaan, moet het opgeroepen station in het antwoord in den voorgeschreven vorm de letter K doen voorafgaan door de verkortingen, die aangeven dat het van nu af luistert op het golftype of/en de frequentie, die zijn aangekondigd, en dat het zelf genoemd golftype of/en genoemde frequentie zal bezigen voor den geheelen duur van de verbinding.

(4) Indien het roepende station een landstation is, dat overeenkomstig de bepalingen van dit reglement een andere golf mag gebruiken, dan waarop het mobiele station kan zenden, mag het, na verbinding te hebben verkregen, deze golf aanwenden voor de overseining van zijn correspondentie. In dit geval wordt als volgt te werk gegaan:

a) Het landstation roept het mobiele station op de golf waarop dit laatste luistert en deelt daaraan, na verkregen antwoord, door middel van de toepasselijke verkorting, mede dat het mobiele station verder moet luisteren op de golf, die het landstation wil gebruiken.

b) Indien het mobiele station de aangeduide golf kan ontvangen, geeft het de letter K. In het tegengestelde geval licht het het landstation door middel van de toepasselijke verkorting in, dat het de voorgestelde golf niet kan ontvangen, waarop de beide stations zich verstaan omtrent het gebruik van een andere werkgolf.

(5) Het landstation blijft op de golf, die het gebruikte, tot

na de overseining van het teeken • • • ▬ • ▬ (kwijtingsteeken) gevolgd door zijn roepnaam. Dit teeken, gevolgd door den roepnaam, wordt door het mobiele station op de aan zijn dienst toegewezen internationale roepgolf herhaald.

(6) Wanneer het landstation, dat een verzoek tot wijziging van golftype of/en frequentie ontvangt, daaraan geen gevolg kan geven of wenscht te geven, seint het niet het teeken K, maar stelt het door middel van de toepasselijke verkortingen voor, een ander golftype of/en een andere frequentie te gebruiken.

§ 5. (1) Op de golf van 500 Kp/s (600 M.), (of op een toegelaten golf, in geval van verkeer met een luchtvaartuigstation) mogen de perioden van onafgebroken werkzaamheid tusschen twee stations niet meer dan ongeveer tien minuten bedragen; na elke zoodanige periode moet even worden gewacht, ten einde eventueel een ander station in staat te stellen, een oproep met voorrang te doen of een bericht met voorrang te seinen.

(2) Wordt op andere voor den mobielen dienst voor de zeevaart aangewezen golven gewerkt, dan is de duur van de perioden van onafgebroken werkzaamheid aan het toezicht van het kuststation onderworpen. Betreft het verbindingen tusschen twee scheepsstations, dan bepaalt het ontvangende station dezen duur.

(3) Ten aanzien van verbindingen tusschen luchtvaartuigstations is de duur van de perioden van onafgebroken werkzaamheid aan het toezicht van het ontvangende luchtvaartuigstation onderworpen, behoudens inmenging te dien opzichte van het luchtvaartstation. Met betrekking tot verbindingen tusschen luchtvaartstations en luchtvaartuigstations, oefent het luchtvaartstation toezicht uit op den duur van de perioden van onafgebroken werkzaamheid.

§ 6. Wanneer een station een oproep ontvangt zonder zeker te zijn dat deze oproep voor dat station bestemd is, moet het niet antwoorden, alvorens de oproep herhaald en verstaan is. Wanneer daarentegen een station een voor zich bestemden oproep ontvangt, doch niet zeker is van den roepnaam van het roepende station, moet het onmiddellijk antwoorden en

daarbij het teeken ••——•• bezigen ter vervanging van den roepnaam van laatstbedoeld station.

§ 7 (1) Indien het noodig is om vooraf proefteekens te geven, ten einde het toestel af te regelen alvorens tot den oproep of tot de overseining over te gaan, mogen deze teekens niet langer dan gedurende ongeveer 10 seconden geseind worden en moeten zij uit een serie van letters V worden samengesteld, gevolgd door den roepnaam van het zendende station.

(2) Indien een station proefteekens op verzoek van een ander station uitzendt, ten einde dit in staat te stellen zijn ontvangtoestel af te stemmen, moeten deze teekens eveneens uit een serie van letters V zijn samengesteld, waarin verscheidene malen de roepnaam van het zendende station wordt ingelascht.

Artikel 10.

Algemeene oproep voor alle mobiele stations.

§ 1. Stations die in verbinding wenschen te treden met mobiele stations zonder nochtans de namen der mobiele stations te kennen, die zich in hun werkingsgebied bevinden, kunnen gebruik maken van het zoekteeken CQ, hetwelk den roepnaam van het geroepen station bij den oproep in den vastgestelden vorm vervangt, hetgeen moet worden gevolgd door de letter K (algemeene oproep voor alle mobiele stations met verzoek om te antwoorden).

§ 2. In streken waar een druk verkeer is, is het gebruik van den oproep CQ gevolgd door de letter K verboden, behalve in verbinding met spoedseinen.

§ 3. De oproep CQ, niet gevolgd door de letter K (algemeene oproep voor alle mobiele stations zonder verzoek om te antwoorden) wordt gebruikt ten behoeve van de radiotelegrammen, die tijdingen van algemeenen aard bevatten, voor de tijdseinen, voor de vaste weerberichten, voor de algemeene berichten in zake de veiligheid en voor berichten van elken aard, bestemd om te worden gelezen door een ieder, die ze kan ontvangen.

Artikel 11.

Storing.

§ 1. (1) De wisseling van overbodige teekens is aan de mobiele stations verboden. Proefnemingen en onderzoekingen worden voor deze stations slechts toegelaten voor zoover zij den dienst van andere stations niet storen.

(2) Iedere Administratie overweegt alvorens de voorgestelde proefnemingen of onderzoekingen toe te staan, of deze den dienst van andere stations zouden kunnen storen.

§ 2. Beproevingen en afregelingen op eenig station moeten aldus geschieden, dat zij niet den dienst storen van andere stations, die met een toegelaten correspondentie bezig zijn. De teekens voor beproeving en afregeling moeten zoodanig worden gekozen, dat geen enkele verwarring kan ontstaan met een sein, een verkorting enz., waaraan door het reglement een bijzondere beteekenis is toegekend.

§ 3. Elk station, dat uitzendt ten behoeve van beproevingen, afregelingen of onderzoekingen, moet daarbij met tusschenpoozen herhaaldelijk zijn roepnaam geven.

§ 4. De Administratie of de particuliere onderneming, die een klacht ter zake van storing opstelt, moet tot ondersteuning en rechtvaardiging daarvan verklaren, dat zij geregeld ontvangtoestellen gebruikt, waarvan het type gelijkwaardig is aan het beste type, dat in de gewone practijk van den betreffenden dienst wordt gebruikt.

Artikel 12.

Rapporteeren van overtredingen.

§ 1. Indien een Administratie kennis krijgt van een overtreding van het verdrag of van dit reglement, begaan door een van de stations van den mobielen dienst, waarvoor zij machtiging verleende, moet zij de feiten en de verantwoordelijkheid vaststellen en de noodige maatregelen nemen.

§ 2. De overtredingen van de regelen voor den mobielen dienst worden door de stations, die ze vaststellen, ter kennis gebracht van de Administratie, waaronder zij behooren en wel door middel van staten, die overeenkomen met het in bijlage 2 aangegeven model.

§ 3. Worden de voorschriften herhaaldelijk door eenzelfde station overtreden, dan moeten stappen worden gedaan bij de Administratie van het land, waartoe dat station behoort.

Artikel 13.

Uitgave van dienstbescheiden.

§ 1. Het Internationaal bureel stelt de volgende dienstbescheiden samen en geeft deze uit:

a) een tabel en een kaart, bestemd voor opneming in de naamlijst der scheepsstations en welke de zonen en de diensturen aan boord van de in de tweede categorie ingedeelde schepen vermelden (zie bijlagen 5 en 6);

b) een alphabetische lijst van de roepnamen van alle vaste stations, landstations en mobiele stations, voorzien van een roepnaam uit de internationale serie. Deze lijst wordt opgemaakt zonder de nationaliteit in aanmerking te nemen en wordt voorafgegaan door een tabel van verdeeling der roepnamen, welke de landen vermeldt, waaraan een of meer series van roepnamen onder de in artikel 14 omschreven voorwaarden zijn toegekend;

c) naamlijsten van alle vaste stations, landstations en mobiele stations, die een roepnaam uit de internationale serie hebben en al dan niet voor het openbaar verkeer zijn geopend, alsmede een naamlijst van omroepstations.

§ 2. De naamlijst, die op elke categorie van stations betrekking heeft, wordt in afzonderlijke deelen uitgegeven en wel als volgt:

I. Vaste stations en landstations.

(1) Naamlijst van de stations, gegroepeerd naar de landen; de namen der landen worden in alphabetische volgorde gerangschikt en de namen der stations van eenzelfde land worden op hun beurt in alphabetische volgorde gerangschikt onder den naam van dat land. Deze naamlijst wordt voorafgegaan door een klapper, vermeldend de namen der stations, de roepnamen, de kenmerkende aanduidingen en de num-

mers der bladzijden, waar de bijzonderheden betreffende deze stations zijn te vinden.
(2) Het woord RADIO wordt, als een afzonderlijk woord, achter den naam van elk kuststation gedrukt.

II. Stations voor de uitoefening van bijzondere diensten.

(1) Naamlijst van de stations gegroepeerd naar de landen, met een klapper, overeenkomende met dien van het vorenvermelde deel. De in deze naamlijst vermelde stations zijn die, welke bijzondere diensten uitoefenen ten behoeve van de scheep- en luchtvaart (radiopeilingen, radiobakens, tijdseinen, berichten aan zeevarenden, vaste weerberichten, aan allen gerichte persberichten, enz.).
(2) De woorden GONIO en PHARE worden onderscheidenlijk achter den naam van de radiopeilstations en van de radiobakenstations vermeld.

III. Scheepsstations.

Naamlijst van de stations in alphabetische volgorde, waarbij niet gelet is op de nationaliteit en met vermelding, in verkorten vorm, van den naam van het land, waartoe elk station behoort.

IV. Luchtvaartuigstations.

Naamlijst van de stations in alphabetische volgorde, waarbij niet gelet is op de nationaliteit en met vermelding, in verkorten vorm, van den naam van het land, waartoe elk station behoort.

V. Omroepstations.

Naamlijst van de stations gegroepeerd naar de landen, met een klapper, overeenkomende met dien van deel I en II.

§ 3. De supplementen op de lijst van de roepnamen en op de verschillende naamlijsten bevatten de in alphabetische volgorde vermelde aanvullingen, wijzigingen en doorhalingen. Deze supplementen verschijnen maandelijks en zijn recapitulatief.

Naamlijst van de vaste stations en landstations.

§ 4. (1) De staat van kenmerkende gegevens van de vaste stations en landstations moet de volgende opgaven bevatten:
a) naam van het station;
b) roepnaam;
c) nauwkeurige aardrijkskundige ligging van de zendantenne, aangeduid door het onderdeel van het land en door lengte en breedte in graden, minuten en seconden, waarbij de lengte wordt berekend ten opzichte van den meridiaan van Greenwich;
d) typen en frequenties (golflengten) waarop het station voor het zenden is afgeregeld; de normale zendgolf wordt onderstreept;
e) normaal stralingsvermogen, uitgedrukt in meter-ampères of, bij gebreke daarvan, hoogte van de antenne en stroomsterkte aan den voet hiervan;
f) aard van de uitgeoefende diensten;
g) diensturen (in middelbaren tijd Greenwich);
h) eventueel voor de landstations, naam van de particuliere onderneming, die de rekeningen van de taksen opmaakt;
i) taks of taksen van het landstation;
j) bijzondere inlichtingen betreffende de roeptijden voor de uitseining van de verkeerslijsten of voor de overseining van radiotelegrammen zonder reçu of met uitgesteld reçu.
(2) De binnenlandsche telegraaftaks van het land, waartoe het landstation behoort, en de taks, die dit land toepast voor telegrammen voor aangrenzende landen, worden in de naamlijst aangegeven.

Naamlijst van de stations voor de uitoefening van bijzondere diensten.

§ 5. Boven en behalve de gegevens van de vaste stations en landstations, moeten de bekend gemaakte opgaven vermelden:
A. Voor de radiopeilstations:
a) of het station is uitgerust met een zender of niet en, in het laatste geval, het bijbehoorende zendstation;

b) de golf, waarop het radiopeilstation moet worden geroepen; de golf, waarop de mobiele stations de teekens moeten zenden, noodig voor het nemen van de peilingen; de golf waarop het radiopeilstation (of het bijbehoorende zendstation) de verkregen ware peilingen moet seinen, alsmede de sectoren, waarin de peilingen in normale omstandigheden juist zijn;

c) eventueel het normale stralingsvermogen, uitgedrukt in meter-ampères, van het bijbehoorende zendstation (of, bij gebreke daarvan, hoogte van de antenne en stroomsterkte aan den voet hiervan).

B. Voor de radiobakenstations:

a) kenmerkende seinen van het station;

b) of het station, behalve zijn uitzending als radiobaken, gewone mededeelingen kan verzenden of ontvangen;

c) eventueel den naam van de stations, waarmede men zich in verbinding moet stellen om met het radiobaken te correspondeeren, indien dit geen mededeelingen kan verzenden of ontvangen;

d) sectoren, waarin op de uitzendingen van het radiobaken in normale omstandigheden juiste peilingen worden verkregen.

C. Voor de stations, die tijdseinen geven:
schema van de gebruikte seinen en tijdstippen van uitzending.

D. Voor de stations, die berichten aan zeevarenden of meteorologische waarnemingen op vaste tijdstippen seinen: tijdstippen van uitzending en, eventueel, aanwijzing van de bescheiden, waarin de bijzonderheden betreffende deze uitzendingen zijn opgenomen.

Naamlijst van de scheepsstations.

§ 6. De staat van kenmerkende gegevens moet de volgende opgaven bevatten:

a) naam van het schip, gevolgd door den roepnaam in geval van gelijknamigheid;

b) roepnaam;

c) land, waartoe het station behoort(verkorte aanduiding);
d) typen en frequenties (golflengten), waarop de zender is afgeregeld; de normale zendgolf wordt onderstreept;
e) normaal stralingsvermogen, uitgedrukt in meter-ampères of, bij gebreke daarvan, hoogte van de antenne en stroomsterkte aan den voet hiervan;
f) aard der uitgeoefende diensten (indien het station van een richtingzoeker is voorzien, bestaat er aanleiding dit aan te duiden) en diensturen;
g) naam van de Administratie, of van de particuliere onderneming, waaraan de rekeningen der taksen moeten worden toegezonden;
h) boordtaks.

§ 7. In geval van gelijknamigheid van twee scheepsstations van dezelfde nationaliteit, alsmede in de gevallen, waarin de rekeningen der taksen rechtstreeks aan den eigenaar van het schip moeten worden toegezonden, wordt de naam vermeld van de scheepvaart-maatschappij of van den reeder aan wien het schip behoort.

Naamlijst van de luchtvaartuigstations.

§ 8. De staat van kenmerkende gegevens moet de volgende opgaven bevatten:
a) roepnaam van het station en eventueel den naam van het luchtvaartuig;
b) naam van het land, waartoe het station behoort (verkorte aanwijzing);
c) merk en type van het luchtvaartuig;
d) typen en frequenties (golflengten), waarop de zender is afgeregeld; de normale zendgolf wordt onderstreept;
e) gebruikelijke route of vaste standplaats van het luchtvaartuig;
f) aard van de uitgeoefende diensten en diensturen; indien het station van een richtingzoeker is voorzien, bestaat er aanleiding dit aan te duiden;
g) naam van de Administratie of van de particuliere onder-

neming, waarmede de rekeningen der taksen moeten worden gewisseld;
h) eventueel, taks van het luchtvaartuigstation.

Naamlijst van de omroepstations.

§ 9. De staat van kenmerkende gegevens moet de volgende opgaven bevatten:
a) naam van het station;
b) eventueel, roepnaam;
c) nauwkeurige aardrijkskundige ligging van de zend-antenne, aangeduid door het onderdeel van het land en door lengte en breedte in graden, minuten en seconden, waarbij de lengte wordt berekend ten opzichte van den meridiaan van Greenwich;
d) zendfrequentie (golflengte);
e) normaal stralingsvermogen, uitgedrukt in meter-ampères, of bij gebreke daarvan, hoogte van de antenne en stroomsterkte aan den voet hiervan;
f) facultatief, dagen en tijdstippen van uitzending; de tijdstippen worden aangegeven in middelbaren tijd Greenwich en de landen met zomertijd moeten de tijdstippen voor beide gedeelten van het jaar vermelden;
g) naam van de Administratie of van de particuliere onderneming, die uitzendt.

Verkortingen tot aanduiding van aard en omvang van den dienst der stations.

§ 10. De volgende verkortingen worden in de dienstbescheiden gebruikt:
PG station geopend voor den openbaren dienst;
PR station geopend voor den beperkten openbaren dienst;
N station met onafgebroken dag- en nachtdienst;
Y station geopend van zonsopgang tot zonsondergang;
X station dat geen vaste diensturen heeft;
Z1 scheepsstation van de 2de categorie met 8 uur dienst;
Z2 scheepsstation van de 2de categorie met 16 uur dienst;
FA luchtvaartstation;
FC kuststation;

FS landstation, dat alleen ten dienste van de veiligheid van menschenlevens is opgericht;
FX station voor de uitoefening van een berichtendienst tusschen vaste punten;
RF vast radiobakenstation;
RG radiopeilstation;
RS station, dat alleen ontvangt en aan het algemeen net van verkeerswegen is aangesloten;
RW draaiend radiobakenstation.

§ 11. Het model voor de inrichting van de verschillende naamlijsten is in bijlage 3 aangegeven. De Administratiën of particuliere ondernemingen moeten daarmede overeenstemmende formulieren gebruiken voor de staten van kenmerkende gegevens die aan het Internationaal bureel moeten worden toegezonden.

Artikel 14.

Roepnamen.

§ 1. Vaste stations, landstations en mobiele stations, bedoeld in § 1 van artikel 2 van het verdrag, alsmede particuliere stations voor proefnemingen, moeten een roepnaam hebben uit de internationale serie, die in onderstaande tabel van verdeeling aan elk land is toegekend. In deze tabel wordt de nationaliteit van de stations door de eerste letter of de eerste letters, bestemd voor de roepnamen, aangeduid.

Tabel van verdeeling der roepnamen.

Landen.	Roepnamen.	Landen.	Roepnamen.
Chili	CAA—CEZ	Portugal. . . .	CSA—CUZ
Canada	CFA—CKZ	Rumenië . . .	CVA—CVZ
Cuba.	CLA—CMZ	Uruguay. . . .	CWA—CXZ
Marokko . . .	CNA—CNZ	Monaco. . . .	CZA—CZZ
Bolivia	CPA—CPZ	Duitschland . .	D
Portugeesche Koloniën . .	CRA—CRZ	Spanje	EAA—EHZ
		Vrijstaat Ierland.	EIA—EIZ

Landen.	Roepnamen.
Republiek Liberia	ELA—ELZ
Estland	ESA—ESZ
Ethiopië	ETA—ETZ
Frankrijk en Koloniën en Protectoraten	F
Groot-Britannië	G
Hongarije	HAA—HAZ
Zwitserland	HBA—HBZ
Ecuador	HCA—HCZ
Republiek Haïti	HHA—HHZ
Dominicaansche Republiek	HIA—HIZ
Republiek Columbia	HJA—HKZ
Republiek Honduras	HRA—HRZ
Siam	HSA—HSZ
Italië en Koloniën	I
Japan	J
Vereenigde Staten v. Amerika	K
Noorwegen	LAA—LNZ
Argentijnsche Republiek	LOA—LVZ
Bulgarije	LZA—LZZ
Groot-Britannië	M
Vereenigde Staten v. Amerika	N
Peru	OAA—OBZ
Finland	OHA—OHZ
Tsjechoslowakije	OKA—OKZ
België en Koloniën	ONA—OTZ
Denemarken	OUA—OZZ
Nederland	PAA—PIZ
Curaçao	PJA—PJZ
Nederl.-Indië	PKA—POZ
Brazilië	PPA—PYZ
Suriname	PZA—PZZ
(Verkortingen)	Q
Vereenigde Socialistische Republieken der Sovjets	RAA—RQZ
Perzië	RVA—RVZ
Republiek Panama	RXA—RXZ
Litauen	RYA—RYZ
Zweden	SAA—SMZ
Polen	SPA—SRZ
Egypte	SUA—SUZ
Griekenland	SVA—SZZ
Turkije	TAA—TCZ
IJsland	TFA—TFZ
Guatemala	TGA—TGZ
Costa-Rica	TIA—TIZ
Saargebied	TSA—TSZ
Hedjaz	UHA—UHZ
Nederl.-Indië	UIA—UKZ
Luxemburg	ULA—ULZ
Koninkrijk der Serviërs, Kroaten en Slovenen	UNA—UNZ
Oostenrijk	UOA—UOZ
Canada	VAA—VGZ
Australische Statenbond	VHA—VMZ
New Foundland	VOA—VOZ
Britsche Koloniën en Protectoraten	VPA—VSZ
Britsch-Indië	VTA—VWZ
Vereenigde Staten v. Amerika	W
Mexico	XAA—XFZ
China	XGA—XUZ
Afghanistan	YAA—YAZ

Landen.	Roepnamen.	Landen.	Roepnamen.
Nieuwe Hebriden	YHA—YHZ	Venezuela . . .	YVA—YVZ
Irak	YIA—YIZ	Albanië	ZAA—ZAZ
Letland	YLA—YLZ	Nieuw-Zeeland .	ZKA—ZMZ
Vrije Stad Danzig	YMA—YMZ	Paraguay . . .	ZPA—ZPZ
Nicaragua . . .	YNA—YNZ	Zuid-Afrikaansche Unie . .	ZSA—ZUZ
Republiek Salvador.	YSA—YSZ		

§ 2. De roepnamen bestaan uit:
a) drie letters voor de vaste stations en de landstations;
b) vier letters voor de scheepsstations;
c) vijf letters voor de luchtvaartuigstations;
d) de letter of letters tot aanduiding der nationaliteit en een enkel cijfer, gevolgd door een groep van ten hoogste drie letters, voor de particuliere stations voor proefnemingen.

§ 3. In den radiodienst voor de luchtvaart kan het luchtvaartuigstation, nadat de verbinding door middel van den roepnaam van vijf letters tot stand is gebracht, een verkorten roepnaam gebruiken, welke als volgt is samengesteld:
a) voor radiotelegrafie, uit de eerste en de laatste letter van den volledigen roepnaam van vijf letters;
b) voor radiotelefonie, uit den geheelen of gedeeltelijken naam van den eigenaar van het luchtvaartuig (maatschappij of particulier) gevolgd door de twee laatste letters van het inschrijvingskenmerk.

§ 4. (1) De 26 letters van het alphabet kunnen voor de samenstelling van roepnamen worden gebruikt; de van accenten voorziene letters zijn niet toegelaten.

(2) Nochtans mogen de volgende samenstellingen van letters niet als roepnamen worden gebruikt:
a) samenstellingen, die beginnen met A of B, welke twee letters alleen bestemd zijn voor het aardrijkskundige gedeelte van het Internationaal seinboek;
b) samenstellingen, die met noodseinen of andere seinen van denzelfden aard zouden kunnen worden verward;

c) samenstellingen, welke alleen bestemd zijn voor in het radioëlectrische verkeer te gebruiken verkortingen;
d) voor wat luchtvaartuigstations betreft, samenstellingen, die de letter W als tweede letter bevatten.

§ 5. (1) Elk land kiest de roepnamen van zijn stations uit de internationale serie, die aan dat land is toegewezen; het deelt den aan elk dezer stations toegekenden roepnaam aan het Internationaal bureel mede.

(2) Het Internationaal bureel ziet er op toe, dat eenzelfde roepnaam niet aan meer dan één station wordt verleend en dat roepnamen, die met noodseinen of andere seinen van denzelfden aard zouden kunnen worden verward, aan geen enkel station worden toegekend.

Artikel 15.

Inspectie van de stations.

§ 1. Mobiele stations, die ingeschreven zijn in een kolonie, bezitting of protectoraat, kunnen, wat de verleening van vergunningen betreft, beschouwd worden als te behooren onder het gezag van die kolonie, bezitting of protectoraat.

§ 2. De bevoegde Administratiën van de landen, welke een mobiel station aandoet, kunnen overlegging van de vergunning eischen; deze vergunning moet zoodanig worden bewaard, dat zij onverwijld kan worden getoond. Indien de vergunning niet kan worden getoond, of indien klaarblijkelijke afwijkingen vastgesteld worden, kunnen deze Administratiën overgaan tot de inspectie van de radio-inrichtingen, ten einde zich er van te overtuigen, dat deze aan de voorwaarden van dit reglement voldoen.

§ 3. (1) Wanneer een Administratie zich verplicht heeft gezien om tot den in vorenstaande § 2 bedoelden maatregel haar toevlucht te nemen, doet zij daarvan onmiddellijk mededeeling aan de Administratie, waartoe het betrokken mobiele station behoort. Overigens wordt, in voorkomende gevallen, gehandeld als bij artikel 12 is voorgeschreven.

(2) De gemachtigde van de Administratie, die het station inspecteerde, moet, alvorens dit te verlaten, van zijn bevindingen mededeeling doen aan den gezagvoerder of aan den

verantwoordelijken persoon (artikel 8) of aan hun plaatsvervanger.

§ 4. Met betrekking tot de technische voorwaarden en die betreffende de exploitatie, waaraan de van een vergunning voorziene mobiele stations voor den internationalen radiodienst moeten voldoen, verbinden de verdragsluitende Regeeringen zich om aan vreemde mobiele stations, die zich tijdelijk in haar territoriale wateren bevinden of zich tijdelijk op haar grondgebied ophouden, geen strengere voorwaarden op te leggen dan die, welke in dit reglement zijn voorzien. Deze voorschriften doen in niets afbreuk aan de bepalingen, die als behoorende tot het gebied van het verdrag voor de beveiliging voor menschenlevens op zee, niet in dit reglement zijn vastgesteld.

Artikel 16.

Voorwaarden, waaraan de mobiele stations moeten voldoen.

§ 1. (1) De mobiele stations moeten zoodanig worden ingericht, dat zij, met betrekking tot de frequenties en de golftypen, aan de algemeene bepalingen beantwoorden, die het onderwerp van artikel 5 uitmaken. Volgens deze bepalingen zal het gebruik door mobiele stations van gedempte golven (type B) van een frequentie kleiner dan 375 Kp/s (golflengte grooter dan 800 M.) met ingang van den 1sten Januari 1930 verboden zijn.

(2) Voorts zullen met ingang van den 1sten Januari 1930 op mobiele stations geen nieuwe inrichtingen voor het zenden met golven van het type B mogen worden aangebracht, tenzij deze zendinrichtingen, met vol vermogen werkende, minder verbruiken dan 300 watt, gemeten aan de primaire zijde van den laagfrequent-voedingstransformator.

(3) Ten slotte zal het gebruik van golven van het type B met ingang van den 1sten Januari 1940 voor alle frequenties verboden zijn, behalve voor de zenders, die aan dezelfde voorwaarden van vermogen, als hiervoren bedoeld, beantwoorden.

§ 2. (1) Elk station aan boord van een schip of van een luchtvaartuig, dat een zeeroute volgt, en dat, ingevolge een

internationale overeenkomst, verplicht met radiotoestellen is uitgerust, moet in staat zijn om op de golf van 500 Kp/s (600 M.), typen A2 of B ,te zenden en te ontvangen. De scheepsstations moeten bovendien de golf van 375 Kp/s (800 M.), type A2 (of B, met voorbehoud van de bepalingen van bovenstaande § 1) kunnen gebruiken.

(2) De luchtvaartuigstations moeten met de golf van 333 Kp/s (900 M.) typen A2 of A3 (of B, met voorbehoud van de bepalingen van bovenstaande § 1) kunnen zenden en ontvangen.

§ 3. (1) Boven en behalve de hiervoren bedoelde vaste golven, mogen de mobiele stations, ingericht voor het uitzenden van golven van de typen A1, A2 of A3, alle in artikel 5 toegestane golven gebruiken.

(2) Het gebruik van golven van het type B is slechts voor de volgende frequenties (golflengten) toegestaan:

Kp/s	Meter	Kp/s	Meter
375	800	500	600
410	730	665	450
425	705	1000	300
454	660	1364	220

(3) Het gebruik van de golf van het type B van 665 Kp/s (450 M.) is voortaan verboden in streken, waar deze golf den omroep kan storen.

(4) Het gebruik voor verkeer van de golf van het type B van 1000 Kp/s (300 M.) is voortaan verboden tusschen de uren 18.00 en 00.00, plaatselijke tijd, en zal op alle tijdstippen, uiterlijk met ingang van den 1sten Januari 1930, geheel verboden zijn. Nochtans zal diezelfde golf van het type B van 1000 Kp/s (300 M.) nog voor onbepaalden tijd en zonder beperking ten aanzien van de uren mogen worden gebruikt door stations aan boord van visschersvaartuigen, voor radiopeilingen tusschen die stations, mits de omroep niet wordt gestoord.

§ 4. Alle toestellen op mobiele stations, ingericht voor het zenden met golven van het type A1 tusschen 125 en 150 Kp/s (2400—2000 M.) moeten het gebruik toelaten van minstens

drie, uit dezen band gekozen, frequenties en moeten een snellen overgang van de eene op de andere van deze frequenties kunnen verzekeren.

§ 5. (1) Alle stations aan boord van verplicht met radiotoestellen uitgeruste schepen moeten in staat zijn de golf van 500 Kp/s (600 M.) te ontvangen en voorts alle golven, die noodig zijn voor de uitvoering van den dienst, dien zij verzorgen.

(2) Met ingang van den 1sten Januari 1932 moeten zij in staat zijn, op dezelfde frequenties, golven van het type A1 en A2 gemakkelijk en doeltreffend te ontvangen.

§ 6. De in den mobielen dienst gebruikte zendtoestellen moeten van inrichtingen voor het verminderen van het vermogen zijn voorzien. Deze bepaling is niet van toepassing op zenders waarvan het primaire vermogen 300 watt niet overschrijdt.

§ 7. De ontvangtoestellen moeten zoodanig zijn, dat de stroom, dien zij in de antenne induceeren, zoo gering mogelijk is en de in de nabijheid zijnde stations niet hindert.

§ 8. Wijziging van de frequentie der zend- en ontvangtoestellen van elk mobiel station moet zoo vlug mogelijk kunnen geschieden. Alle inrichtingen moeten zoodanig zijn, dat, wanneer eenmaal verbinding is verkregen, de tijd, noodig voor het overgaan van zenden op ontvangen, en omgekeerd, zoo kort mogelijk is.

Artikel 17.

Oproep- en luistergolven.

§ 1. (1) In den band gelegen tusschen 360 en 515 Kp/s (830—580 M.) zijn alleen de volgende golven van het type B toegelaten: 375, 410, 425, 454 en 500 Kp/s (800, 730, 705, 660 en 600 M.).

(2) De algemeene oproepgolf, die door ieder mobiel station aan boord van een verplicht met een radio-inrichting uitgerust schip en door de kuststations moet worden gebezigd, is de golf van 500 Kp/s (600 M.) (A1, A2 of B).

(3) Buiten de golf van 500 Kp/s (600 M.) is het gebruik van

golven van alle typen, gelegen tusschen 485 en 515 Kp/s (620—580 M.), verboden.

(4) De golf van 500 Kp/s (600 M.) is de internationale oproep- en noodgolf. Zij mag, mits met mate, voor andere doeleinden worden gebezigd, indien zij niet de nood-, spoed-, veiligheids- of oproepseinen stoort.

(5) De kuststations moeten in staat zijn, minstens één golf buiten en behalve die van 500 Kp/s (600 M.) te gebruiken. Deze aanvullingsgolf wordt in de naamlijst onderstreept, om aan te duiden, dat zij de normale werkgolf van het station is. De aldus gekozen aanvullingsgolven kunnen dezelfde zijn als die der scheepsstations, of kunnen verschillend zijn. In alle gevallen moeten de werkgolven der kuststations zoodanig gekozen worden, dat storing met naburige stations vermeden wordt.

(6) Buiten de normale, in de naamlijst onderstreepte, werkgolven mogen de kust- en scheepsstations in den toegelaten band de aanvullingsgolven gebruiken, die zij geschikt oordeelen. Deze golven worden in de naamlijst vermeld zonder onderstreping.

§ 2. (1) Ten einde de veiligheid van menschenlevens op zee (schepen) en boven de zee (luchtvaartuigen) te verhoogen, moeten alle stations van den mobielen dienst van de zeevaart, tijdens den duur van hun openstelling, de noodige maatregelen nemen tot verzekering van den luisterdienst op de noodgolf (500 Kp/s = 600 M.) tweemaal per uur, gedurende drie minuten, te beginnen met de 15e en de 45e minuut van ieder uur, middelbare tijd Greenwich.

(2) De stations die een radiotelegrafischen verkeersdienst, persdienst enz. met schepen op zee onderhouden, moeten gedurende de boven aangeduide tijdruimten het stilzwijgen bewaren. Alleen de in artikel 19, §§ 25 tot 27, bedoelde uitzendingen mogen gedurende die tijdruimten plaats vinden.

(3) Bij wijze van uitzondering mogen echter de land- en scheepsstations die voor het verkeer met ongedempte golven zijn uitgerust, gedurende die tijdruimten doorgaan met werken, als zij in staat zijn terzelfder tijd een voldoenden

luisterdienst op de noodgolf te onderhouden, zooals in alinea (1) van deze paragraaf is bepaald.

§ 3. De hieronder volgende regelen moeten in acht worden genomen bij de exploitatie van de stations van den mobielen dienst, die golven van het type A1 gebruiken van den band van 100 tot 160 Kp/s (3000—1875 M.), welke is toegewezen aan den mobielen dienst:

a) Ieder kuststation, dat verbinding op een lange ongedempte golf onderhoudt, moet, tenzij in de naamlijst anders is vermeld, luisteren op de golf van 143 Kp/s (2100 M.). Het kuststation verzendt al zijn berichten op de golf of golven, die aan dat station in het bijzonder zijn toegekend.

b) Wanneer een mobiel station op een lange ongedempte golf in verbinding wenscht te treden met een ander station van den mobielen dienst, moet het de golf van 143 Kp/s (2100 M.) gebruiken, tenzij in de naamlijst anders is vermeld. Deze golf, welke wordt aangewezen als algemeene verkeersgolf, moet worden gebezigd:

1°. voor den oproep en de beantwoording van den oproep.

2°. voor het seinen van de teekens, die aan de overbrenging der berichten voorafgaan.

c) Nadat een mobiel station de verbinding met een ander station van den mobielen dienst op de algemeene verkeersgolf tot stand heeft gebracht, kan het zijn berichten op een willekeurige golf van den toegelaten band overseinen, op voorwaarde, dat het de correspondentie van een kuststation of een correspondentie, die op de roepgolf aan den gang is, niet stoort.

d) Ten einde gelegenheid te geven voor berichtenwisseling met andere stations van den mobielen dienst, moet, in het algemeen, elk mobiel station dat voor den dienst op lange ongedempte golven is uitgerust en niet bezig is met een berichtenwisseling op een andere golf, tijdens de uren vastgesteld voor de categorie, waartoe bedoeld station behoort, gedurende 10 minuten, namelijk van het begin van de 35e tot het begin van de 45e minuut van elk uur, middelbare tijd Greenwich, op de golf van 143 Kp/s (2100 M.) terugkomen.

e) (1) De kuststations zenden hun verkeerslijsten op bepaalde, in de naamlijst bekend gemaakte uren uit op de golf of golven, die aan deze stations zijn toegewezen.

(2) Buiten de uren, aldus vastgesteld voor deze uitzending van hun verkeerslijsten, kunnen de kuststations de mobiele stations op elk ander uur afzonderlijk oproepen, naar gelang van de omstandigheden of van de correspondentie, die zij hebben te voeren. Deze afzonderlijke oproepen mogen worden uitgezonden op de golf van 143 Kp/s (2100 M.) in streken, waar geen druk verkeer is.

f) De bijzondere bepalingen omtrent den dienst, die door landstations uitgerust met lange ongedempte golven wordt uitgeoefend, worden in de naamlijst in een afzonderlijke verwijzing nauwkeurig aangegeven.

Artikel 18.

Noodinrichtingen.

§ 1. Het verdrag voor de beveiliging van menschenlevens op zee bepaalt, welke schepen van een noodinrichting voorzien moeten zijn, en stelt de voorwaarden vast, waaraan de inrichtingen van deze soort moeten voldoen.

§ 2. Bij het gebruik van noodinrichtingen moeten alle voorschriften van dit reglement in acht worden genomen.

Artikel 19.

Nood-, alarm-, spoed- en veiligheidsseinen.

Noodsein.

§ 1. Het noodsein bestaat uit de groep • • • ▬ ▬ ▬ • • • welke aankondigt, dat het schip of het luchtvaartuig of ieder ander middel van vervoer, waarop het station, dat het uitzendt, zich bevindt, in ernstig en dreigend gevaar verkeert en onmiddellijke hulp vraagt.

Noodoproep.

§ 2. (1) De noodoproep bevat het noodsein, driemaal geseind, gevolgd door het woord DE en den roepnaam van het in nood verkeerende mobiele station, driemaal geseind. Deze oproep heeft volstrekten voorrang boven alle andere over-

seiningen. Alle mobiele stations of landstations, die den oproep hooren, moeten onmiddellijk elke overseining staken, die de noodoproepen of de noodberichten zou kunnen storen, en uitluisteren op de golf, waarmede de noodoproep wordt uitgezonden. Deze oproep mag niet tot een bepaald station worden gericht.

(2) Dezelfde regelen gelden voor den radiotelefonischen noodoproep, welke in de gesproken uitdrukking MAYDAY (overeenkomende met de Fransche uitspraak van de uitdrukking „m'aider") bestaat.

Noodbericht.

§ 3. Het noodbericht bevat den noodoproep gevolgd door den naam van het schip, luchtvaartuig of vervoermiddel in nood, en door aanwijzingen betreffende de plaats hiervan, den aard van het noodgeval en den aard van de gevraagde hulp.

§ 4. Als het een schip of een luchtvaartuig boven of op zee betreft, moet de plaats in het algemeen in breedte en lengte (Greenwich) worden uitgedrukt, met gebruikmaking van cijfers voor de graden en minuten, vergezeld van een der woorden NORTH of SOUTH en een der woorden EAST of WEST. Een punt scheidt de graden van de minuten. Eventueel kunnen de ware peiling en de afstand in zeemijlen met betrekking tot een bekend aardrijkskundig punt worden opgegeven.

§ 5. De noodoproep en het noodbericht worden slechts verzonden met goedvinden van den gezagvoerder of van den verantwoordelijken persoon van het schip, luchtvaartuig of elk ander middel van vervoer, waarop het mobiele station zich bevindt.

§ 6. Een station aan boord van een schip in nood moet den noodoproep seinen met de golf van 500 Kp/s (600 M.), bij voorkeur van het type A2 of B. Deze oproep moet zoo spoedig mogelijk door het noodbericht gevolgd worden.

§ 7. De noodoproep en het noodbericht moeten met tusschenpoozen worden herhaald, totdat een antwoord wordt ontvangen, en wel in het bijzonder gedurende de perioden

van stilzwijgen, bedoeld in artikel 17, § 2. De tusschenpoozen moeten echter voldoend lang zijn, opdat de stations, die zich gereed maken om den oproep te beantwoorden, tijd hebben hun zendtoestellen in werking te stellen. Ingeval het scheepsstation in nood geen antwoord ontvangt op een noodoproep of op een noodbericht, geseind met de golf van 500 Kp/s (600 M.), mogen de oproep en het bericht worden herhaald op elke andere beschikbare golf, met behulp waarvan de aandacht zou kunnen worden getrokken.

§ 8. Bovendien kan een mobiel station, hetwelk bevindt dat een ander mobiel station in nood is, het noodbericht seinen, op voorwaarde, dat:

a) het station in nood niet in staat is het zelf te seinen;

b) de gezagvoerder (of zijn vervanger) van het schip, luchtvaartuig of ander middel van vervoer, waarop het tusschenbeide komend station zich bevindt, oordeelt dat verdere hulp noodig is.

§ 9. (1) De stations, die een noodbericht ontvangen van een mobiel station, dat zich zonder eenigen twijfel in hun nabijheid bevindt, moeten daarvan onmiddellijk reçu geven (zie §§ 15 en 16 hieronder), daarbij zorg dragende dat zij de overseining van het reçu, dat door andere stations van genoemd bericht wordt gegeven, niet storen.

(2) De stations, die een noodbericht ontvangen van een mobiel station, dat zich zonder eenigen twijfel niet in hun nabijheid bevindt, moeten een korte tijdruimte laten voorbijgaan, voordat zij daarvan reçu geven, ten einde stations, die dichter bij het in nood verkeerende mobiele station zijn, gelegenheid te geven om te antwoorden en ongestoord recu te geven.

Noodverkeer.

§ 10. Het noodverkeer omvat alle berichten betreffende de hulp die het in nood verkeerende mobiele station onmiddellijk noodig heeft.

§ 11. Alle onder het noodverkeer vallende berichten moeten het noodsein bevatten, hetwelk vóór den tijd van aanneming wordt geseind.

§ 12. De leiding van het noodverkeer berust bij het in nood verkeerende mobiele station, of bij het mobiele station, dat met toepassing van de bepalingen van § 8, letter *a*) den noodoproep heeft uitgezonden. Deze stations kunnen de leiding van het noodverkeer aan een ander station afstaan.

§ 13. Alle stations, die zich in het gebied van de noodcorrespondentie bevinden, maar die niet deelnemen aan deze correspondentie, moeten zich er van onthouden, de noodgolf te gebruiken, totdat het noodverkeer geëindigd is. Zoodra dit verkeer op de noodgolf tot stand is gebracht, mogen de mobiele stations, die daaraan niet deelnemen, hun normalen dienst op de andere toegelaten golven van het type A1 voortzetten, indien niets deze stations belet, wanneer zij aldus handelen, de noodberichten goed te ontvangen.

§ 14. (1) Als het noodverkeer geëindigd is en het niet langer noodig is het stilzwijgen te bewaren, zendt het station, dat de leiding van dit verkeer heeft gehad, op de noodgolf een aan CQ gerichte mededeeling dat het noodverkeer geëindigd is. Dit bericht verkrijgt den volgenden vorm: Roepnaam CQ (driemaal), woord DE, roepnaam van het station, dat het bericht seint, noodsein, tijd van aanneming van het bericht, naam en roepnaam van het mobiele station dat in nood verkeerde, de woorden „trafic détresse terminé" (noodverkeer geëindigd).

(2) Dit bericht wordt, zoo noodig, herhaald op de andere golven, waarop het noodverkeer heeft plaats gevonden.

Reçu van een noodbericht.

Herhaling van een noodoproep of van een noodbericht.

§ 15. Het reçu van een noodbericht wordt in den volgenden vorm gegeven:
Roepnaam van het mobiele station in nood (driemaal), woord DE, roepnaam van het station dat reçu geeft (driemaal), groep RRR, noodsein.

§ 16. Elk mobiel station, dat van een noodbericht reçu geeft, moet zoo spoedig mogelijk zijn naam en plaats (in den vorm aangeduid in § 4) opgeven, daarbij zorg dragende,

dat het geen andere stations stoort, die gunstiger liggen om onmiddellijk hulp aan het station in nood te verleenen.

§ 17. Als een mobiel station, dat ongedempte golven gebruikt, welke niet gelegen zijn in den band van 485 tot 515 Kp/s (620—580 M.), buiten de aan de golf van 500 Kp/s (600 M.) opgelegde perioden van stilzwijgen, een noodbericht hoort, uitgezonden op de golf van 500 Kp/s (600 M.) en indien het schip, luchtvaartuig of ander middel van vervoer, waarop dat station zich bevindt, niet in staat is hulp te verleenen, moet genoemd station alle mogelijke maatregelen nemen om de aandacht te trekken van andere mobiele stations in de buurt, die op niet in bovengenoemden band gelegen golven werken.

§ 18. Herhalingen van den noodoproep of van het noodbericht, door andere mobiele stations dan het in nood verkeerende station, zijn slechts toegelaten met goedvinden van den gezagvoerder (of van zijn vervanger) van genoemde stations, welke daarbij zorg dragen, dat zij geen storing door noodelooze herhalingen verwekken.

§ 19. Een station dat een noodoproep of een noodbericht herhaalt, voegt daaraan aan het slot het woord DE toe, gevolgd door zijn eigen roepnaam, driemaal geseind.

§ 20. Ingeval een station een noodoproep of een noodbericht ontvangt, maar niet in staat is hulp te verleenen en aanleiding heeft te denken dat van het noodbericht geen reçu is gegeven, moet het dit bericht met vol vermogen op de noodgolf herhalen en alle noodige maatregelen nemen om de autoriteiten, wier tusschenkomst van nut kan zijn, in te lichten.

Automatisch alarmsein.

§ 21. De samenstelling van het automatisch alarmsein moet aan de volgende voorwaarden beantwoorden:

a) Dit sein moet zonder bezwaar met de hand of met een automatisch toestel kunnen worden gegeven, met een nauwkeurigheid, wat de tijdmaat betreft, die niet grooter moet

zijn dan die van een horloge of een klok, welke de seconden aanwijzen.

b) De samenstelling van dit sein moet duidelijk te onderscheiden en gemakkelijk te herkennen zijn door iemand, die het morse-alphabet niet kent, en moet zich kunnen leenen voor den gemakkelijken en goedkoopen aanmaak van een automatisch ontvangtoestel, dat:

1° aanslaat op het alarmsein, zelfs wanneer talrijke stations werken en ook als er luchtstoringen zijn;

2° niet in werking wordt gebracht door krachtige seinen of luchtstoringen, als deze niet gepaard gaan met het alarmsein;

3° even gevoelig is als een ontvangtoestel met kristaldetector, verbonden aan dezelfde antenne;

4° waarschuwt als zijn werking ophoudt normaal te zijn.

c) Genoemde samenstelling moet verschillen van het sein, dat voor het regelen en werken van den variometer wordt gebruikt.

d) Voordat een automatisch toestel voor het ontvangen van het alarmsein wordt goedgekeurd voor het gebruik van schepen, die tot een Administratie behooren, moet deze door practische proeven, die onder passende omstandigheden, wat storing aangaat, genomen zijn, er van overtuigd zijn, dat het toestel aan de voorschriften van dit reglement voldoet.

e) Het volgende alarmsein wordt reeds nu erkend: een serie van twaalf in één minuut geseinde strepen; de duur van elke streep bedraagt vier seconden en de duur van de tusschenruimte tusschen twee strepen één seconde.

f) Dit bijzonder sein moet enkel ten doel hebben, de toestellen, die gebruikt worden om alarm te maken, in werking te stellen. Het mag alleen gebruikt worden om aan te kondigen, dat het noodsein gaat volgen.

g) Het aannemen van het type alarmsein, vermeld onder *e*), belet een Administratie niet, machtiging te verleenen voor het gebruik van een automatisch toestel, dat beantwoordt aan de hiervoren vastgestelde voorwaarden en dat door het reglementaire noodsein (• • • ━ ━ ━ • • •) in werking wordt gebracht.

Spoedsein.

§ 22. (1) Het spoedsein bestaat uit de groep XXX, verscheiden malen herhaald en geseind met behoorlijke scheiding tusschen de letters van elke groep en tusschen de opeenvolgende groepen; het wordt vóór een oproep gegeven. Dit sein duidt aan, dat het roepende station een zeer dringend bericht heeft over te brengen betreffende de veiligheid van het schip, het luchtvaartuig of het vervoermiddel, waarop dit station zich bevindt, van een schip, luchtvaartuig of ander vervoermiddel dat in zicht is, of wel betreffende de veiligheid van eenig persoon aan boord of in zicht daarvan. In den radiodienst voor de luchtvaart wordt als spoedsein, voor radiotelefonie en radiotelegrafie, de uitdrukking PAN gebezigd, wanneer een luchtvaartuigstation kennis wil geven van averij, die het luchtvaartuig noodzaakt te landen, zonder dat onmiddellijke hulp noodig is. In geval van radiotelegrafie moeten de drie letters goed gescheiden worden, opdat de teekens AN niet overgaan in het teeken P.

(2) Het spoedsein heeft voorrang boven alle andere berichten, behalve noodberichten, en alle mobiele stations of landstations die het hooren, moeten zorgen, dat zij de overseining van het spoedverkeer niet storen.

(3) In het algemeen mag het spoedsein alleen gebezigd worden, als het station, dat het uitzendt, zich tot een bepaald station richt.

§ 23. (1) De mobiele stations, die het spoedsein hooren, moeten minstens drie minuten blijven uitluisteren. Na afloop hiervan kunnen zij, indien geen spoedbericht gehoord is, hun normalen dienst hervatten.

(2) Echter kunnen land- en scheepsstations, die bezig zijn op andere toegelaten golven dan die, welke voor de overbrenging van het spoedsein en den daarop volgenden oproep wordt gebruikt, zonder onderbreking met hun normale werkzaamheden doorgaan.

§ 24. Het spoedsein mag slechts met goedvinden van den gezagvoerder of den verantwoordelijken persoon van het schip ,het luchtvaartuig of elk ander middel van vervoer, waarop zich het mobiele station bevindt, worden verzonden.

Veiligheidssein.

§ 25. Het veiligheidssein bestaat in de overseining van de groep TTT, met goed gescheiden letters, gevolgd door het woord DE en den roepnaam van het station, dat het uitzendt. Het kondigt aan, dat dit station een bericht gaat seinen, hetwelk betrekking heeft op de veiligheid der navigatie, of belangrijke inlichtingen geeft met betrekking tot meteorologische waarschuwingsberichten.

§ 26. Het veiligheidssein en het veiligheidsbericht worden geseind met de golf van 500 Kp/s (600 M.) en, naar omstandigheden, met de normale luistergolf van de scheeps- en luchtvaartuigstations.

§ 27. Het veiligheidssein wordt éénmaal geseind gedurende de eerstvolgende periode van stilzwijgen (artikel 17, § 2) en wel tegen het einde van die periode. Alle stations, die het opvangen, moeten op de normale roepgolf (scheepsstations) of op de toegestane golf (luchtvaartuigstations) blijven luisteren, totdat het door het veiligheidssein aangekondigde bericht geëindigd is. De overseining van dit bericht begint onmiddellijk na het einde van de periode van stilzwijgen.

Artikel 20.

Diensttijden van de stations van den mobielen dienst.

Landstations.

§ 1. (1) De landstations hebben zooveel mogelijk onafgebroken dag- en nachtdienst. Bepaalde landstations kunnen echter een beperkten diensttijd hebben. Elke Administratie of gemachtigde particuliere onderneming, aan welke daartoe door de wetten van haar land het recht is toegekend, bepaalt de diensturen der onder haar gezag geplaatste landstations.
(2) Landstations, die niet onafgebroken dienst hebben, mogen niet sluiten, voordat zij:
1° alle handelingen hebben verricht, die haar grond vinden in een noodoproep;
2° alle radiotelegrammen hebben gewisseld, die afkomstig zijn van of bestemd zijn voor mobiele stations, welke zich

in hun werkingsgebied bevinden en zich hebben gemeld voordat de werkzaamheden werkelijk geëindigd zijn.

(3) De luchtvaartstations hebben een doorloopenden dienst tijdens den geheelen duur van het vliegen in den sector of de sectoren van de route(s) waarvoor het betrokken station den radiodienst onderhoudt.

Scheepsstations.

§ 2. (1) Met betrekking tot den internationalen dienst van het openbaar verkeer worden de scheepsstations in drie categorieën verdeeld:

1ste categorie: stations met onafgebroken dienst;

2de categorie: stations met een bepaalden dienst, van beperkten duur;

3de categorie: stations waarvan de diensttijd korter is dan die vastgesteld voor stations gerangschikt in de 2de categorie en stations zonder bepaalden diensttijd.

(2) De bepalingen van § 1, alinea (2) van dit artikel worden op scheepsstations stipt toegepast, voor zoover den noodseindienst betreft, en, zooveel mogelijk, overeenkomstig den geest van het bepaalde onder 2° van genoemde alinea.

(3) Het behoort tot de taak van elk der verdragsluitende Regeeringen, een doeltreffende dienstuitvoering op de scheepsstations van haar nationaliteit te verzekeren door de aanwezigheid op die stations voor te schrijven van het vereischte aantal telegrafisten, waarbij rekening wordt gehouden met haar wetgeving ter zake.

(4) Gedurende de vaart oefenen de in de 2de categorie gerangschikte scheepsstations hun dienst uit als volgt:

a) in geval van korte overtochten, gedurende de uren, vastgesteld door de Administratie, waartoe zij behooren;

b) in andere gevallen, minstens gedurende den tijd, die voor deze stations in bijlage 5 is aangegeven. In de vergunning wordt van dezen diensttijd melding gemaakt.

Luchtvaartuigstations.

§ 3. De luchtvaartuigstations worden in twee categorieën verdeeld:

1ste categorie: stations, die dienst doen gedurende den geheelen duur van de vlucht;
2de categorie: stations, die geen bepaalde diensttijden hebben.

§ 4. Wat den internationalen dienst van het openbaar verkeer der mobiele stations betreft, moet het personeel van deze stations minstens bestaan uit:

a) voor de mobiele stations der 1ste categorie: een telegrafist in het bezit van het certificaat der 1ste klasse;

b) voor de mobiele stations der 2de categorie: een telegrafist in het bezit van het certificaat der 1ste of der 2de klasse;

c) voor de mobiele stations der 3de categorie: een telegrafist, die met goed gevolg het examen voor het verkrijgen van het certificaat der 2de klasse heeft afgelegd.

Artikel 21.

Gegevens die in de vergunning moeten voorkomen.

De Regeering, die de vergunning voor een scheeps- of luchtvaartuigstation afgeeft, vermeldt daarin de categorie, waarin dat station is ingedeeld. Als het een scheepsstation betreft, dat in de 2de categorie is gerangschikt, maakt de vergunning ook melding van den dienttijd, die, overeenkomstig de aanwijzingen van bijlage 5, voor het station geldt.

Artikel 22.

Adres van radiotelegrammen.

§ 1. (1) Het adres van radiotelegrammen, die voor mobiele stations zijn bestemd, moet zoo volledig mogelijk zijn; het moet als volgt zijn samengesteld:

a) de naam of aanduiding van den geadresseerde met de aanwijzingen, welke verder noodig mochten zijn;

b) de naam van het schip of, in geval van een luchtvaartuig, de roepnaam, zooals deze in de eerste kolom van de naamlijst voorkomen;

c) de naam van het landstation, dat met de overbrenging is belast, zooals deze in de naamlijst voorkomt.

(2) De naam en de roepnaam bedoeld in § 1 (1) *b*) kunnen echter, op verantwoordelijkheid van den afzender, vervangen worden door de aanduiding van den door het mobiel station gevolgden weg, aangegeven door den naam van de havens van vertrek en aankomst of door eenige andere daaraan gelijkwaardige aanwijzing.

(3) Bij de verderseining, over de verkeerswegen van het algemeen net, van een radiotelegram, dat van een mobiel station ontvangen is, seint het landstation als plaats van afzending den naam van het mobiele station, waarvan het radiotelegram afkomstig is, zooals deze naam in de naamlijst voorkomt, gevolgd door den naam van genoemd landstation.

§ 2. (1) De mobiele stations, waaraan is toegestaan dat zij geen officieele naamlijst der telegraafkantoren bezitten, mogen op den naam van het telegraafkantoor van bestemming den naam van het onderdeel van het land en, zoo noodig, den naam van het land van bestemming laten volgen, indien zij er aan twijfelen, of, zonder deze toevoeging, een vlotte verzending verzekerd is.

(2) De naam van het telegraafkantoor en de nadere aanduidingen worden, in dit geval, slechts voor één woord geteld en berekend. De ambtenaar van het landstation, die het radiotelegram ontvangt, handhaaft of schrapt deze aanwijzingen, of wel wijzigt den naam van het kantoor van bestemming, al naar het noodig of voldoende is om het radiotelegram naar zijn ware bestemming te verzenden.

Artikel 23.

Volgorde van den voorrang bij het tot stand brengen van verbindingen in den mobielen dienst.

De volgorde van den voorrang bij het tot stand brengen van verbindingen in den mobielen dienst is de volgende:

1° noodoproepen, noodberichten en noodverkeer;
2° berichten, voorafgegaan door een spoedsein;
3° berichten, voorafgegaan door het veiligheidssein;
4° berichten betreffende radiopeilingen;
5° alle andere berichten.

Artikel 24.

Oproep.

§ 1. (1) In het algemeen behoort het mobiele station voor de totstandbrenging van de verbinding met het landstation te zorgen; het mag het landstation, te dien einde, eerst roepen, als het binnen het werkingsgebied van dit station is gekomen.

(2) In beginsel mag een landstation, dat berichten heeft voor een mobiel station, hetwelk zich niet aan dat landstation heeft gemeld, dit mobiele station pas roepen, als het reden heeft te veronderstellen, dat dit binnen zijn bereik is en uitluistert.

§ 2. (1) De landstations mogen echter op bepaalde, tusschen de betrokken Regeeringen overeengekomen tijdstippen, hun verkeerslijsten uitzenden, bestaande uit de roepnamen van alle mobiele stations, waarvoor zij berichten voorhanden hebben. De landstations, die met de golf van 500 Kp/s (600 M.) oproepen, seinen de roepnamen van hun lijst in alphabetische volgorde; de landstations, die gebruik maken van ongedempte golven, seinen die roepnamen in de volgorde, die hun het geschiktst voorkomt.

(2) In elk geval moeten mobiele stations, die bij deze uitzending hun roepnaam opvangen, zoo spoedig mogelijk antwoorden, rekening houdende met de voorschriften van § 1, hierboven, en met inachtneming, zooveel mogelijk, van de volgorde, waarin zij geroepen zijn. Het tijdstip, waarop de landstations hun verkeerslijst uitzenden, alsmede de frequenties en de golftypen, die zij hiervoor bezigen, worden in de naamlijst vermeld.

(3) Het landstation deelt aan ieder betrokken mobiel station mede, met welke frequentie en golftype gewerkt zal worden, alsmede op welk tijdstip ongeveer het verkeer kan beginnen.

§ 3. Als een landstation feitelijk tegelijkertijd opgeroepen wordt door meer dan een mobiel station, bepaalt het de volgorde, waarin deze stations hun berichten mogen overseinen, waarbij het zich alleen laat leiden door de nood-

zakelijkheid, om elk der roepende stations in de gelegenheid te stellen, een zoo groot mogelijk aantal radiotelegrammen met het landstation te wisselen.

§ 4. (1) Als een landstation den oproep van een mobiel station beantwoordt, kan het aan dit station, indien het zulks noodig oordeelt, met behulp van de toepasselijke verkortingen vragen om het aantal voorhanden radiotelegrammen op te geven.

(2) Indien inlichtingen betreffende de plaats, route, snelheid of aanleghavens van het schip, luchtvaartuig of elk ander middel van vervoer, waarop het mobiele station zich bevindt, aan het landstation noodig voorkomen, vraagt het deze bij kostelooze dienstnota, gericht aan den gezagvoerder of aan den verantwoordelijken persoon van het schip, luchtvaartuig of ander middel van vervoer, waarop het mobiele station zich bevindt, die deze inlichtingen, op zijn verantwoording, al of niet verschaft. Het mobiele station mag geen inlichtingen van dien aard aan het landstation geven, dan nadat zij op bovenbedoelde wijze gevraagd en verschaft zijn.

§ 5. In het verkeer tusschen kuststations en mobiele stations houdt het mobiele station zich, in alle aangelegenheden betreffende de volgorde van overseining, den tijd van overseining en de onderbreking der werkzaamheden, aan de aanwijzingen die door het kuststation gegeven worden. Deze bepaling geldt niet voor noodgevallen.

§ 6. Bij de berichtenwisseling tusschen mobiele stations heeft, behalve in geval van nood, het geroepen station de regeling der werkzaamheden, zooals die in § 5, hierboven, is aangegeven.

§ 7. (1) Als een geroepen station niet antwoordt, nadat de oproep driemaal, met tusschenpoozen van twee minuten, is geseind, moet het oproepen worden gestaakt en kan dit eerst 15 minuten later worden hervat. Alvorens opnieuw te roepen, moet het roepende station zich er van overtuigen, dat het geroepen station op dat oogenblik niet in verbinding is met een ander station.

(2) De oproep mag met kortere tusschenpoozen herhaald

worden, als niet gevreesd behoeft te worden, dat daardoor aan den gang zijnde correspondentie wordt gestoord.

§ 8. Als de naam en het adres van den exploitant van een mobiel station niet in de naamlijst zijn vermeld of niet meer in overeenstemming zijn met de aanwijzingen daarin, behoort het mobiele station ambtshalve aan het landstation, waaraan het berichten seint, alle ter zake noodige inlichtingen te verstrekken, waarvoor het gebruik maakt van de toepasselijke verkortingen.

Artikel 25.

Tijd van aanneming van radiotelegrammen.

§ 1. Om het tijdstip van aanneming van radiotelegrammen, aangenomen op mobiele stations, aan te geven, gebruikt de telegrafist den middelbaren tijd Greenwich met toepassing van de 24-uur tijdaanwijzing. Dit tijdstip wordt steeds uitgedrukt en geseind door middel van vier cijfers (0000 tot 2359).

§ 2. De Administratiën van de landen, die buiten de zone „A" (bijlage 6) liggen, mogen echter de stations van de schepen, die op de kusten van hun land varen, machtigen om voor de aanduiding, in een groep van vier cijfers, van den tijd van aanneming, den zonetijd te gebruiken, in welk geval de groep door de letter F gevolgd moet worden.

Artikel 26.

Verzendingsweg van radiotelegrammen.

§ 1. (1) In beginsel seint het mobiele station, dat gebruik maakt van golven van het type A2, A3, of B, zijn radiotelegrammen aan het dichtstbijzijnde landstation.

(2) Indien het mobiele station evenwel de keus heeft tusschen verschillende landstations, die zich ongeveer op denzelfden afstand bevinden, geeft het de voorkeur aan het landstation, dat gelegen is op het gebied van het land waarvoor de over te brengen radiotelegrammen bestemd zijn of waarover deze normaal verzonden worden. Als het gekozen station niet het dichtstbijzijnde is, moet het mobiele station

ophouden met werken, of het type of de frequentie der uitzending wijzigen, op het eerste verzoek van het landstation van den betrokken dienst, dat werkelijk het dichtstbijzijnde is, welk verzoek moet zijn gegrond op de storing, die dat landstation ondervindt.

§ 2. Het mobiele station, dat golven van het type A1, gelegen in den toegelaten band, gebruikt, mag zijn radiotelegrammen aan een landstation overseinen, dat niet het dichtstbijzijnde is. In dat geval wordt echter aanbevolen de voorkeur te geven aan het landstation, dat opgericht is op het gebied van het land van bestemming of van het land dat het meest aangewezen schijnt om voor de doorzending der over te seinen radiotelegrammen te zorgen.

§ 3. (1) Een kuststation, waaraan een of meer golven, gelegen in den band van 125—150 Kp/s (2400—2000 M.), zijn toegewezen, heeft op die golf of golven een voorkeursrecht.

(2) Ieder ander station van den mobielen dienst, dat die golf of golven voor openbaar verkeer gebruikt en daardoor genoemd kuststation stoort, moet zijn werkzaamheden op verzoek van dit laatste onderbreken.

§ 4. Het verkeer tusschen scheepsstations mag, behoudens in gevallen van nood, het werken van de kuststations niet storen. Als zulk een storing plaats vindt, moeten de scheepsstations, die er de oorzaak van zijn, op het eerste verzoek van het kuststation, dat zij hinderen, hun overseining staken of van golf veranderen.

§ 5. Indien de afzender van een radiotelegram, dat op een mobiel station is aangeboden, het landstation, waaraan hij zijn radiotelegram wenscht te doen verzenden, heeft aangegeven, moet het mobiele station eventueel met de overseining naar het aangegeven landstation wachten tot aan de voorwaarden, bedoeld in de vorige paragrafen, is voldaan.

§ 6. (1) Een mobiel station, dat geen vaste diensturen heeft, moet aan het landstation, waarmede het in verbinding is getreden, het tijdstip van sluiting en van heropening van zijn dienst opgeven.

(2) Ieder mobiel station, dat op het punt is den dienst te

sluiten wegens aankomst in een haven, moet hiervan het naaste landstation verwittigen.

Artikel 27.

In geval van nood te gebruiken golf.

In geval van nood moet voor de golf van 500 Kp/s (600 M.) bij voorkeur het type A2 of B worden gebezigd. Als het niet mogelijk is, een dezer golftypen te gebruiken, kan het type A1 of A3 worden aangewend. Geen enkele bepaling van dit reglement kan een beletsel zijn, dat een in nood verkeerend mobiel station van alle middelen, waarover het beschikt, gebruik maakt om de aandacht te trekken, zijn toestand kenbaar te maken en hulp te verkrijgen.

Artikel 28.

Maatregelen ter vermindering van storingen.

§ 1. In het geval, dat andere golven dan de normale golf gebezigd kunnen worden, volgt het scheepsstation de aanwijzingen van het kuststation, waarmede het in verbinding is. In beginsel mag de normale golf van 500 Kp/s (600 M.) niet voor de overseining van lange radiotelegrammen gebruikt worden in streken, waar een druk radioverkeer is.

§ 2. Gedurende hun diensturen moeten de stations, die voor hun berichtenwisseling van golven van het type A2, A3 of B gebruik maken en geopend zijn voor den internationalen dienst van het openbaar verkeer, uitluisteren op de golf van 500 Kp/s (600 M.), behalve wanneer zij bezig zijn op andere golven berichten te wisselen.

§ 3. In het algemeen wordt aanbevolen om voor de overseining van de berichten van het openbaar verkeer aan golven van het type A1 de voorkeur te geven boven golven van het type A2 of B.

§ 4. Alle stations van den mobielen dienst zijn gehouden het verkeer af te wikkelen met het minimum van uitgestraalde energie, dat noodig is om een goede verbinding te verzekeren.

Artikel 29.

Nota van onbestelbaarheid.

§ 1. Indien een radiotelegram, afkomstig van een mobiel station en bestemd voor den vasten wal, om een of andere reden niet aan den geadresseerde kan worden afgeleverd, wordt een nota van onbestelbaarheid opgemaakt, welke gericht wordt aan het landstation, dat het radiotelegram van het mobiele station ontvangen heeft. Dit landstation brengt de nota, na het adres nauwkeurig te hebben vergeleken, aan het mobiele station over, als dit mogelijk is, zoo noodig door tusschenkomst van een landstation van hetzelfde land of van een naburig land, voor zoover de bestaande toestand of eventueel bijzondere schikkingen, zulks toelaten.

§ 2. Indien een radiotelegram, dat op een mobiel station is ontvangen, niet kan worden afgeleverd, deelt dit station zulks aan het kantoor of mobiele station van afzending per dienstnota mede. Betreft het een radiotelegram, dat van den vasten wal afkomstig is, dan wordt deze dienstnota, zooveel mogelijk, overgebracht naar het landstation, dat het radiotelegram heeft overgenomen of eventueel naar een ander landstation van hetzelfde land of van een naburig land, voor zoover de bestaande toestand of eventueel bijzondere schikkingen zulks toelaten.

Artikel 30.

Termijn gedurende welken radiotelegrammen op landstations blijven.

§ 1. (1) Als het mobiele station, waarvoor een radiotelegram bestemd is, zich niet aan het landstation gemeld heeft binnen den door den afzender aangegeven termijn of, bij gebreke van een dergelijke aanwijzing, vóór of op den morgen van den vijfden dag volgende op den dag van aanbieding, geeft het landstation hiervan kennis aan het kantoor van afzending, dat den afzender inlicht. Deze kan per betaalde dienstnota — per telegraaf of per post — aan het landstation verzoeken, dat zijn telegram beschikbaar zal worden gehouden tot na afloop van den veertienden dag, te rekenen

van den dag van aanbieding; bij gebreke van een dergelijke nota wordt het radiotelegram aan het einde van den zevenden dag als onbestelbaar ter zijde gelegd.

(2) Er wordt evenwel geen rekening gehouden met het verstrijken van een der bovenbedoelde termijnen, als het landstation de zekerheid heeft, dat het mobiele station binnenkort in zijn werkingsgebied zal komen.

§ 2. Omgekeerd wordt het verstrijken der termijnen niet afgewacht, als het landstation de zekerheid heeft, dat het mobiele station voor goed zijn werkingsgebied heeft verlaten. Indien het veronderstelt, dat geen ander landstation van de Administratie of van de particuliere onderneming, waartoe het behoort, met het mobiele station in verbinding is, annuleert het landstation het radiotelegram, voor zooveel den tusschen dit station en het mobiele station af te leggen weg betreft en geeft het hiervan kennis aan het kantoor van afzending, dat den afzender inlicht. In het tegengestelde geval zendt het landstation het radiotelegram naar het landstation, waarvan het veronderstelt, dat het met het mobiele station in verbinding is, op voorwaarde evenwel, dat hieruit geen extra-taksen voortvloeien.

§ 3. Indien een radiotelegram niet naar een mobiel station kan worden overgeseind, doordat dit in een nabij het landstation gelegen haven is aangekomen, kan dit laatste station eventueel het radiotelegram door andere verkeersmiddelen aan het mobiele station doen toekomen.

Artikel 31.

Bijzondere diensten.

A. Meteorologische diensten. Tijdseinen. Berichten aan zeevarenden.

§ 1. De synoptische weerberichten, de berichten omtrent de verwachting en/of den algemeenen toestand van het weer en de tijdseinen moeten, in beginsel, volgens een vastgestelden rooster worden geseind. De radiotelegrammen van deze soort, welke voor mobiele stations zijn bestemd, moeten zooveel mogelijk worden uitgezonden op uren, waarop zij

kunnen worden ontvangen door die mobiele stations, welke slechts één radiotelegrafist hebben (zie bijlage 5); de seinsnelheid moet zoodanig gekozen worden, dat het opnemen der teekens voor een telegrafist, die slechts het certificaat der 2de klasse bezit, mogelijk is.

§ 2. Gedurende de overseining „aan allen" van tijdseinen en weerberichten, bestemd voor stations van den mobielen dienst, moeten alle stations van dien dienst, waarvan het werken de ontvangst der bedoelde seinen en berichten zou storen, het stilzwijgen bewaren, ten einde aan alle stations die dit wenschen, gelegenheid te geven, genoemde seinen en berichten te ontvangen.

§ 3. Meteorologische waarschuwingsberichten en berichten betreffende de veiligheid van de navigatie, die voor de mobiele diensten van dringenden aard zijn, worden terstond overgeseind en moeten aan het einde van de eerstvolgende periode van stilzwijgen (zie artikel 17 § 2) worden herhaald. Deze berichten moeten met de frequenties worden uitgezonden, welke aan den mobielen dienst, waarvoor zij bestemd zijn, zijn toegewezen; de overseining dezer berichten wordt voorafgegaan door het veiligheidssein TTT.

§ 4. Behalve de vaste, in de vorige paragrafen bedoelde, inlichtingen-diensten nemen de Administratiën de noodige maatregelen, opdat bepaalde stations worden belast met de mededeeling van weerberichten op verzoek aan de stations van den mobielen dienst.

§ 5. Ter wille van de kortheid en opdat de mobiele stations er een goed gebruik van kunnen maken, behooren de weerkundige waarnemingen, die door de stations van den mobielen dienst worden geseind, in beginsel, in een internationalen meteorologischen code te worden opgesteld.

B. Dienst der radiopeilstations.

§ 6. De Administratiën, onder welker gezag de radiopeilstations zijn geplaatst, nemen geen enkele verantwoordelijkheid op zich ten aanzien van de gevolgen van een onjuiste peiling.

§ 7. Ter opneming in de naamlijst der radiotelegraafstations maken deze Administratiën de kenmerkende gegevens van elk radiopeilstation bekend, met opgaaf, voor elk peilstation, van de sectoren, binnen welke de peilingen in normale omstandigheden betrouwbaar zijn. Elke wijziging betreffende deze gegevens moet onverwijld bekend worden gemaakt; indien de wijziging van blijvenden aard is, moet zij aan het Internationaal bureel worden medegedeeld.

§ 8. (1) In den normalen dienst moeten de radiopeilstations voor de scheepvaart in staat zijn, peilingen te nemen en aan de scheepsstations te verschaffen, hetzij alleen op de frequentie van 500 Kp/s (600 M.), hetzij alleen op de frequentie van 375 Kp/s (800 M.), hetzij zoowel op de eene als op de andere van deze beide frequenties.

(2) Een luchtvaartuigstation, dat een peiling wenscht, moet, om deze te vragen, op de golf van 333 Kp/s (900 M.) roepen of op een golf, welke aan de luchtvaartroute, waarop het luchtvaartuig vliegt, is toegewezen. In alle gevallen, waarin een luchtvaartuigstation, dat in de nabijheid van kuststations is, zich tot deze wendt om een peiling te verkrijgen ,moet het gebruik maken van de frequentie van deze kuststations.

§ 9. De wijze van werken, die in den radiopeildienst gevolgd moet worden, wordt in bijlage 8 gegeven.

C. *Dienst der radiobakens.*

§ 10. (1) Indien een Administratie het in het belang van de scheepvaart en de luchtvaart nuttig oordeelt, een radiobakendienst in te richten, kan zij voor dit doel gebruik maken van:

a) eigenlijke radiobakens, opgericht aan den vasten wal of op schepen, die blijvend zijn gemeerd of blijvend voor anker liggen; hun uitzendingen kunnen ongericht of gericht zijn;

b) vaste stations, kuststations of luchtvaartstations, welke zijn aangewezen om op aanvraag van de mobiele stations ook als radiobaken dienst te doen.

(2) De eigenlijke radiobakens gebruiken golven van 285

tot 315 Kp/s (1050—950 M.), uitsluitend van de typen A1 en A2.
(3) De andere als radiobakens opgegeven stations bezigen hun normale frequentie en hun normaal type van uitzending.
§ 11. De door de radiobakens uitgezonden teekens moeten een goede peiling met den richtingzoeker mogelijk maken; zij moeten zoodanig gekozen worden, dat alle twijfel buitengesloten is, als het er op aankomt om twee of meer radiobakens van elkander te onderscheiden.
§ 12. De Administratiën, die een radiobakendienst hebben ingericht, nemen geen enkele verantwoordelijkheid op zich ten aanzien van de gevolgen van onjuiste peilingen, welke door middel van de radiobakens van dien dienst verkregen zijn.
§ 13. (1) Ter opneming in de naamlijst der radiotelegraafstations maken de Administratiën de kenmerkende gegevens van elk eigenlijk radiobaken en van elk station, dat aangewezen is om als radiobaken dienst te doen, bekend, met inbegrip, indien noodig, van een opgaaf der sectoren binnen welke de peilingen in normale omstandigheden betrouwbaar zijn.
(2) Elke wijziging of elke onregelmatigheid in de werking, welke zich in den dienst der radiobakens voordoet, moet onverwijld bekend worden gemaakt; als de wijziging of de onregelmatigheid in de werking van blijvenden aard is, moet zij aan het Internationaal bureel worden opgegeven.

Artikel 32.

Afrekening.

§ 1. (1) De landstationstaksen en de boordtaksen worden niet in de internationale telegraafrekeningen opgenomen.
(2) De rekeningen betreffende deze taksen worden tusschen de Administratiën der betrokken landen vereffend. Zij worden maandelijks door de Administratiën, waartoe de landstations behooren, opgemaakt en door haar overgebracht aan de betrokken Administratiën.
§ 2. Indien de exploitant van de landstations niet is de Administratie van het land, kan deze exploitant, voor zoo-

veel de rekeningen betreft, in de plaats treden van de Administratie van dit land.

§ 3. Voor radiotelegrammen, afkomstig van mobiele stations, brengt de Administratie, waartoe het landstation behoort, de landstationstaksen, de taksen betreffende de verzending over het algemeen net van verkeerswegen — die hierna telegraaftaksen zullen worden genoemd —, de volle kosten voor de betaalde antwoorden, de landstationstaksen en de telegraaftaksen voor collationneering, de kosten van bezorging per bode, per post of per luchtpost en die voor afschriften van meervoudige telegrammen, ten laste van de Administratie, waartoe het mobiele station van afzending behoort. De radiotelegrammen worden, uit een oogpunt van afrekening tusschen het landstation en het kantoor van bestemming, behandeld als telegrammen, afkomstig van het land waar het landstation is gevestigd.

§ 4. Voor radiotelegrammen, bestemd voor een land, dat gelegen is voorbij het land, waartoe het landstation behoort, zijn de telegraaftaksen, welke overeenkomstig vorenstaande bepalingen moeten worden vereffend, die, welke uit de tarieftabellen betreffende het internationale telegraafverkeer zijn afgeleid, dan wel de taksen voortvloeiende uit bijzondere overeenkomsten, welke tusschen de Administratiën van aangrenzende landen zijn gesloten en door deze Administratiën zijn medegedeeld en niet de taksen, welke door toepassing van minima per telegram of van afronding der prijzen per telegram, op welke wijze dit ook zij, zouden kunnen worden geheven.

§ 5. Voor radiotelegrammen en betaalde dienstnota's, bestemd voor mobiele stations, worden de landstationstaksen en de boordtaksen, met de landstationstaksen en boordtaksen (van de radiotelegrammen) voor de collationneering, rechtstreeks door de Administratie, waartoe het landstation behoort, ten laste gebracht van de Administratie, waartoe het kantoor van afzending behoort, doch alleen voor het geval dat het telegram aan het mobiele station is overgebracht. De volle kosten betreffende betaalde antwoorden worden steeds, indien hiertoe aanleiding bestaat, van land

tot land, door middel van de telegraafrekeningen en door de Administratie waartoe het landstation behoort, ten laste gebracht van de Administratie, waartoe het kantoor van afzending behoort. Voor zooveel de telegraaftaksen en de kosten wegens bezorging per post of per luchtpost en voor afschriften wegens meervoudige telegrammen betreft, wordt ten opzichte van de telegraafrekeningen overeenkomstig de bij de telegraaf gebruikelijke wijze te werk gegaan. De Administratie, waartoe het landstation behoort, brengt, wanneer het radiotelegram is overgebracht, ten voordeele van de Administratie, waartoe het mobiele station van bestemming behoort: de boordtaks en indien hiertoe aanleiding bestaat, de aan overnemende mobiele stations toekomende taksen, de volle kosten voor betaalde antwoorden, de boordtaks betreffende collationneering, de kosten wegens afschriften voor meervoudige telegrammen en voor bezorging per post of per luchtpost.

§ 6. Betaalde dienstnota's en de antwoorden op telegrammen met betaald antwoord worden in de radiotelegrafische rekeningen, dat zijn de rekeningen aangaande de verzending in den mobielen dienst, in elk opzicht als de andere radiotelegrammen behandeld.

§ 7. Voor radiotelegrammen, gewisseld tusschen mobiele stations door tusschenkomst van een of van twee landstations, geldt het volgende:

a) Indien tusschenkomst door een enkel landstation is verleend, brengt de Administratie, waartoe het landstation behoort, ten laste van de Administratie waartoe het mobiele station van afzending behoort: de landstationstaks, de binnenlandsche telegraaftaks, indien hiertoe aanleiding bestaat, alsmede de taks van het mobiele station van bestemming. Zij doet aan de Administratie, waartoe het mobiele station van bestemming behoort, de aan dit station toekomende boordtaks te goed.

b) Indien tusschenkomst door twee landstations is verleend, brengt de Administratie, waartoe het eerste landstation behoort, alle geheven taksen ten laste van de Administratie, waartoe het mobiele station van afzending behoort, zulks na

aftrek van de aan dit mobiele station toekomende taksen. De Administratie, waartoe het tweede landstation behoort — hetwelk het landstation is, dat belast is met de overbrenging van het radiotelegram aan het mobiele station van bestemming — brengt de op die overbrenging betrekking hebbende taksen rechtstreeks ten laste van de Administratie, waartoe het eerste landstation behoort, doch alleen ingeval het radiotelegram naar het mobiele station is overgebracht.

§ 8. Voor radiotelegrammen, die op verzoek van den afzender met behulp van een of twee overnemende mobiele stations zijn overgebracht, brengt elk dezer stations de daaraan voor overneming toekomende boordtaks ten laste van het mobiele station van bestemming, als het een voor een mobiel station bestemd radiotelegram betreft, of ten laste van het mobiele station van afzending, als het radiotelegram van een mobiel station afkomstig is.

§ 9. In beginsel heeft de vereffening van rekeningen betreffende het verkeer tusschen mobiele stations rechtstreeks tusschen de exploitanten van die stations plaats, waarbij de taksen door den exploitant, tot wien het station van bestemming behoort, aan den exploitant, tot wien het station van afzending behoort, worden aangerekend.

§ 10. (1) De maandelijksche rekeningen, welke tot grondslag dienen voor de bijzondere afrekening der in de voorafgaande paragrafen bedoelde radiotelegrammen, worden, radiotelegram voor radiotelegram, met alle noodige aanwijzingen, binnen een termijn van drie maanden, te rekenen van de maand, waarop zij betrekking hebben, opgemaakt. De termijn kan meer dan drie maanden bedragen, wanneer zich buitengewone moeilijkheden voordoen bij het vervoer van de bescheiden per post tusschen de radiostations en de Administratiën, waartoe zij behooren.

(2) Tenzij anders is overeengekomen, dienen de maandelijksche rekeningen voor afrekening en moeten het onderzoek, de accoordbevinding en de vereffening dezer rekeningen binnen een termijn van zes maanden, beginnende met den datum van haar verzending, plaats vinden, behoudens

wanneer zich buitengewone moeilijkheden bij het vervoer der bescheiden voordoen als gevolg van zeer langen duur der reizen.

(3) Wanneer er verschillen worden bevonden, die de accoordbevinding van een rekening verhinderen, wordt het saldo niettemin binnen den bovengenoemden termijn van zes maanden betaald; de verbeteringen, die later noodig zijn gebleken, worden in een volgende maandelijksche rekening begrepen. De saldo's der rekeningen, die niet zijn betaald binnen den genoemden termijn, eventueel vermeerderd met den termijn wegens de hiervoren bedoelde buitengewone moeilijkheden van vervoer, zijn rentegevend naar reden van zeven percent (7 %) per jaar, te rekenen van den dag, volgende op dien, waarop de termijn van zes maanden, eventueel verlengd als hiervoren bepaald, eindigt.

(4) De afrekening en de vereffening van rekeningen, welke meer dan twee jaar na den dag van aanneming der radiotelegrammen, waarop die rekeningen betrekking hebben, worden ingediend, kunnen door de Administratie welke te betalen heeft, worden geweigerd.

§ 11. De Regeeringen behouden zich de bevoegdheid voor tot het treffen van bijzondere regelingen onderling en met de betrokken particuliere ondernemingen ten aanzien van de aanneming van andere bepalingen betreffende de afrekening.

Artikel 33.

Internationaal technisch raadgevend comité voor radioelectrische verbindingen.

§ 1. Het internationaal technisch raadgevend comité voor radioëlectrische verbindingen, ingesteld bij art. 17 van het verdrag, is belast met de bestudeering van technische en daarmede samenhangende vraagstukken, welke de internationale radioverbindingen betreffen en welke aan het comité door de deelnemende Administratiën of particuliere ondernemingen worden voorgelegd. Zijn taak is beperkt tot het uitbrengen van adviezen over de vraagstukken, die het

zal hebben bestudeerd. Het brengt deze adviezen over bij het Internationaal bureel met het oog op de mededeeling daarvan aan de betrokken Administratiën en particuliere ondernemingen.

§ 2. (1) Het comité wordt voor elke bijeenkomst samengesteld uit deskundigen van de Administratiën en gemachtigde particuliere ondernemingen voor radio-exploitatie, die aan zijn werkzaamheden willen deelnemen en zich er toe verbinden in de gemeenschappelijke kosten van die bijeenkomst van het comité, elk voor een gelijk deel, bij te dragen. De persoonlijke uitgaven der deskundigen worden betaald door de Administratie of particuliere onderneming, die hen hebben afgevaardigd.

(2) De deskundigen van genoemde gemachtigde particuliere ondernemingen nemen met raadgevende stem aan de werkzaamheden deel. Wanneer echter een land niet door een Administratie wordt vertegenwoordigd, zijn de deskundigen van de gemachtigde particuliere ondernemingen van dat land stemgerechtigd en hebben zij, ongeacht hun aantal, te zamen recht op één stem.

§ 3. De Nederlandsche Administratie is belast met de regeling van de eerste bijeenkomst van het internationaal technisch raadgevend comité voor radioëlectrische verbindingen en met de vaststelling van het programma van werkzaamheden voor deze bijeenkomst.

§ 4. De Administratiën, welke zich op een bijeenkomst van het comité laten vertegenwoordigen, komen met elkander overeen omtrent de aanwijzing van de Administratie, welke de volgende bijeenkomst zal bijeenroepen. De vraagstukken, welke door het comité moeten worden onderzocht, worden aan de Administratie, die met de regeling van de eerstkomende bijeenkomst is belast, toegezonden; deze Administratie stelt den datum en het program van die bijeenkomst vast.

§ 5. In beginsel hebben de bijeenkomsten van het internationaal technisch raadgevend comité voor radioëlectrische verbindingen om de twee jaar plaats.

Artikel 34.

Internationaal bureel.

§ 1. (1) De extra-kosten, voortvloeiende uit de bemoeiingen van het Internationaal bureel van de Telegraafvereeniging ten behoeve van de radiodiensten, mogen per jaar het bedrag van tweehonderd duizend franken niet te boven gaan, waarbij buiten rekening blijven: *a*) de kosten betreffende werkzaamheden der conferenties; *b*) de kosten betreffende werkzaamheden van regelmatig gevormde comité's, wanneer deze kosten volgens de bepalingen van het algemeen reglement of volgens het besluit eener conferentie door alle verdragsluitende landen moeten worden gedragen. (2) Het bedrag van tweehonderd duizend franken kan nader met eenstemmige goedkeuring van alle verdragsluitende Regeeringen worden gewijzigd.

§ 2. De Hoofdadministratie van de Zwitsersche Confederatie wordt aangewezen voor de inrichting van de Afdeeling radiodiensten van het in artikel 16 van het verdrag vermelde Internationaal bureel van de Telegraafvereeniging; zij heeft daarover het oppertoezicht, houdt toezicht op de uitgaven, doet de noodige voorschotten en maakt de jaarrekening op. Deze rekening wordt aan alle andere Administratiën medegedeeld .

§ 3. De bedragen, ten behoeve van de radiodiensten voorgeschoten door de Administratie, die op het Internationaal bureel toezicht houdt, moeten door de Administratiën, die betalen moeten, zoo spoedig mogelijk en uiterlijk binnen drie maanden, volgende op den dag van de ontvangst van de rekening, worden terugbetaald. Na afloop van dezen termijn van drie maanden, zijn de verschuldigde bedragen ten voordeele van de Administratie, die te vorderen heeft en te rekenen van den dag waarop bovengenoemde termijn eindigt, rentegevend naar reden van zeven percent (7 %) per jaar.

§ 4. (1) Ten aanzien van de verdeeling der kosten worden de verdragsluitende Staten in zes klassen verdeeld, welke elk in verhouding van een zeker aantal eenheden bijdragen, n.l.:

1ste klasse	... 25	eenheden	4de klasse	... 10	eenheden
2de „	... 20	„	5de „	... 5	„
3de „	... 15	„	6de „	... 3	„

(2) De Administratiën deelen aan het Internationaal bureel mede, in welke klasse zij wenschen, dat haar land wordt gerangschikt.

(3) De bovenbedoelde coëfficienten worden voor elke klasse vermenigvuldigd met het aantal van de daarin gebrachte Staten en de som der aldus verkregen producten vormt het getal, waardoor de geheele uitgaaf moet worden gedeeld, om het bedrag der eenheid van uitgaaf vast te stellen.

Overeenkomstig de bepalingen van artikel 13 van het verdrag van Washington treedt dit algemeen reglement den 1sten Januari 1929 in werking.

Ter oorkonde waarvan de onderscheidene gevolmachtigden dit algemeen reglement hebben onderteekend in een enkel exemplaar, hetwelk bewaard zal blijven in de archieven van de Regeering van de Vereenigde Staten van Amerika en waarvan een afschrift aan elke Regeering zal worden toegezonden.

Gedaan te Washington, den 25sten November 1927.

(Volgen dezelfde onderteekeningen als voor het verdrag.)

De onderteekening van den Poolschen gedelegeerde wordt voorafgegaan door het volgende voorbehoud: „Voor Polen, met het voorbehoud betreffende paragraaf 4 van artikel 5, dat voorkomt in het proces-verbaal van de achtste algemeene vergadering van den 22sten November 1927 van de Conferentie te Washington."

BIJLAGE 1.

Lijst van de in het radioverkeer te gebruiken verkortingen.

(Zie art. 9 van het algemeen reglement.)

Q - CODE. [1])

I. In alle diensten bruikbare verkortingen.

Verkorting.	Vraag	Antwoord of mededeeling
QRA	Hoe heet uw station?	Mijn station heet ....
QRB	Hoe ver zijt gij bij benadering van mijn station verwijderd?	De afstand tusschen onze stations bedraagt bij benadering .. zeemijlen (*of* .. kilometer).
QRC	Door welke particuliere onderneming (*of* Rijksadministratie) worden voor uw station de rekeningen der taksen vereffend?	De rekeningen der taksen worden voor mijn station vereffend door de particuliere onderneming .... (*of* door de Rijksadministratie van ....).
QRD	Waar gaat gij heen?	Ik ga naar ....
QRE	Van welke nationaliteit is uw station?	Mijn station is van .... nationaliteit.
QRF	Waar komt gij vandaan?	Ik kom van ....
QRG	Wilt gij mij mijn juiste golflengte (frequentie) in meters (*of* in kiloperioden) opgeven?	Uw juiste golflengte is .. meter (*of* .. kiloperioden).
QRH	Wat is uw juiste golflengte (frequentie) in meters (*of* in kiloperioden)?	Mijn juiste golflengte (frequentie) is .. meter (*of* .. kiloperioden).
QRI	Is de toon van mijn uitzending slecht?	De toon van uw uitzending is slecht.

[1]) De verkortingen nemen den vragenden vorm aan, als zij gevolgd worden door een vraagteeken.

Lijst van in het radioverkeer te gebruiken verkortingen (vervolg).

Verkorting.	Vraag	Antwoord of mededeeling
QRJ	Ontvangt gij mij slecht? Zijn mijn teekens zwak?	Ik kan u niet ontvangen. Uw teekens zijn te zwak.
QRK	Ontvangt gij mij goed? Zijn mijn teekens goed?	Ik ontvang u goed, uw teekens zijn goed.
QRL	Zijt gij bezig?	Ik ben bezig (*of* Ik ben bezig met ....). Wil niet storen.
QRM	Wordt gij gestoord?	Ik word gestoord.
QRN	Wordt gij gestoord door luchtstoringen?	Ik word gestoord door luchtstoringen.
QRO	Zal ik mijn energie vergrooten?	Geef meer energie.
QRP	Zal ik mijn energie verminderen?	Verminder uw energie.
QRQ	Zal ik vlugger seinen?	Sein vlugger (.. woorden per minuut).
QRS	Zal ik langzamer seinen?	Sein langzamer (.. woorden per minuut).
QRT	Zal ik ophouden met seinen?	Houd op met seinen.
QRU	Hebt gij iets voor mij?	Ik heb niets voor u.
QRV	Zal ik een serie V's seinen?	Sein een serie V's.
QRW	Zal ik .... waarschuwen, dat gij hem roept?	Wil .... waarschuwen, dat ik hem roep.
QRX	Moet ik wachten? Op welk tijdstip zult gij mij weer roepen?	Wacht tot ik klaar ben met werken met .... Ik zal u dadelijk (*of* om ..... [tijdstip] weer roepen).
QRY	Wat is mijn beurt?	Uw beurt is nummer .... (*of volgens elke andere aanwijzing*).
QRZ	Door wien word ik geroepen?	Gij wordt geroepen door ....

Lijst van in het radioverkeer te gebruiken verkortingen (vervolg).

Verkorting.	Vraag	Antwoord of mededeeling
QSA	Wat is de sterkte van mijn teekens? (*1 tot 5.*)	De sterkte van uw teekens is (*1 tot 5*).
QSB	Verandert de sterkte van mijn teekens?	De sterkte van uw teekens verandert.
QSC	Verdwijnen mijn teekens geheel bij tusschenpoozen?	Uw teekens verdwijnen geheel bij tusschenpoozen.
QSD	Is mijn seinschrift slecht?	Uw seinschrift is slecht. Uw teekens zijn onleesbaar.
QSE	Zijn mijn teekens scherp?	Uw teekens plakken.
QSF	Is mijn automatisch seinschrift goed?	Uw automatisch seinschrift verdwijnt.
QSG	Zal ik de telegrammen overbrengen in series van vijf, tien (*of volgens elke andere aanwijzing*)?	Breng de telegrammen over in series van vijf, tien, (*of volgens elke andere aanwijzing*).
QSH	Zal ik één telegram tegelijk brengen en het tweemaal herhalen?	Breng één telegram tegelijk en herhaal het tweemaal.
QSI	Zal ik de telegrammen beurt om beurt brengen, zonder herhaling?	Breng de telegrammen beurt om beurt, zonder herhaling.
QSJ	Wat is de per woord te heffen taks voor .... met inbegrip van uw binnenlandsche telegraaftaks?	De per woord te heffen taks voor .... bedraagt .... franken, met inbegrip van mijn binnenlandsche telegraaftaks.
QSK	Moet ik het verkeer opschorten? Hoe laat zult gij mij weer roepen?	Schort het verkeer op. Ik zal u weer roepen om .... (tijdstip).
QSL	Kunt gij mij reçu geven?	Ik geef u reçu.
QSM	Hebt gij mijn reçu ontvangen?	Ik heb uw reçu niet ontvangen.
QSN	Kunt gij op het oogenblik van mij ontvangen? Zal ik blijven luisteren?	Ik kan op het oogenblik niet van u ontvangen. Blijf luisteren.

Lijst van in het radioverkeer te gebruiken verkortingen (vervolg).

Verkorting.	Vraag	Antwoord of mededeeling
QSO	Kunt gij rechtstreeks (*of* door tusschenkomst van ....) met .... werken?	Ik kan rechtstreeks (*of* door tusschenkomst van ....) met .... werken.
QSP	Wilt gij kosteloos voor .... overnemen?	Ik zal kosteloos voor .... overnemen.
QSQ	Zal ik ieder woord of iedere groep één keer seinen?	Sein ieder woord of iedere groep één keer.
QSR	Is de van .... ontvangen noodoproep afgewikkeld?	De van .... ontvangen noodoproep is afgewikkeld door ....
QSU	Zal ik seinen op .. meter (*of* met .. kiloperioden), golven van het type A1, A2, A3 of B?	Sein op .. meter (*of* met .. kiloperioden), golven van het type A1, A2, A3 of B. Ik luister naar u.
QSV	Zal ik op de golf van .. meter (*of* van .. kiloperioden) overgaan, voor de voortzetting onzer correspondentie en doorgaan na eenige V's gegeven te hebben?	Ga over op de golf van .. meter (*of* van .. kiloperioden), voor de voortzetting onzer correspondentie en ga door na eenige V's gegeven te hebben.
QSW	Wilt gij seinen op .. meter (*of* met .. kiloperioden), golven van het type A1, A2, A3 of B?	Ik ga seinen op .. meter (*of* met .. kiloperioden), golven van het type A1, A2, A3 of B. Blijf luisteren.
QSX	Verandert mijn golflengte (mijn frequentie)?	Uw golflengte (frequentie) verandert.
QSY	Zal ik seinen met de golf van .. meter (*of* van .. kiloperioden) zonder van golftype te veranderen?	Sein met de golf van .. meter (*of* van .. kiloperioden), zonder van golftype te veranderen.
QSZ	Zal ik ieder woord of iedere groep twee keer seinen?	Sein ieder woord of iedere groep twee keer.

Verkorting.	Vraag	Antwoord of mededeeling
QTA	Zal ik telegram nr .... annuleeren, als ware het niet geseind?	Annuleer telegram nr .., als ware het niet geseind.
QTB	Stemt gij in met mijn woordentelling?	Ik stem niet in met uw woordentelling; ik herhaal de eerste letter van elk woord en het eerste cijfer van elk getal.
QTC	Hoeveel telegrammen hebt gij over te seinen?	Ik heb .... telegrammen voor u (*of* voor ....).
QTD	Wordt de woordentelling, die ik u bevestig, goedgekeurd?	De woordentelling, die gij mij bevestigt, wordt goedgekeurd.
QTE	Wat is mijn ware peiling? *of* Wat is mijn ware peiling ten opzichte van ....?	Uw ware peiling is .... graden *of* Uw ware peiling ten opzichte van .... is .... graden om .... (tijdstip).
QTF	Wilt gij mij de positie van mijn station opgeven op grond van de peilingen, genomen door de onder u werkende radiopeilposten?	De positie van uw station op grond van de peilingen, genomen door de onder mij werkende radiopeilposten, is .... breedte .... lengte.
QTG	Wilt gij gedurende een minuut met de golf van .... meter (*of* van .... kiloperioden) uw roepnaam geven, opdat ik u kan peilen?	Ik geef gedurende een minuut mijn roepnaam met de golf van .. meter (*of* van .. kiloperioden), opdat gij mij kunt peilen.
QTH	Wat is uw positie in breedte en in lengte (*of volgens elke andere aanwijzing*)?	Mijn positie is .... breedte .... lengte (*of volgens elke andere aanwijzing*).
QTI	Wat is uw ware koers?	Mijn ware koers is .... graden.
QTJ	Wat is uw snelheid?	Mijn snelheid is .. mijlen (*of* .. kilometer per uur).

Lijst van in het radioverkeer te gebruiken verkortingen (vervolg).

Verkorting.	Vraag	Antwoord of mededeeling
QTK	Wat is de ware peiling van .... ten opzichte van u?	De ware peiling van .... ten opzichte van mij is .... graden om .... (tijdstip).
QTL	Geef radioteekens om mij gelegenheid te geven mijn peiling ten opzichte van het radiobaken te bepalen?	Ik geef radioteekens om u gelegenheid te geven uw peiling ten opzichte van het radiobaken te bepalen.
QTM	Geef radioteekens en onderwater-geluidseinen om mij gelegenheid te geven mijn peiling en mijn afstand te bepalen?	Ik geef radioteekens en onderwater-geluidseinen om u gelegenheid te geven, uw peiling en uw afstand te bepalen.
QTN	Kunt gij mijn station (*of* ....) ten opzichte van u peilen?	Ik kan uw station (*of* ....) niet ten opzichte van mij peilen.
QTP	Loopt gij dadelijk de haven binnen?	Ik loop dadelijk de haven binnen.
QTR	Wat is de juiste tijd?	De juiste tijd is ....
QTS	Wat is de ware peiling van uw station ten opzichte van mij?	De ware peiling van mijn station ten opzichte van u is .... om .... (tijdstip).
QTU	Wat zijn de uren van openstelling van uw station?	De uren van openstelling van mijn station zijn van .... tot ....
	II. Meer in het bijzonder in den radiodienst voor de luchtvaart bruikbare verkortingen.	
QAA	Hoe laat denkt gij te .... aan te komen?	Ik denk om .... (tijdstip) te .... aan te komen.
QAB	Zijt gij onderweg naar ....?	Ik ben onderweg naar .... *of* Ga op weg naar ....
QAC	Keert gij terug naar ....?	Ik keer terug naar .... *of* Keer terug naar ....

Verkorting.	Vraag	Antwoord of mededeeling
QAD	Hoe laat hebt gij .... (*plaats van vertrek*) verlaten?	Ik heb .... (*plaats van vertrek*) om .... (tijdstip) verlaten.
QAE	Hebt gij bericht van .... (*roepnaam van het luchtvaartuigstation*)?	Ik heb geen bericht van .... (*roepnaam van het luchtvaartuigstation*).
QAF	Hoe laat zijt gij voorbij .... gekomen?	Ik ben voorbij .... gekomen om .... (tijdstip).
QAH	Hoe hoog zijt gij?	Mijn hoogte bedraagt .. meter (*of volgens elke andere aanwijzing*).
QAI	Is er een of ander luchtvaartuig gemeld in mijn nabijheid?	Er is geen enkel luchtvaartuig gemeld in uw nabijheid.
QAJ	Moet ik een ander luchtvaartuig in mijn nabijheid opsporen?	Spoor een ander luchtvaartuig in uw nabijheid op *of* Zoek naar .... (*roepnaam van het station van het luchtvaartuig*) dat vloog nabij .... (*of* in de richting van ....) om .... (tijdstip).
QAK	Met welke golf zult gij de meteorologische waarschuwingsberichten overbrengen?	Ik zal de meteorologische waarschuwingsberichten overbrengen met de golf van .. meter (*of* van .. kiloperioden).
QAL	Gaat gij landen te ....?	Ik ga landen te .... *of* Land te ....
QAM	Kunt gij mij het laatste weerbericht geven omtrent het weer te .... (*plaats van waarneming*)?	Hier is het laatste weerbericht omtrent het weer te .... (*plaats van waarneming*).
QAN	Kunt gij mij het laatste weerbericht geven omtrent den wind aan de oppervlakte te ..... (*plaats van waarneming*)?	Hier is het laatste weerbericht omtrent den wind aan de oppervlakte te .... (*plaats van waarneming*).

Verkorting.	Vraag	Antwoord of mededeeling
QAO	Kunt gij mij het laatste weerbericht geven omtrent den bovenwind te .... (*plaats van waarneming*)?	Hier is het laatste weerbericht omtrent den bovenwind te ..... (*plaats van waarneming*).
QAP	Zal ik voor u (*of* voor ....) blijven luisteren op .. meter (*of* op .. kiloperioden)?	Blijf voor mij (*of* voor ....) luisteren op .. meter (*of* op .. kiloperioden).
QAQ	Wilt gij het antwoord op bericht nr .. (*of volgens elke andere aanwijzing*) bespoedigen?	Ik zal het antwoord op bericht nr .. (*of volgens elke andere aanwijzing*) bespoedigen.
QAR	Zal ik .... voor u antwoorden?	Antwoord .... voor mij.
QAS	Zal ik bericht nr .. (*of volgens elke andere aanwijzing*) naar .... overbrengen?	Breng bericht nr .. (*of volgens elke andere aanwijzing*) naar .... over.
QAT	Zal ik doorgaan met seinen?	Luister alvorens te seinen; gij stoort *of* Luister alvorens te seinen; gij seint tegelijkertijd met ....
QAU	Wat is het laatste door u van .... ontvangen bericht?	Het laatste door mij van .... ontvangen bericht is ....
QAV	Roept gij mij? *of* Roept gij .... (*roepnaam van het luchtvaartuigstation*)?	Ik roep u *of* Ik roep .... (*roepnaam van het luchtvaartuigstation*).
QAW	Zal ik ophouden met luisteren tot .... (tijdstip)?	Houd op met luisteren tot .... (tijdstip).
QAX	Hebt gij het door .... (*roepnaam van het luchtvaartuigstation*) gegeven spoedsein ontvangen?	Ik heb het door .... (*roepnaam van het luchtvaartuigstation*) om .... (tijdstip) gegeven spoedsein ontvangen.

Verkorting.	Vraag	Antwoord of mededeeling
QAY	Hebt gij het door .... (*roepnaam van het luchtvaartuigstation*) gegeven noodsein ontvangen?	Ik heb het door .... (*roepnaam van het luchtvaartuigstation)* om .... (tijdstip) gegeven noodsein ontvangen.
QAZ	Kunt gij ontvangen ondanks het onweer?	Ik kan niet meer ontvangen. Ik houd op met luisteren wegens onweer.

III. Verkortingen van verschillenden aard.

Verkorting.	Beteekenis.
C	Ja.
N	Neen.
P	Aankondiging van een bijzonder telegram in den mobielen dienst (*als voorvoegsel te gebruiken*).
W	Woord of woorden.
AA	Alles na ...... (*te gebruiken na een vraagteeken, om een herhaling te vragen*).
AB	Alles vóór ...... (*te gebruiken na een vraagteeken, om een herhaling te vragen*)
AL	Alles wat zooeven geseind is (*te gebruiken na een vraagteeken, om een herhaling te vragen*).
BN	Alles tusschen ...... (*te gebruiken na een vraagteeken, om een herhaling te vragen*).
BQ	Aankondiging van het antwoord op een vraag om verbetering.
CL	Ik sluit mijn station.
CS	Roepnaam (*te gebruiken om een roepnaam te vragen of te doen herhalen*).
DB	Ik kan u geen peiling verschaffen, gij zijt niet in den betrouwbaren sector van dit station.
DC	Het minimum van uw teekens voldoet voor de peiling.
DF	Uw peiling om ...... (tijdstip) was ...... graden, in den twijfelachtigen sector van dit station, met een mogelijke fout van twee graden.

Lijst van in het radioverkeer te gebruiken verkortingen (vervolg).

Verkorting.	Beteekenis.
DG	Wil mij waarschuwen, indien gij een fout in de gegeven peiling vaststelt.
DI	Twijfelachtige peiling ten gevolge van de slechte hoedanigheid van uw teekens.
DJ	Twijfelachtige peiling ten gevolge van storing.
DL	Uw peiling om ...... (tijdstip) was ...... graden in den onzekeren sector van dit station.
DO	Twijfelachtige peiling. Vraag later of om ...... (tijdstip) een andere peiling.
DP	Boven 50 mijlen kan de mogelijke peilfout twee graden bereiken.
DS	Regel uw zender, het minimum van uw teekens is te onscherp.
DT	Ik kan u geen peiling verstrekken, het minimum van uw teekens is te onscherp.
DY	Dit station geeft de richting naar twee zijden; wat is bij benadering uw richting in graden ten opzichte van dit station?
DZ	Uw peiling is in omgekeerden zin (*alleen te gebruiken door het hoofdstation van een groep radiopeilstations, wanneer het zich richt tot andere stations van dezelfde groep*).
ER	Hier ...... (*te gebruiken vóór den naam van het mobiele station bij de overseining van de opgaaf van de koers*).
GA	Hervat de overseining (*meer in het bijzonder in den vasten dienst te gebruiken*).
JM	Wil, als ik mag seinen, een serie strepen geven. Geef een serie punten om mij met seinen te doen ophouden (*mag niet gebruikt worden in 600 meter [500 kiloperioden]*)
MN	Minuut of minuten (*te gebruiken om den duur van het wachten aan te geven*).
NW	Ik hervat de overseining (*meer in het bijzonder in den vasten dienst te gebruiken*).
OK	Wij zijn het eens.
RQ	Aankondiging van een vraag om verbetering.
SA	Aankondiging van den naam van een luchtvaartuigstation (*te gebruiken bij de overseining van meldingen*).
SF	Aankondiging van den naam van een luchtvaartstation.
SN	Aankondiging van den naam van een kuststation.

Lijst van in het radioverkeer te gebruiken verkortingen (vervolg).

Verkorting.	Beteekenis.
SS	Aankondiging van den naam van een scheepsstation (*te gebruiken bij de overseining van meldingen*).
TR	Aankondiging van de aanvraag of verstrekking van meldingen betreffende een mobiel station.
UA	Zijn wij het eens?
WA	Woord na ...... (*te gebruiken na een vraagteeken, om een herhaling te vragen*).
WB	Woord vóór ...... (*te gebruiken na een vraagteeken, om een herhaling te vragen*).
XS	Luchtstoringen.
YS	Zie uw dienstnota.
ABV	Bekort het verkeer, door de internationale verkortingen te gebruiken *of* Herhaal (*of* Ik herhaal) de cijfers verkort.
ADR	Adres (*te gebruiken na een vraagteeken, om een herhaling te vragen*).
CFM	Bevestig *of* Ik bevestig.
COL	Collationneer *of* Ik collationneer.
ITP	De leesteekens tellen mee.
MSG	Aankondiging van een telegram, betreffende den scheepsdienst (*te gebruiken aan het begin van de inleiding*).
PBL	Inleiding (*te gebruiken na een vraagteeken, om een herhaling te vragen*).
REF	Met verwijzing naar ...... *of* Verwijs naar ....
RPT	Herhaal *of* Ik herhaal (*te gebruiken om herhaling te vragen of te geven van al het geseinde of van een gedeelte daarvan, door na de verkorting de betreffende aanwijzingen te laten volgen*).
SIG	Onderteekening (*te gebruiken na een vraagteeken, om een herhaling te vragen*).
SVC	Aanduiding van een diensttelegram betreffende het particulier verkeer (*te gebruiken aan het begin van de inleiding*).
TFC	Verkeer.
TXT	Inhoud (*te gebruiken na een vraagteeken, om een herhaling te vragen*).

BIJLAGE 2.

Rapport van een overtreding van het radiotelegraafverdrag of van de dienstreglementen.

(Zie art. 12 van het algemeen reglement.)

Gegevens betreffende het station dat het reglement overtreedt.	
1. Naam, indien deze bekend is (in drukletters) (*noot a*)	....
2. Roepnaam (in drukletters) ..	....
3. Nationaliteit, indien deze bekend is	....
4. Gebezigde golf (Kp/s. of M.)	....
5. Systeem (*noot b*)	....
Gegevens betreffende het station dat de onregelmatigheid rapporteert.	
6. Naam (in drukletters)	....
7. Roepnaam (in drukletters) ..	....
8. Nationaliteit	....
9. Benaderde positie (*noot c*) ..	....
Gegevens betreffende de onregelmatigheid.	
10. Naam (*noot d*) van het station in verbinding met dat, hetwelk de overtreding begaat	....
11. Roepnaam van het station in verbinding met dat, hetwelk de overtreding begaat	....
12. Tijdstip (*noot e*) en dagteekening	....
13. Aard der onregelmatigheid (*noot f*)	....

14. *Uittreksels uit het scheepsjournaal en andere bescheiden tot staving van het rapport* (te vervolgen op de keerzijde, indien noodig). Tijdstip.

15. *Verklaring.*

Ik verklaar, dat bovenstaand rapport, voor zoover mij bekend is, een volledig en nauwkeurig verslag geeft van het gebeurde.

Datum: den .... 19.... (*) ....

(*) Dit rapport moet geteekend worden door den radiotelegrafist (radiotelefonist), die de overtreding heeft gerapporteerd en mede-onderteekend worden door den commandant van het schip of van het luchtvaartuig, of door den chef van het landstation.

AANWIJZINGEN VOOR DE INVULLING VAN HET FORMULIER.

Noot *a.* Ieder rapport mag slechts op één schip of op één station betrekking hebben, zie noot *d.*

Noot *b.* Type A 1, A 2, A 3 of B.

Noot *c.* Alleen van toepassing op schepen en luchtvaartuigen; moet worden aangegeven in breedte en lengte (Greenwich) of door een ware peiling met den afstand, in zeemijlen of kilometers, van een of ander algemeen bekend punt.

Noot *d.* Indien de beide stations in verbinding, inbreuk maken op het reglement, moet een afzonderlijk rapport voor elk dezer stations worden opgemaakt.

Noot *e.* Moet worden uitgedrukt door een groep van vier cijfers (0000 tot 2359), middelbare tijd Greenwich. Indien de overtreding over een belangrijk tijdsbestek loopt, moeten de tijdstippen in de open ruimte van Nr. 14 worden vermeld.

Noot *f.* Een afzonderlijk rapport wordt voor elke onregelmatigheid vereischt, tenzij de tekortkomingen klaarblijkelijk door denzelfden persoon zijn begaan en slechts in een kort tijdsbestek hebben plaats gevonden. Alle rapporten moeten in tweevoud worden verzonden en zooveel mogelijk met de schrijfmachine worden geschreven.

(Het gebruik van inktpotlood en van carbonpapier is toegelaten).

VOOR UITSLUITEND GEBRUIK DER ADMINISTRATIE.

1. Maatschappij, welke de radiotelegraafinrichting van het station waarover geklaagd is, exploiteert	....
2. Naam van den radiotelegrafist (radiotelefonist) van het station, die voor de overtreding van het reglement aansprakelijk wordt gesteld	....
3. Genomen maatregel	....

BIJLAGE 3.

Dienstbescheiden.

(Zie art. 13 van het algemeen reglement.)

Deel I. Vaste stations en landstations.

Afdeeling A. *Klapper der stations.*

Naam van het station	Roepnaam	Bladzijde in afdeeling B
1	2	3

Afdeeling B. *Staat van de kenmerkende gegevens der stations.*

(Naam van het land . . . . . .)

Naam van het station	Roep-naam	Nauwkeurige aardrijkskundige ligging van de zend-antenne.	Golf		Normaal stralingsvermogen uitgedrukt in meter-ampères	Hoogte van de antenne en stroomsterkte aan den voet	Dienst		Taksen	Opmerkingen
			Type	Frequentie (lengte)			Aard	Uren van openstelling		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11

Deel II. Stations voor de uitoefening van bijzondere diensten.

A. *Radiopeilstations.*

(Naam van het land . . . . . .)

Naam van het station	Roep-naam	Nauwkeurige aardrijkskundige ligging van het station	Golven typen / frequenties (lengten)			Normaal stralingsvermogen uitgedrukt in meter-ampères	Hoogte van de antenne en stroomsterkte aan den voet	Naam en roepnaam van het station waarmede verbinding moet worden verkregen, indien het station niet met een zender is uitgerust	Opmerkingen (peilingssector, uren van openstelling, taks, enz.)
			Voor den oproep van het radiopeilstation	Voor de teekens, vereischt om de peilingen te nemen	Voor de overseining der peilingen				
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10

B. Radiobakenstations.

(Naam van het land .....)

Naam van het station	Roepnaam	Nauwkeurige aardrijkskundige ligging van de zendantenne	Golven typen frequenties (lengten)		Normaal stralingsvermogen uitgedrukt in meterampères	Hoogte van de antenne en stroomsterkte aan den voet	Kenmerkend sein uitgezonden door het station	Naam en roepnaam van het station waarmede men zich in verbinding moet stellen, indien het station geen mededeelingen kan verzenden en ontvangen	Opmerkingen
			Voor het verzoek om te zenden	Voor het zenden					
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10

C. Stations voor het geven van tijdseinen.

(Naam van het land .....)

(Algemeene aanwijzingen betreffende de tijdseinen.)

Naam van het station	Roepnaam.	Golf		Tijdstippen van uitzending	Methode
		Type	Frequentie (lengte)		
1	2	3	4	5	6

D. Stations voor het seinen van weerberichten.

(Naam van het land .....)

(Algemeene aanwijzingen betreffende de weerberichten.)

Naam van het station	Roepnaam	Golf		Tijdstippen van uitzending	Opmerkingen.
		Type	Frequentie (lengte)		
1	2	3	4	5	6

E. Stations voor het seinen van berichten aan zeevarenden.

(Namen van de stations, gegroepeerd naar de landen, met de noodige aanwijzingen.)

F. Stations, die aan allen (CQ) gerichte persberichten uitseinen.

(Naam van het land .....)

(Naam van het station met de noodige aanwijzingen.)

Deel III. Scheepsstations.

Staat van de kenmerkende gegevens der stations.

Naam van het station	Roepnaam	Land	Golf		Normaal stralingsvermogen uitgedrukt in meterampères	Hoogte van de antenne en stroomsterkte aan den voet	Dienst		Taksen	Administratie of particuliere onderneming, tot welke de rekeningen van de taksen moeten worden gericht	Opmerkingen
			Type	Frequentie (lengte)			Aard	Uren van openstelling			
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12

Deel IV. Luchtvaartuigstations.

Staat van de kenmerkende gegevens der stations.

Naam van het station	Roepnaam	Land	Golf		Dienst		Opmerkingen
			Type	Frequentie (lengte)	Aard	Uren van openstelling	
1	2	3	4	5	6	7	8

Deel V. Omroepstations.

Afdeeling A. *Klapper der stations.*

Naam van het station	Roepnamen	Bladzijde in afdeeling B
1	2	3

Afdeeling B. *Staat van de kenmerkende gegevens der stations.*

Naam van het station	Roepnaam	Nauwkeurige aardrijkskundige ligging van de zendantenne	Frequentie (golflengte)	Normaal stralingsvermogen uitgedrukt in meterampères	Hoogte van de antenne en stroomsterkte aan den voet	Naam van de Administratie of van de particuliere onderneming, die de uitzending doet	Opmerkingen
1	2	3	4	5	6	7	8

BIJLAGE 4.

Schaal in gebruik om de sterkte der teekens uit te drukken.

(Zie art. 9 van het algemeen reglement.)

1 = nauwelijks hoorbaar; onleesbaar.
2 = zwak; nu en dan leesbaar.
3 = vrij goed; leesbaar, maar moeilijk.
4 = goed; leesbaar.
5 = zeer goed; volkomen leesbaar.

BIJLAGE 5.

Diensturen van de in de tweede categorie gerangschikte schepen.

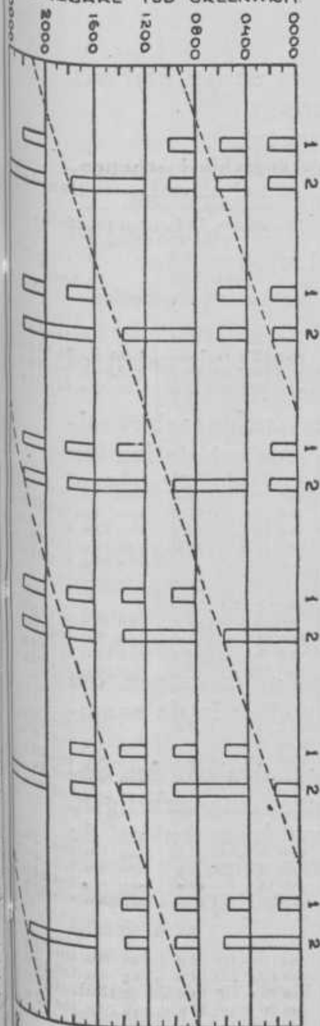
(Zie tabel en kaart bijlage 6, alsmede artt. 13 en 20 van het algemeen reglement.)

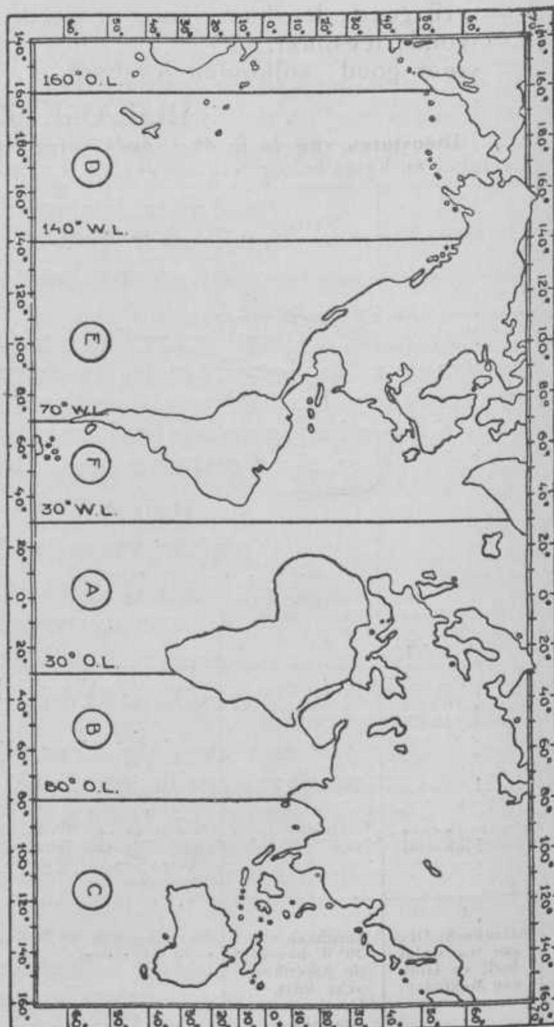
Zonen.	Westelijke grenzen.	Oostelijke grenzen.	Duur der diensturen (middelbare tijd Greenwich)	
			8 uur.	16 uur.
A Atlantische Oceaan (oostelijk deel), Middellandsche Zee, Noordzee, Oostzee.	Meridiaan van 30° W. Kust van Groenland.	Meridiaan van 30° O. bezuiden de Afrikaansche kust, oostelijke kustlijnen van de Middellandsche Zee, Zwarte Zee en Oostzee, meridiaan van 30° O. benoorden Noorwegen.	van 8 u. tot 10 u. van 12 u. tot 14 u. van 16 u. tot 18 u. van 20 u. tot 22 u.	van 0 u. tot 6 u. van 8 u. tot 14 u. van 16 u. tot 18 u. van 20 u. tot 22 u.
B Indische Oceaan, Noordelijke IJszee (oostelijk deel).	Oostelijke grens van Zone A.	Meridiaan van 80° O., Westkust van Ceylon tot de Adamsbrug, van daar naar het Westen, langs de kust van Indië.	van 4 u. tot 6 u. van 8 u. tot 10 u. van 12 u. tot 14 u. van 16 u. tot 18 u.	van 0 u. tot 2 u. van 4 u. tot 10 u. van 12 u. tot 14 u. van 16 u. tot 18 u. van 20 u. tot 24 u.
C Chineesche Zee, Groote Oceaan (westelijk deel).	Oostelijke grens van Zone B.	Meridiaan van 160° O.	van 0 u. tot 2 u. van 4 u. tot 6 u. van 8 u. tot 10 u. van 12 u. tot 14 u.	van 0 u. tot 6 u. van 8 u. tot 10 u. van 12 u. tot 14 u. van 16 u. tot 22 u.
D Groote Oceaan (middendeel).	Oostelijke grens van Zone C.	Meridiaan van 140° W.	van 0 u. tot 2 u. van 4 u. tot 6 u. van 8 u. tot 10 u. van 20 u. tot 22 u.	van 0 u. tot 2 u. van 4 u. tot 6 u. van 8 u. tot 10 u. van 12 u. tot 18 u. van 20 u. tot 24 u.
E Groote Oceaan (oostelijk deel).	Oostelijke grens van Zone D.	Meridiaan van 70° W. bezuiden de Amerikaansche kust, Westkust van Amerika.	van 0 u. tot 2 u. van 4 u. tot 6 u. van 16 u. tot 18 u. van 20 u. tot 22 u.	van 0 u. tot 2 u. van 4 u. tot 6 u. van 8 u. tot 14 u. van 16 u. tot 22 u.
F Atlantische Oceaan (westelijk deel) en Golf van Mexico.	Meridiaan van 70° W. bezuiden de Amerikaansche kust, Oostkust van Amerika.	Meridiaan van 30° W. Kust van Groenland.	van 0 u. tot 2 u. van 12 u. tot 14 u. van 16 u. tot 18 u. van 20 u. tot 22 u.	van 0 u. tot 2 u. van 4 u. tot 10 u. van 12 u. tot 18 u. van 20 u. tot 22 u.

BIJLAGE 6.

Internationale diensturen voor de schepen, met minder dan 3 radiotelegrafisten

(Zie bijlage 5, en de artt. 13 en 20 van het algemeen reglement.)





BIJLAGE 7.

(Zie artt. 2, 15, 13, 7 van het algemeen reglement en bijlage 3.)

Bescheiden waarvan de scheepsstations moeten zijn voorzien.

De radio-vergunning.
De naamlijst van de scheepsstations.
De naamlijst van de vaste stations en van de landstations.
De naamlijst van de luchtvaartuigstations.
Het verdrag en de bijbehoorende reglementen.
De telegramtarieven van de landen, met bestemming waarvoor het station het meest radiotelegrammen aanneemt.
Het certificaat van den radiotelegrafist (radiotelefonist) of van de radiotelegrafisten (radiotelefonisten).

Bescheiden waarvan de luchtvaartuigstations moeten zijn voorzien.

De radio-vergunning.
Het certificaat van den radiotelegrafist (radiotelefonist) of van de radiotelegrafisten (radiotelefonisten).
Zoodanige bescheiden als de bevoegde luchtvaartorganisaties van het betrokken land eventueel voor het station ten behoeve van zijn dienstuitvoering zullen noodzakelijk achten.

BIJLAGE 8.

Verkrijging van radiopeilingen.

(Zie art. 31 van het algemeen reglement.)

I. Algemeene voorschriften.

A. Alvorens een of meer radiopeilstations op te roepen, om zijn peiling te vragen, moet het mobiele station in de naamlijst opzoeken:

1° De roepnamen van de stations, die moeten worden opgeroepen om de radiopeilingen, die het wenscht, te verkrijgen.
2° De golf, waarop de radiopeilstations luisteren en de golf of de golven waarop zij de peilingen nemen.
3° De radiopeilstations die door middel van speciale draadverbindingen met het te roepen radiopeilstation een groep kunnen vormen.

B. De wijze, waarop het mobiele station moet te werk gaan, hangt van verschillende omstandigheden af. In het algemeen gezegd, moet het rekening houden met het volgende:

1° Indien de radiopeilstations niet op dezelfde golf luisteren, moeten de peilingen, onverschillig of het luisteren op de golf voor het verrichten der peilingen of op een andere golf geschiedt, aan elk station of aan elke groep van stations, welke een bepaalde golf bezigen, afzonderlijk gevraagd worden.
2° Indien alle betrokken radiopeilstations op een zelfde golf luisteren, en indien zij in staat zijn peilingen te nemen op een gemeenschappelijke golf — die een andere golf kan zijn dan de luistergolf — is er aanleiding hen gezamenlijk op te roepen, opdat de peilingen door al deze stations tegelijk, op één en dezelfde uitzending worden genomen.
3° Indien verscheidene radiopeilstations met behulp van speciale draden een groep vormen, moet één hunner geroepen worden, zelfs indien alle van zendinrichtingen zijn voorzien. Indien noodig moet intusschen het mobiele station in dit geval de radiopeilstations, waarvan het peilingen wenscht te verkrijgen, door middel van de roepnamen, in den oproep vermelden.

II. Voorschriften voor de wijze van werken.

A. Het mobiele station roept het radiopeilstation of de radiopeilstations op de golf, die in de naamlijst als hun luistergolf is aangegeven. Het seint de verkorting QTE, die beteekent:
„Ik wensch mijn radiopeiling te kennen ten opzichte van het radiopeilstation waartoe ik mij wend",
of
„Ik wensch mijn radiopeiling te kennen ten opzichte van het station of van de stations waarvan de roepnamen volgen",
of
„Ik wensch mijn radiopeiling te kennen ten opzichte van de onder u werkende gegroepeerde radiopeilstations",
de(n) noodige(n) roepnaam(namen), en eindigt met, zoo noodig, aan te geven welke golf het zal gebruiken om zijn peiling te doen nemen. Daarna wacht het op instructie.
B. Het geroepen radiopeilstation of de geroepen radiopeilstations maken zich gereed om de peiling te nemen; zij waarschuwen, zoo noodig, de radiopeilstations waarmede zij ver-

bonden zijn. Zoodra de radiopeilstations gereed zijn, geven die stations, welke van een zender voorzien zijn, in alphabetische volgorde hunner roepnamen aan het mobiele station antwoord door hun roepnaam, gevolgd door de letter K, te seinen.

Ingeval het radiopeilstations betreft, die een groep vormen, waarschuwt het geroepen station de andere stations van de groep en licht het het mobiele station in, zoodra de stations van de groep gereed zijn om de peiling te nemen.

C. Na, zoo noodig, op zijn nieuwe seingolf te zijn overgegaan, antwoordt het mobiele station door zijn roepnaam te seinen, die, eventueel verbonden met een ander teeken, gedurende een voldoend langen tijd wordt gegeven om het peilen mogelijk te maken.

D. Het radiopeilstation of de radiopeilstations, die voldaan zijn over de handeling, geven het teeken QTE („uw peiling ten opzichte van mij was .... graden"), voorafgegaan door den tijd van waarneming en gevolgd door een groep van 3 cijfers (000 tot 359), aangevende, in graden, de ware peiling van het mobiele station ten opzichte van het radiopeilstation.

Indien een radiopeilstation niet voldaan is over de handeling, vraagt het aan het mobiele station de uitzending, bedoeld onder C, te herhalen.

E. Zoodra het mobiele station het resultaat der waarneming heeft ontvangen, moet dit station het bericht herhalen aan het radiopeilstation, hetwelk dan meldt, dat de herhaling juist is of eventueel verbetering geeft door het bericht te herhalen. Wanneer het radiopeilstation de zekerheid heeft, dat het mobiele station het bericht zonder fouten heeft ontvangen, geeft het het kwijtingsteeken. Dit teeken wordt dan door het mobiele station herhaald als aanwijzing dat het werken is geëindigd.

F. De aanwijzingen betreffende *a*) het teeken dat gebezigd moet worden om de peiling te verkrijgen; *b*) den duur van de door het mobiele station te verrichten uitzending en *c*) den door het betrokken radiopeilstation gebruikten tijd, worden in de naamlijst vermeld.

ADDITIONEEL REGLEMENT BEHOORENDE BIJ HET INTERNATIONAAL RADIOTELEGRAAFVERDRAG.

De met kleine letters gedrukte bepalingen zijn eveneens opgenomen in het algemeen reglement.

Artikel 1.

Wijze van werken per radiotelefoon in den mobielen dienst.

De wijze van werken te volgen bij den oproep en de totstandbrenging van verbindingen tusschen twee radiotelefoniestations van den mobielen dienst, is aangegeven in bijlage 1. De dienstverrichtingen op het mobiele station moeten geschieden door een persoon in het bezit van het voorgeschreven certificaat.

Artikel 2.

Taksen.

§ 1. Het tarief van een radiotelegram, afkomstig van of bestemd voor een mobiel station of gewisseld tusschen mobiele stations, omvat naar omstandigheden:

a) de boordtaks, toekomende aan het mobiele station van afzending of van bestemming, of aan deze beide stations;

b) de landstationstaks, toekomende aan het landstation of aan de landstations, die aan de overbrenging deelnemen;

c) de kosten voor de verzending langs het algemeen net van verkeerswegen, berekend naar de gewone regelen;

d) de kosten voor de bijzondere diensten, welke door den afzender worden verlangd.

§ 2. (1) De landstationsstaks en de boordtaks worden uitsluitend per woord vastgesteld, zonder heffing van een minimumprijs.

(2) Het maximum van de landstationstaks is zestig centiemen (0 fr. 60) per woord; het maximum van de boordtaks is veertig centiemen (0 fr. 40) per woord.

(3) Elke Administratie behoudt zich echter de bevoegdheid voor om landstationstaksen, hooger dan het hierboven aangegeven maximum, vast te stellen en goed te keuren voor

die landstations, welker inrichting of exploitatie buitengewoon kostbaar zijn.

§ 3. Wanneer voor de telegrammenwisseling tusschen mobiele stations van de tusschenkomst van een landstation wordt gebruik gemaakt, wordt de landstationstaks slechts éénmaal geheven. Indien de landstationstaks in het verkeer met het mobiele station van afzending niet dezelfde is als in het verkeer met het mobiele station van bestemming, wordt de hoogste van deze twee taksen geheven. Er kan bovendien een landtelegraaftaks worden geheven, gelijk aan die, welke in het geval, bedoeld in de hierna vermelde § 5, van toepassing is verklaard op de verzending langs de verkeerswegen.

§ 4. De overnemingsdienst is, behoudens hetgeen ter zake in de hierna volgende § 9 is bepaald, geregeld bij artikel 6 van dit reglement.

§ 5. (1) Indien radiotelegrammen, afkomstig van of bestemd voor een land, rechtstreeks gewisseld worden door of met de landstations van dat land, wordt de telegraaftaks, van toepassing op de verzending langs de binnenlandsche verkeerswegen van dat land, in beginsel uitsluitend per woord en zonder heffing van een minimum berekend. Deze taks wordt door de Administratie, waartoe de landstations behooren, in franken opgegeven.

(2) Indien een land in verband met de omstandigheid, dat zijn binnenlandsch net van electrische verkeerswegen niet door de Regeering wordt geëxploiteerd, genoodzaakt is tot heffing van een minimum, moet het hiervan aan het Internationaal bureel kennisgeven, hetwelk het bedrag van dit minimum in de naamlijst, achter de opgaaf van de taks per woord, vermeldt. Bij gebreke van een zoodanige vermelding, wordt de taks uitsluitend per woord en zonder heffing van een minimum berekend.

§ 6. Er wordt geen taks geheven wegens de radioverzending in den mobielen dienst voor de in de volgende categorieën vallende radiotelegrammen van onmiddellijk algemeen belang:

a) noodberichten en antwoorden daarop;

b) berichten, afkomstig van mobiele stations, over de aanwezigheid van ijs,wrakken en mijnen, of ter aankondiging van cyclonen en stormen;
c) berichten ter aankondiging van plotselinge verschijnselen, welke de luchtvaart bedreigen, of van het plotseling ontstaan van hindernissen op de luchtvaartterreinen;
d) berichten, afkomstig van de mobiele stations, ter mededeeling van plotselinge veranderingen in de ligging van boeien, de werking van vuurtorens, bakens, enz.;
e) dienstnota's betrekking hebbende op de mobiele diensten.

§ 7. De mobiele stations moeten bekend zijn met de tarieven, die noodig zijn voor de prijsberekening van radiotelegrammen. Zij zijn evenwel gemachtigd om in voorkomende gevallen inlichtingen in te winnen bij de landstations; deze geven de tariefsprijzen op in franken.

§ 8. Voor de mobiele stations zijn de wijzigingen in de tarieven eerst van toepassing 45 dagen na den datum van de door het Internationaal bureel verzonden kennisgeving.

§ 9. (1) Indien een landstation het mobiel station van bestemming van een radiotelegram, waarvoor door den afzender geen taks voor overneming is betaald (zie artikel 6, § 1, van dit reglement) niet kan bereiken, kan dit landstation, ten einde het radiotelegram zijn bestemming te doen bereiken, zijn toevlucht nemen tot de tusschenkomst van een ander mobiel station, mits dit laatste hierin toestemt. Het radiotelegram wordt dan naar dit andere mobiele station overgebracht en de tusschenkomst van dit laatste heeft zonder kosten plaats.

(2) Dezelfde bepaling is, in geval van noodzakelijkheid, ook van toepassing in de richting mobiel station naar landstation.

(3) Opdat geacht zal kunnen worden, dat een aldus overgebracht radiotelegram zijn bestemming heeft bereikt, is het noodig, dat het station, hetwelk tot de indirecte verzending zijn toevlucht heeft genomen, van het mobiele station, waarvoor het radiotelegram bestemd was, of, naar omstandigheden, van het landstation, waaraan het verzonden had moeten worden, het voorgeschreven reçu, al of niet rechtstreeks, heeft ontvangen.

Artikel 3.

Volgorde van den voorrang bij het tot stand brengen van verbindingen in den mobielen dienst.

§ 1. De volgorde van den voorrang bij het tot stand brengen van verbindingen in den mobielen dienst is als volgt:

1° noodoproepen, noodberichten en noodverkeer;
2° berichten, voorafgegaan door een spoedsein;
3° berichten, voorafgegaan door het veiligheidssein;
4° berichten betreffende radiopeilingen;
5° alle andere berichten.

§ 2. Voor de overbrenging van de radiotelegrammen, bedoeld onder cijfer 5, is de volgorde van den voorrang in beginsel als volgt:

1° regeeringsradiotelegrammen;
2° radiotelegrammen, die de navigatie, de bewegingen en behoeften van schepen, de veiligheid en regelmatigheid van luchtvaartdiensten betreffen, en radiotelegrammen, die weerkundige waarnemingen bevatten, bestemd voor een officieelen meteorologischen dienst;
3° dienstradiotelegrammen, betrekking hebbende op de werking van den radiodienst of op reeds gewisselde radiotelegrammen;
4° radiotelegrammen van het openbaar verkeer.

Artikel 4.

Twijfelachtige ontvangst. Duplicaat-overseining. Radioverbindingen op langen afstand.

§ 1. (1) Wanneer in den mobielen dienst het verkeer moeilijkheden gaat ondervinden, doen beide in verbinding zijnde stations moeite om de overkomst van het radiotelegram, waarvan de overseining is begonnen, te verzekeren. Het ontvangend station kan tot tweemaal toe om herhaling vragen van een radiotelegram, waarvan de ontvangst twijfelachtig is. Indien deze drievoudige overbrenging zonder resultaat blijft, wordt het radiotelegram aangehouden, met het oog op de mogelijkheid, dat zich een gunstige gelegen-

heid zou kunnen voordoen, om de overseining tot een goed einde te brengen.

(2) Indien het seinend station oordeelt, dat het niet mogelijk zal zijn, de verbinding met het ontvangende station binnen 24 uur te herstellen, gaat het als volgt te werk:

a) *het seinende station is een mobiel station.*

Het deelt onmiddellijk aan den afzender mede, waarom zijn radiotelegram niet kan worden overgebracht. De afzender kan dan verzoeken:

1° dat het radiotelegram wordt overgebracht door tusschenkomst van een ander landstation of door tusschenkomst van andere mobiele stations;

2° dat het radiotelegram wordt aangehouden, totdat het zonder verhooging van kosten kan worden overgebracht;

3° dat het radiotelegram geannuleerd wordt.

b) *het seinende station is een landstation.*

Het past op het radiotelegram de bepalingen toe van artikel 30 van het algemeen reglement.

§ 2. Wanneer een mobiel station naderhand een radiotelegram, dat op vorenbedoelde wijze is aangehouden, overseint naar het landstation, dat het onvolledig ontving, of naar een ander landstation van dezelfde Administratie of van dezelfde particuliere onderneming, moet deze nieuwe overseining geschieden met opneming van het dienstbijvoegsel „ampliation" (duplicaat) in de ambtelijke inleiding van het radiotelegram en kan genoemde Administratie of particuliere onderneming slechts de kosten voor een enkele overbrenging in rekening brengen. De extra-kosten, welke eventueel kunnen voortvloeien uit de verzending over het algemeen net van verkeerswegen tusschen dit „andere landstation", door welks bemiddeling het radiotelegram is verzonden, en het kantoor van bestemming, kunnen door dit andere landstation aan het mobiele station van afzending in rekening worden gebracht.

§ 3. Wanneer het landstation, dat volgens de aanwijzing in het adres van het radiotelegram, met de overbrenging daarvan belast is, het mobiele station van bestemming niet kan bereiken en redenen heeft voor de veronderstelling, dat dit

mobiele station zich bevindt in het werkingsgebied van een ander landstation van de Administratie of van de particuliere onderneming, waartoe eerstgenoemd landstation zelf behoort, kan dit het radiotelegram naar dat andere landstation verzenden, indien daaruit geen heffing van extra-kosten voortvloeit.

§ 4. (1) Een station van den mobielen dienst, dat een radiotelegram heeft ontvangen en niet onder normale omstandigheden daarvan reçu heeft kunnen geven, moet, om dit alsnog te doen, de eerste gelegenheid, die daarvoor gunstig is, aangrijpen.

(2) Wanneer van een tusschen een mobiel station en een landstation gewisseld radiotelegram niet rechtstreeks reçu kan worden gegeven, wordt het reçu, indien zulks geen heffing van extra-kosten medebrengt, verzonden door tusschenkomst van een ander landstation van dezelfde Administratie of particuliere onderneming of behoorende tot een andere Administratie of particuliere onderneming, waarmede ter zake eventueel een bijzondere regeling is getroffen.

§ 5. (1) De Administratiën behouden zich de bevoegdheid voor om een dienst in te richten voor radioverkeer op langen afstand tusschen landstations en mobiele stations, met uitgesteld reçu of zonder reçu.

(2) Wanneer er omtrent de juistheid van eenig gedeelte van een radiotelegram, dat op een van beide wijzen is overgebracht, twijfel bestaat, wordt de aanwijzing „réception douteuse" (twijfelachtige ontvangst) vermeld op het ontvangblad, dat aan den geadresseerde wordt afgeleverd, terwijl de twijfelachtige woorden of groepen van woorden onderstreept worden. Indien er woorden ontbreken, worden de plaatsen, waar die woorden zich moesten bevinden, open gelaten.

(3) Wanneer, in den dienst voor radioverkeer op langen afstand met uitgesteld reçu, het seinend landstation binnen een termijn van 10 dagen van een radiotelegram, dat het heeft verzonden, geen reçu heeft ontvangen, stelt het den afzender van genoemd radiotelegram hiermede in kennis.

Artikel 5.

Radiotelegrammen welke per gewone post of per luchtpost verder gezonden moeten worden.

§ 1. (1) Radiotelegrammen kunnen door een kuststation naar een scheepsstation of door een scheepsstation naar een ander scheepsstation worden overgebracht, ten einde van een haven uit, welke door het ontvangende station wordt aangedaan, per gewone of per luchtpost verder te worden gezonden.

(2) Voor deze radiotelegrammen is overneming tusschen scheepsstations niet toegelaten.

§ 2. De voorafgaande bepalingen zijn niet bindend voor de Administratiën, die verklaren, dat zij deze bepalingen niet zullen toepassen.

§ 3. Het adres van deze radiotelegrammen moet als volgt zijn samengesteld:

1° de betaalde dienstaanwijzing „Poste" (Post) of „PAV", gevolgd door den naam van de haven, waar het radiotelegram ter post moet worden bezorgd;

2° de naam en het volledig adres van den geadresseerde;

3° de naam van het scheepsstation, dat het radiotelegram ter post moet bezorgen;

4° in voorkomende gevallen, de naam van het kuststation.

Voorbeeld: = Poste (of PAV) Buenosaires = Martinez 14 Calle Prat Valparaiso Avon Landsendradio.

§ 4. Behalve de radiotelegrafische taksen, vastgesteld in artikel 2, § 1, van dit reglement, wordt een bedrag van veertig centiemen (0 fr. 40) geheven voor de gewone postverzending van het radiotelegram of van een frank vijf en twintig centiemen (1 fr. 25) voor de voldoening van de kosten wegens de verzending per luchtpost.

Artikel 6.

Overneming door scheepsstations.

§ 1. De scheepsstations moeten, indien de afzender zulks verzocht heeft, hun tusschenkomst verleenen voor de wisseling van radiotelegrammen, afkomstig van of bestemd voor andere scheepsstations; echter is het aantal tusschenkomst

verleenende scheepsstations beperkt tot twee (zie ook artikel 2, § 9, van dit reglement.)

§ 2. De taks voor den overneemdienst wordt, zoowel wanneer twee stations tusschenkomst verleenen, als wanneer een enkel station overneemt, zonder heffing van een minimum en uitsluitend per woord vastgesteld op een uniform bedrag van veertig centiemen (0 fr. 40). Wanneer twee scheepsstations tusschenkomst hebben verleend, komt aan elk de helft van deze taks toe.

§ 3. De radiotelegrammen, verzonden zooals hierboven is aangegeven, moeten boven het adres de betaalde dienstaanwijzing = RM = (overneming) dragen.

Artikel 7.

Toepassing van de internationale telegraafovereenkomst en van het daarbij behoorende dienstreglement op radiotelegrammen.

§ 1. De bepalingen van de internationale telegraafovereenkomst en van het daarbij behoorende dienstreglement zijn op radiotelegrammen van toepassing voor zoover de bepalingen van het internationaal radiotelegraafverdrag en van de daarbij behoorende reglementen daarmede niet in strijd zijn.

§ 2. De bepalingen van § 3 van artikel 81 van het dienstreglement, behoorende bij de internationale telegraafovereenkomst, zijn niet van toepassing op de afrekening van radiotelegrammen.

§ 3. Voor de toepassing van dit zelfde dienstreglement worden de landstations als overneemkantoren beschouwd, behalve wanneer een van beide radiotelegraafreglementen nadrukkelijk bepaalt, dat deze stations als kantoor van afzending of bestemming moeten worden beschouwd.

§ 4. Artikel 69 van het dienstreglement behoorende bij de internationale telegraafovereenkomst, betreffende telegrammen voor meervoudige bestemmingen, welke per draadlooze telegrafie worden overgebracht, is van toepassing zoowel op telegrammen van deze categorie, die radiotelefonisch, als op die, welke radiotelegrafisch worden overgebracht.

§ 5. Aangezien het woord RADIO in de naamlijst steeds wordt toegevoegd achter den naam van het kuststation, ver-

meld in het adres der radiotelegrammen, behoort dit woord bij de overseining van een radiotelegram niet als dienstaanwijzing in het begin van de ambtelijke inleiding te worden opgenomen.

Overeenkomstig de bepalingen van artikel 13 van het verdrag van Washington heeft dit additioneel reglement dezelfde kracht als evengenoemd verdrag en treedt het op den 1sten Januari 1929 in werking.

Ter oorkonde waarvan de onderscheidene gevolmachtigden dit additioneel reglement hebben onderteekend in een enkel exemplaar, hetwelk bewaard zal blijven in de archieven van de Regeering van de Vereenigde Staten van Amerika, en waarvan een afschrift aan elke Regeering zal worden toegezonden.

Gedaan te Washington, den 25sten November 1927.

(Volgen dezelfde onderteekeningen als voor het verdrag en het algemeen reglement met uitzondering van Canada, de Vereenigde Staten van Amerika en de Republiek Honduras.)

BIJLAGE 1.

Internationale wijze van werken per radiotelefoon.

(Zie art. 1 van het additioneel reglement.)

§ 1. (1) *Roepnamen.* Voor de landstations moet de aardrijkskundige naam van de plaats zelf worden gebruikt.

(2) Voor de luchtvaartuigstations en andere mobiele stations behooren in beginsel de radiotelegrafische roepnamen te worden gebruikt, dus voor de scheepsstations een groep van vier letters en voor de luchtvaartuigstations een groep van vijf letters, overeenkomstig hetgeen in het internationaal luchtvaartverdrag is bepaald. De roepnaam moet voor de mobiele stations aan boord van koopvaardijschepen of verkeers-luchtvaartuigen worden voorafgegaan door den naam van de maatschappij, waartoe zij behooren, bijvoorbeeld: „Handley Page", of door het woord „Particulier" voor de mobiele stations, die aan particulieren toebehooren.

§ 2. *Het spellen van roepnamen, dienstverkortingen en woorden.* Voor dit spellen moeten de volgende algemeen bekende namen worden gebruikt:

A = Amsterdam	J = Jérusalem	S = Santiago
B = Baltimore	K = Kimberley	T = Tokio
C = Canada	L = Liverpool	U = Uruguay
D = Danemark	M = Madagascar	V = Victoria
E = Eddiston	N = Neuchâtel	W = Washington
F = Francisco	O = Ontario	X = Xanthippe
G = Gibraltar	P = Portugal	Y = Yokohama
H = Hanovre	Q = Québec	Z = Zoulouland
I = Italie	R = Rivoli	

§ 3. De navolgende wijze van werken wordt als voorbeeld gegeven:

1° *A roept:*

Allo B, allo B, A appelle, A appelle, message pour vous, message pour vous, over.

(Hallo B, hallo B, A roept, A roept, bericht voor u, bericht voor u, over.)

2° *B antwoordt:*
Allo A, allo A, B répond, B répond, envoyez votre message, envoyez votre message, over.
(Hallo A, hallo A, B antwoordt, B antwoordt, zend uw bericht, zend uw bericht, over.)

3° *A antwoordt:*
Allo B, A répond, message commence, à .... (geadresseerde) de .... (afzender)
(Hallo B, A antwoordt, bericht begint, aan .... van ....)
overseining van het bericht
message terminé, je répète, message commence, à .... de ....
(bericht geëindigd, ik herhaal, bericht begint, aan .... van ....)
herhaling van het bericht
message terminé, over.
(bericht geëindigd, over.)

4° *B antwoordt:*
Allo A, B répond, votre message commence, à .... de ....
(Hallo A, B antwoordt, uw bericht begint, aan .... van ....)
herhaling van het bericht
votre message terminé, over.
(uw bericht geëindigd, over.)

5° *A antwoordt:*
Allo B, A répond, exact, exact, coupant.
(Hallo B, A antwoordt, juist, juist, ik verbreek.)

6° A verbreekt vervolgens de verbinding en de twee stations gaan weer tot hun normalen luisterdienst over.

Opmerking: Bij het begin van een berichtenwisseling wordt de voorgeschreven aanroep zoowel door het roepende station als door het opgeroepen station tweemaal uitgesproken. Zoodra de verbinding tot stand is gekomen, wordt hij slechts één keer uitgesproken.

Frequenties in Kiloperioden per seconde (Kp/s).	Benaderde golflengten in meters (M.).	Diensten.
10—100	30000—3000	Vaste diensten.
100—110	3000—2725	Vaste diensten en mobiele diensten.
110—125	2725—2400	Mobiele diensten.
125—150 [1]	2400—2000 [1]	Mobiele diensten voor de zeevaart, *geopend uitsluitend voor openbaar verkeer.*
150—160	2000—1875	Mobiele diensten.
160—194	1875—1550	a) Omroep. b) Vaste diensten. c) Mobiele diensten. De voorwaarden voor het gebruik van dezen band zijn onderworpen aan de volgende regionale regelingen: Alle streken, waar reeds omroepstations bestaan, die werken op frequenties beneden 300 Kp/s (golven boven 1000 M.): omroep. Andere streken: Vaste diensten. Mobiele diensten. De regionale regelingen zullen de rechten van andere streken in dien band eerbiedigen.
194—285	1550—1050	a) Mobiele diensten. b) Vaste diensten. c) Omroep. De voorwaarden voor het gebruik van dezen band zijn onderworpen aan de volgende regionale regelingen: Europa: a) Mobiele diensten *uitsluitend voor de luchtvaart.* b) Vaste diensten *uitsluitend voor de luchtvaart.* c) In den band 250—285 Kp/s. (1200—1050 M). Vaste diensten, *niet geopend voor openbaar verkeer.* d) Omroep in den band 194—224 Kp/s (1550—1340 M.). Andere streken: a) Mobiele diensten, met uitsluiting van stations aan boord van koopvaardijschepen. b) Vaste diensten *uitsluitend voor de luchtvaart.* c) Vaste diensten, *niet geopend voor openbaar verkeer.*
285—315	1050—950	Radiobakens.
315—350 [2]	950—850 [2]	Mobiele diensten, *uitsluitend voor de luchtvaart.*
350—360	850—830	Mobiele diensten, *niet geopend voor openbaar verkeer.*
360—390	830—770	a) Radiopeildienst. b) Mobiele diensten, mits zij den radiopeildienst niet storen.
390—460	770—650	Mobiele diensten.
460—485	650—620	Mobiele diensten *(met uitsluiting van gedempte golven en radiotelefonie).*
485—515 [3]	620—580 [3]	Mobiele diensten (Noodsein, oproep enz.).
515—550	580—545	Mobiele diensten, *niet geopend voor openbaar verkeer (met uitsluiting van gedempte golven en radiotelefonie).*
550—1300 [4]	545—230 [4]	Omroep.
1300—1500	230—200	a) Omroep. b) Mobiele diensten voor de zeevaart, uitsluitend golven van 1365 Kp/s. (220 M.).
1500—1715	200—175	Mobiele diensten.
1715—2000	175—150	Mobiele diensten. Vaste diensten. Amateurs.
2000—2250	150—133	Mobiele diensten en vaste diensten.
2250—2750	133—109	Mobiele diensten.
2750—2850	109—105	Vaste diensten.
2850—3500	105—85	Mobiele diensten en vaste diensten.
3500—4000	85—75	Mobiele diensten. Vaste diensten. Amateurs.
4000—5500	75—54	Mobiele diensten en vaste diensten.
5500—5700	54—52,7	Mobiele diensten.
5700—6000	52,7—50	Vaste diensten.
6000—6150	50—48,8	Omroep.
6150—6675	48,8—45	Mobiele diensten.
6675—7000	45—42,8	Vaste diensten.
7000—7300	42,8—41	Amateurs.
7300—8200	41—36,6	Vaste diensten.
8200—8550	36,6—35,1	Mobiele diensten.
8550—8900	35,1—33,7	Mobiele diensten en vaste diensten.
8900—9500	33,7—31,6	Vaste diensten.
9500—9600	31,6—31,2	Omroep.
9600—11000	31,2—27,3	Vaste diensten.
11000—11400	27,3—26,3	Mobiele diensten.
11400—11700	26,3—25,6	Vaste diensten.
11700—11900	25,6—25,2	Omroep.
11900—12300	25,2—24,4	Vaste diensten.
12300—12825	24,4—23,4	Mobiele diensten.
12825—13350	23,4—22,4	Mobiele diensten en vaste diensten.
13350—14000	22,4—21,4	Vaste diensten.
14000—14400	21,4—20,8	Amateurs.
14400—15100	20,8—19,85	Vaste diensten.
15100—15350	19,85—19,55	Omroep.
15350—16400	19,55—18,3	Vaste diensten.
16400—17100	18,3—17,5	Mobiele diensten.
17100—17750	17,5—16,9	Mobiele diensten en vaste diensten.
17750—17800	16,9—16,85	Omroep.
17800—21450	16,85—14	Vaste diensten.
21450—21550	14—13,9	Omroep.
21550—22300	13,9—13,45	Mobiele diensten.
22300—23000	13,45—13,1	Mobiele diensten en vaste diensten.
23000—28000	13,1—10,7	Niet gereserveerd.
28000—30000	10,7—10	Amateurs en proefnemingen.
30000—56000	10—5,35	Niet gereserveerd.
56000—60000	5,35—5	Amateurs en proefnemingen.
Boven 60000	Beneden 5	Niet gereserveerd.

1) De golf van 143 Kp/s (2100 M.) is de roepgolf van de mobiele stations die lange ongedempte golven bezigen.

2) De golf van 333 Kp/s (900 M.) is de internationale roepgolf der luchtvaartdiensten.

3) De golf van 500 Kp/s (600 M.) is de internationale roep- en noodseingolf. Zij mag worden gebezigd voor andere doeleinden, mits de oproep- en noodseinen niet gestoord worden.

4) De mobiele diensten mogen den band 550—1300 Kp/s (545—230 M.) gebruiken, mits zij de diensten van een land, dat dezen zelfden band uitsluitend voor den omroep gebruikt, niet storen.

Noot. Het wordt als juist erkend, dat de korte golven (frequenties van bij benadering 6000 tot 23000 Kp/s — golflengten van ongeveer 50 tot 13 M.) bijzonder geschikt zijn voor verbindingen op grooten afstand. Aanbevolen wordt, om in het algemeen dezen golfband voor dit doel in het verkeer tusschen vaste punten te reserveeren.

Fréquences en kilocycles-seconde (kc/s)	Longueurs d'onde approximatives en mètres (m)	Services
10—100	30000—3000	Services fixes.
100—110	3000—2725	Services fixes et services mobiles.
110—125	2725—2400	Services mobiles.
125—150 [1]	2400—2000 [1]	Services mobiles maritimes *ouverts à la correspondance publique exclusivement.*
150—160	2000—1875	Services mobiles.
160—194	1875—1550	*a*) Radiodiffusion. *b*) Services fixes. *c*) Services mobiles. Les conditions d'utilisation de cette bande sont soumises aux arrangements régionaux suivants: Toutes les régions où existent déjà des stations de radiodiffusion travaillant sur des fréquences inférieures à 300 kc/s (supérieures à 1000 m). } radiodiffusion. Autres régions { Services fixes. / Services mobiles. Les arrangements régionaux respecteront les droits des autres régions dans cette bande.
194—285	1550—1050	*a*) Services mobiles. *b*) Services fixes. *c*) Radiodiffusion. Les conditions d'utilisation de cette bande sont soumises aux arrangements régionaux suivants: Europe { *a*) Services mobiles *aériens exclusivement.* *b*) Services fixes *aériens exclusivement.* *c*) Dans la bande 250—285 kc/s (1200—1050 m) Services fixes *non ouverts à la correspondance publique.* *d*) Radiodiffusion dans la bande 194—224 kc/s (1550—1340 m). Autres régions { *a*) Services mobiles, à l'exclusion des stations commerciales de bord. *b*) Services fixes *aériens exclusivement.* *c*) Services fixes *non ouverts à la correspondance publique.*
285—315	1050—950	Radiophares.
315—350 [2]	950—850 [2]	Services mobiles *aériens exclusivement.*
350—360	850—830	Services mobiles *non ouverts à la correspondance publique.*
360—390	830—770	*a*) Radiogoniométrie. *b*) Services mobiles, à condition de ne pas brouiller la radiogoniométrie.
390—460	770—650	Services mobiles.
460—485	650—620	Services mobiles *(à l'exclusion des ondes amorties et de la radiotéléphonie).*
485—515 [3]	620—580 [3]	Services mobiles (Détresse, appel etc.).
515—550	580—545	Services mobiles *non ouverts à la correspondance publique (à l'exclusion des ondes amorties et de la radiotéléphonie).*
550—1300 [4]	545—230 [4]	Radiodiffusion.
1300—1500	230—200	*a*) Radiodiffusion. *b*) Services mobiles maritimes, ondes de 1365 kc/s (220 m) exclusivement.
1500—1715	200—175	Services mobiles.
1715—2000	175—150	Services mobiles. Services fixes. Amateurs.
2000—2250	150—133	Services mobiles et services fixes.
2250—2750	133—109	Services mobiles.
2750—2850	109—105	Services fixes.
2850—3500	105—85	Services mobiles et services fixes.
3500—4000	85—75	Services mobiles. Services fixes. Amateurs.
4000—5500	75—54	Services mobiles et services fixes.
5500—5700	54—52,7	Services mobiles.
5700—6000	52,7—50	Services fixes.
6000—6150	50—48,8	Radiodiffusion.
6150—6675	48,8—45	Services mobiles.
6675—7000	45—42,8	Services fixes.
7000—7300	42,8—41	Amateurs.
7300—8200	41—36,6	Services fixes.
8200—8550	36,6—35,1	Services mobiles.
8550—8900	35,1—33,7	Services mobiles et services fixes.
8900—9500	33,7—31,6	Services fixes.
9500—9600	31,6—31,2	Radiodiffusion.
9600—11000	31,2—27,3	Services fixes.
11000—11400	27,3—26,3	Services mobiles.
11400—11700	26,3—25,6	Services fixes.
11700—11900	25,6—25,2	Radiodiffusion.
11900—12300	25,2—24,4	Services fixes.
12300—12825	24,4—23,4	Services mobiles.
12825—13350	23,4—22,4	Services mobiles et services fixes.
13350—14000	22,4—21,4	Services fixes.
14000—14400	21,4—20,8	Amateurs.
14400—15100	20,8—19,85	Services fixes.
15100—15350	19,85—19,55	Radiodiffusion.
15350—16400	19,55—18,3	Services fixes.
16400—17100	18,3—17,5	Services mobiles.
17100—17750	17,5—16,9	Services mobiles et services fixes.
17750—17800	16,9—16,85	Radiodiffusion.
17800—21450	16,85—14	Services fixes.
21450—21550	14—13,9	Radiodiffusion.
21550—22300	13,9—13,45	Services mobiles.
22300—23000	13,45—13,1	Services mobiles et services fixes.
23000—28000	13,1—10,7	Non réservé.
28000—30000	10,7—10	Amateurs et expériences.
30000—56000	10—5,35	Non réservé.
56000—60000	5,35—5	Amateurs et expériences.
au-dessus de 60000	au-dessous de 5	Non réservé.

1) L'onde de 143 kc/s (2100 m) est l'onde d'appel des stations mobiles utilisant des ondes longues entretenues.

2) L'onde de 333 kc/s (900 m) est l'onde internationale d'appel des services aériens.

3) L'onde de 500 kc/s (600 m) est l'onde internationale d'appel et de détresse. Elle peut être employée pour d'autres usages à condition de ne pas brouiller les signaux d'appel et de détresse.

4) Les services mobiles peuvent utiliser la bande 550—1300 kc/s (545—230 m) à condition de ne pas brouiller les services d'un Pays qui utilise cette même bande exclusivement pour la radiodiffusion.

Note. Il est reconnu que les ondes courtes (fréquences de 6000 à 23000 kc/s approximativement—longueurs d'onde de 50 à 13 m environ) ont une grande efficacité pour les communications à grande distance. Il est recommandé de réserver, en règle générale, cette bande d'ondes pour cet objet, dans les services entre points fixes.